

DÉBLOCAGE L'accord d'union douanière conclu lundi 6 mars à Bruxelles entre l'Union européenne et la Turquie entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1996 s'il est approuvé par

le Parlement européen, qui attend d'Ankara des gestes significatifs en matière de droits de l'homme, dont Amnesty International, dans son rapport annuel, dénonce la viola-

tion persistante. ● LA TURQUIE avait été, en 1963, le premier pays à signer un accord d'association avec la CEE. Cet accord prévoyait l'union douanière comme étape intermé-

diaire vers l'adhésion de la Turquie comme membre à part entière de la Communauté européenne. ● PARALLÈLEMENT à l'union douanière, les Quinze ont décidé de renforcer

leur coopération financière avec la Turquie. Cette coopération avait été interrompue après le coup d'Etat militaire de 1980 et était bloquée depuis par le veto des Grecs.

L'Europe conclut une union douanière avec la Turquie

Les Grecs ont levé leur veto à cet accord avec Ankara en contrepartie des ouvertures faites par les Européens en direction de Chypre

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

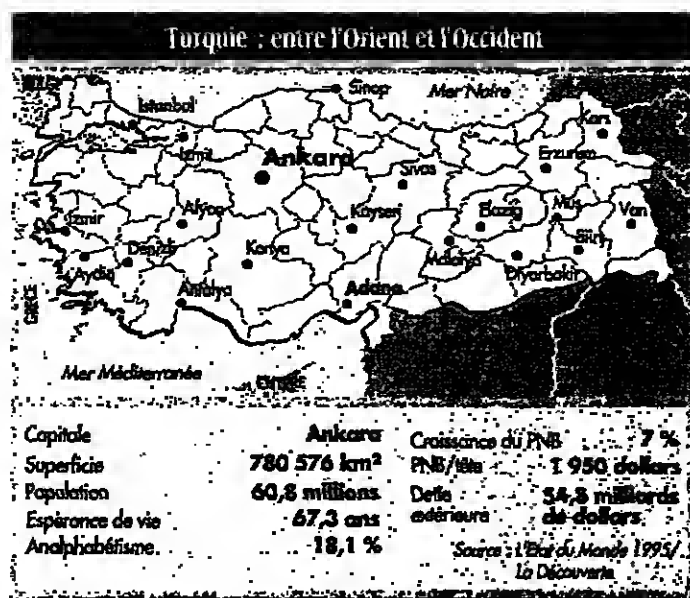
C'est fait. Lundi 6 mars, l'Union européenne a repris le fil d'une coopération avec la Turquie interrompue depuis quinze ans. Les Grecs, qui bloquaient toute vraie normalisation depuis leur adhésion à la Communauté en 1981, se sont fait prier, mais ont accepté finalement de lever leur obstruction. En contrepartie de cet effort, les Grecs obtiennent l'assurance que l'Union engagera des négociations d'adhésion avec Chypre, comme d'ailleurs avec Malte, dans les six mois qui suivront la conclusion de la Conférence intergouvernementale (CIG) convoquée en 1996 pour réformer les institutions européennes.

Cependant, l'entrée de Chypre dans l'Union demeurera en principe subordonnée à la conclusion d'un règlement du conflit qui oppose depuis 1974 les deux communautés de l'île. La stratégie de l'Union européenne est donc un renfort pour l'ONU, toujours à la recherche d'une solution au problème chypriote : avec cette perspective d'adhésion et les pro-

messes d'assistance financière de l'Union aux régions les plus pauvres (c'est-à-dire le nord de l'île, occupé par les Turcs), l'Europe espère bien enclencher le processus devant conduire, ainsi que l'a souligné Alain Juppé, à une fédération chypriote bicommunautaire et bizonale.

Les accords qui ont été signés lundi, au cours d'un Conseil d'association exceptionnel, suivi d'un dîner auquel assistait le premier ministre turc, Tansu Ciller, décrivent les conditions de mise en œuvre d'une union douanière entre les Quinze et la Turquie à compter du 1^{er} janvier 1996. Si l'on considère l'ensemble de ses partenaires extérieurs, c'est avec la Turquie que l'Union européenne a son plus important excédent commercial : ses exportations atteignent 12,5 milliards d'euros, alors que ses importations s'élèvent à 7,5 milliards d'euros. L'union douanière implique, dans de larges proportions, l'alignement de la législation turque sur celle de l'Union, notamment l'application de son tarif douanier commun.

Il y a là un facteur de développement des échanges considérables,



avec moins de dérogations, de clauses de sauvegarde, de freins de toute nature que dans la situation actuelle. Le rapprochement économique devrait être sensible, le flux d'investissements vers la Turquie s'intensifier, à condition bien sûr

que l'économie turque parvienne à surmonter sa phase de désordre actuelle. L'aide financière, bloquée elle aussi depuis 1980, sera reprise, les montants budgétaires pouvant être mis à la disposition de la Tur-

quie au titre de protocoles conclus dans le passé s'élevant à 375 millions d'euros, auxquels viendraient s'ajouter entre 300 et 400 millions d'euros de prêts provenant de la Banque européenne d'investissements (BEI). La coopération instaure entre les deux parties devrait être multiforme, mais générer en particulier un dialogue politique, avec une réunion par an au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement et deux au niveau des ministres des affaires étrangères.

PROGRES INSUFFISANT

Dans son intervention, faite au nom des Quinze, M. Juppé a abordé le problème des droits de l'homme et de la répression au Kurdistan. « L'Union européenne constate que les progrès dans ce domaine sont insuffisants puisqu'on continue d'observer des cas de violation de droit de l'homme, d'interdiction de journaux, de poursuites de journalistes et d'hommes de lettres (Yashar Kemal), Akim Birdal (président de l'association des droits de l'homme), d'emprisonnement de députés pour délit d'opinion. »

Murat Karayalcin, le ministre des affaires étrangères, s'est voulu

rassurant, indiquant que des voies de recours seraient ouvertes, y compris devant la Cour européenne des droits de l'homme, pour donner une chance aux députés kurdes emprisonnés d'être libérés. « Nous sommes décidés à respecter les décisions de la Cour européenne », a souligné M. Karayalcin. Il a fait état d'initiatives en cours pour modifier les législations ainsi que les pratiques les plus répressives.

« L'établissement d'une union douanière entre l'Union européenne et la Turquie violerait les droits de l'homme et le droit communautaire », avait estimé lundi, dans un communiqué, l'association Reporters sans frontières. Alain Juppé a rappelé la position du Parlement européen, qui hésite à donner son « avis conforme », nécessaire pour que l'Union douanière devienne effective, en raison précisément de la situation des droits de l'homme. Une pression supplémentaire pour que les autorités d'Ankara manifestent de manière crédible leur volonté de rétablir les pratiques d'un Etat de droit.

Philippe Lemaître

Ankara se félicite de l'accord de Bruxelles

Seuls les islamistes sont opposés à une union douanière que les Turcs voient comme un premier pas vers l'intégration européenne

ISTANBUL

de notre correspondant

L'accord sur l'union douanière, signé lundi 6 mars à Bruxelles, marque une étape importante du processus d'intégration de la Turquie en Europe, entamé en 1963 avec la signature de l'accord d'association. Jusqu'au dernier moment, des doutes ont subsisté sur la levée du veto grec, et c'est avec un soulagement évident que la presse et les politiciens turcs ont salué la conclusion des négociations, qualifiée d'« événement historique ». « Un rêve centenaire », titrait, lundi, le quotidien *Hürriyet*, se référant à une vocation occidentale du pays qui daterait des sultans de l'empire ottoman.

Les Turcs n'entendent d'ailleurs pas en rester là. Le ministre des affaires étrangères, Murat Karayalcin, a clairement laissé entendre que son pays percevait l'union douanière, qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1996, comme une simple étape vers une participation à part entière – à plus long terme – de son pays à l'Union européenne. Plus encore qu'un impact économique, l'accord conclu à Bruxelles aura certainement, dans l'immédiat, un impact psychologique important – difficilement quantifiable – sur la Turquie. Pour les Turcs, qui se sentent mal-aimés et rejetés de toute part, l'union douanière représente un sceau officiel apposé sur leurs relations avec les Européens, une preuve symbolique de leur ac-

ception. Dans un premier temps, l'accord bénéficiera plus aux Européens, qui obtiendront enfin le libre accès au vaste marché turc, qu'à l'industrie turque, forcée de s'adapter pour se mesurer aux standards de prix et de qualité imposés par une concurrence accrue. L'arrivée massive de produits européens risque de fragiliser certains secteurs industriels, notamment l'automobile et l'alimentaire, déjà sérieusement affectés par une forte récession et une inflation qui atteint 150 %.

ENTHOUSIASME

La levée des tarifs douaniers et de taxes pourrait également coûter annuellement entre 2,6 et 3 milliards de dollars au gouvernement turc. La Turquie espère obtenir des crédits européens, qui pourraient aller jusqu'à 3 milliards de dollars au cours des cinq années à venir, pour compenser ces pertes qu'elle espère temporaires, puisqu'une augmentation substantielle des exportations turques, dont la moitié est déjà absorbée par le marché européen, est attendue à moyen terme.

Malgré les difficultés supplémentaires que la Turquie, déjà affaiblie économiquement et politiquement, se prépare à affronter lors de la mise en place de l'union douanière, le gouvernement et les milieux d'affaires turcs se sont, dans l'ensemble, embarqués avec enthousiasme dans cette aventure européenne qui de-

vrait avoir un effet tonique sur l'économie turque.

Cet enthousiasme n'est pas partagé par tous : le vice-président du Parti de la prospérité (RP islamiste) a déclaré que son mouvement annulerait l'accord s'il accordait au pouvoir. Les islamistes, qui estiment que la Turquie n'a pas sa place dans un « club chrétien », ne sont d'ailleurs pas les seuls opposants. Certains nationalistes, craignant la domination européenne, ont critiqué les concessions de leur gouvernement, notamment en ce qui concerne la candidature chypriote à l'Union européenne.

L'aboutissement des négociations marquait le passage de l'examen théorique. Le plus difficile reste à accomplir avant le 1^{er} janvier 1996 : la préparation des examens pratiques, soit la mise en place de réformes législatives – notamment dans le domaine des droits de l'homme, qui dominent les relations extérieures de la Turquie – avant une revue de la situation qui aura lieu à l'automne et l'examen de passage devant le Parlement européen.

Le premier ministre, Tansu Ciller, qui s'est rendu à Bruxelles lundi, a admis devant les ministres européens que la Turquie avait fort à faire au cours des mois à venir. « Pour la Turquie, la vraie bataille pour l'Europe commence », a-t-elle déclaré.

Nicole Pope

COMMENTAIRE

UNE CHANCE À EXPLOITER

S'agit-il d'une vraie normalisation entre la Grèce et la Turquie ? Alors que certains en doutaient, un diplomate français affichait à l'inverse, lundi à Bruxelles, un bel optimisme : « Cette union douanière, acceptée par Athènes, c'est la reconnaissance franco-allemande appliquée aux Balkans. » Sans en être là, il y a sans doute aujourd'hui une situation à exploiter et l'Union européenne est bien placée pour faire avancer les choses.

En Grèce, où les aides fournies par le budget européen représentent 6 % du PIB, les hommes les plus ouverts à la modernisation sont conscients qu'il y a une carte à jouer dans leur environnement régional, que la rhétorique officielle, imprégnée de l'idéologie conservatrice de l'Eglise, est déconnectée de la réalité économique. Les réactions ultranationalistes n'ont pas disparu, mais il y a désormais un débat.

Même chose à Chypre, où la perspective de l'adhésion, après vingt ans de crispation sur la par-

tion de l'île, devrait réouvrir le jeu. L'adhésion à l'Union, cela représente aussi une chance de rattrapage pour la partie turque de l'île, dont le développement reste loin derrière celui de la partie grecque. Des voix pourraient s'élever, au nord, pour tenir un discours moins réducteur que celui du président Rauf Denktash. Elles pourraient, surtout, trouver un écho à Ankara.

Pour peu que les autorités turques cessent enfin, comme le leur demande le Parlement de Strasbourg, de bafouer les « normes » européennes en matière de droits de l'homme, l'union douanière mettra à leur portée, en 1996, le marché le plus riche de la planète. Elle mettra fin aussi à une période d'isolement et de frustration : la Turquie pourrait espérer rejoindre sans restriction le concert européen, qui, depuis le Moyen-Age, a toujours été son élément naturel.

La diplomatie française, qui a obtenu là sa première victoire depuis qu'elle préside les travaux des Quinze, a la chance, parce qu'elle leur tient un langage de confiance, d'être écoutée par les deux parties. Sa tâche n'est donc pas achevée.

Ph. L.

« La situation des droits de l'homme se dégrade » selon Amnesty International

A L'HEURE où l'Europe fait un pas vers la Turquie, Amnesty International, dans son rapport annuel publié en février, condamne une fois de plus le sort fait aux droits de l'homme dans ce pays, déplorant la « persistance de graves violations » de ces derniers. Villages incendiés, disparitions, exécutions sommaires, tortures sont le lot quotidien des populations civiles du Sud-Est anatolien, victimes du conflit qui oppose, depuis dix ans, les forces gouvernementales turques au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Ainsi, en mars 1994, plusieurs villages de la région de Simak, un des dix départements du Kurdistan soumis à l'état d'exception, ont été bombardés par des avions à réaction. A l'automne 1994, 17 villages kurdes de la région de Tunceli ont été « rayés de la carte » lors d'une offensive de l'armée régulière. D'après l'association turque des droits de l'homme, en dix ans, 1341 hameaux et villages kurdes ont été « évacués » ou « incen-

dés », selon la politique de la terre brûlée menée par Ankara pour priver le PKK de tout soutien logistique. Ce chiffre, pourtant cité par un membre du gouvernement turc, ainsi que d'autres révélations sur les violations des droits de l'homme au Kurdistan valent aujourd'hui à Akin Birdal, président de l'Association turque des droits de l'homme, d'être poursuivi pour « propagande indépendantiste ».

Le rapport dénonce aussi les exactions du PKK, responsable de l'assassinat de nombreux civils, dont les « protecteurs de villages » (remunérés et armés par l'Etat pour lutter contre les peshmergas) et leurs familles. Auteur de nombreux attentats visant des civils, l'organisation séparatiste s'en prend désormais aux enseignants en poste dans les régions kurdes.

Outre le Sud-Est anatolien, Amnesty International déplore la dégradation des droits de l'homme « dans tout le reste du pays ». Dénonçant « l'usage systématique de la torture » dans les commissariats

de police, l'organisation révèle que le bilan annuel des « morts en détention s'est de nouveau aggravé » et que les « disparitions » de personnes gardées à vue ont été multipliées par deux par rapport à 1993. Enfin, malgré la création récente d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur la pratique des « exécutions extrajudiciaires », 380 personnes ont, en 1994, été victimes de « mystérieux homicides » aux mobiles politiques évidents.

Tout en condamnant l'attitude d'Ankara qui, « au lieu de prendre des mesures » pour mettre fin aux violations, « choisit de tout nier », Amnesty International appelle les pays occidentaux qui fournissent des équipements militaires à la Turquie à plus de vigilance. La Commission des droits de l'homme des Nations unies et le Conseil de l'Europe ont, pour leur part, « failli à leur devoir d'agir », estime le rapport.

Marie Jégo

Le contentieux s'envenime entre l'UE et le Canada à propos de la pêche au turbot

LE TON MONTE depuis quelques jours entre le Canada et l'Union européenne, à propos de la pêche au large de Terre-Neuve. Ce n'est pas, cette fois-ci, la morue qui est en cause ni, non plus, les relations entre le Canada et le territoire français de Saint-Pierre-et-Miquelon, mais la pêche d'une espèce de turbot, connue par les spécialistes sous l'appellation de « flétan noir du Groenland ».

Le commissaire européen à la pêche, Emma Bonino, a indiqué, lundi 6 mars à Bruxelles, que l'Union n'« accepterait pas les menaces canadiennes ». Et, dans une déclaration publiée en marge de leur réunion, les ministres des affaires étrangères des Quinze ont « dénoncé l'action unilatérale des autorités canadiennes, en violation des règles du droit de la mer ». Ottawa venait de faire savoir qu'il était prêt à faire arraisonner des bateaux européens au large de ses côtes au nom de la lutte contre la surpêche et de la protection de l'environnement.

Ontre les polémiques habituelles entre professionnels, experts scientifiques et autorités politiques sur la rarefaction, réelle ou supposée, des ressources halieutiques, la question est délicate sur le plan juridique. En effet, Ottawa (qui a déjà mis en vigueur un moratoire pour la pêche à la morue) veut réglementer sévèrement les prises du turbot au-delà de sa zone économique exclusive des 200 milles (sur laquelle il exerce naturellement sa souveraineté), là où se prolonge, dans les eaux internationales, le plateau continental riche en poisson. La Chambre des communes du Canada a voté en juin 1994 une loi en ce sens attribuant aux autorités chargées du contrôle des pêches le droit de prendre « les mesures qui s'imposent » pour protéger les stocks de poissons qui « chevauchent » sur la ligne de démarcation des 200 milles. C'est cette législation unilatérale que contestent les autorités européennes.

Le conflit s'est durci lorsque, le y

a quelques semaines, l'Organisation des pêches de l'Atlantique du nord ouest (Opano), qui réglemente les prises dans cette partie du globe, a réparti les quotas de turbot entre les pays pêcheurs pour 1995. Les quantités ont été fixées à 27 000 tonnes au lieu de 60 000 en 1994 et, sur ce total, l'Europe des Quinze n'a obtenu que 3 400 tonnes, ce qu'elle a immédiatement refusé, avec d'autant plus de vigueur que le Canada se réservait (faisant valoir sa qualité d'Etat riverain) 60 % des prises dans la partie située au-delà de ses 200 milles, donc dans les eaux européennes de ce poisson ont atteint quelque 45 000 tonnes chaque année depuis trois ans, ce qui met en péril le renouvellement des stocks. Les Européens ne s'opposent pas au principe d'une diminution du quota global mais veulent que les sacrifices soient plus équitablement répartis.

François Grosrichard

مركزاً من لاصول

La peseta sous-évaluée risque de relancer l'inflation espagnole

Les exportations vont tirer profit de la nouvelle parité

La dévaluation de la peseta peut encourager la spéculation contre les autres devises faibles du SME, la preuve étant faite que le système de marges élargies

est contournable. Pour autant, l'économie espagnole enregistre des signes d'amélioration, y compris au chapitre des déficits publics.

L'ECONOMIE ESPAGNOLE, malgré ses faiblesses évidentes, ne méritait probablement ni l'exercice d'honneur ni l'indignité d'une nouvelle dévaluation. Exercice d'honneur car les exportations du pays, déjà fort dynamiques sur tous les marchés étrangers, vont être fortement stimulées par la décision prise, dimanche 5 mars à Bruxelles, par le comité monétaire européen, indignité parce qu'une dévaluation est toujours plus ou moins le signe d'un échec politique pour le gouvernement qui l'a décidée ou acceptée.

Quarante-huit heures après la dévaluation de 7 % de la peseta, la question se pose de savoir pourquoi les pays à monnaie forte du SME, au premier rang desquels figure bien évidemment l'Allemagne, n'ont pas cherché à soutenir la monnaie espagnole qui avait déjà été dévaluée trois fois en deux ans et demi, pendant depuis septembre 1992 quelque 32 % de sa valeur par rapport au franc et presque 36 % par rapport au mark.

Les raisons profondes de la Bundesbank sont insondables, mais on peut imaginer qu'en acceptant une nouvelle modification de parité, les autorités monétaires allemandes ont voulu éviter que la peseta, suivant en cela l'exemple ancien de la lire, ne sorte du SME

pour se mettre à flotter. Dans ce cas de figure, la baisse de la monnaie espagnole aurait été beaucoup plus forte que les 7 % finalement décidés. On peut penser aussi que la Bundesbank a réussi un double en mettant officiellement hors jeu de la future UEM (Union économique et monétaire) un pays méditerranéen dont on connaissait la volonté d'entrer le plus tôt possible dans la cour des grands sans y être vraiment prêt. Beaucoup plus importante est la motivation du gouvernement espagnol dont les informations officielles ont assuré que c'était à sa demande que la peseta avait été dévaluée. Si tel est bien le cas, ce n'est pas pour des raisons économiques que la décision de dimanche a été prise. De plus, l'objectif force à dire que les performances de l'économie espagnole, exception faite du chômage, sont loin d'être catastrophiques.

Les raisons de la dévaluation sont pour l'essentiel politiques

Si le ralentissement de l'inflation semblait biter sur le seuil des 4,5 % depuis pratiquement plus d'un an, les progrès accomplis sur longue période étaient sensibles puisque la hausse des prix, jusqu'en 1992, atteignait ou dépassait les 6 % l'an. Autre signe d'amélioration, les hausses des salaires qui furent pendant longtemps beaucoup trop fortes par rapport aux capacités du pays et à ses gains de productivité, pesant sur les pouvoirs publics de redoutables problèmes de régulation, ces hausses se modérèrent nettement depuis deux ans (+7 % en 1993, +4,5 % en 1994).

Autre grave préoccupation pour les responsables de l'économie espagnole, le déficit de ses comptes publics était également en voie de lente solution. Les dépenses de l'Etat se ralentissaient par compression des indemnités de chômage et gel des salaires publics, en même temps qu'augmentaient les recettes fiscales procurées notamment par l'assujettissement des chômeurs à

l'impôt sur le revenu. Ainsi le gouvernement pouvait-il espérer ramener le déficit public, qui atteignait encore 7,3 % du PIB en 1993, à 6 % cette année. Le progrès le plus net accompli par l'économie espagnole était évidemment à chercher du côté des exportations, littéralement dopées par la surcompétitivité de la peseta. En moyenne, les ventes à l'étranger ont progressé l'année dernière de 15 %, soit deux fois plus vite que les importations, tirant la croissance et réduisant de moitié le déficit de la balance commerciale (15 milliards de dollars en 1993 et en 1994 contre 31 milliards en 1991 et 1992) en même temps que celui de la balance des paiements courants (-4,6 milliards de dollars en 1994 contre -18 milliards en 1992).

Il faut donc chercher ailleurs que dans l'économie les véritables raisons de la quatrième dévaluation de la peseta. Et ces raisons sont pour l'essentiel politiques (Le Monde du 7 mars), liées notamment à l'affaire des GAL (groupes antiterroristes de libération). C'est donc pour allumer rapidement un contre-feu, que d'un commun accord, les autorités espagnoles et celles des autres pays participant au SME ont déclenché l'opération de dimanche. L'ennui est que cette réponse monétaire apportée à un problème largement politique risque de produire des effets contraires à ce qu'on en attendait. Les marchés peuvent fort bien se voir encourager à poursuivre leurs attaques, non seulement contre la peseta mais contre d'autres monnaies, la preuve venant d'être donnée que le système des marges élargies mis en place en août 1993 n'est pas incontournable. Un autre risque existe pour l'économie espagnole : celui de voir les chefs d'entreprise relâcher l'inflation par le biais de marges bénéficiaires que la concurrence étrangère est maintenant bien incapable de limiter.

La peseta, si elle devait à nouveau être dévaluée dans quelques mois, devrait cette fois sortir du SME. C'est tout le système européen de régulation des changes qui en serait gravement affaibli. Avec toutes les conséquences que cela aurait sur les échanges commerciaux et finalement les relations politiques, entre pays de l'Union européenne.

Alain Vernholes

L'ombre des Sudètes plane toujours entre Prague et Bonn

Expulsés après la guerre, les Allemands des Sudètes veulent une indemnisation

Même si les relations entre l'Allemagne et la République tchèque s'intensifient depuis la chute du communisme et du rideau de fer, les rancoeurs historiques liées à l'ex-

pulsion des trois millions d'Allemands des Sudètes sont encore tenaces, encouragées par les courants nationalistes, soutenus par les anciens communistes.

CHEB (Bohême de l'Ouest)

de notre envoyé spécial

Les expressions allemandes sont celles que l'on entend le plus fréquemment en parcourant les rues et les restaurants de la pittoresque ville frontalière de Cheb. A preuve, les vendeurs vietnamiens du marché, à l'entrée du vieux quartier, parlent mieux l'allemand que le tchèque. Pourtant, la plupart d'entre eux n'ont jamais passé plus de quelques heures de l'autre côté de l'ancien rideau de fer. Mais, depuis la chute du communisme et l'ouverture des frontières, la ville est quotidiennement prise d'assaut par des centaines d'Allemands, qui viennent faire leurs emplettes pour quelques petites coupures du mark. Cinq-vingt ans après l'expulsion des trois millions de Sudètes des régions frontalières de la Bohême et cinq ans après la « révolution de velours », les Allemands sont de retour, et avec eux les vieux démons.

« La République tchèque est menacée par la germanisation », estime Mojmir Svoboda, le président des clubs des frontaliers tchèques (KCP), une association nationaliste et anti-allemande. En septembre 1994, quelque 3 000 personnes ont manifesté sur la place historique de Cheb à l'appel du KCP pour la défense du Cheb tchèque. Cette première apparition marquante en public du KCP dans une ville symbole, a choqué les esprits.

Fondée au Moyen Age par des colons allemands, qui composèrent la quasi-totalité de sa population (90 % des 30 000 habitants avant la guerre), elle abrita en 1933 la création du parti pro-nazi des Sudètes, partisan du rattachement au Reich, et donc de la destruction de la Tchécoslovaquie.

Aujourd'hui, Eger, comme la nomment les Allemands, est totalement tchèque à quelques rares exceptions près. Ainsi, Jaromir Bohac, né en 1945 dans une famille tcheco-allemande de Cheb, et animateur du projet « Euroregion », tente d'œuvrer pour un rapprochement entre Tchèques et Allemands. « Les sympathisants du KCP sont des gens frustrés, vivant dans le passé, qui ne savent distiller que la haine », dit-il en minimisant leur ombre. « Plus importants pour moi sont les nombreux contacts entre les communes des deux côtés de la frontière, les échanges scolaires, culturels et sportifs », assure M. Bohac, tout en regrettant l'absence de soutien politique du gou-

vernement pragoise au développement de la coopération transfrontalière. « Il faut renouer le contact avec nos anciens concitoyens, les Allemands des Sudètes, autrement que par l'intermédiaire des dirigeants de l'Association des expulsés (Landsmannschaft) », affirme-t-il.

DISCOURS AGRESSIF

Mais tous ne l'entendent pas de cette oreille. Pour M. Svoboda du KCP, qui revendique 15 000 membres - et « chaque semaine apporte son lot de nouvelles adhésions » -, « l'ouverture des frontières a posé clairement la question du droit au retour des Sudètes et de



leur indemnisation ». « Or, c'est inacceptable, s'empare-t-il. La République tchèque ne peut accepter une révision des accords de Potsdam (conférence des Alliés en août 1945) sur la base desquels a eu lieu l'expulsion ». Or, pendant les premières années de l'après-communisme, les dirigeants tchèques ont entrepris, le flou sur une éventuelle révision des accords de Potsdam. Même si le président Havel a fermement condamné, dès janvier 1990, l'expulsion des Sudètes, sa prise de position solitaire a, en fait, encouragé les courants nationalistes, fortement soutenus par les anciens communistes.

De l'autre côté de la frontière, la puissante organisation des ex-Sudètes tient également un discours particulièrement agressif envers la jeune République tchèque. Fournissant nombre de cadres aux partis de la majorité CDU et CSU, le Landsmannschaft a réussi à perturber les négociations sur la seule question des dédommagements. D'ailleurs, il s'agit du principal problème qui perturbe les relations entre Prague et Bonn, la République tchèque étant le seul

pays dont les citoyens emprisonnés ou déportés par les nazis n'ont jamais été indemnisés par la RFA.

Or cette question presse, car les derniers survivants disparaissent les uns après les autres. Le gouvernement tchèque a donc pris sur lui d'avancer des indemnisations que les autorités allemandes devront rembourser lorsqu'un accord interviendra. Mais ces dernières traînent des pieds malgré des promesses faites depuis bientôt deux ans, le Landsmannschaft exigeant également des dédommagements de la part de Prague pour leurs expulsions.

La présence allemande économique et touristique se faisant de plus en plus forte, une certaine nervosité est dorénavant perceptible dans les régions frontalières. La plupart des Tchèques installés après la guerre dans cette partie du pays habitent dans des maisons ou des appartements « hérités » des Sudètes expulsés. Certains d'entre eux viennent revoir leurs anciennes propriétés, souvent sans nostalgie et sans arrière-pensée, parfois avec un esprit de reconquête, même si c'est pour l'instant légalement irréalisable.

Le président Havel, convaincu de la nécessité d'apurer les relations avec l'Allemagne et de freiner la montée de la xénophobie anti-allemande, a mis, vendredi 17 février, les points sur les « i » dans un discours à l'université Charles-de-Prague. « Notre République ne négociera jamais la révision des résultats de la guerre, une intervention dans la continuité du droit, et une réécriture de l'histoire au détriment du passé », a-t-il déclaré devant un parterre de Tchéco-Allemands. Tout en réitérant sa condamnation de l'expulsion, M. Havel a également clairement rappelé que les Allemands, et ceux des Sudètes en particulier, étaient responsables de la guerre et de ses conséquences.

Cette prise de position franche et nette, approuvée par le premier ministre, Vaclav Klaus, et saluée par l'ensemble de la presse tchèque, devrait rassurer une partie de l'opinion tchèque, mais aussi permettre aux ex-Sudètes de savoir à quoi s'en tenir. La balle est dorénavant dans les mains des politiques allemands : sauront-ils convaincre les dirigeants radicaux du Landsmannschaft de se tourner vers l'avenir en leur demandant de tirer un trait sur le traumatisme des expulsions de l'après-guerre ?

Martin Plüchta

Reprise de la croissance

Le pourcentage de variation par rapport à l'année précédente



Source : Fédération de la Consommation Espagnole

Madrid va devoir concilier croissance économique et stabilité monétaire

Madrid admet que l'espoir de voir l'Espagne intégrer l'Union économique et monétaire en 1997 s'est évanoui

MADRID

de notre correspondant

En dépit du réajustement de 7 % de la peseta, décidé par le comité monétaire européen dimanche 5 mars, la monnaie espagnole a continué de se déprécier fortement sur les marchés financiers. Le lendemain, elle a encore perdu 3 % par rapport au deutschemark depuis vendredi, se situant à la clôture des marchés à 91,40 contre 88,34, soit pratiquement à son cours plancher par rapport à l'ancienne marge de fluctuation au sein du SME (système monétaire européen), dont la limite est aujourd'hui située à 98,60 pesetas. Contrairement à ce qu'espérait le gouvernement, cette quatrième dévaluation en deux ans et demi, qualifiée de « moindre mal » dans les allées du pouvoir, n'a pas apporté, pour l'instant, la tranquillité espérée sur les marchés.

Le chef du gouvernement, Felipe Gonzalez, a estimé qu'il fallait plutôt parler de « réalignement » parce que la peseta s'est dévaluée face au deutschemark, mais s'est réévaluée vis-à-vis du dollar. Pour le chef de l'exécutif « la situation monétaire n'aura pas une incidence négative sur la reprise économique et favorisera le tourisme et les exportations », sans forcément avoir de conséquences néfastes sur les importations. Mais ce « réalignement » deman-

dé par la Banque d'Espagne afin de ménager ses réserves - dans lesquelles elle a été obligée de puiser presque 20 milliards de dollars la semaine dernière afin de soutenir la peseta - a été douloureusement ressenti dans l'opinion publique.

PERTE DE CONFIANCE

La plupart des commentateurs soulignent « l'appauvrissement » du pays par rapport à ses voisins européens et les difficultés qu'il aura à se maintenir dans le peloton de tête de l'Union, l'un des objectifs du gouvernement. Le ministre de l'économie et des finances, Pedro Solbes, a reconnu qu'il y avait désormais peu d'espoir pour l'Espagne de s'incorporer à l'Union économique et monétaire (UEM) en 1997, même si la peseta n'est pas sortie du serpent monétaire. Cette volonté de rester au sein de la bande de fluctuation du SME est d'ailleurs de plus en plus critiquée par les milieux financiers qui estiment que la dévaluation est « une mesure provisoire » et que tôt ou tard il faudra, comme les Anglais et les Italiens, sortir du SME. Même vaut donc le faire maintenant, car d'ici quelques mois la peseta aura encore perdu de sa valeur par rapport au deutschemark et il faudra à nouveau procéder à une dévaluation qui fait non seulement toujours mauvais

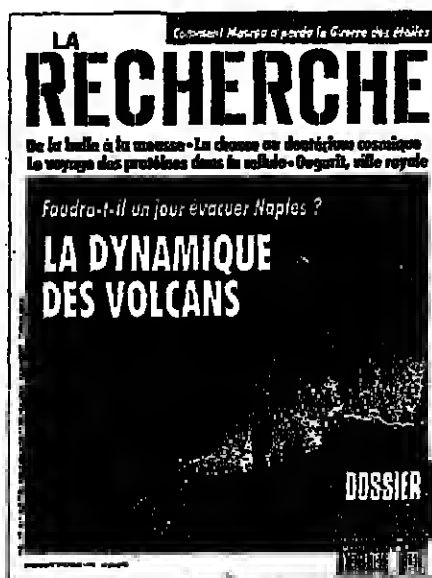
effet mais en plus accentue la baisse, dit-on chez les agents de change.

Prévisions pessimistes qui sont partagées par l'opposition pour qui transporter quelle mesure est incapable de restaurer le crédit, car « la coalition Gonzalez-Pujol (président catalan) ne donne plus confiance aux marchés », selon Rodrigo Rato, du Parti populaire (PP, conservateur). José Maria Aznar, président de ce parti et candidat à la succession de Felipe Gonzalez, a de nouveau demandé des élections anticipées, estimant que « Felipe Gonzalez se maintient au gouvernement au prix de l'appauvrissement des Espagnols ».

La décision de la Banque d'Espagne de remonter, lundi 6 mars, d'un demi-point (de 8,05 à 8,55 %) le taux d'intérêt interbancaire a provoqué une nouvelle chute de la peseta et a entraîné la hausse immédiate des taux d'intérêt préférentiels du secteur bancaire. On s'attend à un relèvement du taux directeur le 14 mars. Celui-ci passerait de 8 à 8,5 %. La hausse précédente de 0,65 % avait eu lieu le 4 janvier et marquait un tournant. Cette fois encore, il s'agit de combattre les tendances inflationnistes déjà marquées, et que cette nouvelle dévaluation va inévitablement accentuer.

Michel Bole-Richard

A LIRE CE MOIS-CI LES ÉRUPTIONS VOLCANIQUES



AU SOMMAIRE ÉGALEMENT

- COMMENT MOSCOU A PERDU LA GUERRE DES ÉTOILES
- QUAND LES BULLES SE FONT MOUSSE

N° 274 - MARS 1995 - EN KIOSQUE - 38 F

Où aura lieu la prochaine éruption ? Quelle sera sa forme ? Sa violence ? Son effet sur l'environnement ? Un dossier complet sur la dynamique des volcans : Pinatubo : chronique d'un cataclysme annoncé ; genèse et métamorphoses d'une éruption ; les grands cycles planétaires ; la fièvre destructrice des éruptions explosives ; à l'affût des signes précurseurs, etc.

Près de 2 000 prisonniers politiques furent jetés vivants à la mer au début de la dictature argentine

Les victimes recevaient des sédatifs et les tortionnaires le réconfort de l'Eglise

Dans un entretien publié le 3 mars par le quotidien de l'opposition Pagina 12, l'ancien capitaine de frégate Adolfo Scilingo

go indique que la marine argentine a tué, en 1976 et 1977, c'est-à-dire sous la première junte militaire, entre 1 500 et 2 000 prison-

niers politiques. Ces derniers étaient jetés vivants, depuis des avions militaires, dans l'océan Atlantique, au large des côtes de

Buenos Aires. Durant la dictature militaire (1976-1983), plus de 9 000 personnes furent portées disparues.

BUENOS AIRES

de notre correspondant

La confession inédite d'Adolfo Scilingo provoque un profond malaise au sein des forces armées et de l'Eglise. L'ancien capitaine de frégate raconte comment les prisonniers étaient conduits, drogés, à l'aéroport national de Buenos Aires et poussés dans des avions. Une fois en vol, les victimes recevaient une nouvelle dose de sédatif et, après avoir été entièrement déshabillées, étaient jetées, une par une, dans le vide. Le médecin de la marine chargé de les « vacciner », selon la confession de Scilingo, se réfugiait dans la cabine de pilotage pour ne pas assister à l'opération macabre, en invoquant le serment d'Hippocrate.

Citant un officier supérieur, Scilingo précise que la marine avait consulté les autorités ecclésiastiques afin de trouver une forme « chrétienne et peu violente » d'éliminer les prisonniers. Après chaque mission, des prêtres étaient chargés de réconforter les officiers en leur lisant les Evangiles. Scilingo insiste sur le fait que les officiers obéissaient aux ordres hiérarchiques et que tous les membres de la marine, dont certains sont toujours en activité, participaient à tour de rôle à ces opérations. Cette forme d'assassinat en série avait été révélée par plusieurs anciennes victimes de la répression lors du procès retentissant des militaires en 1983 à Buenos Aires. Selon certains des témoins, les officiers de la marine prenaient même la précaution de mettre les pieds de leurs



victimes dans du ciment afin que les cadavres ne réapparaissent pas flottants jusque dans les eaux du fleuve du Rio de la Plata. Les Mères de la place de Mai ont dénoncé sans relâche ces massacres aériens qui, selon elles, auraient fait au moins cinq mille victimes. Au total, les associations de défense des droits de l'homme évaluent à 30 000 le nombre de morts et de disparus en Argentine, pendant les sept ans du régime de terreur imposé par les militaires.

M. MENEM ET LA TORTURE

Le « pacte du silence » observé par les forces armées sur cette page noire de l'histoire argentine avait en fait été rompu en octobre 1994 par deux autres officiers de la marine qui avaient reconnu avoir participé à la torture, qu'ils avaient présentée comme une pratique courante pendant la répression illégale. Les capitaines de vaisseau Juan Carlos Rolon et Antonio Ber-

nias, qui avaient effectué ces aveux devant une commission du Sénat chargée d'examiner leur promotion à un grade supérieur, avaient également admis la participation de la marine dans la disparition, en décembre 1977, de deux religieuses françaises, les sœurs Alice Domon et Léonie Duquet.

Demandant à nouveau aux Argentins d'« oublier le passé », le président Carlos Menem avait, pour sa part, revendiqué en public le rôle des forces armées et justifié la pratique de la torture pendant ce qu'on a baptisé « la guerre sale » menée contre la guérilla. A cause de ses propos, M. Menem avait été exclu, en novembre 1994, de l'Association permanente pour les droits de l'homme (APDH). Le Sénat a finalement refusé les promotions des deux officiers devant la mobilisation de la presse et des associations de défense des droits de l'homme. Aujourd'hui, l'affaire

Scilingo n'a pas provoqué de grandes réactions dans le reste de la presse argentine ni dans les rangs de l'opposition. Hebe de Bonafini, la très active présidente des Mères de la place de Mai, nous a déclaré, le 6 mars à Buenos Aires, que cette apathie s'explique par le fait que « tous les militaires argentins ont les mains ensanglantées » et que l'Eglise et une grande partie de la classe politique sont également « complices et compromises par la loi du silence ». « En dénonçant ces crimes, nous nous sommes toujours heurtés à un mur et nous n'avons pas besoin de revendiquer aujourd'hui la confession d'un assassin ».

Le malaise est toutefois perceptible dans les forces armées et au sein du clergé. Surpris, le général Martín Balza, chef d'état-major, estime que si les révélations de Scilingo sont véridiques, elles constituent un fait « étonnant » qui blesse la dignité des forces armées.

Trois évêques, parmi les plus critiques à l'égard du gouvernement Menem, ont admis comme « plausible » la complicité de certains prêtres pendant la dictature militaire et ont suggéré que l'Eglise demande pardon. Scilingo, qui était en poste à l'école de mécanique de la marine (ESMA), un des centres de détention illégale les plus cruels, en plein Buenos Aires, a accusé le chef d'état-major actuel de la marine, l'amiral Enrique Molina Pico, d'avoir caché les faits devant la justice. L'amiral Pico a rétorqué que les propos de Scilingo font partie d'une campagne contre le gouvernement à deux mois de l'élection présidentielle.

Le président Menem, qui brigue un second mandat le 14 mai, a traité l'ancien officier de « scélérat » et a indiqué que Scilingo avait été mis à la porte de la marine parce qu'il faisait l'objet de procès pour fraude, vol et falsification de documents. En Argentine, après le retour de la démocratie, en 1983, la plupart des militaires qui avaient été jugés et condamnés en 1985 pour de graves atteintes aux droits de l'homme sont restés en liberté en vertu de deux lois adoptées sous le régime du président radical Raúl Alfonsín.

Un des premiers gestes de M. Menem à son arrivée au pouvoir avait été de gracier, en 1990, les anciens chefs de la dictature mais aussi le chef des guérilleros « Montoneros », Mario Firmenich. Pour justifier ce pardon, M. Menem avait invoqué la pacification et la réconciliation nationale.

Christine Legrand

Sommet de Copenhague : M^{me} Veil insiste sur les exigences européennes

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

C'est au Bella Center, énorme bâtisse de verre, de métal et de béton, coincée entre des autoroutes à quelques kilomètres de Copenhague que s'est ouvert, lundi 6 mars, le Sommet mondial pour le développement social. « Éliminer la pauvreté et combattre l'exclusion sont deux objectifs parmi les plus spectaculaires que l'Organisation des Nations unies se soit jamais fixés », a expliqué Simone Veil, ministre français des affaires sociales, de la santé et de la ville, qui paraît au nom de l'Union européenne (dont la France assure aujourd'hui la présidence). Et les intervenants de cette première journée ont tous à peu près tenu le même langage, dans un temps de parole strictement limité : chaque orateur dispose en principe de sept minutes « pour refaire le monde », ironise un délégué africain. « Si ce combat relève d'abord de la responsabilité des États », a ajouté le ministre français, « il doit engager toute la communauté internationale, tant il est vrai désormais que la pauvreté est partagée par tous et que les inégalités, à la fois entre les nations et à l'intérieur des pays, sont devenues insupportables ».

M^{me} Veil a insisté sur le rôle fondamental de l'éducation dans le développement social, l'égalité d'accès de tous « et notamment des jeunes filles » à l'enseignement, et sur l'importance que les Européens attachent à l'objectif d'affectation de 0,7 % du produit national brut à l'aide publique au développement, comme aux conditions d'emploi dans les pays du tiers-monde. « L'Union européenne, a-t-elle déclaré, estime que les Nations unies disposent à ce jour de tous les mécanismes et institutions pour relever le défi lancé à Copenhague (...), mais en ce qui concerne l'emploi, il est éminemment souhaitable que l'Organisation internationale du travail joue un rôle essentiel (...) pour promouvoir le respect des règles d'éthique qui assurent la dignité de l'individu ou travail, comme la loyauté des échanges commerciaux ». Elle faisait notamment allusion au travail des enfants et aux salaires de misère pratiqués dans certaines parties du monde.

DÉBATS ANNEXES

Pour sa part, le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, dans son discours d'ouverture, a invité la communauté des nations « à réfléchir à un nouveau projet de vie collective » et évoqué « l'impérieuse obligation d'un nouveau contrat social pour offrir aux nations, aux hommes et femmes du monde des raisons d'espérer ». « En élevant la question sociale au rang des priorités universelles, a-t-il conclu, nous voulons, par là même, prendre en charge le devenir collectif de la société internationale et conclure un nouveau pacte de solidarité à l'échelle de la planète ». Les amateurs de belles paroles devaient être ravis, lundi, au Bella Center de Copenhague.

Les débats sont beaucoup plus animés à la conférence parallèle qui se tient sur l'ancienne base navale de Holmen. Plus de deux mille organisations non gouvernementales (ONG) y tiennent boutique dans un joyeux désordre et les contestataires du Forum 95 prévalent... mille cinq cents « événements » d'ici à la fin de la semaine. « Une véritable invasion de notre base historique ! » explique un jeune écologiste danois. Il y a là, pêle-mêle, des associations et des mouvements religieux, de planning familial, de défense des droits des réfugiés, etc. Les partis communistes irakien et iranien y sont représentés. De même que les syndicats indiens et cubains. Dimanche, plusieurs milliers de Copenhagais sont venus, en curieux, se promener à Holmen avec, parmi eux, le premier ministre et président du sommet « officiel », le social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen. Il a passé deux bonnes heures dans la foule et a assisté à un concert de gospels...

Alain Debove

La Bolivie tente de concilier libéralisme économique et retour à l'identité indienne

LA PAZ

de notre envoyé spécial

Une Indienne en jupe multicolore, accroupie sur le trottoir, la tête couverte d'un chapeau melon, propose, à même le sol, un maigre étalage de bonbons et de cigarettes. Derrière elle, se dresse la façade d'acier et de verre d'une banque, ouverte depuis quelques mois, dont la silhouette s'ajoute aux autres tours récemment construites dans le centre de La Paz. La Bolivie est toujours l'un des pays pauvres d'Amérique du Sud, mais elle évolue rapidement. Le président Gonzalo Sánchez de Lozada, au pouvoir depuis août 1993, s'est lancé dans un vaste programme de réformes qui mêle libéralisme économique et retour à l'identité indienne. « La grande majorité des Boliviens ne parlent pas l'espagnol, et leur préférence ne le parle pas très bien lui-même », a-t-il déclaré au Financial Times.

Les deux tiers des Boliviens parlent des langues indiennes telles que le quechua, l'aymara ou le guaraní. Le président s'exprime en castillan avec un fort accent nord-américain, car il a vécu dès sa plus tendre enfance aux États-Unis, où ses parents, héritiers d'une des plus grandes fortunes minières de Bolivie, s'étaient exilés pour échapper aux foudres d'un des innombrables dictateurs militaires du pays. C'est donc ce fils de famille, licencié en philosophie de l'université de Chicago, cinéaste à ses heures (il a consacré ses premières années, après son retour en Bolivie à filmer les communautés indiennes), qui s'efforce de changer un pays souvent présenté comme immobile.

Il s'est d'abord occupé de réformer la Constitution. Pour la première fois, la loi

fondamentale reconnaît la diversité ethnique et culturelle de la Bolivie. Une meilleure cohésion a été donnée à l'ensemble du système électif : désormais tous les mandats du président aux maires en passant par les élus Congrès, sont de cinq ans. Cela donne en particulier plus de stabilité aux municipalités jusqu'ici soumises à réélection tous les deux ans. La volonté de rendre aux Indiens le sentiment d'appartenance à leur propre pays se retrouve dans la loi de participation populaire de juin 1994. Celle-ci entend rompre avec le modèle colonial, resté souvent intact en Bolivie, qui donne à la ville, où résident les grands propriétaires d'origine espagnole, le pouvoir sur les villages et les campagnes, majoritairement peuplés d'Indiens. Les « ayllus », les communautés indiennes traditionnelles, qui élisent chacune leur chef, sont désormais considérées comme des « organisations territoriales de base » dotées de la personnalité juridique et reçoivent une dotation annuelle.

La réforme de l'éducation va dans le même sens. L'école dispensait jusqu'ici un enseignement exclusivement en espagnol. Les jeunes enfants indiens se sentaient perdus, d'autant que le port des vêtements traditionnels leur était interdit. Ils désertaient souvent un lieu perçu comme étranger, voire hostile. Enseignants et élèves peuvent désormais arborer leurs tenues ancestrales et les jeunes Indiens sont d'abord alphabétisés dans leur langue maternelle avant d'apprendre l'espagnol. Le meilleur garant de cette dignité retrouvée est le vice-président, Victor Hugo Cardenas, lui-même d'origine aymara. Son père avait dû changer son nom indien originel, Choquehuanca, en Cardenas, pour que ses enfants puissent faire des

études supérieures. Il y avait ajouté, pour un fils, le prénom et le nom de l'écrivain français qu'il admirait le plus.

L'autre grand dessein de Sánchez de Lozada est la privatisation de six grandes entreprises publiques, représentant 12,5 % du produit national brut, assortie de la création d'un système de retraites. Le projet est assez complexe puisqu'il prévoit la vente de ces entreprises, l'appel aux capitaux privés boliviens et étrangers pour un montant équivalent à l'utilisation de la moitié des fonds dégagés par la privatisation pour donner une retraite à environ 3,8 millions de Boliviens. Ce processus très original concerne l'entreprise pétrolière d'Etat YPFB, la société de télécommunications Entel, l'entreprise de distribution d'électricité ENDE, la compagnie aérienne nationale Lloyd Boliviano, l'entreprise métallurgique Enaf-Vinto et les chemins de fer.

DÉSAPPEL POPULAIRE

L'ennui est que si plusieurs investisseurs étrangers sont intéressés par le pétrole, le téléphone et l'électricité, ils n'éprouvent pas le même attrait pour la compagnie aérienne nationale, dont les appareils ont une moyenne d'âge de vingt et un ans, et surtout pour les chemins de fer, peu rentables. Aucune privatisation n'a encore été réalisée et la déception est perceptible dans le pays, à la mesure des espoirs soulevés par le projet présidentiel. Le pétrole devrait cependant être privatisé rapidement. De nouveaux gisements ont encore été découverts récemment dans la région amazonienne du Chapare, qui est aussi la principale zone de production de coca.

Un an et demi après son entrée en fon-

ctions, Gonzalo Sánchez de Lozada, que tout le monde ici appelle « Goni », subit donc une certaine désaffection populaire. Il n'a cependant pas trop à craindre jusqu'ici de ses adversaires politiques, en proie à leurs propres difficultés. Son concurrent malheureux de 1993, le général Banzer, semble décidé à abandonner la politique après avoir tenté sans succès de retrouver, par la voie des urnes, le pouvoir qu'il avait exercé de 1971 à 1978 grâce à un coup d'Etat militaire. Le parti du général Banzer, l'Action nationaliste démocratique, se retrouve sans figure de proue, ce qui est fâcheux pour une formation fondée sur le culte du chef.

Le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MGR) de l'ancien président Jaime Paz (1985-1993) connaît, quant à lui, des difficultés d'un autre ordre. Toute une série d'affaires sont récemment sorties qui compromettent le MIR avec les narco-trafiquants. C'est un comble pour le dirigeant d'un parti venu de l'extrême gauche, qui a longtemps été persécuté par les militaires qu'il accusait, non sans raison, d'avoir profité du trafic, et qui se targuait d'avoir désormais acquis une « culture de gouvernement ». Jaime Paz avait nommé, lorsqu'il était au pouvoir, le colonel Rico Toro chef des services boliviens de lutte contre la drogue. Il avait dû renoncer à ce choix au bout de deux semaines en raison des soupçons de collusion de l'intéressé avec ceux qu'il était chargé de combattre. Les États-Unis réclament maintenant l'extradition du colonel Rico Toro en affirmant qu'ils détiennent la preuve que celui-ci a tenté de faire entrer plusieurs centaines de kilos de cocaïne en Floride...

Dominique Dhombres

Le Brésil dévalue en deux temps et en douceur

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

La banque centrale du Brésil a annoncé, lundi 6 mars, un élargissement progressif de la « bande de fluctuation » de la monnaie nationale, le real, par rapport au dollar. L'opération se fera en deux temps. Jusqu'au 2 mai, le cours plancher est fixé à 0,86 real pour un dollar, et le plafond à 0,90 real. Ensuite le plancher sera maintenu à 0,86 real tandis que la limite supérieure sera portée quasiment à la parité avec la devise américaine, à 0,98 real pour un dollar. La banque centrale évite soigneusement le mot de dévaluation, mais il suffit de rappeler qu'il y a quelques jours encore le dollar s'échangeait à 0,82 real.

Dans un premier temps, cette dévaluation de fait devrait être de l'ordre de 4,5 %, pour atteindre peut-être 10 % après le 2 mai.

La décision semble unanimement approuvée, en particulier dans les milieux d'affaires : elle soulage les exportateurs et permet de mettre fin, en douceur, à une surévaluation de la monnaie brésilienne par rapport au dollar. Seule réserve : certains estiment que le gouvernement n'a que trop attendu. L'ancien ministre des finances du temps de la dictature militaire, Delfim Netto, est de ceux-là ; il prévoit que la banque centrale s'efforcera de maintenir un taux de change de 0,88 real pour un dollar.

Cinquième monnaie brésilienne lancée depuis 1987, le real devait, dans l'esprit de ses créateurs, dont l'actuel président de la République, Fernando Henrique Cardoso, alors ministre des finances, valoir approximativement un dollar. Mais, à la surprise générale, dès sa mise en circulation, le 1^{er} juillet 1994, la nouvelle monnaie bénéficiait d'une surcote par rapport au billet vert, et celle-ci n'a cessé d'augmenter au cours de l'année dernière. Les larges et réguliers excédents mensuels de la balance commerciale, le climat d'euphorie provoqué par l'élection de M. Cardoso dès le premier tour du scrutin, le 3 octobre, ont contribué à cette surévaluation du real.

Le tournant a eu lieu avant même que n'éclate la crise mexicaine, avec l'apparition d'un déficit commercial de 492 millions de dollars en novembre, qui s'est accentué en décembre à 884 millions de dollars et qui, malgré les prévisions officielles, s'est poursuivi en janvier et février : il n'est plus question d'y voir un phénomène exceptionnel, dû à une ruée sur les biens de consommation étrangers pour les achats de Noël.

Après des années consécutives d'excédent commercial, qui lui ont permis d'amasser des réserves de change confortables, de l'ordre de 40 milliards de dollars, le Brésil a connu ces quatre derniers mois un déficit commercial cumulé de

5 milliards de dollars. La décision de laisser le real se dévaluer en douceur par rapport au dollar a été prise peu après le voyage en Argentine de M. Cardoso. Le président brésilien a pu constater chez son voisin et partenaire du Mercosur les ravages provoqués par la volonté de tenir coûte que coûte la parité, inscrite dans la loi, entre le peso et le dollar. Les Argentins avaient laissé entendre, lors de cette visite, que tout changement de la politique brésilienne de change ferait l'objet d'une concertation préalable avec Buenos Aires. Brasília avait aussitôt démenti.

D. D.

مكتبة الامن لاصول

La Chine essuie un camouflet à Hongkong

Les candidats soutenus par Pékin ont été désavoués lors d'un scrutin municipal dans la colonie que la Grande-Bretagne doit rétrocéder en 1997

Plus de deux ans avant la rétrocession prévue de la colonie britannique à Pékin, la Chine vient de subir un revers à Hongkong avec le médiocre résultat obtenu lors d'élections municipales par les candidats qu'elle soutenait. Alors que se

tient la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, Pékin a tenu à éviter de provoquer tout escandale. Le ministre chinois des affaires étrangères n'en a pas moins lancé un avertissement à Londres contre toute mise en

place unilatérale d'une Cour suprême à Hongkong. Prévue par l'accord de 1984, la création de cette Cour suscite des désaccords entre Pékin et Londres, les Britanniques souhaitant en faire une garantie d'état de droit.

PÉKIN

de notre correspondant

Le ciel politique s'est encore quelque peu chargé de nuages à Hongkong en dépit de la poursuite du plan du gouverneur britannique Chris Patten en vue de démocratiser la vie publique. La Chine continentale a perdu, dimanche 5 mars, une élection à des organes municipaux pour la première fois soumis au scrutin universel direct.

La presse officielle de Pékin a enregistré sans commentaire direct la défaite des candidats pro-continentaux face aux personnalités présentées par le Parti démocratique, en dépit des mises en garde formulées contre l'élection au conseil urbain et au conseil régional de ces « semeurs de trouble » accusés de manquer de patriotisme, du fait qu'ils demeurent critiques à l'égard du régime communiste.

La Chine, qui entend dissoudre ces assemblées lors de la passation des pouvoirs en juillet 1997, pourra toujours arguer que, avec 25 % de

taux de participation, elles ne sont représentatives que du quart de l'électorat. Il n'en demeure pas moins que ses candidats favoris n'ont emporté que huit sièges et quinze des figures les plus en vue de ce camp. Elsie Tu, une ancienne missionnaire britannique, a dû s'incliner devant un des personnages abhorrés de Pékin, Szeto Wah.

L'annonce des résultats a été rapidement suivie d'une nouvelle saute tirée de Pékin dans cette perennelle guerre des nerfs qui oppose à M. Patten, les Britanniques se voyant reprocher par le ministre chinois des affaires étrangères d'avoir retardé le processus de consultation pour la mise sur pied du tribunal devant coiffer la structure judiciaire de la future « région administrative spéciale ».

Londres et Pékin s'opposent sur le nombre de juges non chinois devant y siéger, et pour savoir si sa composition doit intervenir avant ou après 1997. Le différend est perçu comme un test de la détermination de

M. Patten, qui n'a cessé, depuis son arrivée dans la colonie, de vanter les mérites du « règne de la loi », de laisser à son départ un édifice judiciaire capable de résister à la propulsion communiste à l'arbitraire.

Le gouvernement de Pékin a avoué qu'il considérerait toute tentative de faire passer en force la version britannique du projet en faisant adopter par le Conseil législatif, élu par le peuple, comme « une rupture » des négociations l'obligeant à dissoudre une telle instance.

LE COMPTE À REBOURS

Les élections municipales constituaient un lever de rideau pour la consultation la plus importante du plan de M. Patten, celle qui renouvellera le Conseil législatif en septembre. C'est pour se préparer à cette consultation que la Chine avait décidé d'apporter son soutien explicite aux candidats aux charges municipales qui lui étaient favorables. Sa défaite de dimanche

risque de remettre en question cette stratégie, Pékin devant à présent tirer les conséquences de la relative inefficacité de ses avertissements sur l'électorat, à deux ans et quatre mois de la rétrocession de la colonie.

S'abstenant de répéter le quasi-incident diplomatique qu'il avait provoqué l'an dernier en pareilles circonstances par un langage très vigoureux envers les Britanniques, le premier ministre chinois, Li Peng, s'adressant à l'Assemblée nationale populaire, dimanche, a simplement exhorté Londres à « appliquer scrupuleusement » la déclaration conjointe de 1984 scellant le sort de la colonie, et à « coopérer sincèrement avec la partie chinoise pour permettre à Hongkong de connaître une transition en douceur ». En dépit de la modération du langage, il ne faisait guère de doute, dans son esprit, qu'il s'agissait bien pour Londres d'accepter les oukazes pékinois.

Francis Deron

Un complot d'une partie de l'armée contre le général Abacha aurait été éventé au Nigeria

LAGOS

de notre correspondant

Un groupe d'officiers nigériens a-t-il vraiment comploté pour renverser, la semaine dernière, le général Sani Abacha ? La presse de Lagos affirme, les autorités militaires lui opposent un démenti ambigü et l'opinion s'interroge sur des courants contradictoires qui agitent une armée plus « politisée » que jamais.

Depuis dimanche 5 mars, pas moins de quatre hebdomadaires ont fait leurs gros titres sur une tentative de putsch. Plus audacieux - ou peut-être mieux informé - que ses concurrents - le magazine d'opposition *The Newswatch* a même vaguement évoqué un complot « au moins 100 officiers » a eu lieu dès les 19 et 20 février dans différentes garnisons du centre et du nord du pays, notamment à Jos, au sein de la première division mécanisée de Kaduna, élément essentiel en cas de coup d'Etat.

Le 28 février, alors que la majorité de la population se préparait à fêter paisiblement la fin du Ramadan, le porte-parole de la défense, le général Fred Chikuba, donnait un écho inattendu aux informations qui commençaient à circuler : dans un communiqué laconique, il annonçait que des officiers avaient été « invités » à s'expliquer au cours d'interrogatoires « de routine » sur des « rumeurs susceptibles de nuire à la loyauté des forces armées ». Lors d'une conférence de presse, lundi 6 mars, il ne s'est guère montré plus précis : Un complot ? « Je ne sais pas d'où ils [les journalistes] ont tiré leur histoire », s'est étonné le général qui affirme qu'aucun militaire n'a été arrêté. Il a cependant confirmé que des interrogatoires étaient menés « en plusieurs points du territoire », notamment à Jos.

L'INFLUENCE DE L'ANCIEN PRÉSIDENT

Aucune indication officielle n'a, pour le moment, été donnée sur l'identité des officiers « invités » à s'expliquer ; ni sur celui que la presse de Lagos présente comme l'âme du complot : le général Lawan Gwadabe, quarante-cinq ans, commandant de l'unité blindée de Yola, au nord-est du pays. Ce dernier est

l'un des rares compagnons de l'ancien président Ibrahim Babangida - qui l'avait nommé gouverneur de l'Etat du Nigeria puis chef des unités d'élite de la garde nationale - à avoir échappé aux purges successives imposées par le général Abacha depuis son arrivée au pouvoir, en novembre 1993.

La première mention du nouveau maître du Nigeria avait été d'envoyer à la retraite les trop arrogants « Babangida boys ». De là à voir dans les rumeurs de ces dernières semaines l'œuvre du général Babangida, il n'y a qu'un pas que certains s'empressent de franchir. Selon une personnalité de l'opposition, l'ancien chef de l'Etat aurait été placé en résidence surveillée dans sa maison de Minna d'où il continuait d'exercer une influence encore trop voyante aux yeux de son ami Abacha.

Il y a un mois, le magazine *Time* affirmait que le climat s'était refroidi entre les deux généraux depuis qu'Ibrahim Babangida, après un long silence, avait accordé coup sur coup des entretiens à un quotidien nigérian et à la BBC. Aujourd'hui, *The Newswatch* souligne que l'armée, véritable « parti unique » d'un pays où la plupart des libertés sont suspendues, est agitée de divers courants : inconditionnels d'une armée de métier et activistes en quête d'un poste politique, « Babangida boys » et fidèles du général Abacha, partisans ou adversaires d'une légalisation du scrutin présidentiel du 12 juin 1993 - remporté par le milliardaire Moshood Abiola, mais annulé par le président Babangida, qui a ainsi plongé la nation dans une crise durable.

Malgré l'annonce d'un programme économique attirant pour les investisseurs, le régime a paru s'enliser dans l'attentisme. Le gouvernement a été dissous il y a déjà un mois mais le général Abacha, pour former un nouveau cabinet, paraît tenir compte de la « conférence constitutionnelle » qui a repris lundi ses travaux après une interruption de huit semaines. De fortes pressions auraient été exercées pour que les délégués reviennent sur leur décision de fixer au 1^{er} janvier 1996 le retour à un régime civil.

Michèle Maringues

Reprise des combats en Angola

Les accords entre le gouvernement et l'Unita sont menacés

LES AFFRONTEMENTS entre les forces gouvernementales angolaises et les troupes de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), le mouvement rebelle de Jonas Savimbi, ont repris, dimanche 5 mars, à Uije, dans le nord du pays, un secteur où les troupes des deux armées étaient restées en position de combat depuis la signature des accords de paix de Lusaka le 20 novembre 1994.

Uije avait été la dernière capitale de province à être reprise par les forces gouvernementales à la veille de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. L'une des priorités de la Mission de vérification de l'ONU en Angola (Unavem) était de séparer rapidement les deux armées par un mince no man's land de moins de 100 mètres. Les chefs d'état-major des deux armées, le général Joao Baptista de Matos (gouvernement) et Arturdo Chenda Pena, « Ben Ben » (Unita), s'étaient mis d'accord pour procéder à un désengagement dans le secteur de Uije avant le 15 février.

L'échec de cette opération a été attribué à l'Unita par le représentant spécial des Nations unies en Angola, Alioune Blondin Beye. Lundi, Radio-Vorgan, la radio des rebelles, accusait les forces armées angolaises d'acheminer par avion des renforts à Uije. La semaine dernière, M. Beye avait donné un délai d'une semaine aux deux parties pour qu'elles fassent la preuve de leur volonté d'appliquer les accords de Lusaka. Dans le cas contraire, « la communauté internationale saura en tirer les conséquences », avait-il déclaré.

CABINDA : DES MENACES

Depuis ces déclarations, la situation militaire sur le terrain n'a fait que s'aggraver, et des combats ont enregistré depuis quelques jours sur tout le territoire angolais. De leur côté, les indépendantistes de l'enclave de Cabinda menacent de s'en prendre aux intérêts étrangers sur un territoire qui contient l'essentiel des réserves de pétrole du pays.

La reprise des combats menace

l'opération des Nations unies en Angola. Le 8 février, le Conseil de sécurité avait donné son feu vert à l'Unavem-III qui prévoit l'envoi de quelque 7 000 « casques bleus » en Angola. Le Conseil avait cependant bû le déploiement des bataillons d'infanterie à la cessation effective des hostilités sur place.

Depuis la signature des accords de Lusaka, après un an de difficiles négociations, M. Beye a tenté de faire respecter le calendrier de ces accords qui donne aux deux camps jusqu'à fin avril pour le cantonnement de leurs troupes, leur désarmement, le rapatriement des mercenaires et la libération des prisonniers.

Le protocole de Lusaka, que Jonas Savimbi n'a pas signé, prévoit une participation de l'Unita au gouvernement, l'entrée au Parlement de 70 députés du mouvement et l'organisation d'un deuxième tour de l'élection présidentielle de 1992 - le président José Eduardo Dos Santos avait alors presque obtenu la majorité absolue. - (AFP)

Dassault accusé d'avoir versé des pots-de-vin en Belgique

BRUXELLES. Selon la presse flamande, la société française Dassault serait, elle aussi, impliquée dans le scandale des pots-de-vin versés au Parti socialiste flamand (SP) pour l'obtention de contrats d'armement. Le quotidien *De Standard* a annoncé mardi 7 mars qu'une perquisition avait eu lieu la veille au siège de Dassault Construction à Bruxelles. Luc Wallyn, une des personnes arrêtées récemment lors d'un rebondissement de l'enquête sur les « dons » occultes versés par la firme italienne Agusta pour une vente d'hélicoptères à la Belgique en 1988, a fait aussi état d'un versement de 10 millions de francs français au profit d'un intermédiaire du SP en 1989. Des rumeurs ont circulé quant à l'implication d'Acrospatiale, concurrent d'Agusta, pour le marché d'hélicoptères. Mais le virement ayant eu lieu postérieurement à la signature du contrat, cela semblait peu cohérent. En revanche, souligne la presse flamande, Dassault a décroché en 1989 un marché pour la modernisation de l'électronique de 72 chasseurs bombardiers F-16 de la force aérienne belge, ainsi qu'un autre marché pour la rénovation de 20 Mirage. Les milieux judiciaires n'ont fait aucune déclaration sur ce volet de l'enquête. - (Corresp.)

L'Irak et les Etats-Unis poursuivent leur querelle à propos de l'embargo

BAGDAD. Pour contrecarrer l'offensive américaine visant à maintenir l'embargo imposé en 1990 à son pays par le Conseil de sécurité de l'ONU, le ministre irakien des affaires étrangères, Mohamad Salid El Sahaf, a entrepris, lundi 6 mars, une tournée dans des pays siégeant au Conseil en commençant par le Nigeria. A New York, Madeleine Albright, ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations unies, a déclaré avoir réussi, après avoir fait elle-même une tournée dans plusieurs pays membres du Conseil, à « verrouiller une majorité » hostile à la levée de l'embargo, ce qui devrait permettre à Washington de ne pas recourir à son droit de veto. Le Conseil doit se réunir le 13 mars pour examiner le renouvellement de l'embargo. C'est dans ce contexte que se tiendra, les 11 et 12 mars, en Irak, une première conférence pétrolière internationale depuis la fin de la guerre du Golfe.

AFRIQUE

■ ALGERIE : le ministre de l'intérieur, Abderrahmane Meziane Cherif, a exhorté, lundi 6 mars, la population à s'impliquer « individuellement et collectivement » dans la lutte contre les « terroristes », notamment « par la dénonciation » des suspects. Par ailleurs, selon le quotidien *El Watan*, trois jeunes lycéennes ont été blessées, samedi, à Saoula, au sud d'Alger, par un groupe d'inconnus. Des tracts islamistes avaient été affichés, quelques jours auparavant, menaçant de mort ceux qui reprendraient les cours, après la fête de fin de Ramadan. - (AFP) Reuters

■ GUINÉE ÉQUATORIALE : un des chefs de l'opposition, Severo Moto, président du Parti du progrès (PP), a été condamné lundi 6 mars à 18 mois de prison par la cour d'appel de Malabo, a annoncé la radio d'Etat. Poursuivi pour complicité de subornation d'un commissaire de police et atteinte à la réputation du président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, il a également été condamné à une amende de 50 millions de francs CFA (500 000 FF). Il a en outre été déclaré indigne pour la durée de sa peine, ce qui l'exclut de fait des prochaines élections municipales et de la première élection présidentielle pluraliste prévue début 1996. - (AFP)

■ SIERRA LEONE : une série d'attaques attribuées à la rébellion a fait au moins onze morts au cours des trois derniers jours. Selon le ministère de la défense, le Front révolutionnaire uni (RUF), qui mène la rébellion armée depuis quatre ans, a lancé trois raids vendredi 3 mars et samedi 4 mars contre des convois routiers dans la région de Forodugu (50 km au nord-est de Freetown). Ces attaques ont fait au moins neuf morts. Des journalistes ont d'autre part fait état de deux personnes tuées et huit blessées lors d'une embuscade tendue par le RUF contre un autobus entre les villages de Kpakuba et Foyah (150 km à l'ouest de Freetown). - (AFP)

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : une quinzaine d'États, dont la Californie et le Texas, s'apprêtent à libérer le port d'armes sous la pression de citoyens ordinaires, essentiellement des femmes, qui estiment que la police ne peut plus les protéger. Une vingtaine d'États accordent déjà sans difficulté des permis de port d'armes. - (AFP)

EUROPE

■ AZERBAÏDJAN : de violents accrochages ont éclaté entre forces armées et azérbaidjanaises le week-end dernier dans le nord-ouest de l'Azerbaïdjan et des échanges de tirs se poursuivaient, lundi 6 mars. Cinq azérbaidjanais ont été tués au cours de ces affrontements, qui constitueraient la première violation importante du cessez-le-feu en vigueur depuis mai 1994. - (AFP)

■ BELGIQUE : la fabrication et la vente de mines antipersonnel sont désormais interdites par une loi approuvée à l'unanimité, à la fin de la semaine dernière, par les députés. La Belgique est le premier Etat à adopter une législation aussi sévère en la matière. Chaque mois, plus de huit cents personnes meurent dans le monde et des milliers d'autres sont mutilées suite à l'explosion de ces mines, notamment en Asie et en Afrique. - (AFP)

■ ITALIE : la Mafia sicilienne a apparemment frappé de nouveau, lundi 6 mars, en tuant à Palermo, Domenico Buscetta, le neveu du plus célèbre des repents de Cosa Nostra, Tommaso Buscetta. Les révélations de ce dernier avaient conduit à l'arrestation en 1993 du chef de la pègre sicilienne, Totò Riina. - (AFP)

■ POLOGNE : le nouveau gouvernement de gauche, conduit par l'ex-communiste Jozef Oleksy, a été investi lundi 6 mars par le président Lech Walesa. M. Oleksy a indiqué que le chef de l'Etat signerait le budget 1995, renonçant à dissoudre le Parlement. - (AFP)

■ PORTUGAL : le président Mario Soares (socialiste) a refusé lundi 6 mars un minime amendement du gouvernement de centre droit. Ce renouveau intervenait à la direction du Parti social-démocrate (centre droit, au pouvoir) lors du récent congrès de ce parti. - (AFP)

■ RUSSIE : l'Union européenne a décidé, lundi 6 mars, de geler l'accord commercial conclu avec la Russie tant que Moscou ne lui fournira pas des assurances plus claires concernant le respect des droits de l'homme en Tchétchénie. - (Reuters)

■ SLOVÉNIE : l'Union européenne a donné son feu vert lundi 6 mars à l'accord d'association avec la Slovaquie, après la décision de l'Italie de lever son veto à l'encontre de Ljubljana. - (AFP)

■ EX-YOUGOSLAVIE : la Bosnie et la Croatie ont conclu une alliance militaire lundi 6 mars pour unir leurs forces contre les séparatistes serbes qui contrôlent une partie de leur territoire. Les chefs militaires de l'armée croate, de l'armée gouvernementale bosniaque et d'une milice des Croates de Bosnie sont convenus à Zagreb de mettre sur pied un OG commun. L'annonce de cet accord vise vraisemblablement à préparer les populations croates et musulmanes à d'éventuelles opérations militaires communes contre les Serbes, au printemps prochain. - (Reuters)

PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL : le déficit de la balance des paiements a doublé en 1994, atteignant 2,7 milliards de dollars contre 1,4 milliard en 1993. L'aggravation du déficit est due à une forte hausse, de 3,6 milliards de dollars, des importations de biens et services, tandis que les exportations n'ont progressé que de 2 milliards de dollars. Le déficit de la balance commerciale a atteint 9,7 milliards de dollars, dont 1,5 milliard au titre des importations de matériels militaires. - (AFP)

Danielle Rouard

PRÉSIDENTIELLE Le programme de Lionel Jospin pour l'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai a été présenté par le candidat socialiste mardi 7 mars devant la

presse. Il comporte notamment l'objectif d'une reprise de la réduction de la durée du travail, qui passerait légalement à trente-sept heures en 1997. ● **PRUDENCE.** Le volet écono-

mique des propositions de M. Jospin se caractérise par une audace tempérée. Le candidat socialiste estime possible d'accompagner la reprise économique par des « programmes »

destinés à favoriser la création d'emplois, notamment pour les jeunes. ● **POUVOIR.** M. Jospin promet de rénover la pratique du pouvoir en se distinguant de l'exemple donné par

François Mitterrand durant quatorze ans. Partisan du quinquennat, il entend réduire les pouvoirs présidentiels en renforçant l'assise parlementaire du gouvernement.

Lionel Jospin propose aux Français de « prendre le parti du mouvement »

Le candidat du PS présente un programme fondé sur un volontarisme raisonné et sur la perspective d'un nouveau progrès social, afin que la France puisse « sortir de l'impasse »

TRENTÉ JOURS exactement après avoir reçu l'investiture officielle du Parti socialiste, Lionel Jospin a présenté, mardi 7 mars, au cours d'une conférence de presse au Palais des congrès, à Paris, ses « propositions pour la France ». Autour de ce rendez-vous extrêmement important, M. Jospin a contribué lui-même à créer une vraie attente, afin de donner le véritable coup d'envoi d'une campagne qui commençait à sonner.

Tout à la joie de sa désignation, M. Jospin a paru d'abord naviguer sur un nuage. Il s'est ensuite essuyé à une petite mise en scène réussie de la « force tranquille », d'inspiration mitterrandienne, qui avait fait d'autant plus d'effet que le couple impossible Balladur-Chirac ne paraissait pas inspiré par la plus extrême quiétude. Adoué par des militants socialistes rassurés sur leur esprit collectif de responsabilité, M. Jospin s'était d'abord efforcé, jusqu'à présent, d'imprimer un style. Nouvelles lunettes, nouveau manteau, langage simple du « candidat-citoyen », probité affichée dans la « clarté » d'un premier slogan tout simple, il s'est plus posé, durant ce mois d'échauffement, en spectateur engagé qu'en véritable acteur. L'exercice avait ses limites ; ce plaisir-là ne pouvait avoir qu'un temps.

M. Jospin doit maintenant mettre les deux pieds sur la scène, donner consistance à son image, passer des impressions aux réali-

tés. Sa campagne est à un tournant. Le document qu'il a présenté mardi, par un bref exposé liminaire, avant de se soumettre aux questions des journalistes, n'a été définitivement bouclé que la veille à midi. Pour en garantir la confidentialité et signifier une démarche présidentielle, donc personnelle, M. Jospin a tenu à en suivre personnellement la rédaction, so point d'exaspérer son entourage par sa méticulosité.

Certains lui ont même reproché une certaine forme d'isolement, suspecte de la part de celui qui, dans sa contribution pour le congrès socialiste de Liévin, regrettait que, « en 1988, le président sortant, d nouveau candidat, ait rédigé seul sa « Lettre aux Français ». « Or il est évident, ajoutait-il, que si le débat n'a plus court en haut, il n'y a pas de raison qu'il ait lieu d la base, avec les militants ou avec les citoyens. »

Sa volonté d'imprimer sa marque, de prendre ses distances, comme on le supposait, avec la plate-forme présidentielle du PS rangée au fond du tiroir, de rompre avec l'héritage mitterrandien, qui, hormis une brève allusion sur la politique européenne, n'est nullement revendiqué, a prévalu. « Depuis plusieurs années déjà, explique-t-il dans le préambule de son projet, je me suis appliqué à tirer les leçons du passé et j'ai travaillé, avec beaucoup d'autres, et pas seulement avec des socialistes, sur les problèmes qui se posent à nous et sur les façons d'y répondre. L'heure n'est plus, de

taute façon, aux rétrospectives, mais au choix d'aujourd'hui et aux décisions qui engagent l'avenir. »

Ce projet présidentiel est né dans le creuset du club Renaissance animé par le plus proche lieutenant de M. Jospin, Claude Allègre. Il a été nourri par le livre que M. Jospin avait lui-même publié, à l'été 1991, sous le titre préliminaire, *L'Invention du possible* (éditions Flammarion), et étayé encore par la contribution qu'il avait déposée sous son seul nom pour la préparation du congrès de Liévin. Il a été enrichi ces dernières semaines par la participation active et exclusive de quatre personnes : Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, Pierre Moscovici et Christian Santter, lequel devait avoir la charge de donner, mardi après-midi, dans une autre conférence de presse, les principaux chiffres budgétaires des propositions du candidat.

IMAGINATION ET RÉALISME

« Concilier imagination et réalisme, audace et modestie », telle est l'ambition affichée par M. Jospin, qui propose aux Français et aux Français de se rassembler autour de cinq objectifs. « Placer l'homme au cœur de l'économie » ; façon de redonner un coup de barre à gauche et de relancer le combat contre le libéralisme. « Préparer avec les jeunes l'entrée dans le XXI^e siècle » ; ce thème devrait être dominant dans la campagne pour imposer l'idée que face aux candidats « fio de



siècle » Chirac et Balladur, M. Jospin est le candidat d'une autre génération.

« Développer les territoires et la qualité de la vie par l'écologie » : M. Jospin avait annoncé sa volonté de réconcilier la politique et l'écologie. De nombreux contacts ont été pris, ces derniers jours, avec les différents représentants de la mouvance écologiste, dont Dominique Voynet. Les regroupements du second tour se préparent déjà. « Vouloir l'Europe pour la France et pour le monde » ;

cootenter Jacques Delors sans fâcher Jean-Pierre Chevènement ; M. Jospin se propose de réussir cette performance. Participant lundi à Barcelone au deuxième congrès du Parti des socialistes européens, M. Jospin a ainsi explicité sa pensée : « Un président socialiste, cela veut dire une politique de la France qui reste résolument européenne, une conception de l'Europe tournée vers la croissance, le progrès social, une Europe organisée qui essaierait de se rapprocher de ses peuples, avec plus

de démocratie, de transparence. »

Dernier objectif : « Faire vivre une nouvelle pratique du pouvoir ». Réduction à cinq ans du mandat présidentiel, lutte contre le cumul des mandats, parité entre hommes et femmes, indépendance de la justice, définition d'une nouvelle éthique républicaine. M. Jospin ne fait là que ce qu'il défend avec constance depuis des années. « Président-citoyen » d'un état moderne et modeste, M. Jospin y voit aussi une façon d'entrer dans l'autre siècle.

LES LEÇONS DU PASSÉ

M. Jospin pense avec ses propositions tenir « un vrai projet ». Les leçons du passé, les erreurs socialistes, les incertitudes de l'avenir, imposent pour tous les candidats certaines limites à l'exercice. Ce projet, qui va être maintenant lancé dans le débat public, semble en tout cas marqué, de prime abord, par une grande prudence qui pourra décevoir ceux qui prévoient la rupture ou au contraire rassurer ceux qui se méfient des grands promesses. « Si nous ne prenons pas le parti du mouvement et du progrès, assure M. Jospin dans l'introduction de son texte, si nous ne décidons pas d'un projet différent, nous resterons dans l'attente, et, je le crains, dans l'impasse. Or j'ai la conviction que les Français sont disponibles pour un vrai projet. » Il leur revient maintenant de lui répondre.

Daniel Caron

Economie : le « nécessaire » et le « possible »

LE PROGRAMME économique de Lionel Jospin s'ouvre par un regard critique sur les quinze dernières années : si l'inflation a été maîtrisée, le franc stabilisé et le commerce extérieur redressé, « l'emploi n'a pas suivi ». Le candidat incline les gouvernements de droite et l'évolution de l'économie mondiale, mais, ajoute-t-il, « les gouvernements socialistes ont eu leur part de responsabilité, en oubliant, dans la simple gestion, qu'il existait des marges de manœuvre ». « Ma volonté est de tirer pleinement les leçons du passé, pour provoquer les inflexions de la politique économique qui sont nécessaires et aujourd'hui possibles », affirme M. Jospin, qui veut faire de l'homme « l'acteur » et « le bénéficiaire » de l'évolution économique.

● **Redonner au travail sa juste part.** « Retrouver un meilleur équilibre entre les salaires et le profit constitue une nécessité sur le plan économique et une urgence sur le plan social », souligne M. Jospin. Se réjouissant de la relance contractuelle décidée par le CNPF et les syndicats le 28 février, M. Jospin ne conçoit pas un Etat hors du jeu social : « Le gouvernement devra marquer l'importance qu'il attache, dans cette période où la croissance reprend sans inflation, d'un partage des revenus plus favorable aux salariés. » Il suggère, après la disparition du CERC, de « créer » un organisme indépendant d'études sur les revenus.

● **Créer des emplois.** La politique économique de l'Etat doit mettre « toutes ses capacités au service de l'emploi ». Pour cela, M. Jospin annonce trois grands programmes, « appuyés sur le contrat avec les collectivités locales », supposant un « effort budgétaire important » et l'utilisation de « certains fonds de l'indemnisation du chômage ». Le premier porterait sur « la reconstruction des banlieues et le développement du logement social », le second sur « le développement des services aux personnes » (aide à domicile des personnes âgées, appui aux handicapés, garde des enfants, etc.). Le troisième aurait pour objet « la préservation du paysage et du patri-

moine, ainsi que l'amélioration de l'environnement ».

M. Jospin veut « recentrer les dépenses de l'Etat », pour favoriser l'emploi, et « mobiliser les entreprises ». Il avance plusieurs mesures : instauration d'un « véritable droit à l'adaptation professionnelle » pour chaque salarié ; création de nouvelles activités pour les entreprises (recyclage des déchets, services après-vente) ; aide aux PME pour un meilleur accès au crédit des banques ; simplification des formalités de création et de transmission des entreprises. Afin de « consolider le développement agricole et industriel », il propose des « aides adaptées et pilotées », tenant compte des types d'agriculture » et une politique de « diversification » du tissu industriel.

● **Réduire le temps de travail.** Le projet de M. Jospin sur la « gestion du temps » — et non le partage du travail — s'articule autour de deux propositions. La première vise à « donner à chacun plus de liberté pour l'organisation de son temps tout au long de sa vie, plus de progressivité dans l'entrée et la sortie de la vie active, plus de souplesse pour la formation, la culture, la famille, les loisirs, le sport, la vie associative et citoyenne ».

Des contributions des entreprises et des salariés, avec au départ des « incitations financières », permettraient de développer des « formes mutualistes de capital-temps ». La seconde vise à ramener la durée légale hebdomadaire du travail à trente-sept heures en 1997. L'Etat ayant fixé le cap, les partenaires sociaux auraient deux ans pour négocier « les modalités concrètes et diverses les plus justes et les plus efficaces pour accroître l'emploi durable ». M. Jospin n'évoque pas directement la question de la compensation salariale, mais parle d'« incitations financières publiques ».

● **Un appui particulier aux jeunes en difficulté et aux chômeurs de longue durée.** Le projet de M. Jospin est de « reprendre sans tarder l'investissement massif du service public de l'emploi vers les jeunes, principalement les non-qua-

lifiés, et vers les chômeurs de longue durée, pour les aider à trouver un emploi ».

● **Rendre la fiscalité plus juste.** Le candidat socialiste définit ce qu'il appelle « la voie de la responsabilité », à savoir « réduire les déficits publics, tout en se donnant des marges suffisantes pour conduire les actions prioritaires du programme proposé ». « Je veux le faire, dit-il, sans pénaliser les salaires et sans accroître les charges globales des entreprises. » M. Jospin annonce des économies dans certaines dépenses publiques et une réforme fiscale fondée sur « plus de justice, plus d'efficacité ».

Celle-ci se décline en six propositions : alléger les charges sociales sur les bas salaires par une franchise de 5 000 francs sur l'assiette de la cotisation employeur d'assurance-maladie compensée, notamment, par un « réaménagement » sur les revenus supérieurs ; mieux utiliser la contribution sociale généralisée en l'étendant à l'ensemble des revenus du capital (hormis le livret A) ; remettre à plat dans l'impôt sur le revenu les exonérations, abattements et privilèges divers non justifiés « par des objectifs économiques et sociaux » ; réduire les « abattements multiples » des sociétés ; simplifier, clarifier, rendre plus justes les impôts locaux ; revoir les conditions de transmission des PME.

● **Travailler à une remise en ordre de l'économie mondiale.** Sans évoquer 1997, ou 1999, M. Jospin souligne que « la marche vers la monnaie unique doit être redéfinie ». Sur le commerce international, il prône à la fois un arsenal défensif « équivalent » à celui des Etats-Unis et l'instauration d'une « clause sociale ». Il reprend enfin l'idée de François Mitterrand de construire un autre système monétaire international et suggère que « les mouvements de capitaux supportent une taxe de un pour mille qui ne pénaliserait pas les investissements à dix ans mais les placements à dix jours ». Cette proposition est empruntée au professeur Tobin, prix Nobel d'économie en 1981.

Michel Noblecourt

« Redonner espoir à la jeunesse »

POUR « REDONNER espoir à la jeunesse », Lionel Jospin propose des mesures incitatives à l'emploi, un renforcement de la lutte contre le trafic de drogue et contre le sida ou la promotion du sport pour tous. Dans le domaine de l'éducation, où l'ancien ministre était très attendu, le candidat socialiste s'est montré relativement modeste, reprenant pour l'essentiel des orientations définies lorsqu'il était ministre de l'éducation nationale, de 1988 à 1992.

● **Emploi :** « premiers concernés » par l'ensemble des propositions du candidat sur l'emploi, les jeunes bénéficieraient également de mesures spécifiques, comme l'instauration d'un « dispositif » pour ceux d'entre eux qui souhaiteraient créer une entreprise ou l'insertion du tuteur en entreprise. Une « nouvelle forme civile du service national » permettrait aux jeunes qui le souhaitent de s'engager dans l'action humanitaire.

● **Drogue et sida :** les trafiquants « devront être plus durement poursuivis », tandis que les programmes d'accompagnement et de substitution pour les toxicomanes « seront

renforcés ». Le Parlement « devra engager la révision de la loi de 1970 » sur les stupéfiants, réclamée par de nombreuses associations. Le candidat propose également une multiplication des programmes d'échange de seringue. Il souligne que « la lutte contre le sida, c'est la priorité de santé publique pour les jeunes ». Aussi propose-t-il la mise à disposition « partout » du préservatif à 1 franc, « notamment dans les établissements scolaires ».

● **Education :** Lionel Jospin promet de « rétablir la priorité » qui était celle de l'école alors qu'il était ministre de l'éducation nationale. Reprenant l'idée de la lutte contre « un enseignement à la tendance parfois encyclopédique », le candidat insiste sur « l'apprentissage des savoirs fondamentaux » (lire, écrire, compter) à l'école, pour réserver au secondaire l'apprentissage des disciplines abstraites. Une place particulière devrait être réservée au sport et le rôle des professeurs d'éducation physique « accru ». Afin de ne pas figer « la hiérarchie sociale à vingt ans sur des résultats scolaires », le candidat promet de « rétablir des dispositifs »

comme la loi sur la validation des acquis professionnels, qui a été « enterrée ».

Seule véritable innovation à l'égard des enseignants, Lionel Jospin n'hésite pas à prôner une adaptation « des horaires aux conditions d'enseignement », en raison de la disparité des conditions de travail dans les divers établissements scolaires : « Quinze heures par semaine à Janson-de-Sailly et quinze heures par semaine au Val-Fourré ne sont pas comparables », souligne M. Jospin.

Dans le domaine universitaire, il s'agit, avant tout, de « reprendre l'effort », consacré notamment par le plan Université 2000 : relance des contrats Etat-université-région, réactivation et actualisation du plan social étudiant.

● **Recherche :** le programme propose de « rétablir le financement du CNRS », pommé de discorde traditionnelle entre la gauche et la droite universitaires, de recréer une direction de la recherche universitaire et de créer un centre national de la recherche technologique et industrielle.

Béatrice Gurrey

Renforcer la protection sociale des personnes en difficulté

« LE MODÈLE européen, qui offre l'efficacité de l'économie et la qualité de la protection sociale pour tous, doit être fermement défendu », estime Lionel Jospin. Il « ne laissera pas s'ouvrir aux assurances privées le champ de la sécurité sociale » et affirme qu'« une solidarité plus efficace suppose une solidarité mieux partagée ». L'hôpital « sera défendu », laissant entendre que certaines prestations devront être mieux ciblées sur les populations en difficulté.

● **Santé.** Le système doit être « rééquilibré autour d'une démarche de santé publique, de prévention et de recherche médicale ». Refusant « une assurance-maladie à deux vitesses », il propose une « profonde réorganisation de l'offre », dans laquelle le généraliste serait « remis au centre du dispositif ». Chaque année, « les grandes masses de recettes et de dépenses devront être définies, en concertation avec les partenaires sociaux, afin de préserver l'équilibre

et donc la pérennité de l'assurance-maladie ».

Tout indique que les dépenses de médecine libérale devront être encadrées. Reste à savoir si ces « grandes masses » seront indicatives ou si elles constitueront des enveloppes financières que les professionnels de santé ne devront pas dépasser. L'hôpital « sera défendu ». Des « procédures d'évaluation » permettront de « contenir la progression des dépenses de santé ». Les économies dégagées seraient « consacrées en priorité à améliorer les conditions de remboursement et la protection médicale des plus vulnérables ».

● **Retraite.** « Profondément attaché » à la répartition, le candidat dit comprendre les « trois craintes » des Français : l'explosion du système, le grignotage des droits et l'absence d'une prise en charge suffisante de la dépendance. La reprise étant là, il veut « examiner les condi-

tions dans lesquelles les retraités pourront participer au partage des fruits de la croissance, notamment par la revalorisation des pensions de réversion ». Il propose un « dispositif complet » pour les personnes âgées dépendantes, comprenant une « allocation sous condition de ressources ».

● **Famille.** M. Jospin veut « accroître les prestations familiales » pour les familles modestes. La montée de la précarité et de l'exclusion exige, selon lui, « une politique responsable et ambitieuse d'aide à la famille », qui « privilégie » les besoins nouveaux : développement de structures d'accueil pour la petite enfance, aides financières dès le premier enfant pour les familles modestes. Ces mesures seront « financées par une modulation des prestations familiales pour les familles à hauts revenus ».

Jean-Michel Bezat

مركز الامن والامن

Le candidat socialiste plaide pour une « nouvelle pratique du pouvoir »

Le mandat présidentiel serait ramené à cinq ans

Sous le titre « Faire vivre une nouvelle pratique du pouvoir », Lionel Jospin rassemble, dans son programme, des propositions de réformes des

institutions – principalement l'établissement du quinquennat présidentiel – et des mesures relatives à la police et à la justice. Le candidat socialiste

estime nécessaire de laisser aux parquets la maîtrise de leurs réquisitions et de supprimer les renseignements généraux.

« LES VALEURS de la République ont gardé leur force mobilisatrice », estime Lionel Jospin, mais il constate que « notre société souffre d'un déficit démocratique ». Il propose donc « une nouvelle façon de gouverner ».

● Les institutions : partisan d'un « président-citoyen », le candidat du PS souhaite « ramener le mandat présidentiel à cinq ans ». Cette réforme serait soumise à référendum.

M. Jospin veut aussi faire du gouvernement un « lieu de délibération collective » et que le premier ministre soumette « son programme ou vote de confiance de l'Assemblée nationale ». La direction du budget sera placée auprès du chef du gouvernement.

Une stricte limitation du cumul des mandats, interdisant aux ministres et aux députés de détenir une responsabilité exécutive dans une collectivité locale, sera aussi soumise à référendum. Pour que le Parlement retrouve « sa vocation de contrôler vraiment le gouvernement », davantage de droits seront

reconnus à l'opposition ; l'usage de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution sera limité ; « une plus grande maîtrise » de leur ordre du jour sera accordée aux parlementaires. Le droit de saisir le Conseil constitutionnel sera donné à tous les justiciables.

● La sécurité : il n'y pas « d'Etat vraiment républicain sans sécurité respectée pour tous et partout », assure M. Jospin. Il propose « une police de proximité » par un accroissement des effectifs consacrés à la sécurité quotidienne, non pas par une augmentation du nombre de policiers, mais par une meilleure utilisation des effectifs actuels, notamment par une « réduction fatigante » des forces des CRS et un redéploiement de policiers des renseignements généraux, dont la direction sera supprimée.

● La justice : pour que le pouvoir politique ne puisse pas peser « directement ou indirectement » sur des affaires en cours, le candidat du PS préconise de couper les liens entre le garde des sceaux et

les parquets, les réquisitions de ceux-ci devant être « libres pour tout ce qui concerne les cas d'espèce ». Pour conforter « les garanties en matière de protection de la vie privée et publique », les écoutes administratives « seront plus sévèrement réglementées ». Il propose, aussi, de « doubler le budget de la justice dans les cinq prochaines années ».

● La vie publique : pour « extirper la corruption », M. Jospin demande que la justice « instruisse librement et sanctionne avec sévérité » et que « les contrôles soient renforcés ». Il souhaite que les candidats « à de hautes charges publiques » rendent public leur patrimoine à leur prise de fonctions et à leur départ.

● L'égalité femmes-hommes : M. Jospin constate que l'égalité entre les femmes et les hommes « est loin d'être une réalité » et que « notre société n'a pas intégré dans son organisation, ses structures, ses comportements, les conséquences des profondes mutations ». Il estime donc que « des mesures spéci-

fiques pour les femmes sont encore nécessaires » et qu'« un respect et une amélioration des lois existantes s'imposent ». Il préconise de « réviser l'égalité professionnelle », notamment par des « contrôles d'objectifs volontaristes » dans l'administration et les entreprises publiques.

Pour « garantir la dignité des femmes », la loi Veil sera « appliquée pleinement et partout », comme celle condamnant les atteintes aux services hospitaliers par des commandos anti-IVG. Pour permettre « la représentation juste des femmes et des hommes dans les instances de débats et de décisions, nécessaire à la démocratie », des « états généraux des femmes » seront réunis.

● Immigration : confirmant que la France « ne peut tolérer l'immigration clandestine », le candidat du PS propose de « revenir au principe du droit du sol : tout enfant né sur le territoire français est citoyen français ».

Th. B.

Une politique étrangère axée sur la « démocratie » et l'Europe

Etablir un « système monétaire stable et équilibré »

PLUTÔT que des prises de position sur les grands dossiers internationaux, le programme de Lionel Jospin énonce brièvement quatre principes, qui doivent guider l'action extérieure de la France :

● La paix : pour la maintenir, il faut créer, sous l'égide des Nations unies, « de vrais mécanismes d'arbitrage, de prévention des crises, de maintien ou de rétablissement de la paix, d'intervention humanitaire ». Les organes centraux de l'ONU doivent être élargis. L'Europe doit se doter de « mécanismes de sécurité collective ». La France, dit le programme, « continuera à appuyer le processus de paix entre Israël, les Palestiniens et les pays arabes ».

● La démocratie : c'est « l'objectif essentiel », dit le programme, qui cite l'Afrique subsaharienne et l'Algérie.

● Le développement : l'action de la France en matière d'aide au développement doit être « assolue », estime Lionel Jospin, qui propose que le ministère de la coopération soit intégré dans le ministère des affaires étrangères.

● La solidarité : la France doit déployer une action humanitaire, développer les instruments multilatéraux de la francophonie, augmenter les moyens de son action culturelle extérieure.

S'agissant de l'Europe, le candidat socialiste propose de :

● Construire l'Europe politique : M. Jospin recommande d'« avancer vigoureusement » dans la construction de l'Europe politique, de clarifier et de simplifier les mécanismes de décision en veillant à un meilleur contrôle démocratique. Il se prononce pour les prises de décision à la majori-

té dans les secteurs où l'Union est compétente.

● Elargir l'Europe sans la diluer : l'élargissement doit être l'occasion de renforcer les politiques communes et les institutions européennes. En matière de politique étrangère, le programme recommande des actions communes « sur des points limités, mais essentiels ». Il estime que, en s'élargissant vers l'Est, l'Europe « devra penser au Sud ».

● La monnaie unique : elle doit être adoptée « dès que possible ». L'Union devrait alors provoquer une négociation mondiale, visant à établir « un nouveau système monétaire international stable et équilibré ».

● Une lutte commune pour l'emploi : les objectifs de l'Europe ne doivent pas être que monétaires. Il faut tendre à l'harmonisation vers le haut des législations sociales des pays membres. Lionel Jospin propose que syndicats et patrons européens concluent un « contrat social européen ». L'Europe doit d'autre part se protéger des agressions extérieures par une politique commerciale commune.

M. Jospin propose, par ailleurs, de repenser la politique de défense, en soulignant que la dissuasion « reste le pilier de notre défense, garante de notre indépendance », ce qui « n'est pas incompatible avec la prolongation du moratoire sur les essais nucléaires ». L'Eurocorps doit servir de base à la constitution d'une armée européenne. Le service national doit être maintenu, mais de nouvelles formes de service civil doivent être développées.

C. T.

Un « grand ministère de l'écologie et des territoires »

L'ÉCOLOGIE occupe une place majeure dans le programme de Lionel Jospin, et cette discipline est directement associée aux questions relatives aux transports, à l'aménagement, au « développement solidaire des territoires » et à la politique de la ville. « Pour apporter des améliorations concrètes aux conditions de vie des Français et des Françaises », le candidat socialiste propose un programme en trois volets :

● Mettre en place un plan de reconquête écologique. L'urbanisation anarchique, l'accumulation et la dissémination des déchets ont peu à peu « érodé et abîmé les paysages naturels » et mis en péril le patrimoine culturel. Il faut donc réaliser « un vaste plan de reconquête des paysages à partir de travaux de terrassement et de reconstitution des sols. De nouveaux métiers se développeront,

de même que « des entreprises vertes ». Le plan sera réalisé par les collectivités locales et coordonné par l'Etat. De même, une politique efficace de prévention des risques naturels doit être décidée, assortie de moyens législatifs et réglementaires adaptés. Le bruit, l'air et l'eau (« cette dernière ressource ne doit pas être considérée comme une marchandise ordinaire ») constituent trois enjeux principaux.

M. Jospin souhaite favoriser les transports publics, « propose que, en cinq ans, « une large partie du parc automobile de l'Etat soit remplacé par des véhicules totalement ou partiellement électriques ». Une loi d'orientation sur l'énergie favorisera les biocarburants et les énergies renouvelables. Lionel Jospin propose aussi de « réorienter la fiscalité » en faveur de l'écologie.

● Assurer un développement

solidaire des territoires. « Grand acquis des années qui ont suivi 1982, la décentralisation mérite d'être clarifiée et démocratisée », mais M. Jospin ne va pas au-delà de ces généralités et ne précise pas, par exemple, s'il faut décider de nouveaux transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités locales, ni développer la pratique du référendum. Il s'agit d'un maintien des services publics dans les zones rurales et dans les quartiers difficiles. Il en appelle à la solidarité effective : « En privilégiant le calendrier et les modalités », entre collectivités locales riches ou démunies.

A propos des DOM-TOM, « la logique des économies de comptoirs » avait son temps. Il est impératif que le développement économique se fonde sur des « adaptations fiscales appropriées », par exemple le système des zones franches.

● Réinventer la politique de la ville. M. Jospin réaffirme le droit au logement. « Je veux que, dans les deux ans, il n'y ait plus de sans domicile fixe (SDF) dans notre pays ». Dans les banlieues, le candidat veut « engager, sur les vingt ou trente quartiers prioritaires, un vaste programme combinant des opérations massives de reconstruction et de restructuration et le renforcement des services publics et privés à la population ». Il favorisera les emplois de gardien d'immeuble.

Pour que l'action de l'Etat s'applique de façon « efficace et homo-

gène », le candidat socialiste, s'il est élu à l'Elysée, demandera au premier ministre de constituer un « grand ministère de l'écologie et des territoires », appuyé sur une volonté politique « déterminée ». Il regroupera les compétences actuelles relatives à l'environnement, à l'aménagement du territoire, au logement, au transport et à l'énergie.

Roger Cans
et François Grosche

Jarnac, quatrième « musée » de la présidence

JARNAC de notre envoyée spéciale

C'est à Jarnac (Charente) que l'on pourra contempler le Janus bifront offert il y a deux ans par François Léotard à François Mitterrand, lors de l'inauguration du mémorial de guerre de Fréjus. Exposé dans un rustique bâtiment qui abritait, sous l'ancien régime, le sel de la gabelle, puis, jusqu'aux années 50, un chais à cognac, il côtoie un vase en porcelaine du Japon orné d'oiseaux et de fleurs, offert par le premier ministre nippon, une chimère en bronze et métal doré, don du roi de Birmanie, ou encore des estampes, gravures et cartes en provenance d'Inde ou de Grande-Bretagne.

François Mitterrand a offert à sa ville natale une partie des innombrables présents reçus de ses hôtes en quatorze ans de présidence. « Il y a un peu de tout, la beauté et la laideur, la richesse et la modestie. Qu'en faire ? J'ai décidé d'en répartir la totalité et de le donner à Jarnac », a-t-il expliqué, lundi 6 mars, en inaugurant l'espace culturel de l'Orangerie de Jarnac, non loin de la maison de son enfance, où ils sont rassemblés. Après le « bric-à-brac » du premier septennat transféré à Château-Chinon (Nièvre), les pein-

tures rassemblées au Musée des beaux-arts de Clamecy (Nièvre), les dix-huit mille à vingt mille volumes donnés au Centre culturel de Nevers, Jarnac à la quatrième collection, plus spécialement dédiée aux estampes, gravures et cartes géographiques.

« IL RESTERA LES SOUVENIRS »

C'est aussi dans le registre du souvenir que Maurice Voiron, maire centriste de Jarnac, a accueilli François et Danielle Mitterrand. « Le cognac, dans sa barrique, prend du bois et s'oxyde en vieillissant, mais jamais son caractère ne change. Pour un homme, c'est pareil. Quel que soit le parcours, chacun recherche sa vérité. On se retrouve en retrouvant ses racines », a commenté M. Voiron avant d'appliquer la devise de sa ville, « frappé, je me redresse », à son visiteur : « Elle vous va tellement bien... ». Le retour au pays a quelque chose de fort et d'émouvant, lui a répondu le chef de l'Etat, qui n'a « jamais cessé de prendre ce chemin ». « Mais la vie passe et cela m'arrivera moins souvent que cela ne m'est arrivé. A mon regret, il restera les souvenirs. C'est aussi à eux que je m'adresse », a-t-il ajouté.

Cécile Chambraud

Les branches revalorisent difficilement les plus bas salaires

LE MINISTÈRE DU TRAVAIL a dressé, mardi 7 mars, devant les partenaires sociaux, le bilan des négociations de branche sur les bas salaires et les perspectives de déroulement de carrière offertes par les grilles de classification. Tout remonte au printemps 1990. Le président de la République s'inquiète alors de l'existence dans environ 60 % des branches de « salaires minima conventionnels » inférieurs au smic et recommande aux partenaires sociaux d'y remédier. Si cette situation n'a pas d'incidence directe sur les bulletins de paie – personne ne peut percevoir de rémunération inférieure au smic horaire –, ce décalage entre les salaires prescrits par la branche et ceux réellement pratiqués dans les entreprises gêne considérablement les déroulements de carrière et tire les salaires réels vers le bas. Suivant les recommandations de M. Mitterrand, les partenaires sociaux négocient sur les salaires minimaux.

En juin 1992, 78 % des branches ont leurs minima au niveau du smic. Mais la crise économique et les revalorisations du smic ont un effet direct sur la négociation des

bas salaires conventionnels. Selon le bilan du ministère du travail, sur l'ensemble des 185 branches, 100 seulement (soit 54 %) présentent aujourd'hui une grille salariale dont le premier niveau est au moins égal au smic. C'est un peu mieux qu'en 1993 (+3 %), nettement mieux qu'en 1990 (+17 %), mais moins bien qu'en 1992 (-22 %). En juin 1994, avant la dernière revalorisation du smic, Michel Giraud avait indiqué que 76 % des branches étaient en conformité avec le salaire minimum de l'époque. La conclusion est claire : quand les partenaires sociaux négocient les salaires de branche en début d'année, ils se font rattraper par l'augmentation légale du smic du 1^{er} juillet et ne rattrapent éventuellement leur retard qu'à la négociation suivante.

Toutes les professions ne mènent pourtant pas une politique contractuelle très active. Si l'industrie de la conserve, la répartition pharmaceutique, les laboratoires d'analyses médicales ont conclu des accords en 1994, cinq branches n'ont signé aucun accord salarial depuis 1990 : la chaussure, la maroquinerie, le négoce de l'ameuble-

ment, la publicité, les coopératives de consommation. Pour le ministère, « il a été plus facile de négocier dans les petites branches professionnelles que dans les branches concernées des effectifs importants ou des grandes entreprises. (...) La conjoncture économique qui pèse encore sur les secteurs à forte densité de main-d'œuvre, une trop grande hétérogénéité ou, à l'inverse, une forte concentration économique du secteur considéré constituent un handicap certain pour mener à bien des négociations salariales au niveau de la branche ».

Sur l'évolution des classifications, le bilan indique que, depuis 1990, 49 branches ont signé un accord modernisant leur grille antérieure. La plupart de ces nouvelles grilles construisent des déroulements de carrière à partir de l'acquisition de nouvelles compétences. Si le rôle des branches dans les négociations n'est pas négligeable, ce n'est pas à ce niveau mais dans les entreprises pourvues d'une représentation syndicale que les relations sociales sont le plus vivantes.

Frédéric Lemaître

M. Giscard d'Estaing se heurte aux mêmes obstacles que M. Barre

DANS SON DERNIER LIVRE, qui témoigne de son enthousiasme et de son envie, Valéry Giscard d'Estaing a rangé, dans deux colonnes, les avantages et les inconvénients de son éventuelle candidature à l'élection présidentielle pour en conclure que les « contre » l'emportent sur les « pour ». Raymond Barre, qui partageait les handicaps de l'ancien président de la République, a renoncé lundi 6 mars et indiqué qu'il ne soutiendra personne au premier tour. Invité sur TF 1, mardi 7 mars en soirée, M. Giscard d'Estaing aura fort à faire pour justifier une candidature, à moins qu'il ne parvienne encore à gagner un jour ou deux.

M. Giscard d'Estaing aurait besoin d'un peu plus de temps, alors que celui-ci lui est déjà compté. Un nouveau délai diminuerait ses chances, alors même que l'évolution rapide de la situation politique justifierait, à l'inverse, que l'ancien président de la République prenne du recul. Fervent défenseur d'une candidature UDF avant que Jacques Chirac n'apparaisse, dans les études d'opinion, comme le meilleur rassembleur de la droite – jusqu'à l'UDF qui lui était autrefois inter-

dite –, Charles Millon a réédité les leçons de la décision de M. Barre en constatant, dès lundi matin, que « la situation politique d'aujourd'hui est telle qu'elle rend toute nouvelle candidature aléatoire ». Hervé de Charette, délégué général des Clubs Perspectives et Réalités, pourtant fervent promoteur de M. Giscard d'Estaing, l'a approuvé, en jugeant « sage » cette décision, « compte tenu du contexte politique ».

Puisque la polarisation de l'électorat de la droite autour de la double candidature RPR réduit à presque rien l'espace-UDF, une candidature de M. Giscard d'Estaing serait donc extrêmement périlleuse, alors qu'une non-candidature ne le relèguerait pas obligatoirement au second plan du débat présidentiel. A vrai dire, une renonciation de M. Giscard d'Estaing ferait également les affaires de ses soutiens, qui pourraient alors préparer leurs propres entrées dans la campagne aux côtés des chiraquiens.

Car le camp giscardien reste fondamentalement hostile au premier ministre, coupable d'être venu s'installer en usurpateur sur les terres UDF quand Jacques Chirac appar-

raissait, jusqu'à ces derniers mois, comme un adversaire plus commode. « Les personnalités de l'UDF qui ne se sont pas encore engagées vont maintenant jouer un rôle déterminant », Jean-Pierre Raffarin parle d'or. Dans la compétition serrée qui s'engage entre M. Balladur et M. Chirac, les soutiens vont peser lourd.

Sur les idées chères à l'UDF, et même sur l'Europe, grâce à la présence d'Alain Juppé auprès de M. Chirac, les giscardiens assurent pouvoir s'entendre ni mieux ni moins bien avec M. Chirac qu'avec M. Balladur, dont ils détestent la « méthode ». Reste la menace de l'Etat RPR, qui a été pendant si longtemps la raison de vivre de l'UDF et qui a expliqué bien des ralliements à M. Balladur. Alain Madelin et Philippe Vasseur, déjà passés dans le camp de M. Chirac, envisagent de préparer un contre-poids que renforceraient bien volontiers M. Millon, M. de Charette et M. Raffarin. Dans ces conditions, une candidature de M. Giscard d'Estaing, pour paraphraser M. Barre, ajouterait singulièrement à la « confusion ».

Gilles Paris

MM. Léotard et Pasqua amorcent la contre-offensive de M. Balladur

Le ministre de la défense lance un avertissement aux chiraquiens

En déplacement à Nice, lundi 6 mars, le premier ministre-candidat a mis en avant sa sérénité alors que son entourage est persuadé que la chute de M. Balladur dans les sondages d'intentions de vote présidentielle est enrayée. François Léotard, a prononcé, de son côté, un discours de combat, dénonçant les

amis de Jacques Chirac et soulignant que M. Balladur n'avait pas fait de sa campagne « une machine à détruire la majorité ».

M. Léotard a également évoqué le « vrai risque de voir ressurgir l'ancienne complicité de 1981 entre ceux qui préféraient la gauche à leur propre camp », et il a souligné que M. Balladur, lui, n'avait pas fait de sa campagne « une gestulation polémique, une machine à détruire la majorité ». Au jeu des comparaisons, il a opposé un « Etat arbitraire » à un « Etat arbitré », un « Etat qui se sautait aux caprices de l'opinion » à un autre « qui se fait l'instrument d'un dialogue profond avec la nation ».

« Nous ne voulons pas, a-t-il demandé, une France jacobine, fermée sur elle-même, enivrée par la dépense publique, au point de se fermer à l'Europe, profondément décentralisée et attentive à lutter contre ses démons démocratiques, l'inflation, le déficit, l'impôt... ».

« Le paradoxe, aujourd'hui, a-t-il conclu, c'est que ce sont ceux qui se réclament le plus de la V^e République, avec des effets de manche, des mouvements de menton, ce sont ceux-là qui s'en éloignent le plus. »

Et pour couronner le tout, M. Léotard a rendu les chiraquiens responsables d'une série d'errements : « rupture flagrante et officielle de la solidarité gouvernementale, retour à l'injonction inopposable du parti, légèreté sur le franc, alliance contre nature, dérive des finances publiques et, peut-être, ce qui est le plus grave, une forme d'éloignement incontestable vis-à-vis de l'Allemagne ».

Avant lui, Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, avait ironisé sur Jacques Chirac, « qui vient d'avoir la révélation auprès d'un pommer, comme Newton découvrit la loi de la gravitation universelle » et qui veut faire « un programme de gauche, très cher, avec un budget de droite, très économe ».

Un programme préparé « par des golden boys de la rue de Lille (...) qui confondent la Banque de France avec la banque Barings », mais « qui ne sera pas appliqué parce qu'il est inopposable ».

Guy Porte

Le ministre de l'intérieur se déclare « très optimiste »

LE MINISTRE de l'intérieur, Charles Pasqua, s'est déclaré, mardi 7 mars sur RMC, « très optimiste pour la suite », malgré la baisse d'Edouard Balladur dans les sondages, en indiquant que le premier ministre ne devait pas « modifier quoi que ce soit » dans sa campagne. « La dernière des bêtises à faire pour un candidat, c'est d'essayer de se présenter non pas tel qu'il est, mais tel que les conseillers imaginent qu'il devrait être », a-t-il ajouté. M. Balladur est comme il est. C'est un homme calme, serein. Il faut qu'il le demeure, mais il faut qu'il apporte aux Français le sentiment que ce calme n'exclut pas la détermination. »

Selon M. Pasqua, « la cote du premier ministre diminue dans les sondages à partir du moment où il a annoncé sa candidature et est devenu la cible de tous les autres, c'est d'un peu près normal ».

■ **CHOIX** : François Mitterrand a déclaré, lundi 6 mars à la mac (Charente), qu'il ne savait pas s'il s'exprimerait avant le premier tour de l'élection présidentielle. « Mes idées, on les connaît : on ne va pas supposer que je vais apporter mes suffrages aux conservateurs, même si j'ai de l'estime pour eux. Mon choix se fera très facilement », a indiqué le chef de l'Etat dans un entretien accordé à France 3 Poitou-Charentes.

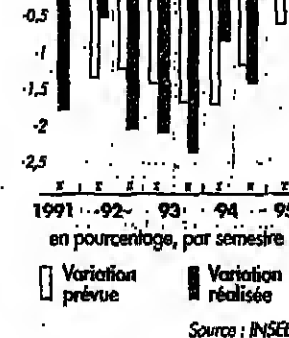
■ **FRONT NATIONAL** : le maire de Domrémy (Vosges), Pierre Miesi (RPR), a décidé d'interdire toute visite du parc de la maison natale de Jeanne d'Arc le 15 mars, jour où le président du Front national souhaitait s'y rendre. « La venue de M. Le Pen constitue une manifestation politique, a estimé M. Miesi. Donc il y a un risque de contre-manifestation et de troubles. » Cette décision fait suite à celle du conseiller général des Vosges, Roger Souchal (RPR), d'interdire à M. Le Pen mais aussi à « tout autre candidat qui viendrait essayer de faire sa campagne sous le signe de Jeanne d'Arc » l'entrée de la maison natale elle-même. Jean-Marie Le Pen a déclaré, lundi 6 mars, qu'il se rendrait tout de même le 15 mars à Domrémy.

■ **SOUTIEN** : Lorrain de Saint-Affrique, conseiller de Jean-Marie Le Pen jusqu'à son exclusion, en septembre 1994, pour avoir accusé le délégué général du Front national, Bruno Mégret, de « protéger » au sein du parti « des nazis et des admirateurs de l'Allemagne hitlérienne », a appelé, lundi 6 mars, à voter « au premier tour de l'élection présidentielle pour Jacques Chirac ».

Diminution attendue des effectifs dans la grande industrie

L'ENQUÊTE semestrielle sur les facteurs de production, publiée mardi 7 mars par l'Insee, indique que « la progression des chiffres d'affaires des grandes entreprises de l'industrie concurrentielle ou premier semestre de 1994 s'est poursuivie au second semestre à un rythme légèrement plus faible ». Globalement stable dans les biens intermédiaires et l'automobile, la tendance est jugée « très dynamique » dans les biens d'équipement professionnel. Les chefs d'entreprise interrogés prévoient une « évolution semblable » de leurs chiffres d'affaires au premier semestre de 1995, et tablent sur un investissement « en forte croissance » dans tous les secteurs.

L'Insee note que les réductions d'effectifs dans les grandes entreprises industrielles « se sont à nouveau accélérées » au second semestre. Les chefs d'entreprise estiment qu'ils « devraient encore se réduire, mais à un rythme plus lent », tandis que la durée du travail et d'utilisation des équipements « devrait s'allonger ».



Les entreprises n'ont jamais été aussi optimistes depuis 1992 sur les perspectives de l'emploi.

Source : INSEE

IP

VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS

TEL. : 40.75.45.45 - FAX : 45.63.89.01

LA VILLE de PARIS vend LIBRES

En la Chambre des Notaires de PARIS, Place du Châtelet

Le MARDI 28 MARS 1995, à 14 h 30

5 APPARTEMENTS de 2,3,4 et 5 P

(dont 1 Appt de 3 P. avec TERRASSE de 190 m² env.)

à PARIS (16^e)

Entre le boulevard SUCHET et le CHAMP de COURSES d'Auteuil

M^{re} BELLARGENT, notaire à PARIS 17^e, 14, rue des Pyramides.

Tél. : 44-77-37-34 ou 44-77-37-48

VISITES s/p. : 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 et 27 mars 1995, de 10 h à 13 h

23, 24 et 27 mars 1995, de 10 h à 13 h

Le Monde

DOSSIERS

& DOCUMENTS

ARGENT ET POLITIQUE

Sous la III^e et la IV^e République

De l'affaire de Panama à celle de Stavisky, l'histoire de la république est jalonnée par une série de scandales. Un dossier essentiel pour mieux comprendre les affaires d'aujourd'hui.

LA POPULATION MONDIALE

Evolution du taux de natalité, politiques menées dans le monde, courants migratoires, etc. Un dossier pour faire le point sur un sujet au programme du baccalauréat.

Et dans ce numéro : Les clés de l'Info

MARS 1995 - 12 F

UNE PUBLICATION DU MONDE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

RÉGIONS

Euralille cherche encore sa vitesse de croisière

Le projet urbain, qui justifie cet équipement, n'est pas compromis

LILLE

de notre envoyée spéciale

Inauguré en septembre 1994, le

centre commercial Euralille, situé

entre les deux gares desservant la

capitale du Nord-Pas-de-Calais (Le

Monde du 21 septembre 1994), connaît un démarrage plus difficile

que prévu. Un groupement d'enseignes spécialisées, le club Procos,

qui cite même en exemple pour

affirmer que « l'hypermarché n'est pas la locomotive idéale d'un centre

commercial de centre-ville ».

Plutôt que de s'inquiéter d'Euralille,

mieux vaudrait s'interroger sur

l'avenir des centres commerciaux de

proximité, répond, en substance Jean-Paul Bailetto, direc-

teur général de la société d'économie mixte (SEM) Euralille, à ceux

qui nourrissent des doutes sur la

réussite du centre. La polémique,

née pratiquement dès l'ouverture,

a été relancée par les fêtes de fin

d'année, période d'intense

consommation : les grands maga-

sinis du centre-ville (Printemps,

Monoprix, Prisunic, etc.) ont res-

senti de plein fouet l'ouverture de

l'hypermarché Carrefour

(12 000 m²) à Euralille, au point

d'évoquer des suppressions d'em-

ploi.

Pour autant, Carrefour, en dépit

d'une fréquentation « de 25 % à

30 % au-dessus des objectifs », se-

lon son directeur, Yves Séraphin,

ne fait pas le chiffre d'affaires es-

péré : en 1993, le panier moyen

français tournait autour de

230 francs dans un hypermarché ;

il a plafonné à 180 francs à Car-

refour-Euralille, chiffre que M. Séra-

phin se refuse à confirmer ou à in-

firmier. « Un hypermarché de

centre-ville ne fonctionne pas

comme en périphérie. On ne vient

pas pour remplir son coffre de voi-

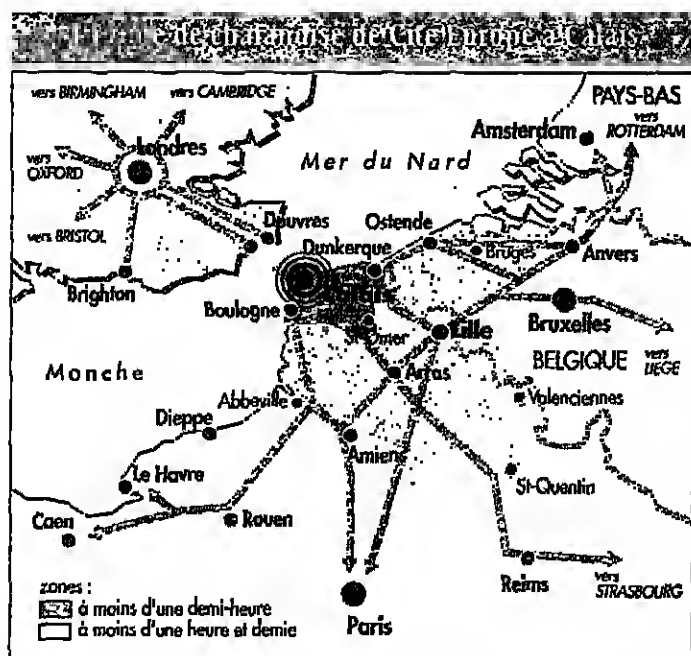
ture à Euralille. Nous misons sur les

flux de piétons, la perméabilité avec

la ville et l'évolution du mode de

consommation en direction des lo-

isirs », assure, pour sa part,



M. Bailetto, confiant dans l'augmentation constante de la fréquentation.

■ **FIDÉLISATION** : Sur le plan de la « convivialité »,

Euralille est une réussite. Les Lil-

lois, d'abord déçus, n'ont pas

résisté à l'attraction de l'architec-

ture métallique, inspirée de l'ère

tériore à la ville. « Le Nordiste est

fidèle, il lui faut du temps pour

changer ses habitudes de consom-

mation et nous n'avons que quatre

mois d'existence », anticipe James

Maillard, directeur du centre

commercial. Cette fidélisation dé-

pendra de l'achèvement rapide du

quartier et des performances in-

dividuelles de chacune des cent

trente-deux boutiques et restau-

rants de la galerie marchande.

« Il faut encore un an avant d'y

voir clair », estime M. Maillard, en

affichant un chiffre d'affaires de

73 millions de francs en décembre

pour la galerie commerciale (hors

Carrefour), qui augure bien de la

réalisation de l'objectif annuel de

800 millions qu'il s'est fixé. « On

vera dans trois ou quatre ans si on

s'est trompés », reprend en écho

M. Bailetto, dont la réflexion porte

sur l'ensemble du projet d'urban-

isme, au-delà des performances

commerciales. Dans le petit

monde de l'urbanisme, le directeur

d'Euralille n'est pas un enfant de

chœur et il sourit quand on le

soupponne d'avoir fait preuve de

naïveté en amenant un hypermar-

ché aux prix compétitifs en plein

centre de Lille. « Les grands distri-

buteurs, notamment aux Etats-Unis,

font des recherches discrètes sur

l'avenir des centres commerciaux de

périphérie et s'interrogent sur la pé-

rennité de cette forme de consom-

mation », explique-t-il.

Euralille n'aurait alors qu'à se

réjouir d'avoir, délibérément, an-

ticipé une évolution sociologique

qui commence à peine à s'esquis-

ser : de plus en plus de personnes

âgées et de familles monoparenta-

les, confrontées à des difficultés

de mobilité ; des besoins de plus

مركزا من لاسك

SANTÉ Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé et porte-parole du gouvernement, devait annoncer, mardi 7 mars, une série de mesures prises en application du rapport du

professeur Geneviève Barrier (hôpital Necker, Paris) sur les urgences pré-hospitalières. D'une manière générale, il est décidé de renforcer la participation des médecins libéraux à la régulation

des appels et aux interventions de terrain. **LES MÉDECINS GÉNÉRALISTES** vont pouvoir se présenter au concours de praticien hospitalier. Dans les zones rurales, où les généralistes sont

souvent sapeurs-pompiers volontaires, ils pourront passer des conventions avec les services d'aide médicale d'urgence (SAMU). **UN PROGRAMME** de formation « progressif » des étu-

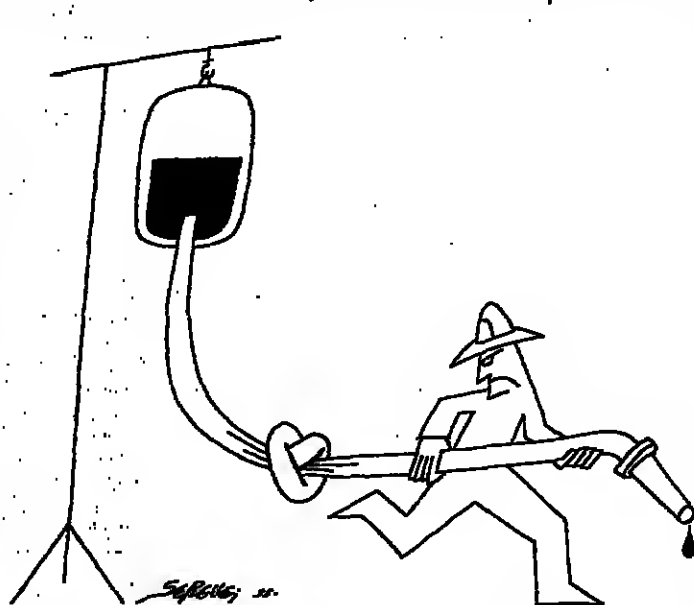
dants à la médecine d'urgence sera obligatoire dès la rentrée prochaine. Des normes techniques de fonctionnement et de qualification des intervenants seront arrêtées par décret.

Les urgences hospitalières s'ouvrent aux médecins généralistes

Leur participation à la régulation des appels et aux interventions de terrain devrait améliorer la prise en charge des urgences non vitales. Les médecins-pompiers redoutent de perdre ainsi une partie de leurs prérogatives

DANS UN RAPPORT effectué à la demande du premier ministre sur « la prise en charge effective des urgences médicales à tous les échelons, de la médecine de ville jusqu'à l'hôpital », le professeur Geneviève Barrier, chef du service d'anesthésie-réanimation de l'hôpital Necker à Paris, avait dénoncé sans ambages le manque de coordination des acteurs de la médecine d'urgence (Le Monde du 11 octobre 1994). Elle préconisait notamment un renforcement du rôle des médecins généralistes au sein du dispositif. Le gouvernement l'a pris au mot. A l'issue

française. Ces admissions donnent lieu à une hospitalisation dans 35 % des cas, avec de grandes disparités, selon les établissements. Dans son rapport publié en septembre 1993, le professeur Adolphe Steg estimait, par exemple, qu'en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur « au moins 70 % des urgences auraient pu être traitées en dehors de l'hôpital et 38 % au moins en dehors du contexte de l'urgence » (Le Monde du 18 septembre 1993). En amont de cette prise en charge, environ 10 000 décisions de régulation sont prises chaque jour par les services



D'une manière générale, le gouvernement estime que l'expérience de la participation des médecins libéraux à la régulation des appels et aux interventions de terrain, effectuée dans cinq départements depuis 1987, « met en lumière une meilleure prise en charge des urgences non vitales ».

DE VÉRITABLES RELAIS

Afin de « faciliter le recrutement de médecins généralistes à l'hôpital », le plan gouvernemental prévoit que « dans les zones éloignées des services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) », des associations de généralistes, « dont nombre sont également médecins de sapeurs-pompiers volontaires », pourront passer des conventions avec le service d'aide médicale urgente (SAMU) « pour servir de véritables relais ».

Le gouvernement s'engage, par ailleurs, à « entamer, rapidement »

et « dans le cadre de la négociation conventionnelle » une « concertation » visant à mettre en application l'article 24 de la convention nationale médicale. Cet article soumet la participation des médecins libéraux aux services d'urgence à la signature d'une convention tripartite entre l'Etat, la Caisse nationale d'assurance maladie et les syndicats. L'éventuelle modification du codage des actes d'urgence effectués sur demande des centres IS et les modalités de rémunération de la régulation libérale seront étudiées au sein d'un groupe de travail ad hoc.

Au service du même objectif, une option « médecine d'urgence » est créée pour le concours de praticien hospitalier et « des instructions seront données pour que les postes offerts dans ce cadre soient majoritairement des postes à temps partiel permettant un exercice mixte ». Déplorant « une dérive qui aboutit à ce que les hôpitaux ne soient plus ouverts qu'aux spécialistes », et même si « ceci n'a pas été voulu ni par la réforme Debré ni par la réforme hospitalière de 1991 », M^{me} Barrier, dans un entretien accordé au Monde, se félicite qu'« enfin on ouvre une porte dans les hôpitaux pour les médecins généralistes ». L'idéal serait, selon elle, de promouvoir les postes de praticiens à temps partiel « parce que dans les hôpitaux généraux, il n'y aura pas de meilleur accueil aux urgences que celui des médecins généralistes de la ville qui seront à temps partiel à l'hôpital et le reste du temps en libéral ». L'autre avantage de cette réforme sera, toujours selon M^{me} Barrier, de « permettre à des gens qui ne sont pas spécialistes et qui ont fonctionné des services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) depuis

dix ans, s'ils sont compétents, d'être titularisés ».

En réponse aux lacunes dévoilées dans le rapport Barrier en matière d'enseignement de la médecine d'urgence, un programme de formation « progressif », organisé « pour et par la garde médicale », entrera en vigueur dès la rentrée prochaine dans toutes les facultés de médecine. De la quatrième à la sixième année, tous les étudiants devront assurer une garde mensuelle rémunérée dans des services d'urgence, dans le cadre de leur trente-six mois de stage pratique. « Un arrêté et une circulaire préciseront ces dispositions dans les prochains jours », indique M. Douste-Blazy, précisant que « les ministères de la santé et de l'enseignement supérieur (avaient) d'ores et déjà engagé la révision du programme de la capacité de médecine d'urgence de façon à l'adapter au mieux aux médecins généralistes ».

SMUR SAUVAGES

Sur le plan technique, « il convient d'augmenter les exigences en matière de normes de fonctionnement » des SAMU et des SMUR, estime encore le gouvernement sur la foi du rapport Barrier. « Actuellement, indique le professeur Barrier, la moitié des SMUR qui existent en France sont des SMUR sauvages. C'est incroyable ! » Un

décret sera publié dans un délai de deux mois, qui détaillera « l'ensemble des conditions techniques de fonctionnement, notamment en matière de qualification des intervenants des SMUR ».

D'autres mesures sont annoncées concernant le développement du transport hélicoptère. Une circulaire sera publiée dans un délai de deux mois pour demander à « tous les établissements disposant d'un service d'accueil d'urgences (SAU) ou présentant une activité d'urgence très spécialisée (neurochirurgie, grands brûlés) de disposer à proximité d'une zone d'atterrissage pour hélicoptères ». Les conditions d'agrément des transports sanitaires aériens, actuellement régies par un texte de 1973 qui assimile les transports sanitaires aux transports de voyageurs « comme si les ambulances étaient réglementées par les autobus », commente M^{me} Barrier, devraient également être renouvelées par décret avant la fin de l'année.

« Quelle que soit la couleur du président qui sera élu, on ne peut plus laisser les urgences dans cet état », conclut le professeur Barrier, qui se déclare « assez confiant ». Au moins deux décrets, deux arrêtés et trois circulaires devront être pris pour parachever le plan gouvernemental.

Laurence Folléa

Les recommandations écartées

Le gouvernement n'a pas suivi les recommandations du rapport Barrier sur plusieurs points. Il n'a pas repris à son compte la proposition qui visait à permettre aux SAMU/centres 15 de faire appel à des infirmières libérales. De nombreux appels et, en particulier, ceux émanant des personnes âgées, nécessiteraient, en effet, davantage l'intervention d'une infirmière que celle d'un médecin. Le personnel paramédical ne peut cependant intervenir qu'après un acte médical, sinon cet acte n'est pas remboursé. La régulation par le centre 15 devrait donc être considérée comme un acte médical, ce qui suppose un véritable casse-tête réglementaire. La direction générale de la santé « a mis en place un groupe de travail qui rendra ses conclusions en octobre », a indiqué à cet égard M. Douste-Blazy. Les propositions du professeur Barrier sur l'accès aux soins des plus démunis, qui prévoyait notamment la création de lieux d'accueil médicaux et d'appartements thérapeutiques ont, elles aussi, été écartées. « L'action du gouvernement en ce domaine privilégie l'adaptation et l'ouverture du dispositif classique de soins et l'accès à la couverture sociale », précise Matignon.

d'un comité ministériel sur le sujet, mardi 7 mars, Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé et porte-parole du gouvernement, devait annoncer une série de mesures directement inspirées de ces travaux.

L'enjeu est de taille : sept à huit millions de personnes sont accueillies chaque année dans les services d'urgences des hôpitaux

d'aide médicale urgente (SAMU) et les centres 15. On compte, par ailleurs, en moyenne 1 700 sorties quotidiennes des ambulances des services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR), soit, au total, 600 000 sorties de SMUR par an. Il faut également savoir que 60 % des Allemands ont suivi des cours de secourisme contre 5 % des Français.

Les étudiants de l'université Rennes-II entament leur quatrième semaine de grève

RENNES

de notre envoyé spécial

Entre soleil et bourrasques, ils sont restés plus d'une heure, lundi 6 mars, à écouter dans le calme les militants de la poursuite de la grève et les partisans de la reprise. Massés sur la pelouse du campus de Villejean, penchés aux fenêtres ou accrochés aux balustrades, cinq mille étudiants de l'université de lettres et sciences sociales Rennes-II – le tiers des effectifs du site –, n'ont pu se départager à mains levées. Il faut recourir au vote individuel, et, par 2 542 voix contre 1 825, ils ont choisi d'entamer leur quatrième semaine de grève. Observateur attentif, André Lespagnol, président de l'université, entouré des vice-présidents, ne pouvait que « prendre acte » du résultat. « Le fonctionnement pédagogique ne peut pas être assuré. Les contrôles prévus sont reportés », a-t-il commenté, sans cacher ses inquiétudes sur le déroulement d'une scolarité déjà bien amputée.

Après une semaine de vacances, les « irréductibles bretons », comme les a surnommés François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, ont repris de plus belle, dès le lundi 27 février, leurs manifestations. Ils ont de nouveau démenagé les tables et les chaises des salles de cours pour bloquer les accès et démonter quelques portes. Seules ont été épargnées les séances de préparation au Capes ou à l'agrégation.

Le rapport Laurent sur le devenir de l'enseignement supérieur, qui fut à l'origine du mouvement, pèse encore malgré l'annonce de son retrait. « Sa logique à l'américaine » est décriée par un comité de grève informel créé en dehors des structures syndicales. Les étudiants trouvent dans cette

étude les mêmes raisons de mobilisation qu'à l'égard de l'institut de formation des maîtres (IUFM) et du campus « privé » du conseil général d'Ille-et-Vilaine, deux symboles « de la sélection arbitraire, de l'inégalité des chances et de traitement entre le public et le privé ».

« TRADITION BRETONNE »

Ce n'est pas un hasard si l'IUFM a cristallisé la grogne d'un malaise persistant dans cette université Rennes-II où les effectifs – 20 000 étudiants – ont augmenté de 50 % en six ans. « Dans la tradition bretonne, les métiers de l'enseignement exercent une attraction très forte », note M. Lespagnol. Quatre ans après la mise en place de l'IUFM de Rennes, les candidatures affluent dans une région qui, jusqu'à présent, avait l'habitude d'« exporter » une partie de ses enseignants dans les académies défectueuses. « Nous avons enregistré 3 580 demandes pour 420 places à la préparation au concours de professeurs des écoles avec seulement 200 postes offerts », précise Danielle Dahlinger, directrice adjointe de l'IUFM. La situation est semblable pour le professorat des collèges et de lycées.

Dans les différentes disciplines, des normes de capacités d'accueil ont été fixées en fonction des postes offerts aux concours, des places disponibles à l'université et dans les établissements scolaires où les étudiants effectuent leur stage. « Notre souci a toujours été de préparer nos élèves dans les meilleures conditions de succès, en veillant à maintenir la dimension professionnelle dès la première année », confirme M^{me} Dahlinger. Cette « régulation des flux » passe par un renforcement de la sélection. Malgré les recommandations du ministre l'incitant à lâcher du

lest, Jean-Pierre Gaborieau, directeur de l'IUFM, s'est refusé à céder sur l'augmentation des effectifs. Mais il a néanmoins accepté de discuter des critères de sélection.

Dès lors, les grévistes ont pris pour cible Pierre Méhaignerie, président du conseil général d'Ille-et-Vilaine et « père » du campus de Ker-Lann. Le ministre est sommé de « s'expliquer » sur l'utilisation de fonds publics – 370 millions de francs – pour le financement d'écoles privées. A l'occasion d'un match de rugby, le mercredi 1^{er} mars, près de 3 000 étudiants de Rennes-II ont pu découvrir ce complexe de 170 hectares, implanté en pleine nature dans l'agglomération rennaise, et « doté des plus belles installations sportives de Bretagne ». Ker-Lann accueille à peine plus de 700 étudiants dans divers établissements – écoles d'ingénieurs, instituts de sciences sociales –, qui pour la plupart parviennent difficilement à décoller, malgré des frais de scolarité proches de 30 000 francs.

Il n'en fallait pas plus pour que les « irréductibles » demandent l'inségration de cette zone « privilégiée » dans le patrimoine public. Pour les étudiants comme pour les responsables de l'université, cette opération pourrait être facilitée par l'installation d'une antenne de l'école normale supérieure de Cachan et bientôt de l'institut des formations de l'INSEE. Avant un face-à-face avec M. Méhaignerie, les grévistes espèrent que leur mouvement ne restera pas isolé. « Il faut profiter de la campagne électorale pour se faire entendre », assure un étudiant gréviste. Edouard Baladur, annoncé à Rennes le 21 mars, est attendu avec impatience.

Michel Delberghe

COMMENTAIRE

VIEILLE QUERELLE

Nul doute que les mesures arrêtées aujourd'hui par les pouvoirs publics étaient nécessaires, pour ne pas dire indispensables. Le fonctionnement chaotique des services d'urgence en amont de l'hôpital méritait d'être remis en ordre. Les décisions gouvernementales viennent donc à point pour compléter le plan de restructuration arrêté en décembre 1993 à la suite du rapport du professeur Adolphe Steg et destiné à réduire les risques liés à la « sous-médicalisation » des services hospitaliers d'urgence.

Il n'en reste pas moins que la mesure autorisant des associations de médecins libéraux installés dans les zones rurales, pour la plupart sapeurs-pompiers volontaires, à passer des conventions avec les SAMU, risque de raviver une vieille querelle. Le cadre de ces conventions et le montant des rémunérations des intervenants restent à fixer, mais, si d'aventure, ces médecins venaient à gagner davantage en

travaillant pour les SAMU, leur activité de pompiers volontaires pourrait s'en trouver compromise.

Le docteur Jean-Marie Gendarme, président du Syndicat national du service de santé et de secours médical des sapeurs-pompiers, juge « aberrant » ce plan, destiné, dit-il, à « garder la mainmise hospitalière sur toute la chaîne de l'urgence ». Il estime à cet égard que « le ministère de la santé veut laminier le secours médical des sapeurs-pompiers ». Le docteur Gendarme affirme qu'« il fallait opérer une revalorisation des actes d'urgence qui s'appliquent à tous les acteurs » de la médecine d'urgence, « sous le contrôle des caisses d'assurance-maladie ». Il dénonce un « bricolage fait avec des réseaux expérimentaux » et n'a pas de mots assez durs pour qualifier la situation des SAMU, selon lui en « faillite opérationnelle ».

Le gouvernement ira-t-il au bout de sa logique, prenant ainsi le risque de se mettre à dos une partie des quelque 5 500 médecins sapeurs-pompiers ?

L. F.

« Je ne sais pas comment ils font, mais moi je m'y retrouve »

TAHITI 5 950 F

REDUCTION DE 50% POUR UNE 2^e PERSONNE et pour une 4^e, une 6^e personne... voyageant ensemble à l'aller

LISBONNE	850 F
MARRAKECH	950 F
ATHENES	1 100 F
LES ANTILLES	2 430 F
LA REUNION	3 490 F
NOUMEA	5 500 F

• vols aller retour
• départ de Paris
• à certaines dates
• 160 agences en France
• (1) 41 41 58 58
• 3615 NF *



NOUVELLES FRONTIÈRES

Tahiti

Tout le monde s'y retrouve

La place des femmes sur le marché du travail ravive le clivage droite-gauche

Les propositions des candidats à l'élection présidentielle révèlent des profondes divergences

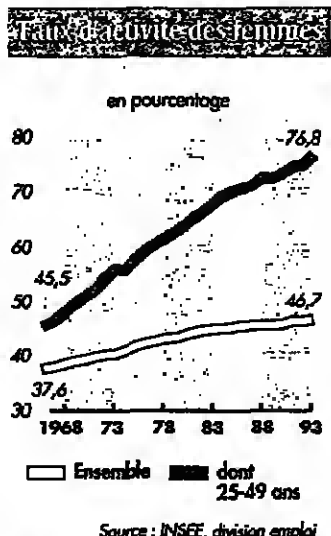
La tentation de renvoyer les femmes au foyer afin de réduire le nombre de demandeurs d'emploi affleure dans les programmes de certains candidats à l'élection présidentielle. A droite, on considère que l'aspiration profonde des mères est de cesser de travailler temporairement ou définitivement. A gauche, on estime que les femmes entendent rester actives, et on privilégie la réduction du temps de travail.

gauche, on estime que les femmes entendent rester actives, et on privilégie la réduction du temps de travail.

LE CLIVAGE entre la droite et la gauche, s'il est désormais inopérant dans bon nombre de domaines, fonctionne parfaitement dès qu'il est question d'avancer des solutions permettant aux femmes de concilier vie professionnelle et vie privée. Alors que sera célébrée mercredi 8 mars la Journée internationale des femmes, les propositions avancées par les candidats à l'élection présidentielle révèlent des divergences quant à la place et au rôle des femmes dans la société. Derrière l'instauration d'un salaire familial, d'un revenu parental ou d'une allocation de libre choix, c'est, en effet, de cela qu'il s'agit.

Quelles que soient les analyses, force est de constater que le travail des femmes hors du domicile est devenu la norme. Celle-ci n'en est pas moins soumise à des remises en cause périodiques. Ce fut déjà le cas en 1994, lors de la discussion au Parlement de la loi sur la famille. Aujourd'hui, la période électorale aidant, certains avancent de nouveau, avec plus ou moins d'insistance, la thèse selon laquelle les femmes constitueraient une main-d'œuvre excédentaire en temps de crise.

De facto, les propositions d'Edouard Balladur, de Jacques Chirac, de Philippe de Villiers et de Jean-Marie Le Pen visent essentiellement les femmes. Chacun d'eux se défend de toute approche discriminatoire, précise avec insistance que tout nouveau dispositif sera « bien entendu » ouvert aux hommes, mais ajoute que les femmes sont « évidemment » les premières concernées. Dans un ensemble parfait, tous se défendent de vouloir renvoyer les femmes au foyer. Mais si l'objectif explicite des plus modérés est d'offrir de nouvelles possibilités aux femmes, l'extrême droite trouve d'étonnantes vertus au retour des mères à la mai-



80% des femmes de 30 à 34 ans qui ont un enfant de moins de deux ans travaillent.

son. Censé résoudre les grands maux de notre société - le vieillissement de la population, la baisse de la natalité, l'échec scolaire, la délinquance, voire même le chômage -, l'arrêt d'activité professionnelle des femmes est une composante importante des programmes de Philippe de Villiers et de Jean-Marie Le Pen.

Philippe de Villiers va très loin dans cette logique. Le candidat du Mouvement pour la France promet d'instituer un véritable salaire familial qui assurerait à tous les foyers, à partir du troisième enfant, un revenu « convenable » équivalent au SMIC. Françoise Cellier, députée européenne et chargée de ce dossier auprès du député de Vendée, estime le coût d'une telle mesure à 20 milliards de francs par an. Au Front national, le vocabulaire est différent mais les objectifs sont similaires. Jean-Marie Le Pen avance l'idée d'un revenu parental équivalent au SMIC attribué à toute femme - de nationalité française - à partir du premier enfant et ouvrant droit à une retraite. Martine Le Hédou, vice-présidente du Front national, affirme que « la présence des mères évite bien des problèmes de drogue, de solitude et de sécurité dans les banlieues ».

Sur un registre plus modéré, la compétition est aussi vive entre Edouard Balladur et Jacques Chirac. L'entourage du premier ministre insiste sur le coût de « l'allocation parentale de libre choix » prônée par Jacques Chirac, alors que les conseillers du maire de Paris soulignent en revanche « l'inefficacité », voire la « nuisance », de la proposition d'Edouard Balladur. Les logiques sont en effet différentes. D'un côté, Jacques Chirac reprend le dispositif défini en octobre 1993 par Colette Codacci-Pignardi, député (RPR) du Nord, dans un rapport au Parlement sur la politique familiale. Pour ne pas être accusé de renvoyer les femmes dans leur foyer, le président du RPR pré-

cise que cette allocation serait versée à toutes les femmes qui auraient un enfant, y compris si elles travaillent. Ces dernières pourraient alors faire garder leur enfant. D'un montant supérieur à l'allocation parentale d'éducation (2 929 francs par mois) mais inférieur au SMIC (environ 6 000 francs bruts), cette prestation permettrait aux femmes de « faire une pause, d'arriver à concilier le fait d'être une épouse, une mère, tout en restant performante dans son travail », explique Marie-Thérèse Hermange, adjointe au maire de Paris aux affaires sociales.

QUERELLE DE CHIFFRES

Alors qu'une enquête de la Caisse nationale d'allocations familiales avait, en juin 1994, chiffré le coût de l'allocation parentale de libre choix de M^{me} Codacci à 38 milliards de francs par an, M^{me} Hermange table plutôt sur une dépense de 25 à 30 milliards à terme, car des aides

moins sous couvert de salaire maternel », résume sèchement Marie-Noëlle Lienemann, ancien ministre du logement et conseiller de Lionel Jospin. Le PS entend réduire le temps de travail pour tous et pas seulement pour les femmes, développer les systèmes de garde pour enfants. M^{me} Lienemann estime qu'il y a à la fois un glissement d'emplois potentiels, et elle reprend une étude menée en 1992 au ministère du travail évaluant à près de 300 000 le nombre d'emplois de proximité pouvant être suscités. Enfin, l'ancien ministre du logement concède que l'APL, créée en 1985 par Georges Duflo, constitue « une erreur » et souhaite faire réellement appliquer la loi sur l'égalité professionnelle dans le privé comme dans le public.

De son côté, Yves Cochet, porte-parole de la candidate écologiste Dominique Voynet, dénonce les propositions de la droite, qui « o la nostalgie de la famille traditionnelle

Le travail féminin est devenu la norme

La participation des femmes à la vie économique ne cesse de s'affirmer. La progression des taux d'activité féminine n'a été remise en cause ni par la crise ni par le chômage. Aujourd'hui, 77 % des femmes de vingt-cinq à quarante-neuf ans travaillent, soit un pourcentage en hausse de six points en une décennie. La part des femmes dans la population active est aujourd'hui de 44 % et l'enfant n'est pas forcément un obstacle au travail de la mère : 80 % des femmes de trente à trente-quatre ans qui ont un enfant de moins de deux ans occupent un emploi. Le revenu de leur activité n'est plus considéré comme un salaire d'appoint. Une famille dans laquelle la femme travaille perçoit en moyenne un revenu supérieur de 46 % aux ressources d'un ménage où la femme n'exerce pas d'activité professionnelle. Dans un contexte de crise, marqué par l'appropriation du chômage, l'emploi féminin constitue une sécurité et un gage d'autonomie. D'autant que les divorces touchent aujourd'hui plus d'un couple marié sur trois.

jusqu'à la garde des enfants seraient supprimées. Alors qu'elle estime que la proposition d'Edouard Balladur d'élargir l'allocation parentale d'éducation au premier enfant est « discriminatoire, car elle conduit les femmes à se retirer du marché de l'emploi », Matignon retourne la critique et considère la proposition du maire de Paris comme « pure démagogie ». Son coût serait de 50 milliards de francs par an contre une dépense supplémentaire de 4,5 milliards de francs seulement si cent mille femmes en bénéficient à temps plein et cinquante mille à temps partiel pour l'élargissement de l'APL dès le premier enfant. Les conseillers d'Edouard Balladur éprouvent pourtant quelque difficulté à expliquer en quoi l'attribution d'une telle prestation, dès le premier enfant, pourrait pallier les inconvénients de l'APL, distribuée aujourd'hui à partir du deuxième. Une enquête récente de la caisse d'allocation familiale des Yvelines a montré, en effet, que six femmes sur dix ne reprenaient pas un emploi après avoir perçu cette allocation.

A gauche, personne n'est entré dans la surprenance. « Il est hors de question de renvoyer les femmes à la

du XIX^e siècle et veut faire des femmes les boucs émissaires de la période actuelle », M^{me} Voynet, dans un ouvrage à paraître, prône la réduction massive du temps de travail pour tous, « la meilleure réponse à tout ce qui menace aujourd'hui le droit des femmes à l'égalité réelle : intérim obligé, contrats à durée déterminée, temps partiel, salaire parental ».

Au Parti communiste, on rapporte que la revendication des trente-cinq heures de travail hebdomadaire rencontre un écho encore plus favorable chez les femmes. « Toutes les enquêtes montrent que les jeunes filles veulent avoir une activité professionnelle », précise ainsi Marie-Georges Buffet, membre du bureau national. De fait, un sondage réalisé en avril 1994 par l'IFOP auprès de 1 500 personnes sur la place et le rôle des femmes en France, dans le cadre de la préparation de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes qui se tiendra en septembre à Pékin, montre que plus de 80 % des 25-35 ans pensent qu'il est aussi indispensable pour une femme d'avoir un emploi que pour un homme.

Michèle Aulagnon

Une élève retrouvée étranglée dans un collège près de Nancy

UNE JEUNE FILLE de quatorze ans a été retrouvée morte étranglée, dans les toilettes du collège Jacques-Callot de Vandœuvre, près de Nancy, lundi 6 mars en début d'après-midi. Devant l'absence de Sabrina en cours à 14 h 30, un professeur avait donné l'alerte. La jeune fille, qui d'ordinaire déjeune chaque jour à la cantine, ne s'y était pas présentée et on ne l'avait plus vue depuis la fin des cours du matin. Immédiatement le surveillant a alors effectué des recherches dans l'établissement. En ouvrant la porte des toilettes des filles, il a découvert le corps sur le sol, les lèvres bleues, une cordelette en nylon, semblable au maillage des filets de ballon, autour du cou. Aux élèves qui s'interrogeaient devant la présence des voitures de police, de pompiers et des allées et venues du substitut, on expliqua que l'un d'entre eux a fait une crise d'asthme. Mais, rapidement, tout le collège apprendra la nouvelle.

Aucune hypothèse n'est exclue par les policiers chargés de l'enquête. Mardi 7 mars, le parquet de Nancy devait ouvrir une information judiciaire pour homicide volontaire. Mardi en fin de matinée, les policiers ont interpellé chez ses parents une autre adolescente de treize ans, camarade de classe de Sabrina, qui, elle aussi, avait disparu après le déjeuner. Au collège, on raconte que cette jeune fille d'origine kurde avait, le matin même, menacé Sabrina de mort. (Corresp.)

DEPÊCHES

■ FAUSSES FACTURES BTP : la chambre criminelle de la Cour de cassation, réunie lundi 6 mars, s'est donné jusqu'au 13 mars pour décider s'il y a lieu ou non d'annuler la procédure dans l'affaire des fausses factures du BTP de la région parisienne comme le demandent sept avocats de la défense. Le dossier impliquait, à l'origine, trente entreprises et portait sur des détournements de 400 millions de francs commis, entre 1988 et 1990, à Paris, dans les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise. Les avocats, qui ont présenté, lundi, une série d'arguments en faveur de la cassation, défendent vingt-trois des prévenus dont l'ancien PDG de la Cogedim, Michel Mauer, à nouveau mis en examen, le 29 septembre, pour trafic d'influence aggravé par le conseiller Renaud Van Ruymbeke (Le Monde du 1^{er} octobre 1994).

■ HLM DES HAUTS-DE-SEINE : Didier Schuller n'est pas rentré à son domicile de Cligny, selon son avocat, M^{re} François Gibault, contrairement à ce que l'ancien directeur de l'office HLM des Hauts-de-Seine aurait dû faire après trois semaines de vacances passées en Suisse avec sa compagne Christel Delaval. « Il s'est retiré du monde et il écrit, peut-être un livre », nous a déclaré l'avocat. Le conseiller général (RPR) des Hauts-de-Seine avait quitté la France après la perquisition menée à son domicile le 10 février par les juges d'instruction chargés à Créteil du dossier des fausses factures des HLM dans ce département. L'avocat n'a pas précisé où se trouve son client.

■ MAL-LOGÉS : M^{re} Jacques Gaillot s'est installé, lundi 6 mars, dans l'immeuble du 7 rue du Dragon à Paris, occupé depuis le 18 décembre par des familles de sans-logis. L'ancien évêque d'Evreux disposera d'une chambre - la 105 - et d'un petit bureau, menés tous deux par Emmaüs. Il a annoncé son intention de célébrer la messe dans la chapelle située au dernier étage du bâtiment et rencontrera prochainement les prêtres de l'église voisine de Saint-Germain-des-Près pour les en informer.

■ IUT : une grève des étudiants a été lancée depuis jeudi 2 mars à l'IUT de Tarbes (Hautes-Pyrénées) pour protester contre l'insuffisance du budget de fonctionnement de l'établissement. A Pau (Pyrénées-Atlantiques), environ quatre cents étudiants ont manifesté lundi 6 mars devant le Parlement de Navarre, siège du conseil général. Quelques milliers d'étudiants de l'université de Pau et des Pays de l'Adour - essentiellement en droit, lettres et sciences - sont en grève depuis trois semaines pour réclamer une augmentation des postes d'enseignants.

■ UNIVERSITÉ : le conseil d'administration de l'université de Poitiers vient de refuser de voter la répartition budgétaire proposée pour 1995. Il considère que la mission d'enseignement et de recherche ainsi que l'entretien des locaux risquent d'être « gravement compromis », lors de la prochaine rentrée, en raison d'une dotation financière rigoureusement inchangée - 34 millions de francs - par rapport à celle de l'exercice précédent. L'université accueille 28 300 étudiants, un effectif qui a plus que doublé en dix ans, les deuxième et troisième cycles étant les plus touchés. Alain Tranoy, président de l'université, déplore d'être « occulté » une gestion au quotidien et de ne pouvoir insuffler dans ces conditions une politique dynamique.

Les crèmes amincissantes testées

par « 50 millions de consommateurs »

LES NOUVELLES CRÈMES amincissantes, proposées à grand renfort de publicité à l'approche des beaux jours, ne trouvent toujours pas grâce auprès des organisations de consommateurs. Les test effectués cette saison sur dix crèmes par la revue 50 millions de consommateurs, dans son numéro de mars, arrivent rigoureusement aux mêmes conclusions que ceux réalisés en 1992 (Le Monde du 12 avril 1992) : il s'agit « de cosmétiques souvent agréables, généralement hydratants et parfois parfumés qui aident à mieux supporter les contraintes des régimes ». Reste à savoir s'il est bien utile, alors, de les payer jusqu'à 1 600 francs le litre.

Gérard Monate se pose en responsable unique d'Urba

Devant le tribunal de Saint-Brieuc, il a dédouané l'ancien trésorier du PS, Henri Emmanuelli, à la veille de son audition

SAINT-BRIEUC

de notre envoyé spécial
Parfait dans son rôle de vieux militant dévoué, Gérard Monate a fait le travail, trop ingrat pour un énarque, de percepteur en chef pour un parti auquel il a consacré sa double existence, de syndicaliste policier, puis de PDG du groupe Urba. Il se prête de bonne grâce aux interrogatoires-bis imposés par les journalistes dans les couloirs du palais de justice de Saint-Brieuc. Malgré ses soixante et onze ans et quelques problèmes de santé, M. Monate avait auparavant tenu la barre durant trois heures, détaillant « bien volontiers » l'historique et le mode de fonctionnement de cette société à officines multiples, qui lui valut la considération de ses « camarades » élus, avant de lui causer

tant de tracas. Il est un peu agacé, du coup, d'avoir sans cesse à répéter devant des juges une histoire archi-concue. « J'ai déjà subi deux procès et plusieurs instructions sont en cours, dit-il, fataliste. Comme Urba comptait dix-huit délégations régionales, je risquais d'avoir à faire le tour de France des prétoires. » Le « filic socialiste » aux allures de Falstaff que Gaston Defferre avait appelé à ses côtés au ministère de l'Intérieur a su rester nature en côtoyant les grands et en brassant des sommes considérables, amassées pour le parti. Bonhomme, pour ne pas dire bon-nasse, M. Monate trouve néanmoins quelques mots sévères pour critiquer les magistrats qui ont voulu « se payer des politiques », parmi lesquels il cite Thierry Jean-Pierre et Renaud Van Ruymbeke.

Tant de fois répété, donc, le discours est parfaitement au point. « En 1972, l'idée de départ avait été de créer un vrai bureau d'études, mais il existait un peu partout des cabinets de grande valeur, voilà pourquoi Urba-Conseil a dérapé vers le commercial... » C'est ainsi que commencent le conte et les mécomptes d'Urba, dont M. Monate pris la direction en 1983. L'équipe comptait de bons technico-commerciaux, assure-t-il : « Si vous enlevez le PS, vous avez avec Urba un réseau commercial de type classique (...). J'en ai assez de lire dans la presse que Urba est un ramassis de rigoles, simples collecteurs d'impôts... Nous avons eu un polytechnicien à la direction. Moi, c'est pas pareil, je n'avais fait que l'école des mousses... » Interrogé sur le système de ré-

partition des fonds, M. Monate n'a pas clairement indiqué si les règlements de factures dans telle ville ou tel département étaient proportionnels aux sommes encaissées dans les mêmes collectivités, ou si Urba constituait une véritable « caisse noire » à la disposition des candidats socialistes. Il a néanmoins précisé : « En accord avec le trésorier du PS, je subventionnais des terres de conquêtes où les collectivités locales n'étaient pas dirigées par des socialistes. Lors des dernières municipales, nous avons ainsi soutenu une vingtaine de seconds gagnants. Et nous n'avons pas eu d'échec... » Ici s'arrête, selon lui, la responsabilité du trésorier du PS dans la gestion d'Urba. En militant fidèle jusqu'au bout, Gérard Monate s'est efforcé de préserver la direction du PS, à la veille

de l'audition par le tribunal d'Henri Emmanuelli, qualifiant au passage ce dernier de « camarade » qui éprouvait des « soucis de trésorerie... ». « J'étais le seul à décider », a-t-il martelé. Tout au plus a-t-il admis que certains candidats lui étaient « envoyés par le trésorier », mais pour affirmer aussitôt : « On me donnait une indication, mais c'est moi qui prenais la décision. » « J'avais un rôle de responsabilité politique », conclut-il sans convaincre vraiment.

Dans la soirée, le témoignage de Jean-Pierre Barth, soixante-deux ans, ancien gérant de Multiservices, l'une des plus discrètes filiales de la galaxie Urba, est venu rendre moins crédible encore le discours de M. Monate sur les « compétences » des hommes d'Urba. M. Barth, qui s'était lui-même

qualifié d'« homme de paille » durant l'instruction, a tout simplement assuré avoir passé trois ans à signer des chèques sans les remplir, et sans même voir une facture. Lorsque le président lui demande : « Sur trois ans et sur l'ensemble de la France, savez-vous pour combien Multiservices a réglé de factures ? », l'ancien cadre répond benoîtement : « J'ai entendu parler d'un million... » Puis, le président lui ayant soufflé la bonne réponse : « 106 millions de francs ! Ça fait de l'argent, c'est sûr. Jamais on ne m'a dit que j'avais payé tant de sommes que ça. » Quant à son chef d'occupation, il étonne encore davantage M. Barth. « Trafic d'influence ? J'ai été influencé peut-être, mais je n'ai influencé personne... »

Robert Belleret

مكتبة من راسل

DISPARITIONS

Le général Jacques Allard

Un ancien de l'Algérie française

LE GÉNÉRAL d'armée Jacques Allard (cadre de réserve) est décédé, samedi 25 février, dans sa quatre-vingt-deuxième année, à Saint-Cricq-Chalosse (Landes). Partisan de l'Algérie française, il fut l'un des généraux les plus actifs aux côtés du général Raoul Salan lors des incidents du 13 mai 1958, à Alger, qui aboutirent à la fin de la IV^e République et à l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle.

Né le 16 novembre 1903 à Grainville-Ymauville (Seine-Maritime) et ancien saint-cyrien, Jacques Allard a participé à la campagne d'Italie et débarqué en Provence le 6 août 1944.

Entre 1950 et 1952, il est, avec le grade de général de brigade, chef d'état-major du futur maréchal Jean-Marie de Lattre de Tassigny, haut-commissaire et commandant en chef en Indochine. Après une sé-

rie de grands commandements, dont le poste de chef de la division « plans et opérations » au commandement suprême des forces alliées en Europe, Jacques Allard reçoit, en janvier 1957, avec le rang de général de corps d'armée, le commandement du corps d'armée d'Alger.

C'est à ce titre qu'il est aux côtés du général Raoul Salan, commandant en chef en Algérie, pendant les événements de mai 1958, lorsque les Algérois, soutenus par une bonne partie de l'armée, réclament le retour au pouvoir du général de Gaulle. Ce soulèvement de la population amena la chute de la IV^e République. Jacques Allard était même partisan, comme d'autres officiers, de porter le plus rapidement possible le coup d'État en France.

Plus tard, pour justifier son attitude, le général Allard a expliqué

qu'il avait servi, en Indochine comme en Algérie, sous les ordres de Raoul Salan, « un homme, a-t-il commenté, qui s'était engagé à garder l'Algérie à la France et n'en plus ramener le drapeau français ».

Lorsque le général Maurice Challe remplace le général Salan à Alger, Jacques Allard devient son adjoint opérationnel et, en même temps, il commande les forces terrestres sur l'ensemble du territoire algérien.

En 1959, il est élevé au rang de général d'armée et nommé commandant en chef en Allemagne. Il demeurera à ce poste jusqu'en 1961, date à laquelle il devient pour trois ans inspecteur de l'infanterie. Ce qu'il a considéré à l'époque comme étant une disgrâce du fait de ses opinions.

Il apporta son soutien - y compris à la barre des témoins au procès du général Salan, devenu entre-temps le responsable de l'Organisation armée secrète (OAS), en lutte contre le général de Gaulle - à ses anciens chefs et subordonnés traduits devant des tribunaux.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, des TOE et de décorations étrangères (dont la Silver Star américaine et l'Order of the British Empire), le général Allard était grand officier de la Légion d'honneur.

J. I.

Camille Lebossé

Des chiffres et des lettres

LEURS NOMS étaient attachés aux mathématiques comme le « Bled » à la grammaire et les « Lagarde et Michard » au français. Camille Lebossé, qui est décédé le jeudi 23 février à Rouen à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, et Corentin Hémeri ont, pendant près d'un demi-siècle, initié des générations d'élèves, de la sixième à la terminale, aux subtilités de l'algèbre et de la géométrie.

C'est en 1937 que Fernand Nathan confia à Camille Lebossé la rédaction d'ouvrages correspondant à de nouveaux programmes. A cette époque, ce jeune professeur de mathématiques, né le

1^{er} juillet 1905 à Alençon (Orne), sorti major de sa promotion à l'école normale supérieure de Saint-Cloud, agrégé de mathématiques en 1934, enseigna au lycée Pasteur de Neuilly.

Il retrouve ce poste, après cinq années de captivité, puis est nommé dans les classes de maths sup et maths spé du lycée Claude-Bernard de Saint-Cloud, où il terminera sa carrière d'enseignant en 1965. Jusqu'en 1973, il continuera néanmoins de rédiger ou d'actualiser ses manuels, une cinquantaine au total vendus à plus d'un million d'exemplaires.

M. D.

AGENDA OFFICIEL

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Mercredi 8 mars :
- 10 heures : conseil des ministres.
- 11 heures : prestation de serment des trois nouveaux membres du Conseil constitutionnel à l'Elysée.

PREMIER MINISTRE

Mercredi 8 mars :
- 10 heures : conseil des ministres.
- 11 heures : cérémonie d'installation des trois nouveaux membres du Conseil constitutionnel à l'Elysée.

- 13 heures : le premier ministre se rend à l'invitation de l'association de presse « Groupement des grands régionaux ».

- 15 heures : le premier ministre signe la charte de sous-traitance.

- 17 heures : réunion de ministres consacrée à la présidence française de l'Union européenne.

Jeudi 9 mars :
- Visite dans la Sarthe.

JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel du dimanche 5 mars sont publiés :

● **Honoraires médicaux :** un arrêté approuvant l'avenant à la convention médicale conclu le 27 janvier entre les caisses d'assurance-maladie et des syndicats médicaux. Il prévoit une augmentation des tarifs médicaux et un allongement de la liste des références médicales (*Le Monde* du 19 janvier).

● **Français :** un décret pris pour l'application de la loi du 4 août 1994 sur l'emploi du français et réglementant l'usage des mots d'origine étrangère.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

- M. Stéphane LEJEUNE, M^{me} Elise PANCHEVRE, et les grands-parents, ont l'honneur de annoncer la naissance de

Cécile,

le samedi 4 mars 1995.

8, rue Bely-d'Arrouant, 75017 Paris.

Anniversaires de naissance

- René HUGON, Professeur honoraire au lycée Montaigne.

Réte ses quatre-vingt-dix ans.

Sa famille, ses amis, une cohorte d'anciens élèves, le félicitent chaleureusement.

Décès

- Les membres du conseil d'administration, Les membres du secrétariat général, Et tous les adhérents, ont le regret d'annoncer le décès de

Alice CHANLON, présidente du Comité de liaison des associations socio-éducatives de contrôle judiciaire.

Ils s'associent au deuil de sa famille et de ses amis.

C.L.C.I. - BP 38

33023 Bordeaux Cedex.

- M^{me} Claire Guinet, Et toute la famille,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Jean-Marie GUINOT, ancien professeur de l'Ecole nationale

Louis-Lumière,

survenu à Paris, le 2 mars 1995, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 9 mars, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6.

- Claudine et Manuel Joseph font part du décès de

Claude JOSEPH,

survenu le dimanche 26 février 1995.

« A ce moment - avait-il déclaré un jour - ja Rogojine quand ils se voyaient à Moscou - j'ai entrevu le sens de cette singulière expression : il n'y aura plus de temps. »

LE MONDE diplomatique

Chaque mois, un regard différent sur l'environnement international.

- Nous apprenons avec tristesse le décès de

Jo FUKS,

ancien de la Résistance juive à Toulouse, membre fondateur du kibboutz de Névé-Tan, ancien directeur de la BJC, membre et conseiller politique du parti RAITZ en Israël.

Il a consciencieusement pour le prix au Proche-Orient, et à la défense des droits de l'homme.

Ses amis d'Amis (Association des amis du mouvement pour les droits civils et politiques en Israël).

- Paul Carlier, président, Le conseil d'administration, Et le personnel de BP France,

ont la grande tristesse de faire part du décès brutal, survenu le vendredi 3 mars, de

Hubert JACQZ,

ancien élève de l'Ecole polytechnique, chevalier de la Légion d'honneur, Commandeur of the British Empire, président d'honneur du conseil d'administration de BP France.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 9 mars 1995, à 10 h 45, en l'église Sainte-Marguerite, au Vésinet (Yvelines).

(Lire ci-dessus)

- M^{me} Louiza Kalfon, son épouse, M^{me} Gladys Kalfon, sa fille,

M^{me} et M. L. Peron, et leurs enfants, M^{me} et M. Marc Dumouchel, et leurs enfants,

Ses filles, grandes et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Benoît KALFON,

survenu le 4 mars 1995, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue Lakanaï, 75015 Paris.

- L'Amicale des anciens FTP-MOI des bataillons Carmagnole et Liberté, ont la douleur de faire part du décès de leur camarade

Joseph KUTIN,

ancien commandant des brigades internationales en Espagne.

Intégré au camp du Vernet, il s'en évada. En 1939, il s'engage dans l'armée française. Décoré de la croix de guerre. En 1942, il crée et commande le bataillon FTP-MOI Carmagnole. Arrêté début 1943, il est déporté à Auschwitz.

L'inhumation a eu lieu le mardi 7 mars 1995, à 14 h 45, au cimetière de Bagneux.

- M^{me} Jeanne Henry, M. Robert Henry et M^{me} Annie Merle, Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André LHENRY,

ingénieur en chef honoraire de la SNCF, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 6 mars 1995, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 9 mars, à 10 h 30, en la chapelle de l'Athénée de Nice.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Louis Lhouquet, son épouse, Le docteur et M^{me} Jean-Louis Lhouquet, Marie et André Ochoffroy, Hélène Lhouquet,

Ses enfants, Ses petits-enfants, Et arrières-petits-enfants, Les familles Lhouquet, Tassu et Pouchouin,

ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de

docteur Louis LLOUQUET,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre.

La messe de funérailles aura lieu le jeudi 9 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, à Paris-14.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- La baronne Le Barrois d'Orgeval, Le baron et la baronne de Rouyn, Nicolas de Rouyn et Juliette Tournaud, Muriel, Philippe, Léonard et Barbara Steger, Anne de Rouyn,

ont la douleur de faire part du décès de

Guillaume de ROUYN,

survenu le 4 mars 1995, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 8 mars, à 15 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, 9, rue du Docteur-Roux, à Paris-15.

- Stéphanie Quennessen, Antoine, Elsa et tous ses amis, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Guillaume de ROUYN.

Remerciements

- M^{me} Michèle Georges (mère en scène) remercie profondément pour toutes les condoléances reçues de la part des directeurs des sociétés internationales, et des parents, et des amis, pour sa fille

Marie-Hélène, traductrice internationale (multilingue).

Une fille adorable, serviable, inoubliable.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

40-65-29-96

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

45-66-77-13

Anniversaires

- Douleur anniversaire. Souvenez-vous de

Philippe BROCARD,

victime de l'intolérance, assassiné le 7 mars 1986, pendant la campagne des élections législatives par un militant d'extrême droite.

Nous pensons à lui et à sa famille avec affection et avec

« La souffrance des vivants fait vivre les morts »

Mirjana est là.

Falk, Nicole, Sylvie Diadarevic, 8 mars 1994-8 mars 1995.

Avis de messe.

- En hommage à

M. Edouard

FREDERIC-DUPONT,

ancien maire du 7^e arrondissement, ancien adjoint au maire de Paris, ancien vice-président honoraire de l'Assemblée nationale, ancien président du conseil municipal de Paris, ancien ministre,

décédé le 14 février 1995,

une messe sera célébrée, le mercredi 8 mars, à 18 h 30, en l'église Saint-Thomas d'Aquin.

Entrée : 50 F au profit des SDF.

Conférences

- L'Evangile selon saint Jean. Interprété par Gérard Rouzier, au temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris, le vendredi 10 mars, à 20 h 30.

Entrée : 50 F au profit des SDF.

LA CRÉATION, LE PARADIS ET LA CHUTE.

- Quatre études bibliques conduites conjointement par un rabbin et un pasteur. Avec Daniel Farhi, rabbin au Mouvement juif libéral de France, et Alain Houri, pasteur à l'Eglise réformée de l'Etoile. Jeudi 9 mars 1995, à 20 h 30 : « La Création du Monde » (Genèse, I). Au Temple de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris, métro Argentine. Jeudi 13 avril 1995, à 20 h 30 : « Le Paradis, Adam et Eve » (Genèse, II). Au siège du Mouvement juif libéral de France, 11, rue Gaston-de-Caillevet, 75015 Paris, métro Charles-Michel. Jeudi 11 mai 1995, à 20 h 30 : « La Chute, le péché originel » (Genèse, III). Au temple de l'Etoile. Jeudi 8 juin 1995, à 20 h 30 : « Cain et Abel » (Genèse, IV). Au siège du Mouvement juif libéral de France.

Entrée libre.

Le Centre d'éducation permanente de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, organise des conférences publiques sur des thèmes d'actualité, dans le cadre de l'université permanente. Par exemple : « Les autoroutes de l'information : mythe ou réalité ? ». « Les justifications et les limites de la priorité donnée aux transports en commun », etc.

Pour obtenir des renseignements complémentaires, veuillez contacter Sylvie Sourmail, au 44-08-74-75.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

LA DOCUMENTATION

DU MONDE SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200.000 textes en ligne.

36 17 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire.

Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrita (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

3 av. P. Doumer-92500 Rueil

(1) 47 49 49 99

(autre site à LYON en Sept. 95)

3 av. P. Doumer-92500 Rueil

(1) 47 49 49 99

(autre site à LYON en Sept. 95)

3 av. P. Doumer-92500 Rueil

(1) 47 49 49 99

(autre site à LYON en Sept. 95)

3 av. P. Doumer-92500 Rueil

(1) 47 49 49 99

(autre site à LYON en Sept. 95)

3 av. P. Doumer-92500 Rueil

(1) 47 49 49 99

(autre site à LYON en Sept. 95)

3 av. P. Doumer-92500 Rueil

(1) 47 49 49 99

Le cyberspace, enfer et paradis

C'EST sous la plume de William Gibson, auteur de science-fiction américain, qu'est né le mot cyberspace, dans un livre publié en 1984 aux Etats-Unis et traduit l'année suivante en français sous le titre *Neuromancien* (Ed. La Découverte et J'ai Lu n° 2325). Il racontait les aventures d'un homme projeté dans la jungle terrifiante d'un réseau géant d'informations. Dix années ont passé. Les ministres des pays les plus industrialisés se sont réunis les 25 et 26 février à Bruxelles pour bâtir les infrastructures du cyberspace. Nul doute que l'expression figurera bientôt dans les dictionnaires pour définir ce nouveau lieu où virtualité et réalité se mêlent, découvrant des horizons inconnus dont on ne sait encore s'ils ouvriront les portes du paradis ou de l'enfer.

Dans quel monde allons-nous vivre ? A quoi ressemblera cette civilisation de la communication dans laquelle nous nous apprêtons à sauter les pieds joints et les yeux bandés, avec un réjouissant optimisme ? A-t-on bien pesé les conséquences de cette grande mutation que l'on doit à la numérisation généralisée et à la compression des données ? Une révolution aussi fondamentale que l'invention de l'écriture, selon Philippe Quéau, polytechnicien, chercheur à l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et chanteur français du cyberspace. Une civilisation qui nous projettera dans l'ailleurs, là où le temps est aboli, où l'espace se dilate, sans frontières, sans lois, sans Etats ni contraintes. Un monde régi par d'autres règles, d'autres soldats, d'autres producteurs de richesses, qui transformera nos mœurs, notre société, notre démocratie, et pourquoi pas nos cerveaux ? Voici les défis que lancent, en cette fin de millénaire, les pionniers du multimédia, les arpenteurs des inforoutes, les « cinglés » d'Internet, les manipulateurs d'images virtuelles, toutes ces tribus étranges qui exploitent déjà les champs vierges du cyberspace.

Les réseaux n'appartiennent à personne. Ils sont, par nature, incontrôlés donc incontrôlables, ouvrant un immense et envrante espace de liberté. On en a déjà décrit les bienfaits : l'accès immédiat aux banques de données du monde entier, la mémoire du monde à portée de clavier, la transmission de l'information en temps réel, l'intérêt qu'en tireront les chercheurs, les savants, les étudiants, les professionnels de toutes les corporations. L'image virtuelle permettra aux architectes de bâtir en trois dimensions avant de passer à la réalisation, aux chirurgiens de guider leur bistouri, aux ingénieurs d'entrer virtuellement dans les machines géantes ou microscopiques pour en analyser les entrailles, aux citoyens d'investir d'autres champs de loisirs et d'enrichissement personnel. Les communautés virtuelles qui se formeront, indifférentes au temps et à l'espace, pourraient aussi inventer une autre forme de solidarité planétaire.

Rares sont ceux qui osent explorer le versant sombre du cy-

berspace. « La civilisation du XXI^e siècle ne ressemblera pas à L'Angelus de Millet », résume pourtant Philippe Quéau, avec un certain sens de l'euphémisme. « Nous avons touché à l'arbre de la connaissance, ajoute-t-il. Peut-être avons-nous enfreint un tabou ? Les conséquences en sont excitantes et effrayantes à la fois. Mais nous n'avons pas le choix : il faudra en être. C'est une chance pour l'humanité tout entière par le fait même du risque incroyable qu'elle court. » Cette dualité bien/mal commande toute la réflexion sur l'avenir de la société de l'information et pose une très ancienne question : l'humanité est-elle capable d'être libre sans dériver ?

Déjà, on signale l'existence d'un réseau intitulé Black Net qui fournit à ses clients des informations confidentielles sur les sociétés et les personnes. Pourquoi pas des réseaux fascistes, racistes, pédophiles qui pourront recruter, dialoguer au mépris des lois nationales ? Un réseau consacré au trafic d'organes ? Un réseau de terroristes qui pourront dialoguer en temps réel, fomenter des complots, s'échanger des informations, des photos, des plans, des images vidéo ? Un réseau mafieux, utilisant les mêmes canaux ? Qui empêchera un employé mécontent, un espion, un délégué du système, de lancer à qui veut l'entendre et sans crainte d'être identifié des secrets économiques, militaires, personnels, des secrets d'Etat ? Pourquoi pas des « banques suisses cyberspatiales » qui autoriseront toutes les évactions de capitaux ? On y pense. Des « cyber-casinos » pour blanchir l'argent sale ? C'est pour bientôt. Un réseau de tueurs à gages qui éliminera par définition les deux risques majeurs inhérents à ce genre de contrat : le contact physique entre le commanditaire ou son intermédiaire et l'exécutant, et l'échange d'argent ?

Le débat fait réfléchir, inquiète ou enthousiasme, c'est selon, les scientifiques, futurologues, sociologues, philosophes qui s'interrogent sur les distorsions du temps et de l'espace. Quant aux politiques et aux chefs d'entreprise, obnubilés par les énormes profits que la mise en place des inforoutes semble promettre, ils ne voient encore dans cette grande mutation que la baguette magique grâce à laquelle ils espèrent sortir, d'un coup sec, de la crise. « Attention, prévient Léo Scheer, un des concepteurs de Canal Plus, conseiller de Gérard Théry sur le dossier des autoroutes de l'information et auteur de *La Démocratie virtuelle* (Flammarion), les inforoutes permettront simplement d'éponger la crise. La seule crise qu'elles pourront régler, c'est le blocage idéologique qui verrouille l'organisation du travail. »

Derrière le monde magique qui se profile, c'est une vraie guerre idéologique qui s'engage. Une guerre de religion, quasiment. « On a fait sortir le génie de la bouteille... », se réjouissait Timothy C. May lors du salon Imagina qui s'est tenu à Monte-Carlo du 1^{er} au 3 février 1995, sur le thème de « L'ère cyber ». Sous-entendu : « Eh bien maintenant, essayez donc de le faire rentrer ! » Quarante-quatre ans, ancien astro-

physicien spécialiste des « trous noirs », il a travaillé plusieurs années chez Intel, le plus gros fabricant mondial de microprocesseurs, avant de se consacrer à des recherches personnelles sur l'organisation du cyberspace. Il est un spécimen représentatif de ces magiciens de la navigation cybers-

pace, mais chez Microsoft, IBM, chez Walt Disney ou chez Sega. Nulle part. « Qui va gagner sur le réseau ? s'interroge Léo Scheer. L'individu ou ces organisations ? Souveraineté ou espace de liberté face à ces gens-là nous demandera d'être drôlement costauds. »

Free par certains pays, dont la France, au même titre qu'une armée de guerre. Aux Etats-Unis, le FBI a voulu introduire sur tous les ordinateurs une puce moucharde (chipper chip). Mais le Congrès l'a refusé au nom du premier amendement de la Constitution sur la liberté d'expression et en raison

mis, de discussions qui font avancer la réflexion. Que serait une démocratie qui ne laisserait plus de « temps au temps » ? Un signe prouve qu'on a changé irrémédiablement de monde. L'homme le plus riche des Etats-Unis n'est pas un tycoon de la finance, un gros industriel, encore moins un nabab du pétrole, tous spécimens d'une ère dépassée. Mais Bill Gates, trente-neuf ans, le jeune patron de Microsoft, qui détient 75 % du marché des logiciels mondiaux. Dans un article

« Le réseau, c'est l'anarchie. Plus de chefs, plus de lois. Aucune nation ne pourra se l'approprier »

consacré à l'argent électronique, le magazine américain *Wired* (édité par Philippe Quéau (*Le Monde diplomatique*, février 1995)), se demandait si les « dollars bills » n'allaient pas être remplacés par les « Bill dollars », les dollars en billets par ceux de Bill Gates. Les recherches sur le E-cash (E pour électronique) sont actuellement l'objet d'une frénétique course de vitesse. On mesure les enjeux. Que deviendra le marché financier quand on pourra jouer avec l'argent, représenté sous forme d'icône transférable d'un simple geste sur le clavier, d'un bout à l'autre du monde, sans intermédiaire, pour acheter tout et n'importe quoi ? La raffie de la banque Barings n'est-elle qu'un hors d'œuvre au grand chamboulement financier qui s'annonce ? Comment la société supportera-t-elle le bouleversement dont un Bill Gates toucherait les royalties ?

Et qui se préoccupe du destin du Sud ? De l'Afrique, vaste désert du champ informatique qui va voir, sauf miracle, se creuser davantage l'abîme qui la sépare du monde riche et qui l'ignore ? Et cette civilisation super-informatisée ne va-t-elle pas, quoi qu'on dise, engendrer inexorablement plus de chômeurs et d'exclus ? Seront-ils, comme l'imagine Philippe Quéau, contraints d'errer dans le monde virtuel, comme dans un paradis artificiel d'un nouveau type, à supposer qu'ils y aient accès ?

Certes, on peut voir les choses d'un œil moins sombre, comme Joel de Rosnay, auteur de *L'Homme symbiotique*, à paraître en Seuil, et qui a peut-être, on l'espère, raison. Pour le directeur du développement et des relations internationales de la Cité des Sciences de La Villette, ce changement de société sera d'abord celui de la relation que nous entretenons avec nous-mêmes. Il préconise, pour éviter les déviations, une éthique personnelle, une éducation particulière pour nous apprendre la « dialectique de l'information » et créer l'équilibre nécessaire entre la société réelle et la société virtuelle.

Bref, une autodiscipline. Mais n'est-ce pas trop demander ? Observateur attentif et toujours positif des évolutions des techniques et des hommes, il admet toutefois que le fossé va croître entre ce qu'il appelle les « info-riches » et les « info-pauvres ». Au cas où la solidarité ne jouerait pas son rôle, où l'Etat se déliterait, dans une société autiste, bâchée en permanence sur son écran, quels seraient alors les moyens d'échapper à l'alternative guerre réjouissante : explosion sociale, ou gouvernement planétaire ? « Si, un jour, dit Léo Scheer, l'enchantement disparaît des écrans, le cyberspace tombera dans le banal et le désespéré. Et le meilleur des mondes s'effondrera sur lui-même. »

Jacques Buob

Les réseaux géants d'informations abolissent le temps et l'espace. Ils se moquent des frontières et promettent le meilleur des mondes. Mais ils risquent de faciliter l'évasion fiscale, l'espionnage, le terrorisme, la criminalité organisée, les atteintes à la vie privée. Et de mettre en péril les fondements de nos démocraties

L'un des problèmes décisifs au centre de l'affrontement est celui de la cryptographie, c'est-à-dire le codage des messages envoyés sur le réseau. On en voit aisément toute la nécessité afin de protéger la vie privée, empêcher les pirates de piller des données confidentielles, les intrus d'avoir accès à n'importe quelle conversation, les polices de mettre le monde sous contrôle. Il existe désormais un système de cryptographie pratiquement inviolable qui porte le nom de Pretty Good Privacy (PGP, « plutôt bonne intimité »), un understatement quand on sait qu'il faut plusieurs mois aux plus puissants ordinateurs pour parvenir à en trouver la clé. Il garantit à ses utilisateurs un parfait anonymat : on ne peut connaître leur identité, leur nationalité, ni même savoir de quel continent ils émettent.

Inventé par un militant des droits de l'homme afin de protéger ses concitoyens des ingérences gouvernementales, PGP a tous les avantages pour les individus. Et donc de sérieux inconvénients pour les gouvernements. Quelle police, quel service secret, quel Etat peut admettre que s'échangent des informations stratégiques, mettant en péril la sécurité de l'Etat ou de ses citoyens, sans avoir les moyens de les intercepter ? C'est pour cela que la cryptographie est considé-

de la pression des lobbies informatiques. Chef de file du mouvement des cypherpunks (les « voyous du chiffrement »), Timothy May répond aux inquiétudes naissantes par de rassurants propos : « Les Etats-nations, dit-il, n'ont pas provoqué au cours de leur longue histoire d'innombrables massacres et enfoncé les plus sanguinaires des monstres de l'humanité, de Hitler à Pol Pot, pour porter que de la période contemporaine ? »

Même s'ils sont réticents à l'avouer, les représentants des Etats-nations, empêtrés dans la crise économique et paralysés par le désert idéologique, sont, pour l'instant, sans réplique devant cette montée des périls : une police, un fisc, des douanes soudain impuissants à faire respecter une loi devenue obsolète. Et dont la vie politique serait de plus soumise à une « cyber-démocratie informatisée » ? Fort défendue par Ross Perot, l'ancien candidat « indépendant » à la Maison Blanche, l'idée d'élections ou de référendums informatiques en temps réel et à domicile est plaisante. On en voit pourtant vite les limites : la fraude, la démagogie, la politique spectacle poussée à son extrême (on imagine une émission de télé live : « Référendum-L'Émission »). Plus d'amendements, de compro-

مركزاً من لاهل

Le courage des Algériennes

par Jeannette Colombel

Sil est un pays au monde où la Journée internationale des femmes (8 mars) est marquée par une résistance où les femmes préfèrent « le risque de mort à la certitude d'obéissance » (Michel Foucault), c'est bien l'Algérie.

Car il ne faudrait pas, comme on le fait trop souvent, considérer que tout se joue entre les forces rivales – le pouvoir militaire en place et les intégristes du Front islamique du salut (FIS) liés aux groupes armés de l'Armée islamique du salut (AIS) et du Groupe islamique armé (GIA) – qui usent du terrorisme pour garder ou conquérir le pouvoir. Il ne faudrait pas vivre dans l'illusion d'une entente entre des courants d'opposés qui aboutit – et ne peut qu'aboutir – à une plate-forme où les mots ne sont plus que du vent. Qui peut croire en effet que le FIS maîtriserait et voudrait maîtriser ses groupes armés en s'employant à « l'arrêt de la violence » (plate-forme de Rome) ? Son représentant à cette rencontre de Rome, qui a déjà revendiqué la mort du poète Tahar Djaout, a, à son retour à Washington, justifié l'attentat au commissariat central qui, à l'heure passante, a fait quarante-huit morts et plus de deux cents blessés. Qui peut croire à cette déclaration évoquant l'égalité des sexes et précisant « la garantie des libertés fondamentales individuelles et collectives, quels que soient

la race, le sexe, la confession et la langue » si contraire aux principes des intégristes ?

C'est oublier, en tout cas, que la voie démocratique constitue – dans sa résistance – une troisième force qui ouvre une autre voie face à la double violence et aux projets ri-vaux et totalitaires.

De cette force témoigne le courage des démocrates qui donnent un souffle d'air et le paient souvent de leur vie : elle est celle d'intellectuels, journalistes ou écrivains, celle des musiciens du raï qui troublent par leurs chants d'amour qu'échoit toute la jeunesse, cet islamisme de frustration, celle des enseignants, celle des coiffeuses qui rendent – au grand jour – les femmes plus belles, celle des médecins qui assurent leur service, celle des villages, qui, sans protection, organisent désormais leur autodéfense, celle des simples gens qui préviennent, selon un code établi de linge aux couleurs variées suspendu aux fenêtres, les habitants du danger.

Elle est celle, bien sûr, des femmes qui, personnellement et collective-ment, refusent les thèses de l'ordre islamique et l'avenir barré qu'il leur réserve.

Ces résistances, qui courent comme un incendie de prairie, deviennent populaires malgré la terreur. Elles le sont face au Front islamique du salut, qui revendique cette « popularité », depuis les élections

cassées, à la façon des fascismes des années 30 en Allemagne et en Italie et l'impose dans l'intolérance par une violence sans pitié : viols, tortures, assassinats, décapitations, égorgements... telle que les Algériens peuvent dire qu'ils n'ont plus peur de la mort mais plutôt de ces atrocités dont chacun peut être victime.

En lançant des manifestations aujourd'hui – quel qu'en soit le risque –, les femmes se souviennent de l'atrocité de Ouarga, en 1989

C'est une résistance existentielle qui anime les femmes et leur donne la force non seulement d'opposer la vie à la mort, mais encore de l'y exposer

(avant les élections cassées) : une mère, parce qu'elle vivait seule (donc sans dépendance) avec ses enfants, fut attaquée par des intégristes, notables, pères de famille, qui, pendant qu'elle appelait en vain ses voisins et la police à l'aide, incendièrent sa maison où mourut, calcinée, le petit handicapé qui n'avait pu fuir comme ses frères et sœurs.

Elles ont dans les yeux ces filles de Blida que les parents ne laissent pas enlever par les intégristes et qui

font, avec leur mère, violées et décapitées ; elles ressentent l'ignominie du « mariage de jouissance », où, selon une pratique chite, une caution de l'imam est donnée pour l'accouplement, sans consentement de la femme, vite rejetée, voire tuée après le coït.

Elles savent combien le Coran, selon l'interprétation de la choria (la voie), rejette toute autonomie de la femme et la considère dans sa sexualité comme un objet démoniaque : « Je ne laisserai derrière moi

sort pas des bavures ni des excès mais des manifestations de ce que serait le sort des femmes algériennes insoumises sous un pouvoir islamiste.

Ce qui ne dédouane nullement le pouvoir militaire en place ni le FLN, parti unique, quand, dès l'indépendance, l'autonomie des femmes fut confisquée, quel qu'ait été leur rôle dans la guerre anticoloniale. L'établissement légal du « code de la famille » édicté par le FLN en 1984 consacra cette soumission, faisant d'elles des mineures sous la tutelle obligée du père, du frère ou de l'époux.

Les mouvements actuels, dans leur développement malgré la terreur, sont ceux de jeunes femmes comme Kharida Messaoudi, enseignante, condamnée à mort par le FIS, devenue clandestine, vice-présidente du Mouvement pour la République, qui revendique cette liberté et se bat pour la démocratie et la laïcité. A son courage politique correspond la lutte créatrice menée, en plein Alger, par Hafsa Zina Kouidli, qui y réalise des films de dénonciation (*Le Démon du féminin*, *Le Mariage de jouissance*) des pratiques intégristes.

Le courage affirmatif de ces deux femmes symbolise celui, quotidien, des mères qui envoient leurs enfants à l'école, malgré l'interdiction du FIS, malgré les sept cents établissements brûlés par le GIA, malgré les

attentats de Boufarik et du Gué-de-Constantine (à Alger) dans lesquels des lycéennes furent tuées, où les cours reprirent dès le lendemain. Il suppose la responsabilité de celles qui vont au travail, au marché, dans la rue en refusant le voile. Cette force s'est exprimée l'an passé, le 22 mars, quand les femmes se sont rassemblées, à plus de 50 000, pour crier leur haine de la servitude et leur refus de tout projet islamiste. Elle est telle qu'aujourd'hui, malgré l'accroissement d'une terreur qui n'hésite pas à faire le plus de victimes possible, malgré la bombe lancée le 29 juin 1994 en plein rassemblement qui fit soixante blessés, des manifestations sont annoncées qui témoignent de leur héroïsme.

Nous ne pouvons qu'affirmer notre solidarité, leur dire l'attention de l'opinion française et internationale. Celle des femmes du monde entier doit être pour elles une arme. Notre admiration traverse la mer : une délégation de femmes françaises se rend à Alger pour la leur dire, une lettre aux femmes d'Algérie est publiée et envoyée, signée des plus hauts noms de la Résistance, de femmes, d'artistes, d'intellectuels... Ces passerelles les assurent que leur lutte résonne au-delà des frontières.

Jeannette Colombel est philosophe.

Le féminisme américain a perdu son âme

par Elizabeth Fox-Genovese

Au cours des trente dernières années, le mouvement des femmes a doublement transformé le paysage politique et culturel des États-Unis. Il a d'abord convaincu la grande majorité du peuple américain que les femmes ont droit à la justice : à travail égal salaire égal, promotion en fonction des compétences, répression sévère et rapide du viol, rejet du harcèlement sexuel, etc. Le féminisme a permis aux Américains d'appréhender la vision de leur société qu'ont les femmes, et il a ancré cette vision dans la conscience nationale.

Ces acquis ne sont pas négociables. Sans l'agitation féministe, ils n'auraient sans doute pas été envisageables, en tous cas pas dans de tels délais.

Ensuite, le mouvement féministe, qu'il faut distinguer du mouvement des femmes, plus large, s'est radicalisé, et cette radicalisation a servi de repoussoir à un nombre important de gens, y compris des femmes. Le féminisme a poussé ses revendications bien au-delà de ce que les Américains, en général, considèrent comme juste ou raisonnable.

Ainsi, beaucoup de ceux, et de celles, qui réprouvent le viol et tiennent à ce qu'il soit sévèrement puni n'acceptent pas pour autant qu'un malentendu entre un jeune homme et une jeune femme débouche sur une accusation de viol (occupation ruse ou date rape). D'autres, opposés à la discrimination sexuelle dans l'emploi, craignent que ce que l'on appelle affirmative action ne se transforme en un système de quotas qui, en favorisant les femmes au détriment des hommes, constituerait une parodie de justice.

D'autres encore, tout en se félicitant de l'accès des femmes à la formation professionnelle et universitaire, redoutent les campagnes féministes contre certains examens ou concours supposés défavoriser les filles au profit des garçons.

Bref, aux yeux de la majorité des Américains, pour lesquels les femmes jouissent d'une liberté et de chances de réussite sans précédent, le discours féministe sur la culture du viol dans laquelle nous serions installés ou sur la lutte éternelle contre l'oppression masculine offre un tableau dans lequel la plupart des femmes ne se reconnaissent pas.

Aujourd'hui, les femmes américaines jouissent d'une liberté ju-

dique et individuelle que leurs grand-mères, voire leurs mères, auraient eu du mal à imaginer. Aujourd'hui, elles sont effectivement les égales des hommes si l'on entend par égalité bénéficier des mêmes droits au regard de la loi. Mais, pour le mouvement féministe, la liberté et l'égalité juridiques sont décevantes : elles n'assurent l'égalité ni économique, ni sociale, ni sexuelle. Dès qu'un objectif féministe est atteint, un autre le remplace.

Un mouvement fragmenté et maximaliste qui a oublié... la majorité des femmes

Cette tendance à pousser toujours plus loin les revendications a provoqué une fragmentation du féminisme en une multitude de féminismes. Il y a aujourd'hui le féminisme homosexuel, le féminisme séparatiste, l'écoféminisme, un féminisme anti-avortement. Il y a les féministes végétariennes et celles qui ne supportent pas le parfum.

La plupart des femmes noires soulignent, à juste titre, que le féminisme blanc ne parle pas en leur nom, et beaucoup de femmes hispano-américaines et asiatico-américaines partagent cet avis. Un large fossé sépare les féministes qui défendent une liberté sexuelle maximale pour elles et les femmes qui prônent un contrôle quasi totalitaire de la sexualité des hommes. Le divorce liberté-réglementation se retrouve dans d'autres domaines.

En dépit de ces divisions, un mouvement féministe que l'on pourrait qualifier d'officiel continue à s'exprimer au nom des femmes en général, et c'est ce mouvement, institutionnalisé par diverses organisations comme NOW (National Organization of Women), qui élabore le programme féministe tel qu'il est perçu par la majorité des Américains.

Au cœur de ce programme demeure, incontestablement, la défense du droit à l'avortement libre. Au-delà, des divergences commencent à se manifester. Mais la femme privilégiée du

mouvement féministe est une jeune femme blanche, qui a un métier, une formation supérieure et des revenus confortables. Ce sont donc ses intérêts qui vont dicter les programmes prioritaires du mouvement officiel : avortement, liberté sexuelle, divorce facile, déductions fiscales pour employées de maison et baby-sitters, congé familial plutôt que maternel.

L'héroïne féministe gagne mieux sa vie que la moyenne des hommes – et des femmes, cela va de soi. Mais elle n'est pas représentative de la condition féminine. L'employée américaine type est une mère, et la mère américaine type travaille. Trop souvent, elle ne peut pas compter sur le soutien, ni même sur l'aide, d'un homme. Son salaire n'est pas suffisant pour lui permettre de choisir de rester chez elle quand ses enfants sont petits ou de prendre un congé maternel sans solde.

Pour elle, l'emploi est davantage une nécessité économique que la réalisation de son identité. En ne réussissant pas à mettre cette femme-là au cœur du drame de la femme américaine, le mouvement féministe a perdu ses troupes, sa loyauté et son âme. En les perdant, il a aussi perdu la possibilité de se présenter comme un véritable mouvement des femmes.

Elizabeth Fox-Genovese enseigne l'histoire à Amory University (Géorgie).

Les intégristes contre le septième art : quand le cinéma « religieusement correct » menace l'Égypte...

Demain dans les pages « Horizons »

Le Monde

La parité, condition nécessaire de l'universel

par Françoise Gaspard et Claude Servan-Schreiber

La parité dérange. Sans doute parce qu'il s'agit d'un projet politique nouveau, destiné à sortir de l'impasse dans laquelle stagne aujourd'hui la réalisation de l'égalité des sexes. De fait, la reconnaissance par la loi de la parité hommes-femmes se heurte à des réflexes profondément conservateurs parmi les dirigeants politiques comme chez les intellectuels.

On ne surprendra personne en disant que la « classe politique », composée d'hommes (à 90 % et plus), ne peut accepter aisément de s'ouvrir davantage aux femmes. Sauf à doubler les Chambres et autres conseils, près d'un élu sur deux devrait s'effacer si la parité était instaurée. De plus, c'est leur « culture » que les représentants masculins du peuple veulent préserver. Dans le monde politique, les hommes ont pris l'habitude de vivre entre eux après avoir séparé de façon commode le public et le privé, pour s'approprier le public identifié au politique. La présence des femmes est aujourd'hui admise en son sein, mais une arrivée massive d'élu(e)s dérangerait trop les usages.

Les résistances à la parité d'intellectuel(le)s – juristes, historien(ne)s, journalistes – sont moins corporatistes mais reproduisent un discours idéologique qui aussi conservateur. La parité, en consacrant dans le droit l'existence de deux sexes, porterait atteinte au concept d'universel. En réalité, la notion d'universel est un cache-

sexe commode. Comme si un droit indifférencié pouvait corriger une inégalité par ailleurs reconnue, parfois même consacrée par les textes de loi ! Les exemples de droit différencié selon le sexe abondent dans le droit social ou dans le droit fiscal.

Alors, osons la question : quelle place les femmes occupent-elles dans l'universel ? De grands esprits ont déjà dénoncé l'universel faussement neutre pour faire reconnaître, ainsi que le disait déjà Locke, que l'homme (autrement dit la personne humaine), c'est l'homme et la femme. Mais cela, les fondateurs de la République n'en avaient cure. Ce qui brouille la vision que l'on peut avoir des grands principes tels qu'ils ont été proclamés dans la Déclaration des droits de l'homme de 1789, c'est qu'ils ont permis aux femmes d'accéder, aux prix de rudes combats, à l'égalité civile, à la citoyenneté, à la jouissance de droits dont certains sont bien réels même si d'autres restent formels.

L'enjeu est la construction d'une société cogérée par les deux sexes

Aux origines du droit moderne cependant, les grands principes ont été énoncés au masculin et n'ont pas englobé les femmes, comme le constatait Olympe de Gouges dès 1791. Si celles-ci en ont bénéficié par la suite, c'est grâce aux corrections apportées aux inégalités constatées par rapport au modèle « universel » d'origine, c'est-à-dire masculin. Et c'est bien là ce qui fait problème ! Le droit qui régit la société actuelle s'est construit en éliminant des discriminations frappant tel ou tel groupe, classe ou catégorie. Ce processus de correction a fait accéder aux droits fondamentaux de la personne humaine des segments de la population que leur religion, leur couleur, leur statut économique ou social marginalisaient : Juifs, Noirs, ouvriers... Or on ne saurait, sans à commettre une grave confusion, considérer les femmes comme constituant une « catégorie » assimilable à celles auxquelles elles participent par ailleurs : un est femme et prolétaire,

femme et noire, femme et juive... mais toujours femme en raison de ce sexe qui confère un statut particulier dans la société. S'agissant des Françaises, les « corrections » apportées au statut de « catégorie » infériorisée ont ainsi fait l'impasse sur un aspect essentiel de l'inégalité. Assimiler les femmes à une catégorie parmi d'autres revient à masquer l'absence d'un droit qui transcenderait et traverserait l'ensemble des textes juridiques : celui des femmes et des hommes à l'égalité dans tous les domaines, sans qu'il y ait nécessairement alignement des droits des femmes sur ceux des hommes.

La parité implique que l'on admette que cet alignement ne suffit pas à conférer l'égalité. Elle suppose que soit reconnue non seulement l'égalité de tous les individus entre eux, mais encore que les droits fondamentaux (et les autres) prennent en considération le fait que les individus sont socialement sexués. Par cette reconnaissance, l'entrée véritable des femmes dans l'universel sera consacrée et les conditions de la réalisation de l'égalité auront avancé.

Avec le temps, les femmes ont fini par faire admettre aux hommes qu'elles étaient leurs égales en principe, mais sans que ce principe ait été pensé. C'est bien pour cela que la situation est aujourd'hui bloquée : la règle du jeu est truquée, comme le montrent l'inéligibilité persistante ou les salaires inférieurs consentis aux femmes. L'inégalité même du droit est de promouvoir les valeurs qui sont au fondement de la société. Or l'égalité des sexes ne figure pas parmi celles-là, quoi qu'on en dise. On l'aura compris : le projet de parité va très au-delà du seul accroissement du nombre de femmes élues : son enjeu est la construction d'une société dans laquelle les décisions politiques, mais aussi administratives, économiques, associatives, culturelles, seront prises par des femmes et des hommes ensemble, une société cogérée par les deux sexes pesant d'un même poids. Les conservateurs de tous bords, à droite comme à gauche, parmi les hommes comme parmi les femmes, ont raison d'être sur leurs gardes.

Françoise Gaspard est sociologue. Claude Servan-Schreiber est journaliste.

Le Monde

L'OMC est mal partie

LES consultations visant à sélectionner le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) viennent à peine de reprendre, mardi 7 mars à Genève, que déjà leur échec semble acquis. Née dans l'euphorie le 1^{er} janvier, après bien des affrontements, et chargée d'éliminer les entraves au commerce international, l'OMC risque donc de se retrouver sans directeur général le 15 mars lorsque l'irlandais Peter Sutherland abandonnera ses fonctions.

La procédure retenue ne facilite pas le choix d'un patron. Le blocage ne vient pas du grand nombre d'adhérents, cent vingt pays. Il tient, une nouvelle fois, à la rivalité entre les États-Unis et l'Europe.

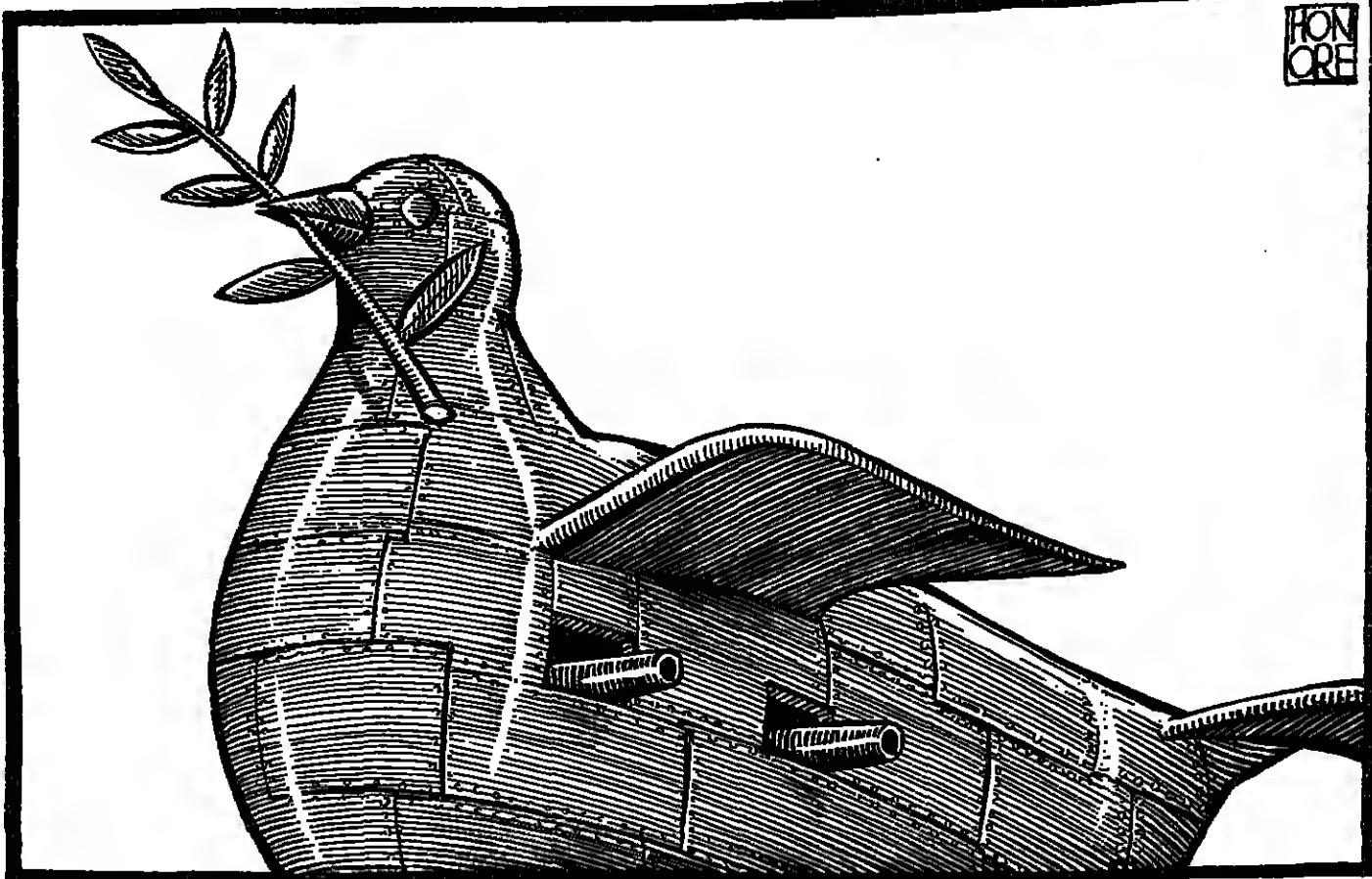
Jusqu'à la semaine dernière, Washington défendait la candidature de l'ancien président mexicain Carlos Salinas. Tenu pour responsable de la crise monétaire qui secoue son pays, éclaboussé par le scandale politique auquel son frère est mêlé, M. Salinas a préféré jeter l'éponge. Ne restent donc plus en compétition que le Coréen Kim Chul-su, soutenu par les pays asiatiques, et l'italien Renato Ruggiero, un ancien ministre du commerce extérieur qui bénéficie de l'appui de l'Union européenne.

Les consultations actuelles devraient conforter l'avance prise par M. Ruggiero. Le candidat européen bénéficiait

Jusqu'ici de la moitié des suffrages, ses deux adversaires se partageant le reste. Le retrait de M. Salinas va valoir au candidat italien de nouveaux soutiens en provenance d'Amérique latine. Au bout du compte, il devrait devenir directeur général de l'OMC et clore une compétition qui, entamée en juin 1994, n'a que trop duré.

Mais, quel que soit le score de M. Ruggiero, il ne peut espérer l'emporter sans le soutien de Washington. Or les États-Unis sont mauvais perdants. Leur candidat éliminé, ils refusent d'en tirer les conséquences et réclament un retour à la case départ. Ils reprochent à M. Ruggiero d'être un « protectionniste » déguisé et un « bureaucrate ». Pour la Maison Blanche, les deux candidats restants doivent laisser la place à des hommes nouveaux. D'ores et déjà, des noms circulent à Genève, dont celui d'Enrique Iglesias, le président de la Banque Interaméricaine de développement.

Refusant de céder au chantage américain, les Européens, jusqu'ici, ont fait preuve de cohésion. Avec raison, ils refusent de retirer la candidature de M. Ruggiero. Chaque partie campe donc sur ses positions et il est probable que la direction générale de l'OMC devra être assurée provisoirement par l'un de ses trois directeurs généraux adjoints. Mais le blocage actuel augure mal de l'avenir de l'organisation internationale.



Attention : mémoire !

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

ON COMMÉMORE trop, en France. Les célébrations s'élèvent l'une l'autre, quand elles ne se retournent pas, mécaniquement, contre l'effet voulu. Le bicentenaire de 1789 a abouti à la dénonciation de la Terreur. Le cinquantenaire de la Shoah voit remettre en cause le culte de la mémoire, dans ses bienfaits et dans son principe même.

Auschwitz doit échapper à la banalisation des anniversaires, estime Pierre Weill, le président de la Sofres (*Le Nouvel Observateur*, 9 février 1995). Georges Bensoussan, l'auteur de *Génocide pour mémoire* (Félin, 1989), va plus loin, dans la revue *Le Débat* de décembre dernier (n° 82, Gallimard). Pour lui, l'évocation ritualisée du génocide juif menace de prévaloir sur les faits, de conduire à une religion du martyre, de renforcer la persé-

cution, de torturer la réalité, de ne prémunir contre rien. La foi risque de se substituer à l'histoire ; l'activisme médiatique et l'indignation morale à l'analyse politique. On finira par annoncer, par faire carrière dans la célébrité, au lieu de garder le silence devant l'énigme, et de refuser l'ordre que recouvrent les cérémonies tranquillisantes.

Eric Conan et Henry Rousso allaient dans le même sens, quand ils se proposaient, avec Vichy, un passé qui ne passe pas (Fayard, 1994), de « sortir la mémoire de la sacralisation ». On a vu d'anciens déportés contester le rôle pédagogique que certains attendaient des procès faits à Barbie, à Touvier. Dans *Les Abus de la mémoire*, que publie ces jours-ci Arléa, Tzvetan Todorov reprend ses objections formulées lors d'un congrès sur Auschwitz, à Bruxelles, en 1992.

Il rappelle, avec Jacques Le Goff, que la commémoration fut un exercice favori des régimes totalitaires, et, avec Plutarque, que la politique consiste à ne pas figer la baine. Sacraliser la mémoire la rendrait stérile. Décréter la Shoah « incomparable », ce serait la soustraire arbitrairement à tout débat rationnel, à tout rapprochement utile dans le présent.

Il est vrai que les comparaisons peuvent servir d'excuses aux bourreaux. Mais David Rousset a eu raison de mobiliser les anciens des camps nazis contre les camps staliniens, et Marek Edelman, rescapé du ghetto de Varsovie, de voir dans le drame bosniaque une « victoire posthume de Hitler ». Todorov rejoint Jean-Claude Guillebaud (*La Trahison des lumières*, Seuil, 1995), quand il redoute notre actuelle « frénésie de liturgies historiques », avec ses militants en mal de bonne conscience. Aux dangers de la commémoration s'ajoute, selon Pascal Bruckner, le risque que certaines victimes estampillées d'hier tirent du passé, tels

les Serbes, un crédit d'irresponsabilité pour leurs forfaits présents.

Des remarques moins pesées accompagnent le retour de balancier des esprits à propos de la mémoire. On entend dire que « toutes ces histoires » laisseraient les écoliers, qu'elles feraient de l'ombre aux drames de Somalie ou du Rwanda, que Tsiganes, Arméniens et chômeurs méritent « aussi » notre compassion. La fête aux martyrs de 1945 aurait brouillé les idées, plus qu'autre chose, au point qu'il faudrait se féliciter de la voir bientôt évacuée des calendriers.

Ces réserves et ces incitations à tourner la page, je conçois des rescapés qu'elles désespèrent, qu'elles scandalisent. Nous sommes devant un conflit de devoirs. Certes, la première règle de l'histoire, selon Michelet, est de « perdre le respect ». Mais devant *L'Impossible Oubli* – titre d'Anne Gynsberg (« Découvertes Gallimard » n° 236, 1995) –, un autre devoir commande de ne jamais perdre le respect.

M. Jospin et le pouvoir

LE programme exposé par Lionel Jospin, mardi 7 mars, est conforme à ce qu'on pouvait en attendre dès lors que le candidat socialiste à l'élection présidentielle cherche à s'adresser en priorité aux salariés, aux femmes et aux jeunes. Aux premiers, il promet une reprise de la négociation sur les rémunérations et de la marche vers la réduction de la durée du travail. Aux femmes, il adresse un discours sur l'égalité, notamment dans la représentation politique, qui tranche avec les orientations régressives que l'on soupçonne dans les arrière-pensées d'une partie de l'électorat, sinon des candidats de la droite. Aux jeunes, enfin, il assure que s'il est élu leur place dans la société et leur volonté de s'y intégrer seront pleinement prises en compte.

Les solutions avancées par M. Jospin en matière économique ne sont guère nouvelles dans l'œuvre socialiste, mais leur mise en œuvre serait, assurément, novatrice. Il s'agit moins de dessiner un « projet de société » que de restaurer la confiance dans la capacité de la société à se prendre en charge et à évoluer de façon concertée : bref, à se réformer. Le candidat socialiste cherche ainsi à récupérer l'espace propre de la gauche, qu'elle-même, au pouvoir, avait laissé à l'abandon.

La pierre de touche de sa démarche réside, précisément, dans l'exercice du pouvoir. C'est sur ce plan, auquel il a visiblement apporté un soin particulier dans son programme, que M. Jospin peut marquer des points sur

la droite, mais aussi sur... l'héritage que lui laisse François Mitterrand. Pour avoir été l'un des premiers socialistes – après Michel Rocard, bien sûr – à réfléchir à haute voix sur la dérive présidentielle des institutions et de la pratique du pouvoir par ou sous la gauche, l'ancien ministre de l'Éducation nationale sait bien que les reproches adressés aux socialistes sont particulièrement aigus à ce sujet. Il avait lui-même fait l'expérience de cette dérive, très tôt, lorsqu'il s'était vainement opposé, en 1982, à la volonté présidentielle d'accorder aux anciens dirigeants de l'OAS un pardon complet.

Plaidant aujourd'hui pour un pouvoir plus proche des citoyens, s'engageant à réduire la durée du mandat du chef de l'État à cinq ans et à proposer l'accès des justiciables au Conseil constitutionnel, préconisant, enfin, que le gouvernement s'appuie obligatoirement sur la majorité parlementaire – ce qui limiterait la possibilité, pour le président, de se défaire de son premier ministre –, M. Jospin avance une série de réformes qui pourraient, en effet, faire passer le pays de l'âge du pouvoir sacralisé à celui de la démocratie. Réduire les moyens d'investigation de l'exécutif dans la vie politique et sociale, en supprimant les Renseignements généraux, et laisser les procureurs maîtres des poursuites judiciaires va dans le même sens.

Pour convaincre tout à fait, M. Jospin doit encore démontrer que la gauche, sortie du long tunnel de la « gestion », peut se réapproprier le statut de force de proposition.

Le roi mark

Suite de la première page

La philosophie libérale anglosaxonne, celle qui inspire les marchés, dénonçait surtout un « modèle arrogant », qui avait comme tort principal de ne s'être pas conformé à ses vœux. Le déclin allemand devait être parce qu'il démontrait en contrepont les bienfaits anglosaxons. Et de réclamer que l'Allemagne déréglée ses marchés, modifie ses pratiques commerciales et jette aux orties ses vieilles lubies « d'économie sociale de marché ».

La crise médicale, le séisme de Kobé, la faillite de la banque Barings, les menaces d'un Berlusconi refusant les coupes budgétaires italiennes, les difficultés de Felipe Gonzalez : à chaque épisode de la chronique monétaire, le mark a gagné des points. Jusqu'à ce lundi 6 mars où il a été sacré roi mondial de la monnaie solide. Pourtant, quel que soit l'angle de vue économique que l'on prenne, l'envoie est très exagérée. Dollar, franc et même lire ou peseta sont désormais sous-évalués par rapport au deutschemark. La situation de l'Allemagne, qui n'était pas si négative hier, n'est pas si exempte de taches aujourd'hui.

COISSANCE LENTE

La première est sa position de débiteur sur les marchés de capitaux alors qu'elle était créditrice avant la réunification. Le pays n'a toujours pas digéré l'absorption de la RDA. Le déficit budgétaire a certes été considérablement réduit – de 6,2 % du PIB en 1993 à 3,3 % en 1995 – grâce à une levée des impôts et taxes par le chancelier Kohl, qui fut, en effet, « courageux » puisque opérée en période électorale. Mais l'Ouest transfère toujours 150 milliards de marks par an vers l'Est, une somme gigantesque qui alourdit des

prélèvements obligatoires presque aussi élevés qu'en France et qui va durablement freiner la croissance du pays. De surcroît, certains problèmes, comme le dérapage des comptes d'assurance-maladie – que l'on croyait stoppé par la vertu de la concertation allemande menée par le gouvernement avec l'opposition et les médecins – resurgissent.

D'où le pronostic : la croissance allemande sera lente. Le pouvoir d'achat se réduit parce qu'il est ponctionné par les impôts (d'où les grèves) et la consommation est faible (+0,6 % seulement cette année). Elle serait même négative si les Allemands ne s'étaient mis à tirer sur leur épargne, un comportement dont les économistes se demandent combien de temps il peut durer. Plus grave : les investissements devraient ralentir nettement dès 1997. Autrement dit le schéma vertueux (exportations-investissements-consumation) pourrait s'enrayer quelque peu dans deux ans. « Il y a beaucoup de raisons d'être confiant », note la Deutsche Bank Research dans son dernier bulletin mensuel sur la conjoncture, mais aucun motif d'euphorie. La survie du mark suscite, en outre, une inquiétude parmi les industriels allemands, qui craignent un net ralentissement des exportations.

Au-delà de la conjoncture, l'économie allemande reste pénalisée par nombre de rigidités. Les défauts signalés il y a trois ans n'ont pas eu le temps d'être corrigés. Le secteur public continue de vivre dans les fastes d'antan. Les coûts excessifs de Deutsche Telekom ont poussé le gouvernement à accélérer les déréglémentations. Le déficit du chemin de fer reste immense. Les coûts de production demeurent élevés malgré les coupes claires dans les effectifs de l'industrie (1 million de salariés perdu depuis 1991). Les chimistes, par exemple, se plaignent encore des règlements de toutes

sortes qui s'emparent. Tout cela pèsera sur l'emploi. L'Allemagne a réussi à maintenir le taux de chômage à 8 % de la population active grâce aux emplois industriels créés dans les années 80. C'est fini. Elle devra à l'avenir, comme les autres, basculer vers les emplois de services moins bien rémunérés, sans que rien ne garantisse qu'elle y parviendra et, surtout, que la cohésion sociale en sortira intacte.

Quant à la Bundesbank, qui fait l'objet de tant d'éloges, il faut y regarder de plus près. Elle a enfin réussi à faire revenir la masse monétaire M3 dans son « corridor », mais sans y voir clair sur le contenu de ce M3. Les sages de Francfort pi-

lotent en réalité sans instrument en se réglant à l'estime, c'est-à-dire au plus orthodoxe. D'où des taux qui restent objectivement élevés et qui, eux aussi, freinent la croissance.

L'Allemagne tente, une nouvelle fois dans son histoire, d'acquiescer à la modernité à sa manière. Elle y parvient, contrairement aux sombres pronostics d'il y a trois ans. Mais le processus est lent et plus douloureux que ne le pensent les « gamins de 35 ans » qui emplittent les salles de marché, pour reprendre l'expression de Raymond Barre. Le roi mark porte une trop grande couronne.

Eric Le Boucher

RECTIFICATIFS

BANDOUNG

Contrairement à ce que nous indiquions dans la nécrologie de U Nu, le « père de la démocratie birmane » (*Le Monde* du 16 février), Fidel Castro n'a pas participé à la conférence de Bandoung, en 1955, puisqu'il n'a pris le pouvoir, à la Havane, qu'en 1959.

CONSERVATEURS BRITANNIQUES

Plusieurs lignes ont sauté dans notre article daté de Londres et intitulé « Les classes moyennes britanniques se détournent des conservateurs » (*Le Monde* du 7 mars), rendant incompréhensible le troisième paragraphe. Il fallait lire : « Les commentateurs parlent du « vilain visage du capitalisme », jusqu'au point où l'encens et le populisme, obligeant des éditorialistes de droite à affirmer que le système ne se limite pas à ces apparences déplorables. Pour sa part, Joe Rogaly a parlé dans le *Financial Times* de problème éthique, ironisant même que le Labour, une fois revenu au pouvoir,

devrait récompenser « ces rapaces » pour l'aide, involontaire, qu'ils lui auront apportée. L'Angleterre, et surtout l'Angleterre moyenne, est paradoxalement devenue une nation à la fois plus riche et moins sûre d'elle-même ».

STANLEY HOFFMANN EST FRANÇAIS

Stanley Hoffmann, auteur cité en tant qu'Américain dans notre revue des revues internationales dans *Le Monde* du 25 février, nous précise qu'il est aussi Français et « officier de la Légion d'honneur en tant que Français ». Né en Autriche, M. Hoffmann a fait ses études à Paris avant d'enseigner à Harvard, où il a pris la nationalité américaine en 1960.

Les programmes du câble

3615 LEMONDE

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
Directeurs : Jean-Marie Colombani, président du conseil, directeur de la publication ; Dominique Aldrey, directeur général ; Noël-Jean Bergerson, directeur de la rédaction ; Eric Pélissier, directeur de la presse ; Anne Chaussebourg, directeur délégué.
Rédacteurs en chef : Thomas Frenzel, Edwy Plenel, Robert Solé.
Adjoints au directeur de la rédaction : Bruno de Camas, Laurent Girelbaum, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig.
Manuel Luchini, directeur du Monde des débats ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Vermet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction.
Métier : André Laurens.
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président ; Jacques Julliard, Hubert Bouvier-Méry (1994-1995), Jacques Fauriol (1995-1996), André Laurent (1996-1997), André Fontaine (1997-1998), Jacques Lascaux (1998-1999).
Le Monde est édité par la SA Le Monde, 10 rue de la Harpe, 75001 Paris, à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 520 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde » ; Association Hubert-Bouvier-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil.
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE PALAISEAU, 75001 PARIS CEDEX 15
TEL : (1) 40-45-25-25 Télécopieur : (1) 40-45-25-99 Télex : 206-006
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BOUVIER-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL : (1) 40-45-25-25 Télécopieur : (1) 49-40-30-40 Télex : 261-211F

مذكرات من الأمل

Du lundi 3 au samedi
toute absence sera

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 8 MARS 1995

DÉVALUATIONS Un dollar en dessous de 5 francs, une dévaluation de 7 % de la peseta espagnole et de 3,5 % de l'escudo portugais, une dépréciation de 7 % de la lire ita-

lienne : la concurrence va être plus rude pour les entreprises françaises sur les marchés internationaux. Les effets des dévaluations sont toutefois neutralisés pour les industriels

qui produisent dans les pays dont les monnaies sont touchées. Les mécanismes de couverture permettant de limiter les conséquences des troubles monétaires. ● LES ENTRE-

PRISES ITALIENNES, si elles bénéficient d'un avantage à l'exportation, commencent à s'inquiéter des effets secondaires d'une monnaie faible. ● EN EUROPE, c'est la notion même

d'union douanière qui pourrait être remise en cause. ● FRANCE TÉLÉCOM, qui a réduit ses tarifs, reste toutefois plus compétitif que son concurrent américain ATT.

Les industriels français redoutent surtout la faiblesse du dollar

La fragilité de la lire et de la peseta pénalise moins les entreprises que le « taux de combat » atteint par la devise américaine

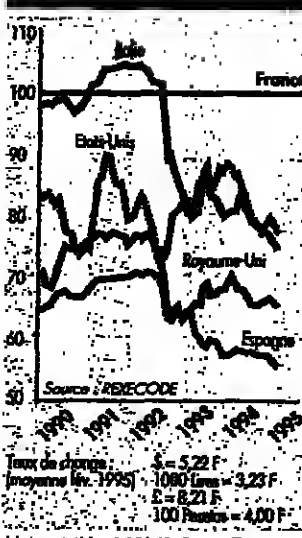
« LES PROBLÈMES que l'industrie française avait rencontrés à la suite des dévaluations monétaires de 1992 vont se reproduire dans les mêmes termes, si la tempête monétaire se poursuit », assure Françoise Milewski, adjointe au directeur du département des diagnostics à l'OCCE. A l'époque, il avait fallu de douze à quinze mois aux entreprises françaises pour reconquérir les parts de marché perdues face à des concurrents soutenus par des dévaluations compétitives. En contrepartie, elles avaient profité, dès le début de 1993, de la croissance aux Etats-Unis et dans les pays asiatiques, ainsi que de la remontée du dollar. Aujourd'hui, à l'exception du mark, toutes les monnaies de référence de l'industrie française sont attaquées en même temps : la peseta est dévaluée de 7 %, l'escudo de 3,5 %, la lire a encore perdu ces

dernières semaines 6 ou 7 % de sa valeur. Surtout, le dollar est en dessous de cinq francs, un véritable « taux de combat » qui avantage les industriels américains hors de leurs frontières. Ces dévaluations finissent par démoriser les chefs d'entreprise. « Nous avons beau réaliser 5 à 6 % de gains de productivité par an, nous ne pouvons plus nous aligner sur nos concurrents, qui profitent de dévaluations de 10 à 20 %. Les variations monétaires offrent un avantage bien supérieur à tous les efforts que l'on est capable de faire industriellement », explique l'un d'entre eux. Le groupe Seb a calculé que l'an dernier ses ventes dans la zone Ales avaient progressé de 21 % en dollars, mais de seulement 16 % en francs. La récente glissade du billet vert ne peut qu'amplifier le phénomène et fermer des marchés. « Si le

dollar reste en dessous de cinq francs pendant plusieurs mois, je serai obligé de me retirer partiellement du marché américain », explique Lionel Lemaire, président de l'entreprise de tréfilage Conflandey. A la mi-1992, lorsque la monnaie américaine évoluait autour de 5 francs, l'entreprise avait déjà réduit de plus d'un tiers ses exportations vers les Etats-Unis, qui représentaient plus de 25 % de son chiffre d'affaires. Aérospatiale estime qu'elle a besoin d'un dollar autour de 5,50 francs pour gagner de l'argent. Pour quelques grands groupes, le cours d'équilibre de la monnaie américaine tourne quelquefois autour de 5,30 francs, mais rarement plus bas.

Dans la chimie, l'impact de la chute du dollar est variable selon les secteurs d'activités. « Plus vous vous éloignez de la matière première, moins vous sentez les effets positifs de la baisse du dollar », souligne-t-on à l'Union des industries chimiques (UIC). Les industriels ont deux possibilités : réduire leurs prix pour rester concurrentiels en dollars ou produire un peu plus dans les zones dollar. A la Fédération de la plasturgie, la faiblesse du billet vert est au premier abord bien accueillie. « Pour nous, ce recul devrait entraîner une baisse du prix des matières premières », constate avec satisfaction Michel Peletier, délégué général : « Cela pourrait

Les coûts salariaux



Les effets de la modération salariale française ont été contrariés par les dévaluations de ses voisins.

mettre un terme à une situation onormale qu'est la flambée des cours.

La baisse du dollar est défavorable pour la production de pétrole brut, indique-t-on chez Esso. Toutefois, les programmes se font sur le long terme et ne dépendent pas

des à-coups monétaires. « Notre politique consiste à nous couvrir sur la dette. Tous les investissements faits en exploration-production le sont en dollars. Cela permet d'amortir le choc », commente Dominique Bonsergent, directeur du contrôle financier de la comptabilité d'Elf Aquitaine. Quand la devise américaine baisse, l'endettement se réduit dans les mêmes proportions.

ITALIE, MARCHÉ INTERDIT

« Ce qui nous inquiète plus est la chute de la lire italienne et de la peseta espagnole, sans oublier la livre britannique. Ces pays deviennent très concurrentiels », rappelle Bernard Calvet, président de l'Union française des industries pétrolières (UFIPI). Les importations de carburants risquent d'augmenter. Par exemple, alors que les quatre raffineries (Total, BP, Shell et Esso) opérant dans la zone de Fos-sur-Mer, Marseille et Berre ont une capacité de 26 millions de tonnes par an, une seule raffinerie en Sardaigne peut produire 14,5 millions de tonnes, et celles de Sicile 43 millions de tonnes.

Avec une dévaluation de la lire de près de 50 % en deux ans, l'Italie est devenue un marché presque interdit pour des secteurs comme le textile, l'agroalimentaire, la chimie, la mécanique. « On ne passe plus », se plaint un industriel. « L'Italie, désormais, représente 1 %

de mon chiffre d'affaires, moins que l'Australie », note Lionel Lemaire. A l'extérieur de la Péninsule, en Allemagne, aux Etats-Unis et en France même, les entreprises françaises se heurtent de plus en plus souvent aux industriels italiens. « Ils proposent des prix de 20 à 30 % inférieurs aux nôtres », explique un dirigeant.

L'Espagne fait moins peur. Pour Renault et PSA-Peugeot-Citroën, qui travaillent énormément à l'exportation (en 1994, le premier a exporté 58,8 % de sa production de voitures, le second 64,6 %), l'ajustement est depuis longtemps pris en compte. Renault produisant 300 000 voitures de l'autre côté des Pyrénées, l'incidence de la dévaluation est favorable à l'exportation et neutre pour les véhicules vendus sur place. Ainsi, « les conséquences positives compensent les effets négatifs », affirme assez emphatiquement la direction. De même PSA-Peugeot-Citroën fabrique environ 400 000 véhicules dans ses usines de Villaverde et de Vigo. Mais le recul de la lire ne pourra être aussi bien géré : la combativité de Fiat à l'exportation va se trouver aiguisée, et aucun des deux groupes français ne possède d'usine de production de voitures dans la Péninsule.

Dominique Gallois et Martine Orange

Télécommunications perturbées

La guerre des prix fait rage dans les communications transatlantiques. Depuis le 4 mars, France Télécom ne facture plus la minute de communication au tarif normal vers les Etats-Unis et le Canada qu'à 5,84 francs TTC (4,92 francs hors taxes), contre 6,69 francs précédemment. A ce prix, l'opérateur français pouvait se targuer d'être devenu plus compétitif que l'américain ATT (2,28 dollar la minute TTC en tarif normal, soit 6,78 francs sur la base des calculs effectués au 1^{er} janvier 1995, avec un dollar à 5,29 francs). Cet atout a été grignoté par la baisse du billet vert. A 4,97 francs pour un dollar, le tarif normal ATT s'établit à 6,34 francs la minute. Et l'américain reprend l'avantage sur les tarifs réduits.

Les Italiens craignent la persistance d'une lire faible

De Turin à Ivrea, de Trévise à Montecassaro et Pesaro, dans les Marches, dans les capitales industrielles ou dans les petites villes de province du « made in Italy », le refrain est toujours le même. Grands et petits entrepreneurs n'ont pas de doute : la faiblesse de la lire, depuis deux ans, a favorisé leurs exportations. Mais si elle persiste, elle ne peut que se retourner contre l'industrie et le pays. Les signes avant-coureurs arrivent avec les premiers indices de retour de l'inflation. En février, les prix ont enregistré une remontée sur base annuelle de 4,3 %, contre 3,8 % le mois précédent. Une fois les stocks épuisés, se réapprovisionner en matières premières coûte très cher, avec une lire qui ne cesse de flancher. La balance des paiements de janvier, pour la première fois depuis des mois, a viré au rouge.

Luigi Abete, le patron des patrons, président de Confindustria, reflète le sentiment général en estimant que la seule voie envisageable pour inverser la tendance est un feu vert rapide du Parlement aux correctifs budgétaires présentés par le gouvernement. M. Abete pense que le moment est propice pour intervenir sur le contrôle des finances publiques et mettre rapidement en chantier la réforme structurelle du régime des retraites. Pourquoi cette levée de boucliers contre une situation qui a fait grimper en flèche les

exportations ? Pour les industriels, le danger du « SuperMarco » — comme on l'appelle ici — va bien au-delà de la question du coût, qui devient exorbitant, des matières premières. Nomisma, le prestigieux centre d'études économiques bolognais, vient de présenter un rapport sur l'industrie italienne : le vrai risque pour un pays aux exportations galopantes est que ses entrepreneurs ne misent plus sur l'innovation, mais se contentent de parler sur une dévaluation continue. Cette euphorie se traduit d'ailleurs en train de provoquer, selon Nomisma, une déchirure dans le pays : les uns bénéficieraient de la situation grâce à des exportations « gonflées », et les autres resteraient à la traîne.

La preuve en serait le manque de résultats sur le front de l'emploi, malgré la prospérité que connaît l'industrie. La dévaluation serait un peu comme une drogue : la déflation est de Giancarlo Rossignolo, président de Zanussi, un géant de l'électroménager bénéficiant à plein des effets de l'export, qui redoute que les « entrepreneurs, autrefois inspirateurs d'efficacité et de productivité », ne s'endorment.

Diego Della Valle, l'industriel des chaussures devenu célèbre avec sa marque UP Todd's, se déclare partisan d'une monnaie forte permettant de se « mesurer d'égal à égal » avec les autres concurrents sur le terrain de la qualité. « Il ne s'agit pas d'augmenter le volume de ventes parce que l'on propose des

prix compétitifs, mais d'obtenir les mêmes résultats parce que l'on a de bons produits ».

Dans l'informatique, on tient à peu près le même langage : chez Olivetti, 80 % des composants des PC viennent de l'étranger. L'effet positif de la dévaluation disparaît, d'autant que 50 % du personnel du groupe présidé par Carlo De Benedetti travaille à l'étranger, où la firme vend 70 % de sa production. Chez Fiat aussi, on s'inquiète de la possible augmentation des coûts de production. Même si la maison turinoise a bien profité de la conjoncture l'an dernier, grâce à un taux de change favorable, qui a dynamisé ses exportations d'automobiles : + 60 % en France, + 33 % en Grande-Bretagne, + 93 % en Espagne.

Les marchés conquis par les Italiens risquent de susciter l'animosité de leurs concurrents. Ce qui joue contre un pays « qui veut rester en Europe ». D'autant que l'Italie commence à faire ses comptes : « Les Allemands ? Les avoir comme concurrents est préoccupant, mais comme fournisseurs, c'est dramatique », commentait récemment Walter Scavolini, le roi des cuisines, dans le secteur du mobilier, en pleine expansion avec ses 11 000 milliards de litres dégagées des exportations en 1994. Les concurrents allemands sont en perte de vitesse, mais le bois se paie en marks.

Salvatore Aloise

COMMENTAIRE

L'UNION DOUANIÈRE MISE À MAL

Deux dévaluations, à l'automne 1992 et au printemps 1993, avaient rétabli la compétitivité des industriels espagnols et relancé les exportations de la Péninsule. La nouvelle dévaluation ne s'imposait vraiment pas sur le plan strictement économique. Une fois de plus, le politique l'a emporté sur l'économique et le financier. La fragilité du gouvernement de Felipe Gonzalez avait ébranlé la confiance des milieux financiers internationaux et miné la monnaie espagnole ; un choc extérieur, provoqué par l'accès de faiblesse du dollar, a fait le reste.

Même processus, en moins dramatique, que celui qui exerce ses ravages en Italie, où le gouvernement de Lamberto Dini joue sa vie tous les quinze jours. Idem en Grande-Bretagne, où celui de John Major ne bénéficie plus que d'un soutien à l'éclipse. Mais les monnaies de ces deux pays sont sorties du système mo-

étaire européen (SME), et leur dépréciation peut s'exercer sans limite, sinon sans dommage.

Au total, depuis la mi-septembre 1992, la lire italienne s'est dépréciée d'un peu plus de 50 %, la peseta de 35 %. Le SME est incapable d'empêcher ces « dévaluations compétitives », que la philosophie de Maastricht écartait absolument. On peut se demander si l'Espagne et l'Italie, écartées ainsi de l'Europe monétaire, peuvent rester dans le grand marché. L'union douanière exclut tout droit de douane entre ses membres. Dès lors, les dévaluations répétées de leur monnaie pénalisent les exportateurs des autres pays membres et, inversement, avantage indûment les exportateurs italiens et espagnols, même s'ils commencent à se plaindre de la chute de leur monnaie. Autrefois existaient, pour les produits agricoles, des montants compensatoires lorsque les changes des Etats membres de la CEE variaient trop. Aujourd'hui ne devrait-on pas l'envisager pour les produits industriels ?

François Renard

Du lundi 3 au samedi 8 avril, toute absence sera sévèrement sanctionnée.

Vous le savez, être bien informé est la clef de la réussite dans le monde des affaires. Si, en plus, vous pouvez faire partie des premiers informés, votre succès est assuré. En visitant la Hannover Messe '95, vous aurez l'opportunité de rencontrer près de 6500 exposants de plus de 60 pays et de découvrir les toutes dernières innovations technologiques. En fait, venir à Hanovre est une occasion unique de prendre de l'avance sur tous vos concurrents qui n'auront pas eu la bonne idée de faire le déplacement.

Automatisation	Techniques d'entraînement	Energie et environnement	Réalisation d'ensembles industriels	Equipement d'ateliers et outillage	Sous-traitance et matériaux	Recherche et technologie	Eclairage	L'Indonésie - Pays partenaire
----------------	---------------------------	--------------------------	-------------------------------------	------------------------------------	-----------------------------	--------------------------	-----------	-------------------------------

Contact : Deutsche Messe AG, Succursale en France de la Foire de Hanovre, 5, rue de Stockholm, 75008 Paris, Tél. : (1) 43.87.69.83, Télécopie : (1) 42.93.43.23



HANNOVER MESSE '95

3 - 8 AVRIL

Le rachat de Barings illustre la volonté des continentaux d'être présents à la City

Londres approuve la reprise de la banque britannique par le groupe néerlandais ING

La Haute Cour de Londres a approuvé, lundi 6 mars, la reprise par ING de la totalité des activités de Barings Brothers, dans lequel le pre-

mier groupe financier des Pays-Bas a immédiatement injecté 610 millions de livres d'argent frais. Ce rachat illustre une nouvelle fois la dé-

termination des grandes banques européennes à défer la prééminence des établissements britanniques, américains et japonais dans la City.

LONDRES
correspondance
« La City de Londres, incapable de copier le professionnalisme et le muscle de ses rivaux internationaux, suit l'exemple de l'industrie automobile britannique en se jetant dans les bras des étrangers. » Cet éditorial acide du *Wall Street Journal* à propos des malheurs de la banque d'affaires Barings, mise sous administration judiciaire à la suite de pertes colossales - 916 millions de livres sterling à ce jour, soit plus de 7 milliards de francs - subies sur les marchés dérivés asiatiques, sonne à la fois vrai et faux. S'il est exact que de nombreuses institutions financières, que l'Angleterre considère comme les dernières perles de sa couronne, sont aujourd'hui passées sous contrôle étranger, cette invasion du continent n'entame guère la sérénité des professionnels anglais.

UN SECOND « BIG BANG »
Morgan Grenfell est la propriété depuis 1989 de la Deutsche Bank, qui a transféré à Londres la quasi-totalité de ses activités d'investissement. Le courtier Hoare Govett est aux mains de l'autre mastodonte néerlandais, ABN-Amro. La banque Bruxelles-Lambert a pris 30 % dans le capital d'une petite banque d'affaires, montée par l'ancien patron de Volvo, Pehr Gyllenhammar. Plusieurs établissements d'outre-Manche s'intéresseraient à la première banque d'affaires britannique, SG Warburg, toujours à la recherche d'un associé après l'échec de son projet de mariage avec l'américain Morgan Stanley. Quant à la Dresdner Bank, éternelle rivale de la Deutsche Bank, elle lorgne sur plusieurs firmes, dont Kleinwort-Benson. Cette conquête des continen-

taux constitue, en quelque sorte, un second « big bang », neuf ans après celui qui avait entraîné la déréglementation totale de la place de Londres. Les géants américains et japonais s'étaient alors jetés à coups de millions de dollars sur les « brokers ». Les Européens ont dû se contenter des restes. Les Français, tels le Crédit lyonnais, Paribas ou Suze, qui avaient pris des participations dans des charges d'agents de change de taille moyenne, ont connu de nombreux déboires avec celles-ci. La City, « vieille dame permissive », s'était d'autant mieux accoutumée à cette onde de choc qu'elle ne menaçait rien l'empire des banques locales, d'affaires ou de dépôts sur le marché domestique. Résultat : les étrangers ont dû souvent se rabattre sur des créneaux plus risqués, comme l'immobilier ou les entreprises créées lors du boom de l'ère Thatcher.

cher (Maxwell, Polly Peck...). Et la percée de quelques banques américaines ou japonaises, comme Goldman Sachs, Morgan Stanley ou Nomura s'explique davantage par les liens étroits entre la City et les États-Unis et l'extrême-Orient que par leur savoir-faire ou l'ampleur de leur capital. La plupart des institutions étrangères ont fait la cruelle expérience des affrontements commerciaux sans merci sur les commissions entre une clientèle de plus en plus exigeante et des intermédiaires financiers obsédés par la part du marché, souvent au détriment de la rentabilité. Quant aux transactions sur les marchés, seule vraie source de revenu aujourd'hui, elles exigent de gigantesques investissements en hommes et en matériel. Comme l'explique un financier d'entreprise française, « Londres est le marché type dans lequel il ne faudra

pas aller. » Et pourtant, tout établissement qui se respecte se doit d'avoir pignon sur rue dans le « Square Mile » ou à Canary Wharf. La capitale britannique reste le marché le plus important pour les produits internationaux. L'avantage des fuseaux horaires (Londres opère après la fermeture de Tokyo et avant l'ouverture de New York), la souplesse de la réglementation de la Banque d'Angleterre (aujourd'hui sur la sellette à la suite de l'affaire Barings) et la formidable expérience de banquiers sont autant d'atouts d'une place dont la réputation paraît intacte, malgré ce ouveau scandale. Commentaire révélateur d'un professionnel après l'annonce du rachat de Barings Brothers par ING : « Les banques continentales font désormais partie du mobilier. »

Marc Roche

Singapour tente de se dédouaner

BANGKOK
de notre correspondant
Singapour, qui a de grandes ambitions financières, souligne que son marché financier est l'un des mieux réglementés de la planète. Les autorités tiennent beaucoup à faire savoir qu'elles n'ont pas sombré dans le laxisme ou l'irresponsabilité lors de la débâcle de la banque Barings.

« Au vu des rapports de l'enquête, nous avons eu le sentiment que nous nous sommes très bien comportés », a résumé Goh Chok Tong, premier ministre de la cité-Etat, dans son premier commentaire sur la crise. Dès l'affaire Barings connue, le Parlement a voté, le 1^{er} mars, le renforcement du contrôle du marché à terme, le Simex (Singapore International Monetary Exchange), par la Monetary Authority of Singapore.

ORAGE IMPRÉVISIBLE
Pour les autorités, le Simex n'avait pas les moyens de voir venir un orage. A l'inverse, la direction de Badings était au courant depuis le mois d'août 1994 des opéra-

tions menées par le courtier Nick Leeson. La stratégie de ce dernier a été couverte par ses supérieurs, jusqu'à la mi-février. Des officiels singapouriens ont publié, samedi 4 mars, une lettre du responsable de Barings Futures à Singapour, James Bax, invitant la direction londonienne de Barings, dès mars 1992, à mieux contrôler les actions de Nick Leeson. Autrement dit, la crise a été le produit « d'une faille des contrôles à l'intérieur du groupe Barings », a estimé Elizabeth Sam, président de Simex.

Les trois principaux représentants de Barings à Singapour (outre James Bax, Simon Jones et Ng Hui Nung) ont dû remettre leurs passeports, après interrogatoire, au Département des affaires commerciales. En outre, la demande d'extradition de Nick Leeson auprès des autorités allemandes fait état de « falsification », par le jeune homme, d'un document confirmant le versement de plus de 30 millions de dollars à la Citibank au nom de la Barings Futures.

Jean-Claude Pomonti

Spie Batignolles : décision sur la restructuration à la mi-avril

LA COTATION DE SPIE BATIGNOLLES A ÉTÉ SUSPENDUE le 6 mars à 10 h 20 alors que le titre affichait une hausse de 7,2 %, suite aux informations parues dans *Le Monde* daté 5-6 mars, selon lesquelles Schneider étudiait une fusion avec sa filiale de BTP Spie Batignolles. Les modalités exactes de la restructuration de Spie Batignolles seront définitivement arrêtées, au plus tard, le 13 avril, lors des conseils d'administration de Schneider et de Spie Batignolles, a précisé la filiale dans un communiqué. A cette occasion, le groupe de BTP devra passer des « provisions complémentaires substantielles, en raison de la poursuite d'une conjoncture médiocre sur les marchés immobiliers au second semestre 1994 », précise le communiqué. « Les évaluations de l'actif net réévalué de la société devraient être sensiblement inférieures à sa capitalisation boursière », a expliqué Spie Batignolles. A la reprise des cotations à 16 h 15, Spie Batignolles s'est donc inscrit en baisse, pour finir sur un repli de 0,5 %. En revanche, Schneider a précisé que la restructuration de sa filiale à 59 % « n'aura pas d'incidence sur les résultats consolidés du groupe ».

DÉPÊCHES

■ **BANQUES AFB** : suite à la publication dans *Le Monde* du 7 mars d'une étude réalisée par le cabinet Andersen Consulting à la demande de l'Association française des banques sur la semaine de quatre jours, l'AFB estime que « dans le cadre de l'article 39 de la loi quinquennale sur l'emploi, la semaine de quatre jours est inapplicable parce qu'elle poserait des problèmes énormes (...) qui seraient ingérables dans un délai aussi court ».

■ **CARLTON COMMUNICATIONS** : le groupe de médias britannique est le dernier à entrer en lice pour le rachat au Crédit lyonnais des salles de cinéma héritées de Giancarlo Piretti, ancien propriétaire de la MGM. Selon le *Financial Times*, Carlton, qui serait à la tête d'un consortium composé de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs, de Polygram, filiale musicale du groupe néerlandais Philips, et de la direction de la MGM elle-même, qui n'a rien à voir avec le studio hollywoodien, pourrait reprendre les 120 salles et les 18 complexes multisalles situés en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Suède pour 170 millions de livres (14 milliard de francs).

■ **TECHNIP** : le groupe d'ingénierie français a annoncé le 6 mars l'obtention d'un contrat clé en main dans le cadre d'un consortium pour la construction d'une usine de purification d'éthane à El Tiblazo, au Venezuela. Le consortium constitué par Technip, et les sociétés vénézuéliennes Inlectra et DIT-Harris s'est vu confier ce contrat par le groupe vénézuélien Pequiven. La nouvelle usine construite représente un investissement d'environ 25 millions de dollars (125 millions de francs).

■ **NATIONAL POWER et POWER GEN** : le Trésor britannique a annoncé le 6 mars qu'il avait fixé le prix d'introduction en Bourse, pour les investisseurs institutionnels, de la participation de 40 % que l'Etat détient encore dans les deux premiers producteurs d'électricité du pays, à 486 pence pour National Power et à 522 pence pour PowerGen. Le prix pour les particuliers est respectivement de 476 pence et 512 pence. Cette opération devrait rapporter quelque 4 milliards de livres (32,5 milliards de francs) à l'Etat et représenter la plus grosse privatisation de l'année pour le Royaume-Uni. Depuis leur cession partielle en 1991, le prix des actions a plus que doublé.

■ **TÉLÉCOMS** : la commission supérieure du service public des postes et télécommunications demande une libéralisation expérimentale des infrastructures dès 1996 dans un communiqué diffusé lundi 6 mars, « pour permettre une réelle préparation de tous à l'ouverture du marché européen sous réserve du vote des amendements législatifs nécessaires » et l'adaptation du statut de France Télécom « à l'ouverture concurrentielle des marchés ». La CSPTT presse les pouvoirs publics de faire connaître les règles du jeu français, en prévision de la suppression des monopoles prévue pour 1998.

COMMUNICATION

La CLT et Europe 1 pourront accroître leur participation dans RTL 2 et RFM

C'EST LA FIN d'un feuilleton un peu surréaliste. Celui du réseau musical M40, devenu RTL 1 le temps de quelques semaines, et qui s'apprête à prendre le nom de RTL 2. Mais c'est aussi le début d'une vaste dérégulation du paysage radiophonique, qui fait voler en éclats la « doctrine radio » du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) adoptée en 1989. L'instance de régulation est sur le point d'autoriser la montée en puissance de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) dans le réseau M40 (46 % au lieu de 35,73 % aujourd'hui), tandis qu'Europe 1 augmenterait sa participation dans le réseau musical RFM (29,37 % au lieu de 47 %).

Adopté lundi 6 mars, lors d'une séance plénière extraordinaire, ce nouveau schéma marque la fin d'un bras de fer qui oppose la CLT et le CSA depuis plus d'un an. Début 1994, la compagnie luxembourgeoise demandait l'autorisation de reprendre 100 % de ce réseau destiné aux 15-25 ans. Par un jeu subtil d'attribution de politiques, le CSA avait suspendu sa réponse à l'avis du Conseil de la concurrence, saisi par le groupe concurrent NRJ, et neuf mois s'étaient écoulés avant que le CSA ne refuse cette modification du capital. Le 18 janvier, par surprise, le

groupe luxembourgeois avait alors décidé de modifier le nom du réseau en RTL 1, suscitant une procédure judiciaire du CSA et provoquant l'indignation des trois groupes concurrents (Europe 1, NRJ, RMC), tous désireux de procéder à divers aménagements de format ou de capital avec leurs réseaux.

Le 4 février, M40 avait repris son ancien nom, « dans un souci d'opacité », avec le nouveau président du CSA, Hervé Bourges. Les discussions avaient pu être réengagées entre la CLT et le CSA. Dans le même temps, les quatre groupes radiophoniques, demandant une « application loyale » de la loi Carignon de 1994 pour développer leurs deuxième et troisième réseaux musicaux, soumettaient le CSA à de fortes pressions.

Dans ce contexte concurrentiel, la montée en puissance d'Europe 1 (via Europe Développement) dans RFM, à la faveur d'une augmentation de capital, apparaît comme la contrepartie inévitable que le CSA devait accorder au premier concurrent de la CLT. Le choix du nom RTL 2, avait confié Hervé Bourges, obéit à l'obligation de ne pas opposer une concurrence directe à Europe 1.

Ar. Ch.

■ **PUBLICITÉ** : les revenus bruts des agences de publicité en France, notamment celles de taille importante, ont encore baissé en 1994, selon le classement annuel de l'Association des agences conseil en communication (AACC). La marge brute d'Euro-RSCG tombe à 1,472 milliard de francs contre 1,618 milliard en 1993, à périmètre non constant. Publicis vient au deuxième rang avec 1,140 milliard de marge brute (1,16 milliard en 1993), et BDDP au troisième avec 621 millions.

■ **RADIOS** : les 4,5 millions de francs qui manquaient au fonds de soutien à l'expression radiophonique 1994, et dont s'inquiétaient les quelque 500 radios locales qui bénéficient de cette subvention (*Le Monde* du 16 février), devraient être prochainement versés. Le Conseil national des radios associatives (CNRA) a en effet affirmé, vendredi 3 mars, avoir reçu « l'assurance » du ministre du budget et de la communication que cette somme serait réglée « courant avril ».

CHAQUE JOUR PLUS DE 50 DÉPARTS VERS L'ANGLETERRE

VIA Calais

LES MINI CROISIÈRES POUR L'ANGLETERRE

من الاراض

Le franc est victime de la chute du dollar

Les banques centrales sont impuissantes à enrayer la baisse du dollar.
Celle-ci affaiblit le franc, qui se retrouve à son plus bas historique face au deutschemark

Après l'échec de leurs interventions le 3 mars sur le marché des changes, les banques centrales ne parviennent pas à mettre au point une riposte commune pour enrayer la baisse du dollar. Les auto-

rités monétaires américaines et allemandes ne semblent pas favorables à une action coordonnée sur leurs taux directeurs. Le billet vert est tombé lundi 6 mars à ses plus bas niveaux historiques

face au deutschemark et face au yen, il est passé sous le seuil des 5 francs. Si la baisse de la monnaie américaine semble économiquement justifiée, les analystes s'inquiètent néanmoins du rythme trop ra-

pide de sa dépréciation, qui provoque une envolée du deutschemark et de très fortes turbulences sur le marché des changes européen. Le franc français est à son tour attaqué et s'établit à son plus bas niveau

historique face à la devise allemande à plus de 3,55 pour un mark. Pour soutenir la devise nationale, la Banque de France pourrait être amenée à relever prochainement ses taux directeurs.

JUSQU'OU le dollar va-t-il tomber ? Les économistes se refusent - ce qui n'est pas dans leurs habitudes - à tout pronostic, les opérateurs du marché des changes sont pris de vertige. Et les banquiers centraux cherchent une riposte. Après l'échec de leurs interventions concertées menées à la fin de la semaine dernière, les autorités monétaires internationales semblent totalement dépassées par l'ampleur de la crise monétaire. La monnaie américaine est tombée lundi 6 mars à ses plus bas niveaux historiques face aux devises allemande et japonaise, s'inscrivant à 1,3870 deutschemark et 92,45 yens. Le billet vert est également passé sous le seuil des cinq francs français, à 4,93 francs.

Le ministre japonais des finances, Masayoshi Takemura, a

avoué, lundi 6 mars, qu'une réunion extraordinaire du G7 consacrée à cette crise ne pouvait avoir lieu sans « une complète identité de vues entre les pays concernés », ce qui laisse mal augurer d'une action coordonnée sur les taux directeurs. Une hausse des taux américains et une baisse simultanée des taux allemands et japonais constitueraient pourtant, de l'avis des spécialistes, le seul moyen de mettre un terme au plongeon de la devise américaine.

Mais les Américains, comme les Allemands, rechignent devant une telle solution qui irait à l'encontre de l'orientation actuelle de leurs politiques monétaires respectives. L'économie américaine connaît un ralentissement, ce qui va inciter la Réserve fédérale à marquer une pause dans le resserrement de sa

politique monétaire. A l'inverse, la Bundesbank devrait, au cours des prochains mois, relever ses taux directeurs pour tenir compte du retour d'une croissance vigoureuse en Allemagne. A Francfort comme à New York, des considérations économiques d'ordre domestique l'ont jusqu'à présent emporté.

« L'honnêteté n'est pas que le dollar baisse mais qu'il baisse aussi vite », note un économiste. Les raisons ne manquent pas pour expliquer la faiblesse actuelle de la monnaie américaine. Aux causes conjoncturelles (politique monétaire américaine plus souple que prévu rendant le dollar moins attractif, crise financière au Mexique qui pénalise son principal partenaire économique), s'ajoute une raison structurelle.

Depuis des années, les Etats-Unis vivent au-dessus de leurs moyens. « Cela se traduit par un

A un repli en bon ordre du billet vert, les marchés ont préféré une baisse accélérée

déficit permanent de la balance des paiements courants depuis 1983, qui n'est rien d'autre que le reflet de l'insuffisance d'épargne nationale face à l'investissement

brut », observent les économistes de la banque Paribas. « Ainsi, l'accumulation de dollars à travers le reste du monde, issue de la nécessaire exportation d'épargne des non-résidents vers les Etats-Unis, n'est sans doute pas reproductible à l'infini sans perturbations financières ou déclin inexorable de la valeur du dollar ». Il est logique que le plus gros débiteur du monde voie sa monnaie se déprécier. Le problème est qu'à un repli en bon ordre du dollar les marchés financiers ont préféré une baisse accélérée, ce qui provoque une envolée de la monnaie allemande et par contrecoup de graves turbulences sur le marché des changes européen.

Lundi 6 mars, le deutschemark s'est inscrit à ses plus hauts niveaux historiques face au franc

français (3,5580 francs), à la livre sterling (2,2675 marks), à la lire (1210 lire), à la couronne suédoise (3,1925 couronnes), à la peseta espagnole (91,36 pesetas) et à l'escudo portugais (106,82). La dévaluation de ces deux dernières devises décidée dans la nuit de dimanche n'a pas, loin s'en faut, réussi à ramener le calme. C'était pourtant le souhait secret des autorités monétaires européennes. En procédant à un réajustement des parités avant même que ces deux devises n'aient atteint leur cours plancher face au deutschemark, en refusant délibérément le combat avec les marchés financiers du type de celui qu'elles avaient livré et perdu au cours de l'été 1993, elles espéraient éviter une contagion aux autres devises. Cette stratégie de la prévention a échoué.

Le franc, relativement épargné jusqu'à présent, se retrouve maintenant dans la ligne de mire des opérateurs. Selon un directeur de salle des marchés d'une grande banque française, « les gérants de fonds spéculatifs américains ont gagné beaucoup d'argent lors de la baisse du dollar, de la lire et de la peseta espagnole. Ils risquent fort de remiser une partie de l'argent gagné en jouant contre le franc ». Ce professionnel estime que le franc ne tombera guère au-delà de 3,60 ou 3,65 pour un mark, donc loin de son cours plancher (3,846). La faiblesse du franc sera toutefois suffisante pour mettre en échec la stratégie adoptée depuis quelques jours par la Banque de France, et qui consiste à laisser « filer » progressivement le loyer de l'argent au jour le jour. La Banque de France se retrouverait dans l'obligation de relever ses taux directeurs. De quoi animer un peu plus la campagne électorale.

P.-A. D. Pierre-Antoine Delhommais

Les interventions des banques centrales sont-elles utiles ?

EN DÉPIT de la nouvelle et forte baisse du dollar, les banques centrales se sont abstenues, lundi 6 mars, de toute intervention sur le marché des changes. Il est vrai que leur action concertée menée vendredi 3 mars pour soutenir le dollar avait totalement échoué. Les professionnels n'ont guère été surpris par un tel fiasco. Ils considèrent, dans leur majorité, que les interventions des banques centrales sont peu efficaces et qu'elles réussissent davantage à offrir aux opérateurs des marchés financiers d'intéressants niveaux d'achats ou de ventes - par les décalages momentanés de cours qu'elles provoquent - qu'à inverser véritablement les tendances.

Le déséquilibre des forces en présence serait à l'origine de cette inefficacité. Il s'échange quotidiennement environ 1 000 milliards de dollars (5 000 milliards de francs) sur le marché des changes international. A ces seules, les transactions effectuées chaque jour sur les marchés dollar/mark et dollar/yen représentent 500 milliards de

dollars (2 500 milliards de francs), chiffres qui doivent être sensiblement révisés à la hausse en cas de crise monétaire. Des interventions, même massives, de la part des instituts d'émission (de l'ordre de plusieurs milliards de dollars) ne peuvent pas grand-chose contre les forces de marché. Le combat est inégal.

FINANCES

Cette impression d'impuissance doit dans certains cas être nuancée. Une étude réalisée à la fin de l'année 1993 par deux économistes américains de l'Institute for International Economics, Kathryn Dominguez et Jeffrey Frankel, a montré que les interventions des banques centrales ne sont pas toujours aussi inefficaces qu'on le croit. Ces deux experts, qui avaient eu accès à des documents habituellement tenus secrets, ont passé au crible onze interventions menées conjointement par la Réserve fédérale américaine et la Bundesbank au cours de la période 1986-1991.

Dans dix cas sur onze, les deux banques centrales étaient parvenues à renverser la tendance dans le sens qu'elles souhaitaient. Par exemple, du 11 janvier au 4 mars 1985, la Fed et la Bundesbank avaient vendu plus de 4 milliards de dollars pour enrayer la hausse du billet vert. Ce dernier, qui avait progressé de 2,3 % face au deutschemark au cours du mois précédant le début des interventions, allait reculer de 8,3 % au cours du mois suivant la fin de celles-ci. Les deux économistes américains avaient conclu leur étude en essayant d'établir les trois clés du succès d'une intervention : effet de surprise, publicité, coordination.

Pour réussir, une intervention doit se produire à un moment où les marchés ne s'y attendent pas. Elle doit être imprévisible. Les banques centrales s'appuient d'ailleurs, comme le font les opérateurs eux-mêmes, sur des analyses graphiques des cours qui leur permettent d'agir à des niveaux très précis et de prendre les marchés à contre-pied. Deuxième clé : une intervention doit

être rendue publique et officialisée par des déclarations fermes des autorités monétaires. Son impact étant plus psychologique que réel, sa qualité importante plus que son volume, une intervention qui reste secrète est dépourvue d'effet. Enfin, une action isolée de la part d'une banque centrale est condamnée à l'échec car elle n'agit que d'un côté du balancier. Les marchés doivent être persuadés de la détermination de toutes les parties concernées.

Inefficaces, voire contre-productives à très court terme, les interventions seraient, en revanche, susceptibles d'inverser à moyen et long terme les tendances, à condition de respecter ces trois critères. C'est d'ailleurs ce qu'a cherché à expliquer le ministre français de l'économie Edmond Alphandéry, samedi 4 mars, au lendemain des interventions, en affirmant qu'il fallait « un certain temps aux marchés pour incorporer ce genre de signal ».

Les marchés boursiers ont été entraînés vers le bas

LA CHUTE ininterrompue du dollar, passé sous les 5 francs en début de matinée, la dévaluation de l'escudo portugais et de la peseta espagnole, renforçant s'il en était besoin le deutschemark, n'ont pas fait les affaires des places européennes, lundi 6 mars.

La Bourse de Milan a été l'exception. Rendue résolument optimiste par la baisse de la lire et ignorant les incertitudes pesant sur le sort du collectif budgétaire, elle s'est offerte le luxe de terminer sur un gain de 0,65 % en talant sur de bons résultats de sociétés à venir.

Toutes les autres places ont terminé dans le rouge. Francfort, loin d'être épargnée, a fini la séance officielle, à 13 h 30, sur un recul de 1,86 %. Outre la faiblesse du billet vert, les opérateurs germaniques redoutaient un effondrement des cours à Wall Street. Désorientés, ils trouvaient le marché, selon leur expression, « très dur à travailler ». Parce qu'on s'interroge sur les effets négatifs d'un mark fort pour les firmes exportatrices allemandes, les investisseurs étrangers étaient « vendeurs » sur le marché des actions, préférant le marché des changes. Notons encore pour la place allemande une relative fermeté du marché obligataire, cette bonne orientation étant principalement liée aux emprunts à court terme, qui devraient profiter d'un mark fort.

Zurich, tout comme Bruxelles, ont vivement baissé, abandonnant respectivement 1,29 % et 1,82 % pour des raisons identiques : faiblesse du dollar et bonne tenue de la monnaie locale. Paris a aussi sensiblement accusé le coup en baissant de 1,22 %. L'indice CAC 40 se retrouve, parallèlement au dollar, à ses niveaux de décembre 1992. Selon les gestionnaires, le réalignement des monnaies ibériques place désormais le franc dans la ligne de mire des spéculateurs, en raison notamment des incertitudes à moins de deux mois de l'élection présidentielle.

Les taux à court terme se sont sensiblement tendus à Paris : le loyer de l'argent au jour le jour atteint les 6 %, soit une progression de trois quarts de point en une semaine. Le Fibor (taux à trois mois) a perdu 40 centièmes, illustrant avec force cette tension sur les taux à trois mois. Par ailleurs, les opérateurs relevaient que les quelques ordres de vente de la clientèle étrangère avaient dû trouver une contrepartie.

MADRID « MEILLEUR MARCHÉ »

De toutes les grandes places du Vieux Continent, si l'on exclut Milan, Londres est celle qui a le mieux résisté. L'indice Footsie n'a perdu en clôture que 0,7 %. Quant à la place madrilène, l'attractivité créée par la dévaluation de la peseta, qui devrait logiquement attirer les investisseurs vers une Bourse considérée dorénavant comme « meilleur marché », ne lui a pas permis de conclure la séance positivement. Elle s'est terminée en léger repli de 0,16 %. L'optimisme des investisseurs a été tempéré par la décision de la Banque d'Espagne de relever son taux d'intervention au jour le jour d'un demi-point, de 8,05 à 8,55 %. Cette tension à la hausse a été interprétée comme un signe avant-coureur d'une nouvelle augmentation du loyer de l'argent (actuellement à 8 %) le 14 mars, lors de la prochaine adjudication de certificats de dépôts.

Sur l'ensemble des places, les grandes perdantes ont été les valeurs financières, déjà pénalisées depuis plusieurs semaines par la remontée des taux longs. Les valeurs fortement exportatrices et celles des entreprises fortement implantées aux Etats-Unis ont également marqué un recul. Les valeurs pétrolières n'ont pas échappé à la tourmente, de même que les valeurs « taux » du type Eurotunnel, dont la dette, en période de tension, ne fait que s'alourdir.

F. Bn.

CE JOUR RI VERS L'ANGLETERRE



■ LA LIVRE STERLING a battu un record historique à la baisse, mardi matin, sur le marché des changes européen, tombant à 2,2725 marks, contre 2,2842 la veille à Londres.

■ LA COURONNE SUÉDOISE, à son plus bas niveau face au mark, baissait encore. Selon un cambista, le seuil des 5,20 couronnes pour 1 deutschemark pourrait être atteint dans la journée.

■ LE DEUTSCHEMARK cédait un peu de terrain, mardi matin, à l'annonce de l'accord salarial assez coûteux intervenu après onze jours de grève dans la métallurgie allemande.

■ LA BANQUE CENTRALE du Brésil a procédé, lundi, à un réajustement de sa politique des changes qui, en moyenne, va faire baisser le real de 4,5 % par rapport au dollar.

■ L'ENSEMBLE DES MÉTAUX a reculé lundi à Londres dans le sillage de l'aluminium, affecté par des informations selon lesquelles les Russes relanceraient leur production.

LES PLACES BOURSILIÈRES

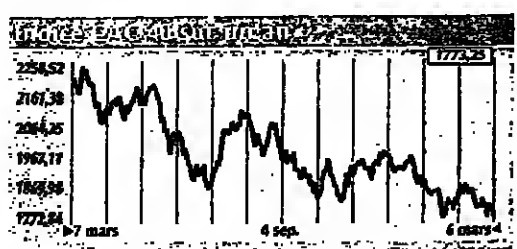
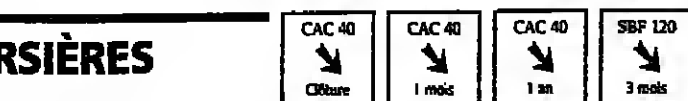
Paris en légère baisse

APRÈS une tentative de reprise lors des premières transactions, la Bourse de Paris est repartie à la baisse mardi matin, affectée par le repli du marché obligataire qui a mal réagi à l'accord salarial intervenu dans la métallurgie allemande.

En hausse de 0,41 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affiche une perte de 0,05 % au cours des 12 heures. Le montant des échanges s'élève sur le règlement mensuel à 825 millions de francs.

Le contrat notional du Matif échance mars recule de 26 centimes à 111,10 et le Bund allemand, en forte hausse la veille, cède 36 centimes. L'écart de taux entre la France et l'Allemagne s'établit à 78 points de base. La faiblesse du franc, au-dessus de la barre des 3,55 pour un deutschemark, provoque des tensions sur les taux courts. Les taux à trois mois s'établissent à 7,12 % et le taux de l'argent au jour le jour se situe à 6 %.

La Bundesbank a annoncé



une prise en pension au taux inchangé de 4,85 % alors que les opérateurs espèrent un geste de la banque centrale allemande pour enrayer la baisse

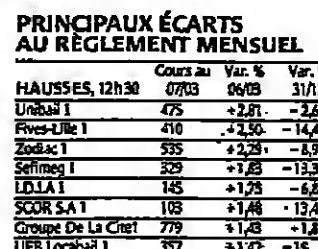
Suez, valeur du jour

LA DEMANDE de titres Suez est restée forte, lundi 6 mars à Paris, où plus de 570 000 actions ont été échangées. L'action a terminé sur une baisse de 0,54 % à 237,50 francs. La semaine dernière, 2,8 % du capital de la Compagnie ont changé de mains (988 millions de francs). Depuis la fin janvier, le titre Suez fait l'objet d'un ramassage systématique, notamment par la Compagnie Industrielle de placement (CIP),

filiale de la BNP, qui en détient près de 7 %. Mais aucun franchissement de seuil n'a été signalé.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

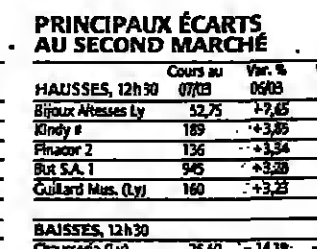
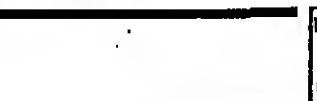
SEANCE 12h30
Alcatel 1 154,40 +1,10
Suez 1 237,50 -0,54
Total 1 168,00 +0,10
BNP Paribas 1 114,00 +0,10
Air France 1 30,50 +0,10
Michelin 1 137,00 +0,10
Suez 1 237,50 -0,54



points dans les premières minutes d'échanges, a terminé en hausse de 7,95 points à 3 997,56 points, soit un gain de 0,2 %. Les opérateurs restent prudents, alors qu'ils essaient de déterminer à quel point les éventuelles conséquences positives du déclin du dollar (un accroissement des exportations des entreprises américaines) en compenseront les effets négatifs.

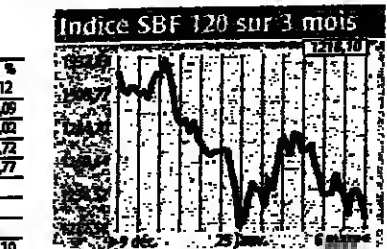
INDICES MONDIAUX

Cours au 06/03
Paris CAC 40 1773,20 +0,41
New York DJIA 5972,60 +0,10
Londres FT100 2517,20 +0,10
Francfort DAX 30 2517,20 +0,10
Tokyo Nikkei 12040,00 +0,10
Hong Kong Hang Seng 10650,00 +0,10
Singapore Straits 2136,00 +0,10



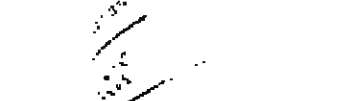
NEW YORK
Les valeurs du Dow Jones

Alcoa 28,80 +0,10
American Express 32,80 +0,10
Allied Signal 37,40 +0,10
AT & T 50,80 +0,10
Boeing Co 45,80 +0,10
Caterpillar Inc 48,80 +0,10
Chevron Corp 47,30 +0,10
Coca-Cola Co 55,20 +0,10
Disney Corp 54,30 +0,10
Du Pont Nemours & Co 54,70 +0,10
Eastman Kodak Co 50,60 +0,10
Eaton Corp 64,30 +0,10
Gen. Motors Corp 39,10 +0,10
Gen. Electric Co 52,60 +0,10
Goodyear T & R 36,60 +0,10
IBM 80,10 +0,10
Intl Paper 79,20 +0,10
J.P. Morgan Co 64,60 +0,10
Mc Donnell Douglas 56,70 +0,10
Merck & Co 41,30 +0,10
Minnesota Mining & Mfg 33,70 +0,10
Philip Morris 61,70 +0,10
Procter & Gamble 65,80 +0,10
Sears Roebuck & Co 49,80 +0,10
Texas Instruments 64,50 +0,10
United Carb 27,60 +0,10
Veeva Tech 66,10 +0,10
Westinghouse Electric 114,20 +0,10
Woodward 15,50 +0,10



LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

Alfred Lyons 6,00 +0,10
Barclays Bank 6,00 +0,10
B.A.T. Industries 4,20 +0,10
British Aerospace 4,80 +0,10
British Airways 3,80 +0,10
British Gas 2,80 +0,10
British Petroleum 3,90 +0,10
British Telecom 3,70 +0,10
B.T. 3,10 +0,10
Cadbury Schweppes 4,20 +0,10
Crested 2,50 +0,10
Deutsche Bank AG 4,40 +0,10
Grand Metropolitan 3,70 +0,10
Guinness 4,10 +0,10
Hanson PLC 2,30 +0,10
Great L 5,20 +0,10
H.S.B.C. 6,20 +0,10
Imperial Chemical 4,20 +0,10
Lloyds Bank 5,60 +0,10
Marshall & Spencer 3,70 +0,10
National Westminster 4,80 +0,10
Perpetual Orienta 5,60 +0,10
Philip Morris 61,70 +0,10
Scottish & Zaich 0,10 +0,10
Shell Transport 6,90 +0,10
Smithline Beecham 4,90 +0,10
Tate & Lyle 4,10 +0,10
Unilever Ltd 11,60 +0,10
Wellcome 10,50 +0,10
Zeneca 8,60 +0,10



FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30

Allianz Holding N 2517,20 +0,10
Bayer AG 349,60 +0,10
Bay Hypo & Wechselbank 388,00 +0,10
Bayer Vereinsbank 438,50 +0,10
BMW 740,00 +0,10
Commerzbank 337,50 +0,10
Continental AG 219,60 +0,10
Daimler-Benz AG 685,50 +0,10
Deutsche Bank AG 710,50 +0,10
Deutsche Telekom AG 179,00 +0,10
Deutsche Zement AG 180,50 +0,10
Dresdner Bank AG 400,00 +0,10
Henkel AG 598,00 +0,10
Hoechst AG 307,70 +0,10
Karlshof AG 590,00 +0,10
Kaufland Holding 490,50 +0,10
Linde AG 830,50 +0,10
O.T. Lufthansa AG 192,00 +0,10
Mannesmann AG 421,00 +0,10
Metallgesellschaft 130,00 +0,10
Porsche AG 245,50 +0,10
Preussag AG 454,00 +0,10
Schering AG 1098,50 +0,10
Siemens AG 671,50 +0,10
Thyssen AG 281,30 +0,10
Veba AG 322,50 +0,10
Vielag 519,00 +0,10
Westag AG 1063,00 +0,10

Légère baisse à Tokyo

APRÈS AVOIR ÉVOLUÉ dans une fourchette étroite dans un marché manquant d'orientation, les valeurs japonaises ont terminé en légère baisse, mardi 7 avril, à la Bourse de Tokyo. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a fini en baisse de 85,44 points à 16 955,28 points, soit un repli de 0,5 %. La plupart des investisseurs sont restés sur la réserve en l'absence d'éléments nouveaux, ont observé les courtiers, anticipant une tendance identique pour le reste de la semaine. La veille, Wall Street a regagné quelques fractions, se rapprochant à nouveau du seuil des 4 000 points, finissant sur une hausse modeste, après avoir reculé en séance sous la pression de la chute du dollar et d'une nette remontée des taux d'intérêt à long terme. L'indice Dow Jones, qui avait perdu plus de trente

Le franc au plus bas face au deutschemark

Le franc français, victime de la vigueur de la monnaie allemande et des incertitudes politiques en France, a établi mardi matin à Paris un nouveau record historique de baisse à 3,5558 pour un deutschemark, contre 3,5480 deutschemark la veille à la clôture, avant de revenir à 3,5515 peu avant 10 h 00. Selon un cambista, « rien dans les taux d'intérêt ne montre que la situation va s'améliorer dans la journée ».

Le franc au plus bas face au deutschemark

Le franc français, victime de la vigueur de la monnaie allemande et des incertitudes politiques en France, a établi mardi matin à Paris un nouveau record historique de baisse à 3,5558 pour un deutschemark, contre 3,5480 deutschemark la veille à la clôture, avant de revenir à 3,5515 peu avant 10 h 00. Selon un cambista, « rien dans les taux d'intérêt ne montre que la situation va s'améliorer dans la journée ».

Le franc au plus bas face au deutschemark

Le franc français, victime de la vigueur de la monnaie allemande et des incertitudes politiques en France, a établi mardi matin à Paris un nouveau record historique de baisse à 3,5558 pour un deutschemark, contre 3,5480 deutschemark la veille à la clôture, avant de revenir à 3,5515 peu avant 10 h 00. Selon un cambista, « rien dans les taux d'intérêt ne montre que la situation va s'améliorer dans la journée ».

Le franc au plus bas face au deutschemark

Le franc français, victime de la vigueur de la monnaie allemande et des incertitudes politiques en France, a établi mardi matin à Paris un nouveau record historique de baisse à 3,5558 pour un deutschemark, contre 3,5480 deutschemark la veille à la clôture, avant de revenir à 3,5515 peu avant 10 h 00. Selon un cambista, « rien dans les taux d'intérêt ne montre que la situation va s'améliorer dans la journée ».

Le franc au plus bas face au deutschemark

Le franc français, victime de la vigueur de la monnaie allemande et des incertitudes politiques en France, a établi mardi matin à Paris un nouveau record historique de baisse à 3,5558 pour un deutschemark, contre 3,5480 deutschemark la veille à la clôture, avant de revenir à 3,5515 peu avant 10 h 00. Selon un cambista, « rien dans les taux d'intérêt ne montre que la situation va s'améliorer dans la journée ».

LES TAUX

Le Matif en hausse

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif a ouvert, mardi 7 mars, en hausse malgré la baisse du franc face au deutschemark. L'échéance mars gagne 6 centimes à 111,42. Le taux de rendement de l'emprunt d'Etat français de référence à dix ans s'inscrit à 8,12 % tandis que l'écart avec le rendement des emprunts d'Etat allemand de même durée s'élargit à 80 points de base. La faiblesse du franc pèse en revanche sur le niveau des taux d'intérêt à

LES TAUX

Le Matif en hausse

Le franc français, victime de la vigueur de la monnaie allemande et des incertitudes politiques en France, a établi mardi matin à Paris un nouveau record historique de baisse à 3,5558 pour un deutschemark, contre 3,5480 deutschemark la veille à la clôture, avant de revenir à 3,5515 peu avant 10 h 00. Selon un cambista, « rien dans les taux d'intérêt ne montre que la situation va s'améliorer dans la journée ».

LES TAUX

Le Matif en hausse

Le franc français, victime de la vigueur de la monnaie allemande et des incertitudes politiques en France, a établi mardi matin à Paris un nouveau record historique de baisse à 3,5558 pour un deutschemark, contre 3,5480 deutschemark la veille à la clôture, avant de revenir à 3,5515 peu avant 10 h 00. Selon un cambista, « rien dans les taux d'intérêt ne montre que la situation va s'améliorer dans la journée ».

LES TAUX

Le Matif en hausse

Le franc français, victime de la vigueur de la monnaie allemande et des incertitudes politiques en France, a établi mardi matin à Paris un nouveau record historique de baisse à 3,5558 pour un deutschemark, contre 3,5480 deutschemark la veille à la clôture, avant de revenir à 3,5515 peu avant 10 h 00. Selon un cambista, « rien dans les taux d'intérêt ne montre que la situation va s'améliorer dans la journée ».

LES TAUX

Le Matif en hausse

Le franc français, victime de la vigueur de la monnaie allemande et des incertitudes politiques en France, a établi mardi matin à Paris un nouveau record historique de baisse à 3,5558 pour un deutschemark, contre 3,5480 deutschemark la veille à la clôture, avant de revenir à 3,5515 peu avant 10 h 00. Selon un cambista, « rien dans les taux d'intérêt ne montre que la situation va s'améliorer dans la journée ».

LES TAUX

Le Matif en hausse

Le franc français, victime de la vigueur de la monnaie allemande et des incertitudes politiques en France, a établi mardi matin à Paris un nouveau record historique de baisse à 3,5558 pour un deutschemark, contre 3,5480 deutschemark la veille à la clôture, avant de revenir à 3,5515 peu avant 10 h 00. Selon un cambista, « rien dans les taux d'intérêt ne montre que la situation va s'améliorer dans la journée ».

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
06/03	07/03	08/03	des prix
France	5,61	7,94	7,97
Allemagne	5,27	7,31	7,28
Grande-Bretagne	5,75	5,63	8,46
Italie	7,87	12,3	12,6
Japon	2,19	4,51	5,75
Etats-Unis	5	7,27	7,48

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux	Indice
au 06/03	au 07/03	(base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	7,51	7,49
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	7,74	7,66
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,95	7,93
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	8,09	8,01
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	8,35	8,33
Obligations françaises	8,21	8,17
Fonds d'Etat à TME	-0,73	-0,78
Fonds d'Etat à TRE	-0,48	-0,52
Obligat. franç. à TME	-0,62	-0,69
Obligat. franç. à TRE	-0,11	-0,10

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
06/03	07/03	08/03	09/03
Jour le jour	5,87	5,85	5,87
1 mois	5,43	5,55	5,45
3 mois	5,62	5,74	5,40
6 mois	6,12	6,08	5,82
1 an	6,52	6,62	6,62

MATIF

Echéances 06/03	volume	dernier	plus	plus	premier
		prix	haut	bas	prix
NOTIONNEL 10 %					
Mars 95	163906	111,54	111,86	111,22	111,35
Juin 95	46660	110,96	111,24	110,58	110,80
Sept 95	2	110,22	110,22	110,22	110,22
Déc 95	2	110	110	110	110
PIBOR 3 MOIS					
Mars 95	43194	93,16	93,26	92,97	92,97
Juin 95	68395	93,02	93,15	92,95	92,97
Sept 95	31561	92,91	92,95	92,91	92,95
Déc 95	7300	92,91	92,92	92,73	92,88
ECU LONG TERME					
Mars 95	2493	81,46	81,24	81,10	81,26
Juin 95	336	81,38	81,38	81,08	81,14

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Echéances 06/03	volume	dernier	plus	plus	premier
		prix	haut	bas	prix
Mars 95	25172	1806	1812	1789	1775
Avril 95	939	181250	181550	181350	1783
Mai 95	1156	180750	180950	1799	1779
Juin 95	1387	1789	1789	1782	175750

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 06/03	cours 07/03	cours 08/03
Allemagne (100 dm)	354,7800	+0,03	354,8100
Ecu	6,5475	+0,01	6,5580
Etats-Unis (1 usd)	4,9630	-2,75	4,9355
Belgique (100 f)	17,1970	+0,70	16,5500
Paye-Bas (100 fl)	316,3000	+0,27	316,5700
Italie (100 li)	2,3895	-2,33	2,3870
Danemark (100 kr)	87,8600	-0,73	87,1300
Irlande (100 p)	8,1290	-0,26	7,8600
Gde-Bretagne (1 £)	8,1840	-0,27	7,9500
Grèce (100 dr)	2,1855	-0,62	1,9500
Suède (100 kr)	68,7000	-1,25	67,4500
Suisse (100 fr)	422,8300	-1,85	420,9800
Norvège (100 k)	79,4000	-0,30	79,1000
Autriche (100 sch)	30,9960	+0,08	31,0760
Espagne (100 pes)	3,9120	-1,99	3,7000
Portugal (100 esc)	3,3650	-0,59	3,2500
Croatie 1 dollar ca	3,5099	-3,70	3,4000
Japon (100 yens)	3,4929	-0,15	3,4800
Finlande (mark)	114,8900	-0,06	114,8300

L'OR

cours 06/03	cours 07/03
Or fin (t barre)	61900
Or fin (en lingot)	61850
Once d'or Londres	376,35
Pièce française (200)	360
Pièce suisse (200)	360
Pièce Union lat (200)	360
Pièce 20 dollars us	340
Pièce 10 dollars us	170
Pièce 50 pesos mex.	2310

LE PÉTROLE

En dollars	cours 06/03	cours 07/03	cours 08/03
WTI (New York)	16,45	16,40	16,40
Brent (Londres)	17,45	17,45	17,45
Cruze Oil (New York)	16,82	16,82	16,82

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES	cours 06/03	cours 07/03	cours 08/03
FRANCFORT : USD/DM	1,9080	+0,008	1,9160
TOKYO : USD/Yen	97,2500	+0,0500	97,3000

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 06/03	cours 07/03	cours 08/03
Allemagne (100 dm)	354,7800	+0,03	354,8100
Ecu	6,5475	+0,01	6,5580
Etats-Unis (1 usd)	4,9630	-2,75	4,9355
Belgique (100 f)	17,1970	+0,70	16,5500
Paye-Bas (100 fl)	316,3000	+0,27	316,5700
Italie (100 li)	2,3895	-2,33	2,3870
Danemark (100 kr)	87,8600	-0,73	87,1300
Irlande (100 p)	8,1290	-0,26	7,8600
Gde-Bretagne (1 £)	8,1840	-0,27	7,9500
Grèce (100 dr)	2,1855	-0,62	1,9500
Suède (100 kr)	68,7000	-1,25	67,4500
Suisse (100 fr)	422,8300	-1,85	420,9800

52.1 من ريال

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / MERCREDI 8 MARS 1995 / 19

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 7 MARS
Liquidation : 24 mars
Taux de report : 5,85
Cours relevés à 12h30

CAC 40
PARIS
-0,42 %
CAC 40
1765,79

VALEURS FRANÇAISES

	Cours	Précéd.	Diff.	Montant
EDF-GDF 3%	6200	6200	0	155,64
B.N.P. (T.P.)	1015	1015	0	40,25
C.L.I. (T.P.)	1015	1015	0	40,25
Renault (T.P.)	1130	1130	0	43,95
St. Gobain (T.P.)	1130	1130	0	43,95
Thomson S.A. (T.P.)	1070	1070	0	40,75
Ades 1	330	330	0	12,60
A.L. Liquid 1	330	330	0	12,60
Alcatel Alsthom 1	404	404	0	15,36
Alcatel Cable 1	393	393	0	14,94
Alpi 1	342	342	0	12,96
Alpi 2	342	342	0	12,96
Alpi 3	342	342	0	12,96
Alpi 4	342	342	0	12,96
Alpi 5	342	342	0	12,96
Alpi 6	342	342	0	12,96
Alpi 7	342	342	0	12,96
Alpi 8	342	342	0	12,96
Alpi 9	342	342	0	12,96
Alpi 10	342	342	0	12,96
Alpi 11	342	342	0	12,96
Alpi 12	342	342	0	12,96
Alpi 13	342	342	0	12,96
Alpi 14	342	342	0	12,96
Alpi 15	342	342	0	12,96
Alpi 16	342	342	0	12,96
Alpi 17	342	342	0	12,96
Alpi 18	342	342	0	12,96
Alpi 19	342	342	0	12,96
Alpi 20	342	342	0	12,96
Alpi 21	342	342	0	12,96
Alpi 22	342	342	0	12,96
Alpi 23	342	342	0	12,96
Alpi 24	342	342	0	12,96
Alpi 25	342	342	0	12,96
Alpi 26	342	342	0	12,96
Alpi 27	342	342	0	12,96
Alpi 28	342	342	0	12,96
Alpi 29	342	342	0	12,96
Alpi 30	342	342	0	12,96
Alpi 31	342	342	0	12,96
Alpi 32	342	342	0	12,96
Alpi 33	342	342	0	12,96
Alpi 34	342	342	0	12,96
Alpi 35	342	342	0	12,96
Alpi 36	342	342	0	12,96
Alpi 37	342	342	0	12,96
Alpi 38	342	342	0	12,96
Alpi 39	342	342	0	12,96
Alpi 40	342	342	0	12,96
Alpi 41	342	342	0	12,96
Alpi 42	342	342	0	12,96
Alpi 43	342	342	0	12,96
Alpi 44	342	342	0	12,96
Alpi 45	342	342	0	12,96
Alpi 46	342	342	0	12,96
Alpi 47	342	342	0	12,96
Alpi 48	342	342	0	12,96
Alpi 49	342	342	0	12,96
Alpi 50	342	342	0	12,96
Alpi 51	342	342	0	12,96
Alpi 52	342	342	0	12,96
Alpi 53	342	342	0	12,96
Alpi 54	342	342	0	12,96
Alpi 55	342	342	0	12,96
Alpi 56	342	342	0	12,96
Alpi 57	342	342	0	12,96
Alpi 58	342	342	0	12,96
Alpi 59	342	342	0	12,96
Alpi 60	342	342	0	12,96
Alpi 61	342	342	0	12,96
Alpi 62	342	342	0	12,96
Alpi 63	342	342	0	12,96
Alpi 64	342	342	0	12,96
Alpi 65	342	342	0	12,96
Alpi 66	342	342	0	12,96
Alpi 67	342	342	0	12,96
Alpi 68	342	342	0	12,96
Alpi 69	342	342	0	12,96
Alpi 70	342	342	0	12,96
Alpi 71	342	342	0	12,96
Alpi 72	342	342	0	12,96
Alpi 73	342	342	0	12,96
Alpi 74	342	342	0	12,96
Alpi 75	342	342	0	12,96
Alpi 76	342	342	0	12,96
Alpi 77	342	342	0	12,96
Alpi 78	342	342	0	12,96
Alpi 79	342	342	0	12,96
Alpi 80	342	342	0	12,96
Alpi 81	342	342	0	12,96
Alpi 82	342	342	0	12,96
Alpi 83	342	342	0	12,96
Alpi 84	342	342	0	12,96
Alpi 85	342	342	0	12,96
Alpi 86	342	342	0	12,96
Alpi 87	342	342	0	12,96
Alpi 88	342	342	0	12,96
Alpi 89	342	342	0	12,96
Alpi 90	342	342	0	12,96
Alpi 91	342	342	0	12,96
Alpi 92	342	342	0	12,96
Alpi 93	342	342	0	12,96
Alpi 94	342	342	0	12,96
Alpi 95	342	342	0	12,96
Alpi 96	342	342	0	12,96
Alpi 97	342	342	0	12,96
Alpi 98	342	342	0	12,96
Alpi 99	342	342	0	12,96
Alpi 100	342	342	0	12,96

OPR 1	348	348	0	13,12
OPR 2	348	348	0	13,12
OPR 3	348	348	0	13,12
OPR 4	348	348	0	13,12
OPR 5	348	348	0	13,12
OPR 6	348	348	0	13,12
OPR 7	348	348	0	13,12
OPR 8	348	348	0	13,12
OPR 9	348	348	0	13,12
OPR 10	348	348	0	13,12
OPR 11	348	348	0	13,12
OPR 12	348	348	0	13,12
OPR 13	348	348	0	13,12
OPR 14	348	348	0	13,12
OPR 15	348	348	0	13,12
OPR 16	348	348	0	13,12
OPR 17	348	348	0	13,12
OPR 18	348	348	0	13,12
OPR 19	348	348	0	13,12
OPR 20	348	348	0	13,12
OPR 21	348	348	0	13,12
OPR 22	348	348	0	13,12
OPR 23	348	348	0	13,12
OPR 24	348	348	0	13,12
OPR 25	348	348	0	13,12
OPR 26	348	348	0	13,12
OPR 27	348	348	0	13,12
OPR 28	348	348	0	13,12
OPR 29	348	348	0	13,12
OPR 30	348	348	0	13,12
OPR 31	348	348	0	13,12
OPR 32	348	348	0	13,12
OPR 33	348	348	0	13,12
OPR 34	348	348	0	13,12
OPR 35	348	348	0	13,12
OPR 36	348	348	0	13,12
OPR 37	348	348	0	13,12
OPR 38	348	348	0	13,12
OPR 39	348	348	0	13,12
OPR 40	348	348	0	13,12
OPR 41	348	348	0	13,12
OPR 42	348	348	0	13,12
OPR 43	348	348	0	13,12
OPR 44	348	348	0	13,12
OPR 45	348	348	0	13,12
OPR 46	348	348	0	13,12
OPR 47	348	348	0	13,12
OPR 48	348	348	0	13,12
OPR 49	348	348	0	13,12
OPR 50	348	348	0	13,12
OPR 51	348	348	0	13,12
OPR 52	348	348	0	13,12
OPR 53	348	348	0	13,12
OPR 54	348	348	0	13,12
OPR 55	348	348	0	13,12
OPR 56	348	348	0	13,12
OPR 57	348	348	0	13,12
OPR 58	348	348	0	13,12
OPR 59	348	348	0	13,12
OPR 60	348	348	0	13,12
OPR 61	348	348	0	13,12
OPR 62	348	348	0	13,12
OPR 63	348	348	0	13,12
OPR 64	348	348	0	13,12
OPR 65	348	348	0	13,12
OPR 66	348	348	0	13,12
OPR 67	348	348	0	13,12
OPR 68	348	348	0	13,12
OPR 69	348	348	0	13,12
OPR 70	348	348	0	13,12
OPR 71	348	348	0	13,12
OPR 72	348	348	0	13,12
OPR 73	348	348	0	13,12
OPR 74	348	348	0	13,12
OPR 75	348	348	0	13,12
OPR 76	348	348	0	13,12
OPR 77	348	348	0	13,12
OPR 78	348	348	0	13,12
OPR 79	348	348	0	13,12
OPR 80	348	348	0	13,12
OPR 81	348	348	0	13,12
OPR 82	348	348	0	13,12
OPR 83	348	348	0	13,12
OPR 84	348	348	0	13,12
OPR 85	348	348	0	13,12
OPR 86	348	348	0	13,12
OPR 87	348	348	0	13,12
OPR 88	348	348	0	13,12
OPR 89	348	348	0	13,12
OPR 90	348	348	0	13,12
OPR 91	348	348	0	13,12
OPR 92	348	348	0	13,12
OPR 93	348	348	0	13,12
OPR 94	348	348	0	13,12
OPR 95	348	348	0	13,12
OPR 96	348	348	0	13,12
OPR 97	348	348	0	13,12
OPR 98	348	348	0	13,12
OPR 99	348	348	0	13,12
OPR 100	348	348	0	13,12

OPR 1	348	348	0	13,12
OPR 2	348	348	0	13,12
OPR 3	348	348	0	13,12
OPR 4	348	348	0	13,12
OPR 5	348	348	0	13,12
OPR 6	348	348	0	13,12
OPR 7	348	348	0	13,12
OPR 8	348	348	0	13,12
OPR 9	348	348	0	13,12
OPR 10	348	348	0	13,12
OPR 11	348	348	0	13,12
OPR 12	348	348	0	13,12
OPR 13	348	348	0	13,12
OPR 14	348	348	0	13,12
OPR 15	348	348	0	13,12
OPR 16	348	348	0	13,12
OPR 17	348	348	0	13,12
OPR 18	348	348	0	13,12
OPR 19	348	348	0	13,12
OPR 20	348	348	0	13,12
OPR 21	348	348	0	13,12
OPR 22	348	348	0	13,12
OPR 23	348	348	0	13,12
OPR 24	348	348	0	13,12
OPR 25	348	348	0	13,12
OPR 26	348	348	0	13,12
OPR 27	348	348	0	13,12
OPR 28	348	348	0	13,12
OPR 29	348	348	0	13,12
OPR 30	348	348	0	13,12
OPR 31	348	348	0	13,12
OPR 32	348	348	0	13,12
OPR 33	348	348	0	13,12
OPR 34	348	348	0	13,12
OPR 35	348	348	0	13,12
OPR 36	348	348	0	13,12
OPR 37	348	348	0	13,12
OPR 38	348	348	0	13,12
OPR 39	348	348	0	13,12
OPR 40	348	348	0	13,12
OPR 41	348	348	0	13,12
OPR 42	348	348	0	13,12
OPR 43	348	348	0	13,12
OPR 44	348	348	0	13,12
OPR 45	348	348	0	13,12
OPR 46	348	348	0	13,12
OPR 47	348	348	0	13,12
OPR 48	348	348	0	13,12
OPR 49	348	348	0	13,12

AUJOURD'HUI

SCIENCES

ENVIRONNEMENT Loin des centres d'activité économique, entre la taïga sibérienne et la Mongolie, le lac Baïkal, alimenté par 336 rivières, semble préservé de toute atteinte.

Mais, avec l'arrivée du Transsibérien et l'industrialisation de la vallée de l'Angara, la pollution se rapproche. ● **NATURALISTES ET SAVANTS** s'intéressent de près à la faune et à la

flore très spéciales de ce lac unique, qui contient un cinquième des réserves d'eau douce du monde. Trois parcs nationaux ont été créés sur la rive droite, à l'est, et une réserve na-

turelle à l'ouest. Mais des désaccords entre la Fédération de Russie, la région d'Irkoutsk et la République de Bouriatie empêchent la création d'un parc naturel qui engloberait

l'ensemble. ● **L'EXPLOITATION FORESTIÈRE** sur les versants du lac et le flottage du bois ont été interdits afin de préserver le cadre et la qualité de l'eau.

Le lac Baïkal sous haute surveillance

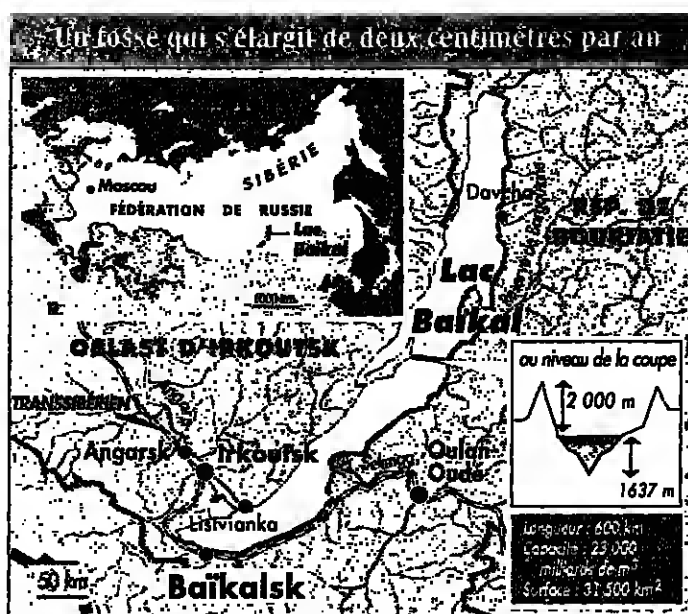
Site cher à l'âme russe, le lac Baïkal, qui contient un cinquième des réserves d'eau douce du monde, reste une merveille de beauté et de pureté. Mais des menaces se profilent. La communauté scientifique l'a pris sous sa protection

IRKOUTSK
de notre envoyé spécial
Immense mer intérieure qui recèle un cinquième des ressources mondiales d'eau douce, le lac Baïkal est un site exceptionnel à tous égards. C'est le plus vieux lac du monde (25 millions d'années), né d'une fracture de la croûte terrestre. C'est aussi le plus profond (1 637 mètres), plus encore que le lac Tanganyika. Long de 600 kilomètres, il recueille l'eau d'un bassin versant grand comme la France. Avec une capacité de 23 000 milliards de mètres cubes, il contient autant que la mer Baltique ou les cinq Grands Lacs américains réunis - mais avec une surface cinq fois moindre (31 500 kilomètres). Une fente remplie d'eau, en somme, mais une fente large de 30 à 80 kilomètres et qui s'élargit encore de 2 centimètres par an.

Sa qualité d'eau aussi est exceptionnelle. Les 336 rivières qui se jettent dans le lac traversent des sols exclusivement cristallins, de sorte que son eau est remarquablement limpide. Sa composition chimique est proche de l'eau distillée : 107,9 milligrammes par litre d'ions carbonate et calcium, et 0,1 gramme de sel. L'eau contenant très peu de matière en suspension, la sédimentation au fond du lac ne dépasse pas 4 à 5 centimètres par... millénaire. Et la concentration d'oxygène n'est jamais inférieure à 9 milligrammes par litre, même à grande profondeur. Ce qui permet à la vie subaquatique de prospérer à tous les étages du lac. On y a dénombré 1 085 espèces d'algues, 250 espèces de mousses, 450 espèces de lichens, 1 500 plantes vasculaires, 255 espèces de petits crustacés, 83 espèces de mollusques gastéropodes, 86 es-

pèces de vers et 52 espèces de poissons. Les trois quarts de cet inventaire représentent une faune et une flore endémiques, qui ont eu des millions d'années pour se différencier. Ainsi le cornéphore (*Camphorus baicalensis*), ce petit poisson apparenté au gobe, n'est qu'une boule de graisse sans écaille et transparente, capable de résister à des pressions de mille atmosphères et donc de s'aventurer jusqu'à 1 500 mètres de fond. Il sert de proie à un autre animal endémique, le nierpa (*Phoca sibirica*), seul phoque d'eau douce connu si l'on excepte ceux du lac Ladoga, très proches de la mer Baltique, et ceux de la baie James, au Québec, qui remontent parfois les fleuves. Mais l'animal le plus abondant reste l'*Epicrura baicalensis*, un minuscule crustacé que l'on appelle aussi gammarus ou puce de mer. Ces animaux filtrent l'eau en dévorant le plancton. Ils nettoient ainsi le lac, « qui ne rend jamais les cadavres ».

La « perle de la Sibérie » a donc conservé sa pureté exceptionnelle... Jusqu'au jour où Nikita Khrouchtchev décide de « mettre le Baïkal au travail » en faisant construire un combinat industriel, Baïkalsk, pour fabriquer une cellulose ultrarésistante destinée aux pneus d'avion. C'était faire bon marché de l'opinion russe à l'égard de ce site mythique, emblème de pureté et de mystère, à l'égal du Loch Ness pour les Écossais. Aussitôt, une campagne de presse est déclenchée par les milieux scientifiques, artistiques et intellectuels. De fait, hormis le Transsibérien, quelques bourgs de



pêcheurs et des villages de vacances, le lac Baïkal est jusque-là resté vierge de toute pollution. La construction d'un combinat industriel au bord même du lac fait figure d'insupportable vertue. On en oublie presque l'autre usine de carton, construite sur le cours de la Selenga, et surtout la ville d'Oulan Oudé, avec ses 300 000 habitants, ses usines de traitement du cuir et ses mines de molybdène. Et cela sans autre épuration que la traversée des sables du delta.

La campagne contre Baïkalsk est telle que, la perestroïka aidant, Mos-

cou décide de le fermer en 1987. Mais la dissolution de l'URSS rend cette décision inopérante. Agée aujourd'hui de vingt-huit ans, l'usine de Baïkalsk a fait d'importants efforts pour épurier ses eaux usées, qui sont rejetées à 100 mètres du rivage. « Épurées à 99,4 % », affirme Raïssa Zaïkova, l'ingénieur écologue. La preuve ? Des daphnies plongées dans l'eau de traitement vivent parfaitement pendant 48 heures, et le phoque témoin élevé en bassin ne présente aucun signe de maladie.

A l'Institut limnologique de Listvianka, on refuse vivement cet opti-

misme. Valentina Galkina, spécialiste de géomorphologie et conservateur du musée, affirme que, dans un rayon de 50 kilomètres autour de l'usine, les espèces de crustacés sont passées de 57 à 5. Pour Grigori Galazy, le lac est déjà aux deux tiers atteint ; « si on ne fait rien, tout sera compromis dans quinze ans ». Car, n'ayant pour seul exutoire que l'Angara, le Baïkal mettrait quatre cents ans à renouveler entièrement ses eaux.

Le pessimisme des vétérans de la lutte contre Baïkalsk doit être évalué à l'aune des recherches actuelles, qui sont pratiquement stoppées faute de crédits. « On mélange les arguments scientifiques et affectifs », observe Gennadi Yankous, le directeur de la réserve naturelle de Bargouline. En fait, on ne sait pas grand chose de la qualité de l'eau, qu'on ne mesure qu'à partir de cinq ou six composants.

Mais l'âme russe est ainsi faite que chacun se persuade de la mort prochaine du lac. Un esprit rationnel ne peut s'empêcher de penser qu'un lac si vaste, pratiquement sans population riveraine - « 100 000 habitants pour 100 000 phoques » -, perdu au milieu de montagnes intactes et de forêts presque vierges, n'est pas près de mourir. N'importe quel lac du monde, en comparaison, est déjà un cadavre. Mais le Baïkal, c'est vrai, est différent, unique et, comme tous les écosystèmes limites, fragile. Les savants russes ont donc raison de veiller sur lui. Il en vaut la peine.

Roger Cans

La réserve de Bargouline

En 1916, à la suite d'une expédition menée autour du lac Baïkal, il a été décidé de mettre en réserve de chasse le territoire de Bargouline, qui appartient à la République de Bouriatie. On s'est alors rendu compte que la principale richesse naturelle de la région, la zibeline, était au bord de l'extinction. Cette espèce de martre au pelage noir et soyeux était en effet chassée et piégée à outrance, tant sa fourrure était recherchée. En 1937, l'ancienne réserve de chasse a été érigée en réserve naturelle (263 000 hectares, à comparer aux 17 000 hectares de la réserve du Vercors) destinée à protéger intégralement la faune et la flore. Elle représente, aujourd'hui, un site privilégié de recherche, car la forêt y est intacte - sauf là où le feu est passé - et la faune jamais dérangée. A Davcha, le village qui sert de centre d'accueil aux visiteurs, une centaine de chercheurs, vivant en reclus, consacrent leur temps à étudier mammifères, oiseaux et insectes. Mais leur salaire, depuis 1991, est devenu très irrégulier.

(Publicité)

Chute de cheveux

La réponse Phytopolleïne Plus des Laboratoires Phytosolba

Problème essentiellement masculin, la chute des cheveux peut être enrayerée grâce à Phytopolleïne Plus des Laboratoires Phytosolba. L'efficacité de ce traitement aux actifs végétaux a été démontrée par plusieurs études cliniques très sérieuses. Bilan : 83% de résultats positifs !

Alopécie... Ce mot d'origine latine, mal connu et peu usité, désigne pourtant un problème auquel bien des hommes sont confrontés : la chute des cheveux. A ne pas prendre à la légère bien sûr, car si vos cheveux vivent et meurent selon un cycle naturel qui leur est propre, ils méritent vos soins les plus attentionnés.

La vie du cheveu : bien programmée... mais bien précaire !

Une chute de cheveux peut avoir diverses origines. L'une peut être seulement ponctuelle : stress ou fatigue par exemple. Cette forme de chute de cheveux n'épargne pas les femmes. L'autre, dite androgénétique, est d'origine génétique et essentiellement masculine. Il s'agit, dans ce cas, d'une chute de cheveux beaucoup plus localisée : le sommet du crâne (le vertex), les tempes et les fameuses « golfes ».

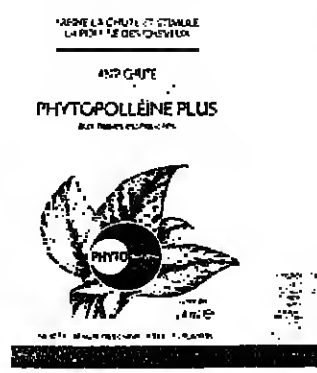
Phytopolleïne Plus, 100% végétal, la réponse énergétique de la plante

La vocation de Phytiothérapie (du grec «soin du cheveu par les plantes») des Laboratoires Phytosolba est d'apporter des réponses sûres et durables aux

différents problèmes de cheveux en puisant dans les richesses insoupçonnées du monde végétal. Dans le cas d'alopécie masculine, Phytapolleïne Plus agit par une association exclusive de 8 huiles essentielles, de phytostimulines et de Placenta Vert®, freinant la chute des cheveux et stimulant le cuir chevelu. Le mode d'action est simple : ces composants, riches en acides aminés et en oligo-éléments, stimulent l'irrigation du cuir chevelu et favorisent la régulation de ses fonctions sébacées.

Une efficacité prouvée : 83% de résultats positifs

Lors de la toute dernière étude clinique, des tests ont été effectués selon la technique éprouvée du Trichogramme.



Avec Phytopolleïne Plus le bilan est plus que satisfaisant puisque non seulement on constate 83 % de résultats positifs sur les problèmes de chute mais les cheveux ont meilleur aspect. Plus toniques, ils paraissent en meilleure santé et leur état pelliculaire, si tel était le cas, s'est sensiblement amélioré.

Une utilisation toute simple

On le sait en matière de soins dits «de beauté», les hommes ne sont pas des anges de patience ! Heureusement, le traitement Phytopolleïne Plus n'impose pas de réelle contrainte : une ampoule par semaine appliquée sur le cuir chevelu sec, avant le shampoing. A laisser agir 1/2 heure au minimum ou toute la nuit si possible... Un bien petit effort pour redonner une belle énergie à vos cheveux.

Des tests cliniques et dermatologiques ont clairement mis en évidence l'efficacité de Phytapolleïne Plus dans les résultats, visibles dès le 4ème mois de traitement, peuvent être confortés par des cures saisonnières.

Les satellites peuvent aussi prévoir les incendies de forêt

DEPUIS que fut lancé, en 1960, le premier satellite météorologique de l'histoire (Thos-1), de nombreux engins photographient régulièrement notre planète, ses continents, ses océans et ses nuages, en lumière visible ou non visible (infrarouge). En analysant des données envoyées par le satellite américain NOAA-11 sur les températures de surface de la forêt méditerranéenne, des chercheurs français viennent de jeter les bases d'une méthode qui permet d'affiner la prévision des incendies.

En travaillant sur la sécheresse des plantes, les chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), du Centre d'études spatiales de la biosphère (Cesbio), et de l'Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement (Cemagref) ont remarqué qu'en période de forte chaleur les végétaux réduisent leur perte d'eau en fermant leurs stomates, ces ouvertures situées sur l'épiderme de la tige ou de la feuille, qui assurent les échanges avec le milieu extérieur. Quand la plante a chaud, elle réduit sa transpiration et la surface des feuilles s'échauffe. C'est cette augmentation de la température qui est perçue par les capteurs infrarouges de NOAA-11 qui passe deux fois par jour au-dessus de la France et couvre un champ d'observation de 2 700 kilomètres de large, englobant l'ensemble des départements méditerranéens.

Ce satellite envoie une «photographie» quotidienne de la température du couvert végétal au Centre météorologique spatial de Lannion (Côtes-d'Armor). Archivées le soir même, ces données sont corrigées des effets atmosphériques et transmises le lendemain matin aux services de la Météorologie nationale et aux chercheurs.

■ **ARCHÉOLOGIE** : la revue mensuelle « L'Archéologie/Archéologie nouvelle » paraît après la reprise du titre par les éditions Errance, spécialisées dans ce domaine. Sa parution était interrompue depuis six mois à la suite de l'arrêt des activités de l'ancien éditeur, une société italienne. La revue consacrera désormais une place importante à la préhistoire et à l'histoire de la France. Le premier numéro comporte un dossier sur les rituels et sanctuaires gaulois, ainsi que des articles sur les civilisations carthaginoise et babylonienne.

■ **ÉLECTRONIQUE** : le fabricant américain Hewlett Packard (HP) annonce son nouveau processeur PA 8000 sera intégré dans ses ordinateurs au cours des douze prochains mois. La nouvelle puce est présentée comme « la plus puissante du monde ». Elle utilise l'architecture PA-RISC à jeu d'instruction réduit lancée par HP en 1986. Les performances d'un système monoprocesseur équipé du PA 8000 seront, selon HP, « 50 % supérieures à celles des systèmes multiprocesseurs les plus puissants du moment ». En nombre de transactions par seconde, le processeur dépasserait de 60 % le Power PC 620 d'IBM et de 100 % l'Ultra-Sparc de Sun. HP intégrera ce nouveau « moteur » dans ses stations de travail et supercalculateurs destinés à l'aide à la décision, aux applications graphiques et multimédias ou à la recherche (génétique, mécanique des fluides).

Ce sont ces informations qui ont permis de calculer le rapport entre la température de l'ensemble sol-couvert végétal et celle de l'air, et d'établir ainsi un indice, révélateur du « stress hydrique » des plantes. Cet indice a été validé a posteriori sur le massif forestier des Maures durant les étés 1991 et 1992. Il a, ensuite, été testé en temps réel pendant l'été 1994, en collaboration avec Météo-France. Les prévisions apportées par les chercheurs du Cemagref ont été mises en relation avec les feux observés cet été-là. Il s'est avéré que « les feux de plus d'un hectare ont majoritairement eu lieu dans les zones qui apparaissent souvent les plus chaudes sur les images satellitaires ». En 1996, les données météorologiques, enrichies de l'indice concernant le stress hydrique, seront donc communiquées au Ciroco (Centre interrégional de coordination des opérations de la sécurité civile), puis envoyées à chaque département.

Christiane Galus

La science en débat

Conférence
Mercredi 15 mars 1995 à 17h

L'emballage, miroir de nos modes de vie

Jean-Luc Volatier, CREDOC, (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie),
Olivier Beyer, Monoprix,
Jean-François Molle, Groupe Danone,
Reine-Claude Mader, Confédération syndicale du cadre de vie.
Animation : Edouard Ville, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris
Métro Porte de la Villette, Informations (1) 40 05 72 99

مكتبة ابن رشد

Le Défi français profite du naufrage de « One-Australia »

Le forfait des Australiens dans leur régate contre « France-3 » redonne à Marc Pajot un espoir de qualification pour les demi-finales des challengers

En refusant à John Bertrand le délai de vingt-quatre heures qu'il réclamait après le naufrage de One-Australia - le premier en cent quarante-quatre ans d'histoire de la Coupe de l'America - Marc Pajot ne peut prétendre au

prix du fair-play, mais, grâce à ces cinq points gagnés sans opposition, les Français caressent à nouveau l'espoir de se retrouver en demi-finales de la Coupe Louis-Vuitton des challengers. Ils ne sont plus qu'à une victoire des Ja-

ponais. La dernière régate du quatrième Round Robin, mercredi 8 mars, pourrait être décisive. Nippon rencontrant les Espagnols - en grands progrès - de Rioja-de-Espana, et France-3 le deuxième Défi australien Syd-

ney-95. Le premier ministre australien Paul Keating a fait, dimanche soir, une démarche auprès de l'US Navy pour tenter de repêcher l'épave de One-Australia par 400 mètres de fond avec un robot sous-marin.

SAN DIEGO
de notre envoyé spécial
La solidarité des gens de mer n'existe pas en Coupe de l'America. Dimanche 5 mars, Marc Pajot s'était publiquement appuyé sur le naufrage de One-Australia et les

maheurs de John Bertrand, son skipper, qui avait un « potentiel de vainqueur de la Coupe » (Le Monde, 7 mars). Dans le même temps, son équipe se préparait à exploiter au mieux cette situation et tentait de profiter de cette fortune de mer pour revenir dans la course pour la qualification aux demi-finales des challengers. Devant ce « cas de force majeure », John Bertrand avait demandé au jury international de la Coupe de l'America de l'autoriser à reprendre le premier One-Australia, utilisé dans les deux Round Robin initiaux de la Coupe Louis-Vuitton, pour finir le quatrième. Il demandait aussi l'accord des autres challengers

pour reporter sa régate contre France-3 du lundi au jeudi afin de bénéficier d'une journée pour préparer le bateau.
Les deux requêtes avaient été acceptées, mais le Défi français a protesté devant le jury international pour faire maintenir la régate. Réuni lundi matin, ce jury a satisfait la demande des Français. Les Australiens, qui avaient fait savoir que leur bateau n'était pas prêt, ne se sont pas présentés au départ. France-3 a donc accompli le parcours de 18,550 milles en solitaire pour empocher les cinq points d'un vainqueur des Japonais avant les deux dernières courses du quatrième Round Robin. Les deux derniers candidats pour la quatrième place en demi-finales ont un programme assez comparable par sa difficulté. Nippon doit rencontrer Team-New Zealand et Rioja-de-Espana. France-3 est opposé à Tag-Heuer-Challenge (Nouvelle-Zélande) et à Sydney-95.

Déjà qualifié pour les demi-finales, John Bertrand n'a pas commenté la démarche française. Vain-

queur historique de l'épreuve en 1983, il n'ignore pas que la Coupe de l'America est devenue une guerre implacable où les batailles se gagnent autant à terre que sur l'eau. La préparation des demi-finales est devenue son principal souci. Moins de 2 minutes 30 secondes ont suffi pour englober ses meilleurs atouts au fond du Pacifique. « Ce bateau représente quelque 20 000 heures de travail humain, d'efforts et d'émotions, dit-il. Il portait notre meilleur mât et renfermait nos onze meilleures voiles pour le temps médium. »

« COUP DE CANON »
Le préjudice est tel que le premier ministre australien, Paul Keating, a fait, dimanche soir, une démarche auprès de l'US Navy pour tenter de repêcher l'épave par 400 mètres de fond avec un robot sous-marin. Les Australiens espèrent peut-être pouvoir récupérer des voiles. Par mesure d'économie, le nouveau règlement impose un maximum de quinze voiles utilisables au début des éliminatoires et cinq supplémentaires pour chaque

Round Robin. La perte de onze des trente-cinq voiles autorisées représenterait un tel handicap que le syndicat de John Bertrand a demandé au jury international de pouvoir fabriquer des voiles de substitution. Certains challengers ont répondu favorablement, mais d'autres ne seraient pas d'accord pour soutenir cette démarche.
Quelques heures après ce premier naufrage en cent quarante-quatre ans d'histoire de la Coupe de l'America, John Bertrand s'interroge toujours sur ses causes. « Ces bateaux sont peut-être trop légers, dit-il. Nous essayons de gagner du poids dans tous les secteurs où c'est possible. C'est un combat permanent pour les rendre toujours plus légers et plus performants. Les tensions sont extrêmement élevées. Quelque 30 tonnes au pied du mât. » Au moment du naufrage, il estime que la brève soufflée à 20 nœuds (37 km/h). « J'ai entendu un craquement sourd, comme un coup de canon, raconte-t-il. J'ai pensé que le mât allait tomber. Puis le carbone a commencé à se déchirer et le bateau à se plier comme un canif. J'ai de-

mandé à tout le monde de retirer ses boîtes et de quitter cet enfer. La moitié de l'équipage était encore dans l'eau quand le mât a sombré. »
Lundi, toute l'équipe technique australienne s'est affaîcée autour du vétérinaire des class America de la génération 95. Ce pionnier avait été mis à l'eau pour le Championnat du monde, en octobre 1994. Il s'était imposé en remportant les cinq régates courues en flotte. Les deux premiers Round Robin des éliminatoires de la Coupe Louis-Vuitton, où il avait respectivement obtenu trois, puis cinq victoires en six régates, avaient montré qu'il n'était plus aussi souverain. Malgré ce handicap, John Bertrand n'entend pas baisser les bras. « C'est dans l'adversité que les gens et les organisations trouvent leur force, dit-il. Je me souviens très bien quand nous étions menés par trois victoires à une coupe en 1983. Nous sommes revenus pour nous battre le lendemain. C'est exactement ce que je ressens maintenant. »

Gérard Albouy

Cyclisme : Le Groupement se dit victime d'une mauvaise publicité

LE GROUPEMENT A menacé, lundi 6 mars, de cesser le parrainage de son équipe cycliste professionnelle et de licencier les vingt coureurs de la formation, dont le champion du monde Luc Leblanc. Le président du directoire de l'entreprise, Claude Viancin, avait indiqué que son intention de cesser toute activité sportive était liée à une campagne de presse négative, notamment une enquête diffusée le 23 février sur France 2 dans le magazine « Envoyé spécial ». La décision sur la poursuite de l'activité de l'équipe cycliste professionnelle sera prise à la fin du mois de mars par le conseil de surveillance, a annoncé Jean Godzich, le fondateur et dirigeant principal de la société.

Une enquête du Monde, parue le 3 novembre 1994, avait disséqué les méthodes du Groupement, devenu le numéro un français de la vente directe à domicile. Jean Godzich avait importé son système, la vente multi-niveaux, des Etats-Unis. Chaque distributeur recrute au sein de son entourage de nouveaux collaborateurs : plus ceux-ci parviennent à faire acheter de produits, plus le pourcentage perçu par le distributeur qui est au sommet de la pyramide est élevé. A la longue s'est ainsi développée une arborescence de 50 000 distributeurs. Dans ce système où tous les frais sont à la charge du vendeur, seuls comptent le dynamisme et l'esprit de compétition. Pour mieux insuffler cet esprit, Le Groupement propose des stages payants de motivation. Des séminaires de formation basés sur l'apologie de la réussite financière mais également sur une mystique très poussée qui a incité les détracteurs à comparer l'entreprise à une secte.

Même si l'appareillage de la vente pyramidale, interdite en France, n'a pas encore été juridiquement démontré, le système de vente multi-niveaux fonctionne donc sur un rapport de confiance. Dès lors, la mauvaise publicité dont Le Groupement est l'objet depuis que la création de l'équipe cycliste a mis l'entreprise sous les feux de l'actualité n'a pu que lui être nuisible. Selon ses dirigeants, le chiffre d'affaires, qui avoisinait les 550 millions de francs, aurait baissé ces derniers mois et entraînerait dans les prochaines semaines une vague de licenciements au sein de l'entreprise de Fleury-sur-Andelle (Eure). Bien qu'il se soit toujours défendu de vouloir utiliser le cyclisme comme le fit un temps Bernard Tapie, Jean Godzich espérait sans doute, en investissant 30 millions de francs par an dans cette activité, obtenir une certaine notoriété, voire la respectabilité. L'effet pour le moment est plutôt inverse.

Le maire de Sète, ou le dépit français

de notre correspondant

Entre la ville de Sète et Marc Pajot, la rupture est désormais consommée. Dans une lettre adressée au patron du Défi français, Yves Marchand, le maire (CDS) de la ville, critique, avec des mots très durs, celui dont il a été le plus fervent supporter depuis dix ans en Languedoc-Roussillon.
Regrettant que Marc Pajot se soit « toujours abstenu de mentionner (son) port d'attache dans les interviews », comme s'il en avait « honte », il déplore qu'il se soit plus intéressé aux « retombées financières de la compétition qu'à l'événement sportif proprement dit ». Et il conclut : « Tu es sans doute un grand gagnant d'argent, mais beaucoup moins que ce que tu aurais gagné en investissant davantage, et tu es du même coup perdu beaucoup en considération. »

UNE IMAGE POUR LA VILLE
De San Diego, Marc Pajot s'est déclaré « très triste » de tels propos, regrettant que « certains utilisent le navire alors que la compétition n'est pas encore finie ». Tout avait pourtant commencé dans la plus parfaite harmonie entre les deux hommes. Ils partageaient le même goût du pari. La même envie de construire, l'un pour la ville, l'autre pour sa ville. La même foi dans une compétition qui, il y a dix ans, était encore inconnue du grand public. En 1985, soutenu par d'autres collectivités locales et la chambre de commerce, Sète investit 10 millions de francs pour construire sa base de voile. Parallèlement se crée le Yacht Club, qui démarre avec une vingtaine de licenciés, pour en compter aujourd'hui près de deux cents, avec une subvention municipale annuelle de 1 million de francs.

Pen à peu, Sète s'impose comme un plan d'eau d'excellente qualité. Profitant de la « dynamique Pa-

jot », qui vient s'entraîner par intermittence, la ville parvient à conquérir le milieu de la voile. Elle se place dans le sillage de Hyères, réussissant à organiser des épreuves de match racing de niveau mondial. Un succès qui fait oublier au Yacht Club les 75 000 dollars (375 000 francs) qu'il a dû verser pour inscrire le Défi français à San Diego.

Mais la cohabitation entre Pajot et le Yacht Club s'avère difficile. Les Sétois lui reprochent aujourd'hui ouvertement d'avoir pris « la grosse tête », et de n'avoir jamais fait preuve de la moindre reconnaissance à l'égard de ceux qui l'ont accueilli. Jusqu'à son départ pour San Diego, personne ne révélait l'état de la dégradation de ces relations. On ne voulait pas rompre l'harmonie apparente d'une équipe qui portait les couleurs locales. Les difficultés du Défi français viennent de faire exploser ce semblant d'unité. Françoise Pascal, la présidente du Yacht Club, fustige aujourd'hui le comportement « faignant » de « la troupe dirigeante » qu'elle a soutenue pendant plusieurs années.

Sète ne regrette pas pour autant son investissement. Rien qu'avec la PME créée par Marc Pajot, on chiffre à 5 millions de francs la somme qui a été injectée dans le commerce local pendant la préparation du défi, sans compter les salaires versés aux personnels. La base est désormais un acquis. La ville s'est construite une image. Et la voile restera privilégiée. Le Yacht Club annonce déjà son intention de lancer le prochain Défi pour la Coupe de l'America, sans Marc Pajot, avec une équipe qui pourrait être composée de Bertrand Pacé et de Thierry Pélomout, deux actuels barreaux des équipages du Défi. Mais cette fois-ci, tient-on à préciser, « avec des partenaires plus ouverts, et à moindre frais ! ».

Jacques Morin

Gilles Cozanet, adjoint au directeur des sports de France 2 « Nous continuons de couvrir la Coupe de l'America »

« L'image de France Télévision pourrait-elle pâtir du naufrage » des bateaux du Défi français, France-2 et France-3, lors des éliminatoires de la Coupe Louis-Vuitton ?

On ne peut pas poser le problème de cette manière-là. L'image de France Télévision est dynamique, placée sur une courbe positive. Je crois que l'image de France Télévision ne rencontre pas l'image négative des bateaux. A l'inverse, d'ailleurs, si France Télévision avait été en pleine décrépidité, alors que le Défi français aurait bien marché, cela n'aurait pas influé non plus.

Désormais, n'êtes-vous pas tenté de renégocier le tarif des droits de retransmission ?
- Jouons cartes sur table. Cela nous coûte le prix normal facturé aux chaînes de télévision. Le Syndicat des challengers a mis au point un système de production d'images. Notre quote-part, que nous avons payée seul, est éva-

luée, tout compris, entre 6 et 8 millions de francs. France Télévision ne peut pas renégocier. Mais vous n'allez pas rentrer dans vos frais.

J'ai trop connu dans l'histoire de la voile des aventures, aussi bien montées-soient-elles, qui se terminaient par des échecs. La Coupe de l'America est la plus vieille compétition de l'histoire du sport. Il est logique que France Télévision soit associée à cet événement.

Même sans la présence du Défi français ?
- Il est certain que la compétition aura un moindre impact sans Marc Pajot. Mais nous n'avons jamais pensé arrêter de couvrir la Coupe de l'America si le bateau français n'était plus là. Nous continuons de couvrir la Coupe de l'America.

Désormais, le temps d'antenne consacré à cette compétition sera-t-il aussi important que prévu ?
- La couverture en direct sera similaire. Mais il y aura moins de reportages sur les à-côtés de la Coupe.

Propos recueillis par Guy Duthell

B. H.

Le patinage confronté aux risques d'un sport « subjectif »

SURYA BONALY a prévenu. Aux championnats du monde, qui ont lieu à Birmingham jusqu'au 11 mars, les choses seront moins faciles qu'aux championnats d'Europe de Dortmund où elle conquiert une couronne pour la cinquième fois, le 4 février (Le Monde du 7 février). « Il y aura aussi des juges américains et canadiens, a-t-elle déclaré. Et eux ne m'aiment pas. » Il faudra donc accepter que le patinage artistique est un sport subjectif, craint de traditionnelles larmes d'injustice ou redouter de nouvelles polémiques.

Aux championnats d'Europe, une affaire franco-italienne avait fait grand bruit. La délégation française laisse entendre que le titre, en danse, avait échappé à Sophie Moniotte et Pascal Lavanchy pour une faute d'accord. Anne Hardy, juge française d'épreuves artistiques, aurait dû favoriser l'Italienne Tony Bombardieri dans l'épreuve féminine. En échange, le couple Moniotte-Lavanchy aurait dû être soutenu par sa collègue transalpine. Or cette dernière fut parmi celles qui classèrent les Finlandais Susanna Rahkamo et Petri Kolko et leur fit perdre leur espoir de médaille d'or. La « coupable » aurait été démise de ses fonctions pendant quatre années pour non respect d'un accord pré-

table. « Ridicule, rétorque Anne Hardy. Je n'ai jamais entendu parler de tels accords. Ridicule, puisque Tony Bombardieri a fini dix-huitième, loin des meilleures quand Sophie Moniotte et Pascal Lavanchy couraient pour le titre européen. »

UNE PRÉSENCE RASSURANTE
Plus qu'une polémique, une faiblesse humaine. Pour Anne Hardy, « il arrive aux juges de faire des erreurs parce qu'ils ont inconsciemment peur de ne pas avoir le bon podium. Ils accordent donc beaucoup d'importance à la hiérarchie en place. » L'influence des juges existe, en dehors de la compétition elle-même : « Il faut savoir parler et écouter, note Didier Gaillaguet, directeur des équipes de France. Quand les juges nord-américains ont révélé qu'ils trouvaient Surya Bonaly trop technique et pas assez artiste, celle-ci a aussi progressé pour les séduire. Notre travail a été de leur expliquer que Surya les avait entendus et travaillait en conséquence. »

A l'orée de chaque grande compétition internationale, la Fédération internationale de patinage artistique (ISU) recense chaque nation adhérente, laquelle peut proposer trois juges - deux en patinage, un en danse. Le tirage au sort désigne neuf juges et un suppléant par épreuve. « Cette an-

née, à Dortmund, nous avons eu de la chance, indique Anne Hardy. Il y avait trois représentants français, c'est-à-dire partout sauf dans l'épreuve messieurs. C'est toujours une présence rassurante. »
« Un juge n'est pas là pour pénaliser, explique Anne Hardy. Il est là pour donner toute sa dimension au patinage, pour le faire progresser. » Il n'est pas rare, en effet, de croiser ces bénévoles lors d'un entraînement : « Dans un rendez-vous international, nous devons nous rendre compte de la progression des patineurs et du niveau général. Ainsi les quadruples sauts tentés ou de nouveaux gestes, explique la juge française. Il nous arrive de prévenir un juge, et par lui sa délégation, si nous voyons un patineur qui tente une figure non conforme au règlement. Nous sommes là, aussi, pour conseiller, demander et obtenir des amendements aux règlements. » Ainsi la pirouette Candelloro, touchée sur les tibias, finalement acceptée par l'ISU, en décembre 1994.

Restent les différences de culture. Les Nord-américains préfèrent un patinage rapide et spectaculaire et le font savoir à travers de leurs notations. Les Russes apprécieront une glisse plus émue. Et mettront toute une forme de persuasion dans leur jugement.

Bénédicte Mathieu

RÉSULTATS

CYCLISME
PARIS - NICE
Deuxième étape
Saint-Amand-Montrond - Rouanne
1. L. Labat (Fra/ONCE), les 186 km en 4 h 35 min 42 s ; 2. A. Tourn (Fra) à 1 min 20 s ; 3. S. Heulot (Fra) ; 4. J. Loubet (Fra) ; 5. S. Simon (Fra), même temps.
Classement général : 1. L. Labat (Fra/ONCE), 8 h 54 min 17 s ; 2. A. Tourn (Fra) à 1 min 20 s ; 3. S. Heulot (Fra) à 1 min 37 s ; 4. J. Loubet (Fra) à 1 min 41 s ; 5. S. Simon (Fra) à 1 min 41 s.

FOOTBALL
CHAMPIONNAT DU MAROC
19^e journée
MCO Oujda - Widad Casablanca 0-1
Credis Aggric - CODM Meknes 0-0
FAR Rabat - KAC Kenitra 1-0
CL Casablanca - Chabab Mohammadia 1-0
RSS Sétat - Kawkab Marrakech 1-0
Raja Casablanca - Fath Rabat 2-0
Djadda - Forces armées 2-0
Moghrib Fes - Ittihad Tanger 1-1
Classement : 1. Widad Casablanca, 44 pts ; 2. Olympique Casablanca, 42 ; 3. CODM Meknes, 42 ; 4. FAR Rabat, 41 ; 5. Credis Aggric, 40 ; 6. Kawkab Marrakech, 39 ; 7. Raja Casablanca, 38 ; 8. MCO Oujda, 30 ; 9. Djadda, 28 ; 10. Forces armées, 28 ; 11. Chabab Mohammadia, 28 ; 12. KAC Kenitra, 27 ; 13. RSS Sétat, 27 ; 14. Ittihad Tanger, 24 ; 15. Fath Rabat, 21 ; 16. Moghrib Fes, 21.

VOILE
COUPE DE L'AMERICA
Quatrième Round Robin
Coupe Louis-Vuitton : Team-New-Zealand bat Rioja-de-Espana de 1 m 18 s ; Tag-Heuer-Challenge (NZ) bat Sydney-95 de 5 min 50 s ; France-3 bat One-Australia par forfait.
Classement : 1. Team-New-Zealand, 60 pts ; 2. Tag-Heuer-Challenge, 44 ; 3. One-Australia, 43 ; 4. Nippon, 23 ; 5. France-3, 20 ; 6. Rioja-de-Espana, 14 ; 7. Sydney-95, 13.
Coupe Citizen : Young-America bat America de 4 m 33 s.
Classement : 1. Young-America, 39 pts ; 2. Stars-and-Stripes, 32 ; 3. America, 21.

Retrouvez tous les jours les pages « Entreprises » du nouveau Monde

Pour ne manquer aucun rendez-vous :

ABONNEZ-VOUS !

Par courrier : votre bulletin d'abonnement est dans la page « Agenda » de ce numéro.

Par téléphone : au (1) 49.60.32.90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

Par MINITEL : sur 3615 LEMONDE

TABLE

La géline noire du pays de Racan

Voici l'histoire d'une petite poule succulente, rare et assez onéreuse

POUR DÉCRIRE un paysage, en dire les traits, le relief, les rivières, recenser les usages de ses habitants, nommer les qualités de sa table, l'on doit toujours convoier le poète. Honorat de Bueil, seigneur de Racan (1589-1670), qui célébra de façon élogieuse la nature, disciple de Malherbe, est une figure de cette terre de Gâtine, aux confins de trois vallées, entre le Loir et la Loire, en pays tourangeau, au nord du département d'Indre-et-Loire.

L'on a d'abord donné son nom à un collège rural, puis une association touristique a suivi et des entreprises agricoles ont associé leurs efforts au programme de développement économique. La géographie a hérité d'un nom que seule l'histoire littéraire avait retenu pour donner une nouvelle identité territoriale au « pays », autour de Saint-Paterne, Bueil-en-Touraine, Neuville-Rol, Sonzay...

C'est le pays de Racan, un « paysage de reconquête », qui valut à ses animateurs une distinction du ministère de l'environnement, en 1991. Le gourmet aussi sait porter attention au paysage. Brillat-Savarin, devant un champ de sarrazin, ne se lassait pas d'admirer cette herbe bienfaisante qui embaume l'air lorsqu'elle est fleurie. Son parfum le jetait dans une sorte d'extase : « Je crois humer la vapeur de la poularde même, dont elle sera un jour la nourriture », écrit l'auteur de *La Physiologie du goût*.

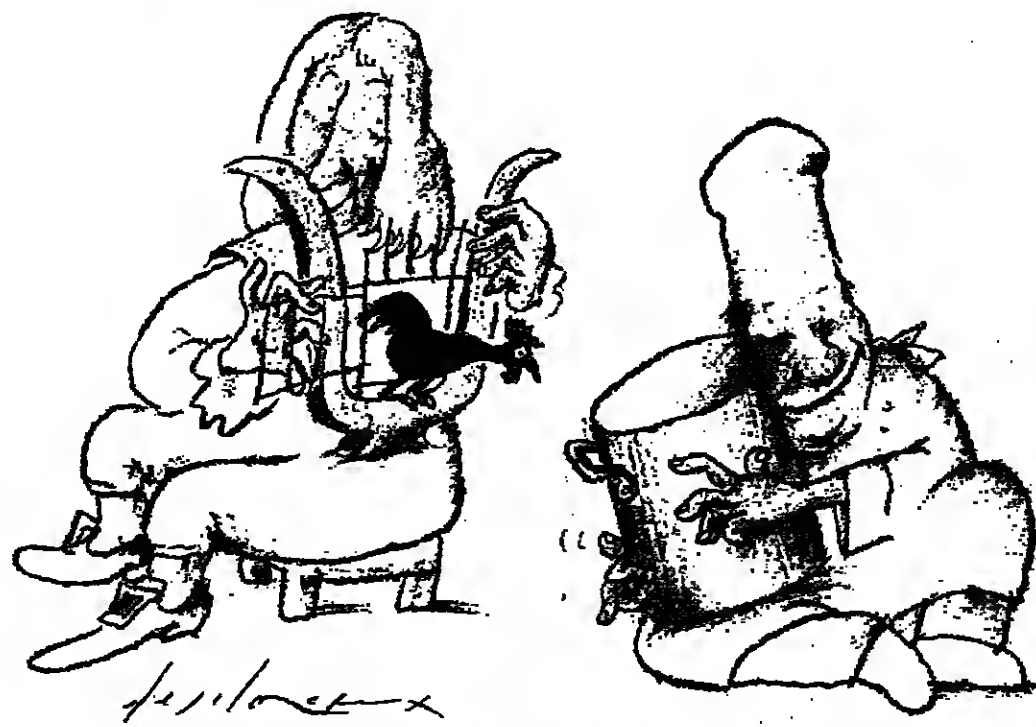
Les paysages doucement vallonnés du pays de Racan, une nature intacte ont protégé une vieille race, dite « petite poule noire de Touraine ». C'est la géline noire, vieux

nom de la poule « qui ne se dit plus qu'en quelques provinces », note déjà Furetière. On ne saurait la confondre avec la géline de Touraine, encore moins avec la gélinotte. La première est la petite reine noire des fermes ligériennes, au sud du département. L'autre, la gélinotte, ou poule des bois, gallinacée elle aussi, est parente des lagopèdes et des téttras, cousine de la grouse d'Ecosse.

Il faut près de cinq fois plus d'aliments que pour un poulet élevé industriellement

La géline de Touraine, produit de sélection et d'élevage, a été obtenue en partant de la petite poule noire. Elle a acquis une chair ferme appréciée grâce à l'apport de la langshan. La Croix langshan - son nom de guerre - vient de Chine; elle est exposée au Crystal Palace en 1872, à Londres, par le commandant Croix. La géline de Touraine, homologuée dès 1913, est aujourd'hui une race établie, qui supporte l'humidité et la fraîcheur du plein air.

La gélinotte, « fort délicate à manger » (Furetière) a la grosseur d'une bartavelle, et des plumes grisees. Elle vivait en ce temps-là, selon Lucien Tondret, dans les sapinières du Bugey; nourrie en été d'insectes et de baies, il ne lui reste



en hiver que les pignons de pin comme seule pitance. D'où l'amertume délicate des chairs.

L'on nous rétorquera qu'il n'y a aucun point commun entre la géline de Touraine et la gélinotte. Voire. N'aurait-elles pas, l'une et l'autre, un ancêtre commun en forêt de Brocéliande, là où pépient gallinacées, colombidés, échassiers et palmipèdes de légende? Mais qu'est devenue la petite poule noire de Touraine qu'on pays de Racan l'on appelle la géline noire? François Huet, aviculteur à Saint-Paterne-Racan, a trouvé dans une ferme, voilà moins de dix ans, quelques authentiques reproducteurs de couleur noire à reflets irisés, crête et oreillons rouges, pattes gris couleur de plomb.

C'est la coquette de la basse-cour : « Sous le bonnet phrygien, l'œil vif, le jabot avantageux », dit Jules Renard. Son poids varie de 1,2 kg - plume, effilée - pour les poules, à 1,6 kg pour les coqs. Cette volaille est élevée de façon tradi-

tionnelle en parcs extérieurs. Il faut près de cinq fois plus d'aliments pour produire un kilo de viande qu'un poulet élevé industriellement. C'est la raison d'une très faible vitesse de croissance, mais qui confère à la viande sa finesse extrême et son goût prononcé.

Comme avec toutes les races anciennes, en effet, il faut attendre six mois et la maturité sexuelle, sous peine de ne pas trouver de filets.

Les cuisses, surtout chez les coqs, restent un peu fermes; c'est une race qui a besoin de liberté, marche beaucoup et vole très bien. Sa saveur - exceptionnelle - est proche de celle du gibier, que rappelle aussi la densité et la texture des chairs. D'ailleurs, le mariage avec la truffe ne trompe pas! Selon certains spécialistes de l'Institut national de recherche agronomique, à l'âge où ces volailles sont abattues, les hormones sexuelles mâles et femelles circulent dans tout le corps et donnent un goût

presque sauvage à la viande. A l'évidence, c'est une volaille qui ne conviendra pas aux amateurs de poulets industriels abattus à treize ou quarante jours. Hélas! Cette géline noire du pays de Racan est une poularde de luxe.

Sa saveur - exceptionnelle - est proche de celle du gibier

Par sa rareté surtout, car son prix reste raisonnable : la production de François Huet - chez lui, c'est d'abord une passion - n'excède pas 1 200 sujets par an. Les poules ont été commercialisées auprès de quelques restaurateurs, grâce au prosélytisme de Jean Bardet (Tours), chez Joël Robuchon et Tallevant à Paris, Michel Guérard à

Eugénie-les-Bains, l'Atlantide à Nantes, La Pyramide à Vienne. Les particuliers trouveront les coqs surtout, chez de rares volaillers, à la boucherie Lamartine (172, avenue Victor-Hugo 75116-Paris) et à la boucherie Bacon (41, avenue de Saxe 75007-Paris. Tél. : 47-34-88-20), où le patron conseille une cuisson lente, en cocotte et deux services : les blancs d'abord; les cuisses ensuite.

On a oublié que la volaille, autrefois, était saisonnière. Les poussins, nés à la mi-février, sont dans le pré; on ne les verra guère avant le mois de septembre à l'étal du volailler. Chez Jean Bardet (57, rue Groison 37000-Tours. Tél. : 47-41-41-11) en revanche, les fidèles auront sans doute le privilège d'une couvée venue à maturité avec les primeurs. Les filets, alors, seront présentés « en nage de légumes à la vapeur d'hysope », cueillie dans le jardin. Ainsi préparée, c'est un mets d'une réelle succulence. Au château de Noizay, on apprête la géline noire « en viennoise de noisettes au jus blond de pommes » : les blancs pochés sont traités avec une chapelure de noisettes; les cuisses hachées, mêlées de pommes détaillées en dés, sont cuites dans une crépinette; le jus de pommes est monté au beurre.

Alors peut s'engager le dialogue du chef et de la belle gourmande, en l'occurrence « une belle gourmande sous les armes », selon Brillat-Savarin. « Un cuisinier a le droit de souligner, de relever la saveur naturelle d'un ingrédient. Il n'a pas le droit de le détruire. » Et puis : « La bonne cuisine a besoin de temps. La cuisine n'est pas une compétition », dit Joël Robuchon. Le meilleur est toujours le plus simple.

Jean-Claude Ribaut

* SCEA Elevage de Berry (François Huet) 37370 Saint-Paterne-Racan. Tél. : 47-29-30-00 (gelines noires, pigeonneaux).

* Association des trois vallées du pays de Racan, B.P. 19 37370 Neuville-Rol. Tél. : 47-24-84-12.

Gastronomie

DE LA MARE BLANCHE
37, boulevard Jean-Jaurès
SAINT-OUEN
Tél. : 40-11-01-23

PARIS 5:

L'INDE SUCULENTE
au
MAHARAJAH
72, bd St-Germain 5^e
Menus 127 F - 169 F
43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 6:

ALSACE A PARIS T.L.J.
9, pl. St-André-des-Arts, 6^e - SALONS
CHOUKROUTES, GRILLADES
FLAMMEKUECHE, POISSONS
HUITRES ET COQUILLAGES

PARIS 9:

TY COZ 48.78.42.95/34.61
35, rue St Georges, 9^e
POISSONS - CRUSTACES
FRUITS de MER
Menu de la Mer, le soir, 170 F
Fidm. - Lundi soir.
Ouv. Lundi midi - Climatisé

LE PAPRIKA

MENU 200 F (boisson comprise)
Cuisine hongroise
Musiciens tziganes de Budapest
28, avenue Trudaine
Tél. 44.83.02.51 - Fax 44.83.08.62

PARIS 10:

LA PAELLA
Le plus ancien restaurant
espagnol de Paris
50, rue des Vinaigriers
Tél. : 46-07-28-89

RENSEIGNEMENTS PUBLICITE

"GASTRONOMIE"
Tél. : 44.43.77.36 - Fax : 44.43.77.30

PARIS 12:

RESTAURANT RANY
spécialités indiennes et polynésiennes
Menu midi 65 F, soir 99 F; et à la carte
ouv. 7/7. - 12h - 14h30 et 19h - 23h30
6, rue d'Austerlitz - 75012 PARIS
Réservation : 43 40 40 13

PARIS 14:

LE MONAGE GUILLAUME
Cheminée, Huitres,
Spécialité de Poissons et Bouillabaisse
Menu carte : 180 F / 240 F - F.D.
Chambres confort **
88, rue Tombe-léon, 14^e. Tél. 43.22.96.15

PARIS 15:

EVEREST
Hauts gautchoniens
Indiens
Menu midi 40 F - Soir 80 F / 120 F
58, bd Montparnasse - PARIS 15^e
45.44.26.77 - 7/7 - Paris, assuré le soir

NEUILLY

FOC LY
RESTAURANT
CHINOIS ET THAILANDAIS
Salons particuliers
Neuilly
79, av. Charles de Gaulle, 48.24.43.38
et 71, av. de Suffren (76), 47.83.27.12

PROVINCE

CHAMPAGNE DU REDEMPTEUR
DUBOIS P&F
Dépister un champagne de producteur et de
grande qualité élevé en bouteille de chénel.
51480 VENETUIL
Tél. : 26.58.48.37 - Fax : 26.58.63.46

VINS

Bordeaux et les Bacchus américains

BORDEAUX

Le Médoc et les Graves sont en émoi. Il faut venir dans ces châteaux où l'on cultive avec une perverse gourmandise le fair-play et le savoir-faire britanniques pour comprendre. Personne n'a pu, ici, faire l'économie d'une mauvaise humeur doublée d'un méchant haut-le-cœur. C'est qu'on a osé, il y a peu, sur les rives californiennes du Pacifique, attaquer le célèbre classement de 1855, cette clé de voûte de la puissance bordelaise. A quel titre? De quel droit?

L'affaire n'en finit plus de faire des vagues dans les gazettes céologiques. Sud-Ouest s'est fait l'écho des confères et prit vite parti pour la France. D'autres encore, jusqu'à Bernard Franck qui usa de sa chronique du *Nouvel Observateur* pour défendre, avec brio, cette hiérarchie tricolore établie il y a cent quarante ans par le marché bordelais. L'objet du crime? Une opération internationale à grand spectacle et grands frais (5 000 dollars l'entrée) visant notamment à remplir les caisses de l'Orchestre symphonique de San Francisco. Gordon Getty, milliardaire américain du pétrole, pouvait-il impunément réunir à l'aube de 1995 un collège international de dégustateurs, au sein duquel Michel Bettane, l'un des meilleurs critiques français, devenu pour l'occasion traître à la patrie médocaine? Peut-on raisonnablement laisser des apatrides s'attaquer à cet arc de triomphe gustatif et financier?

Une méthodologie hautement contestable, une assiette beaucoup trop réduite (seuls les millésimes 1990 et 1986 étaient pris en compte) et l'absence de quelques papes américains de la dégustation ont, d'emblée, ruiné l'essentiel de cette entreprise provocatrice. On ne saurait pour autant passer sous silence les principaux résultats, reflets lointains mais assez fidèles de la hiérarchie médocaine de cette fin de siècle. En Californie, les pichon-longueville-baron et l'étoile-las-cases, haut-brico, pichon-lalande, margaux et cos-d'estournel sont arrivés devant la tour, lynch-bages, l'étoileville-barton et mouton-rothschild. Le délicieux montrose de la famille Charmoude, de Saint-Estèphe, devance d'une tête le puissant laite-rothschild. Dans ce beau peloton, ducru-beaucallou est sans doute injustement traité. Et l'on aimerait voir las-combes, beycheville et la lagune remonter bien vite au créneau des prochains hit-parades.

Au-delà des apparences, des fâcheries de cir-

constance, la propagation américaine n'est pas dénuée de sens. S'il est évidemment présomptueux de s'attaquer de front au classement de 1855, pourquoi ne pas tenter, par la bande, de le commenter? Qui oserait s'en plaindre? On prendrait alors que le groupe des premiers devrait en toute justice s'ouvrir rapidement à quelques rares cousins gérmaines parmi lesquels cos-d'estournel et la galaxie des pichon, que le ménage s'impose sans aucun doute en aval et que l'appellation Margaux - à l'exception du château du même nom - devrait se surveiller.

On découvrirait aussi que certains bourgeoises (haut-marbuzet, sociando-mallet ou ches-spleen) ont suffisamment de galons sensoriels et de surface financière pour, au siècle prochain, demander bien poliment à entrer dans l'antique classement.

Jean-Yves Nau

* A lire, une somme sans égal : *Le Monde du vin, art ou bluff?*, de Guy Renvoisé, préface de Claude Chabrol. 363 p., 180 F. Editions du Rouergue, 5, rue Cusset 12 000 Rodez. Tél. : (16) 65-73-60-07.

TOQUES EN POINTE

■ GRANDORGE. Rien ne paraît plus éloigné des saveurs du Sud-Ouest que la cuisine à la bière. Bernard Broux, originaire des Flandres, a appris la technique au Trou Gascon. La soupe crémeuse à la bière paraît bésiter entre la douceur et l'amertume; mais ce n'est qu'entrée en matière. Le gâteau de crêpes et d'anguilles fumées, aimable diversion, allie des saveurs comme on les aime de Dunkerque à Ostende. Le gigotin de lapin en cocotte aux pruneaux et la carbonade de jous de bœuf au genièvre utilisent tous deux la bière comme un jus plus ou moins caramélisé. Point d'excessives nuances dans ces saveurs, il faut donc jouer avec la garniture : pommes « grand-maman », avec le premier plat; chou rouge à la flamande, avec le second. Beau plateau de fromages des Flandres et délicieux pain perdu à la cassonade et sorbet cannelle. Les amateurs seront à la fête avec une quinzaine de bières artisanales des Flandres. Les autres avec un Châteauneuf carbonneux blanc, pour étonner les saveurs. Agréable décor de salle; service très diligent. Menu des Flandres à 230 F. A la carte, comptez 250 F.

* Paris. 15, rue de l'Arc-de-Triomphe (75017). Tél. : 47-54-00-28.

Michelin 1995 : la consécration de Marc Veyrat

Il y a des cuisines dont on peut dire : « Il y fait clair », et d'autres seulement : « Il y fait chaud ». Celle de Marc Veyrat, auquel le Guide Michelin vient d'attribuer une troisième étoile - unique cette année encore -, est absolument lumineuse. Soudeuse de la qualité des produits et de l'expérience aromatique exacte des herbes et des plantes de montagne, elle résulte surtout d'un travail personnel, quasi invisible, mais important. Depuis une dizaine d'années, Marc Veyrat est en progrès constants. Pour être un grand cuisinier, il faut une facilité naturelle et une difficulté acquise. Il maîtrise l'une et l'autre. L'étonnant, pour ce montagnard, serait de s'arrêter en chemin. Il faut en douter. Il nous fera découvrir d'autres routes pour accéder au sommet.

* Marc Veyrat, 13, vieille route des Pensées, 74290 Veyrier-du-Lac. Tél. : 50-60-24-00.

brillant, ce vin jouit d'un arôme d'une intensité discrète. Chambres élégantes. Menu à 130 F. A la carte, environ 200 F.

* Antibes. 15, avenue du Mas-Ensoleillé (06600). Tél. : 93-33-33-78.

■ L'AUBERGE PROVENÇALE. La bonne table d'Andy Martin, avec son feu vif à griller, sa loge salle paysanne, son vrai jardin, est une maison de verre. Du verre de l'antiquité à feu ouvert, la côte de bœuf, le carré d'agneau. Parfumé, il fond dans la bouche. Rôtisseur, le patron y veille. A lui, l'œil attentif sur la daurade grillée, la brochette de boudoir marinée aux grains d'anis. Le sommelier a déjà apporté le Clos Bernard Saint-Germain, 1988, rouge, tête de cuvée cépages caber-

net, grenache, syrah. Ces vins de la plaine du Luc ont une teinte rubis. Peu taniques, ils déploient un bouquet harmonieux, tant est grand leur charme inattendu. Menu à 145 F. A la carte, comptez 300 F environ.

* Antibes. 61, place Nationale (06600). Tél. : 93-34-13-24. Fermé le mardi et le lundi midi.

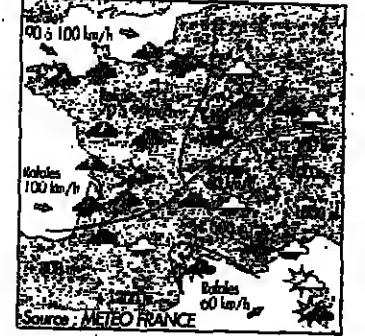
■ LA TABLE DU MARCHÉ. Le Regine's Montaigne n'a pas passé l'hiver. Mais la cuisine provençale reste à l'honneur. Les happy few qui ont boudé Régine viendront-ils apprécier, ici, la cuisine de Christophe Leroy, qui tient la même enseigne à Saint-Tropez? La tartine de truffes et salade de mâche (98 F) est aussi heureuse à l'œil qu'à la palette. Mais la superbe palette des légumes et poivrons grillés (67 F), en revanche, ne tient pas toutes ses promesses : « l'anchotide » est trop « parisienne » ! Les filets de rougets poêlés, vinaigrette en tapenade (118 F), parfaitement cuits, comme le saint-pierre rôti à la broche et confiture de tomate (158 F), délicieux, sont appréciés, il est vrai par Virginie, qui fit longtemps notre bonheur à la Cagouille. Avec un aimable Châteauneuf minuty rouge (109 F), l'addition s'élève à 640 F pour deux. Le triangle d'or reste prisonnier de son image.

* Paris. 14, rue de Marignan (75008). Tél. : 40-76-34-44. Fermé le dimanche.

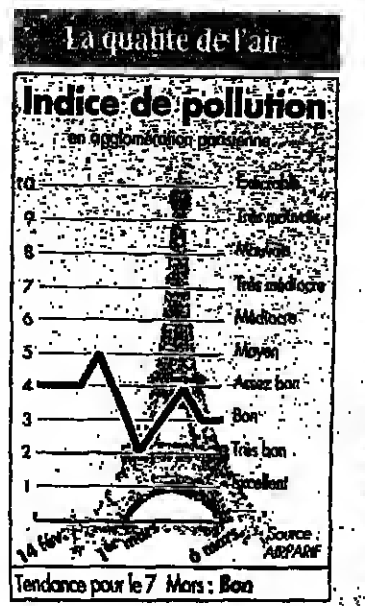
مركز من راصل

Giboulées et coups de tonnerre

UNE NOUVELLE PERTURBATION venant de l'Atlantique nord traversera notre pays mercredi. Elle apportera d'abord un passage pluvieux, avec de la neige en montagne, puis des giboulées et des rafales de vent. Les régions les moins touchées seront le Languedoc, le Roussillon et la Corse. En Bretagne, en Normandie et dans le Nord, les nuages seront abondants et menaçants; ils donneront de fréquentes averses, accompagnées de rafales de vent d'ouest atteignant jusqu'à 90 km/h sur les côtes, 70 km/h dans l'intérieur, avec parfois du grésil et des coups de tonnerre.



Prévisions pour le 8 Mars vers 12h00

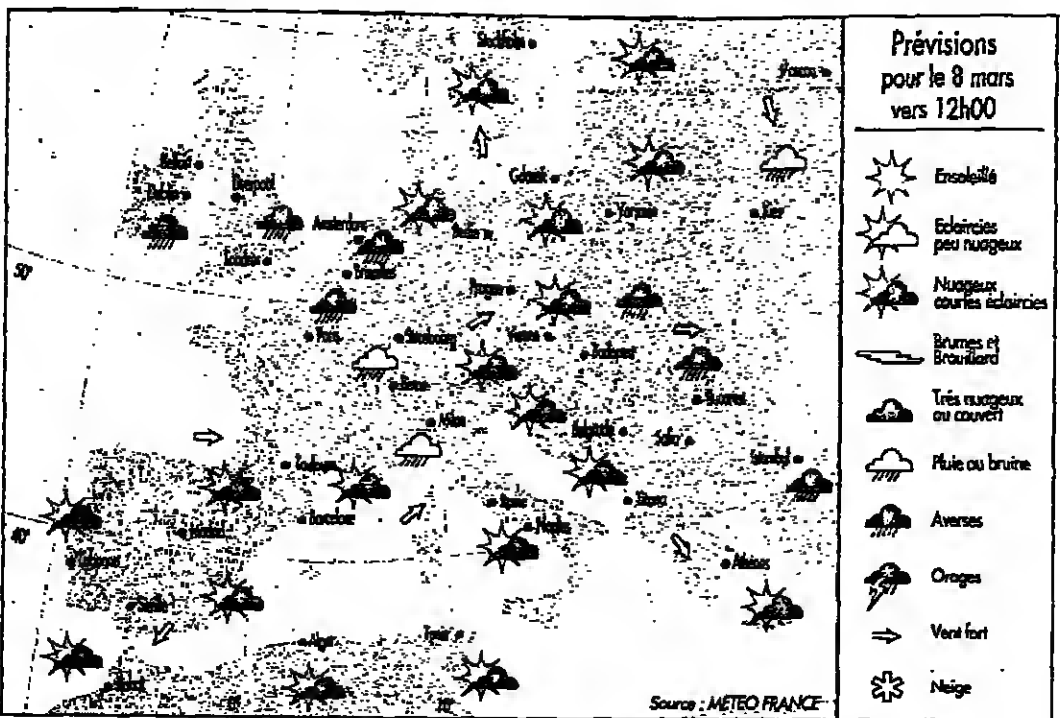


Tendance pour le 7 Mars: Bon

Sur les Pays de la Loire, le Poitou-Charentes, le Centre, l'Île-de-France, la Champagne et les Ardennes, le temps sera très changeant tout au long de la journée: les apparitions du soleil alterneront avec des passages très nuageux, qui donneront de courtes mais fortes averses, accompagnées de rafales de vent atteignant jusqu'à 70 km/h, et parfois aussi de grésil, voire d'un coup de tonnerre. Sur l'Aquitaine, le Limousin, l'Auvergne, la Bourgogne et la Lorraine, on se réveillera sous un ciel gris et pluvieux; sur le relief, il neigera au-dessus de 600 mètres en général; une amélioration se produira en cours de matinée, mais elle sera très relative: des giboulées accompagnées de rafales de vent allant jusqu'à 60 km/h et parfois des coups de tonnerre, interrompront fréquemment les éclaircies.

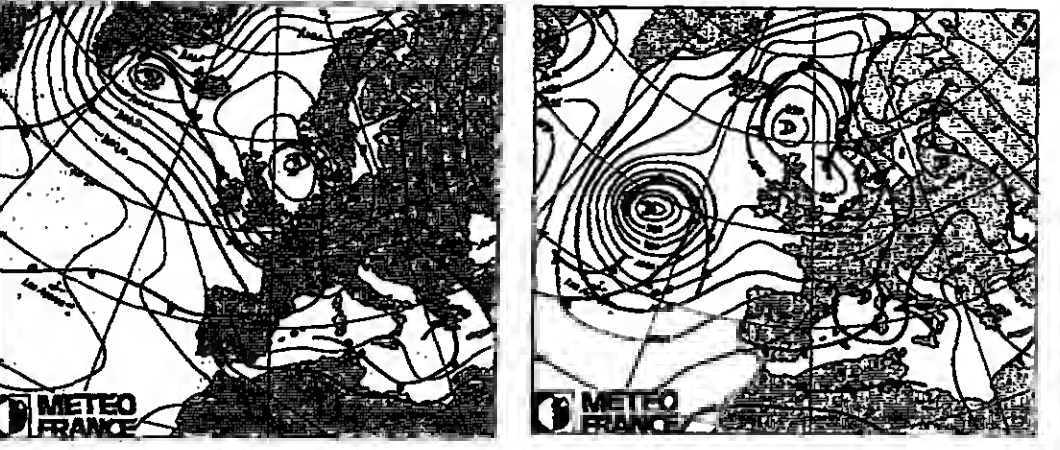
Sur le Midi-Pyrénées, le sud du Massif central, l'ensemble de la région Rhône-Alpes, la Franche-Comté et l'Alsace, ce sera une journée de mauvais temps, avec de la pluie régulière durant la matinée et le début de l'après-midi, puis de courtes averses, tombant parfois sous forme de grésil, entrecoupées de brèves éclaircies. En montagne, il neigera au-dessus de 600 à 800 mètres en général. Sur le Languedoc et le Roussillon, le ciel se voilera durant la matinée, pour donner quelques gouttes en début d'après-midi; une petite tramontane se lèvera en fin de journée et chassera les nuages. Sur la Provence et la Côte d'Azur, après d'assez belles éclaircies matinales, le ciel se couvrira rapidement par l'ouest pour donner de la pluie l'après-midi; sur le relief, il neigera au-dessus de 1000 mètres environ. La Corse bénéficiera d'une belle journée, avant l'arrivée des nuages et d'un peu de pluie à la nuit tombante.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 8 mars vers 12h00

TEMPÉRATURES	GRÈNOBLE	TOURS	CARACAS	LIMA	PRAGUE
du 6 mars 1995	7/1	4/0	26/20	25/22	9/-2
maxima/minima	8/-1	4/0	26/20	25/22	9/-2
FRANCE	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
ALGER	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
AMSTERDAM	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
ATHÈNES	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
BANGKOK	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
BARCELONE	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
BELGRADE	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
BERLIN	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
BOMBAY	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
BRASILIA	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
BRUXELLES	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
BUCAREST	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
BUDAPEST	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
CHENNAI	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
CHERBOURG	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
CLEMONTE-F	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
DJON	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
FORT-DE-FR	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2
TOULOUSE	13/4	10/1	26/20	25/22	9/-2



Situation le 7 mars, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 9 mars, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Stupéfaction sur le Rhin

DEUX GÉNÉRAUX soviétiques sont venus récemment, pour la première fois, en pleine bataille du Rhin, assister aux opérations de l'armée américaine. Les deux généraux de l'armée rouge étaient accompagnés d'un état-major en grande tenue, manteau très long, culotte serrée aux genoux, bottes noires et épaulettes d'or.

Après avoir passé une journée avec les troupes canadiennes et déjeuné au quartier général de Montgomery, la mission a été reçue par l'état-major de la 12^e armée américaine, et elle a pu suivre de près des opérations de percée et d'encerclement menées par le 13^e corps, un corps fameux commandé par le général Geelen. Les généraux soviétiques ont donné volontiers leurs impressions. Ils se sont déclarés particulièrement frappés par la mobilité des forces blindées et motorisées américaines et par l'efficacité du génie américain dans ses opérations de rétablissement des communications, ponts, routes et liaisons téléphoniques et télégraphiques. Ils ont également admiré la précision avec laquelle est contrôlé l'énorme trafic routier sur les routes allant au front. Ils ont enfin été très impressionnés par l'extrême simplicité du commandement américain. Avant leur départ, un commandant de division leur a présenté quatre ouvriers russes qui venaient d'être libérés. Ceux-ci, qui avaient été emmenés il y a trois ans pour un véritable travail d'esclaves en Allemagne, étaient restés depuis à peu près sans nouvelle. Alors qu'ils croyaient l'armée rouge très loin en Pologne ou en Russie, ils furent absolument stupéfaits d'apprendre de la bouche de leurs compatriotes que les troupes soviétiques approchaient de Berlin et que la coopération militaire entre les états-majors alliés avait, comme ils pouvaient s'en rendre compte, commencé à fonctionner.

MOTS-CROISÉS

PROBLÈME N° 6513

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT
1. Qui peut se laisser arroser. - II. Leur absence est un bon signe. - III. Piquées et très froissées. - IV. Note.

ABONNEMENTS

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: Le Monde Service Abonnements

1, place Hubert-Beuve-Méry - 75001 Paris Cedex 01 - Tél.: 33 (0) 49 40 32 90.

Je choisis la durée suivante	France	Europe	Autres pays
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

LE MONDE (ISSN 0000-0000) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Beuve-Méry, 75001 Paris Cedex 01, France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 75001 Paris Cedex 01, France. For advertising rates and other information, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICES, Inc., 2300 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach, VA 23462-2000 USA. Tel.: 800-428-3600.

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Pays: _____

Cl-joint mon règlement de: _____ FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bleue n° _____

Signature et date obligatoires _____

Changement d'adresse: _____

• par écrit 10 jours avant votre départ. PP. Paris DTN

• par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements: Portage à domicile • Suspension vacances.

• Tarif autres pays (étrangers) • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (0) 49 40 32 90 de 9h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

LE CARNET DU VOYAGEUR

Jeudi 9 mars

■ INDE. Pour tenter de sauver le Taj Mahal de la pollution qui ternit son marbre blanc, cent mille arbres vont être plantés autour du célèbre mausolée afin de purifier l'atmosphère et les usines des environs devront limiter leurs émissions polluantes. - (AFP, Reuters).

■ CÔTE D'IVOIRE. Le gouvernement a décidé d'imposer une limitation de vitesse aux cars et retour au principe de l'acquisition de radars et d'éthylomètres en vue d'améliorer la sécurité routière. D'autre part, un système de péage va être instauré pour financer l'entretien des routes et développer le réseau. - (AFP).

■ CHINE. 66 362 personnes ont péri en 1994 dans plus de deux cent cinquante mille accidents de la route. Selon les autorités, la hausse - 4,5 % par rapport à 1993 - serait due notamment à des chauffeurs de car qui ne respectent pas le code de la route ainsi qu'à l'incompétence de conducteurs liés à l'accroissement du nombre des véhicules en circulation. - (AP, Reuters).

■ MAURICE. L'industrie touristique a rapporté plus de 6 milliards de roupies (1,8 milliard de francs) en 1994, soit une augmentation de 35 % par rapport à 1993. Le nombre des touristes est passé de 374 600 à 400 500 (+ 7 %). Les Français arrivent en tête: ils ont été 106 268, auxquels il faut ajouter 77 035 Réunionnais, à séjourner dans l'île. - (AFP).

■ JORDANIE. Pour des raisons de sécurité, l'accès au mont Aaron, à Pétra en Jordanie, est interdit aux touristes. Le site sera rouvert aux visiteurs dès que les chemins qui y mènent, détruits par des éboulements consécutifs aux intempéries, seront remis en état. - (AFP).

■ FRANCE. Brittany Ferries, première compagnie maritime française sur la Manche, a transporté 3 millions de passagers en 1994. La compagnie, qui a décidé de conforter sa présence dans les ports français de Caen, Cherbourg, Saint-Malo et Roscoff, va accroître la qualité de ses services et envisage de rallonger les traversées de nuit et de raccourcir les traversées de jour. - (AFP).

Guy Brouty

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE

Documentation 3617 code LMDOC

CD-ROM: (1) 43-37-66-11

Index et microfilms: (1) 40-65-29-33

Abonnements Minitel: 3615 LE MONDE

Cours de la Bourse: 3615 LE MONDE

Films à Paris et en province: 0136-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (219 F/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications IP 37 437.

Imprimerie du Monde: 12, rue M. Gursburg, 91000 Evry-Courcouronnes.

PRINTED IN FRANCE 1992

Président-directeur général: Jean-Marie Colombani

Directeur général: Gérard Mordacq

Administrateur délégué: Dominique Auby

Secrétaire générale: Dominique Auby, Gisèle Peyrou

133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Tél.: (0) 44 43 76 00; fax: (0) 44 43 77 30

PARIS EN VISITE

Jeudi 9 mars

■ MUSEE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée): 11 h 30; Sainte-Marie-Madeleine, d'Erhart, 12 h 30 (Musées nationaux).

■ MUSEE D'ORSAY: la sculpture polychrome au XIX^e siècle, 12 heures; les impressionnistes, 14 h 30 (34 F + prix d'entrée); Exposition Whistler, 19 h 30 (23 F + prix d'entrée) (Musées nationaux).

■ MUSEE D'ART MODERNE: Exposition Detain (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ LES SALONS DE L'HOTEL DE VILLE (50 F + prix d'entrée), 14 h 20, sortie du métro Hôtel-de-Ville côté rue Lobau (Tourisme culturel).

■ LES ARTISANS DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE à travers cours et passages (50 F), 14 h 30, place de la Bastille devant la FNAC (Christine Merle).

■ LE 9^e ARRONDISSEMENT en suivant le mur de Philippe-Auguste (40 F), 14 h 30, 49, rue Monge (Sauvegarde du Paris historique).

■ L'HOTEL DE GALLIFFET (45 F), 14 h 30, 50, rue de Varenne (S. Ron-Jon-Kern).

■ HOTELS ET JARDINS autour de Notre-Dame-de-Lorette (45 F), 14 h 30, sortie du métro Notre-Dame-de-Lorette (Paris pittoresque et insolite).

■ INSTITUT DU MONDE ARABE: Exposition sur la céramique tunisienne (55 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (Europ expo).

■ MUSEE JACQUEMART-ANDRÉ (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 158, boulevard Haussmann (Didier Bouchard).

■ NOTRE-DAME DE PARIS (50 F), 14 h 30, devant le portail central (Elisabeth Romann).

■ PALAIS GALLIERA: Exposition Histoire du Jean (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES du XIX^e siècle (50 F), 14 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

■ L'EGLISE GRECQUE SAINT-STÉPHANE et Saint-Pierre-de-Chailot (40 F), 15 heures, 33, avenue Marceau (Approche de Paris).

■ HOTELS ET EGLISE DE L'ILE SAINT-LOUIS (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ MAISON DE VICTOR HUGO (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 6, place des Vosges (Mathilde Hager).

■ MUSEE DES ARTS D'AFRIQUE ET D'OCEANIE: architecture et sculpture décoratives (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 293, avenue Daumesnil (Monuments historiques).

■ MUSEE CARNAVALET (25 F + prix d'entrée): Paris et les Parisiens à travers les siècles, 15 heures (Musées de la Ville de Paris).

Exposition sur la céramique tunisienne (55 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (Europ expo).

■ MUSEE JACQUEMART-ANDRÉ (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 158, boulevard Haussmann (Didier Bouchard).

■ NOTRE-DAME DE PARIS (50 F), 14 h 30, devant le portail central (Elisabeth Romann).

■ PALAIS GALLIERA: Exposition Histoire du Jean (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES du XIX^e siècle (50 F), 14 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

■ L'EGLISE GRECQUE SAINT-STÉPHANE et Saint-Pierre-de-Chailot (40 F), 15 heures, 33, avenue Marceau (Approche de Paris).

■ HOTELS ET EGLISE DE L'ILE SAINT-LOUIS (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ MAISON DE VICTOR HUGO (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 6, place des Vosges (Mathilde Hager).

■ MUSEE DES ARTS D'AFRIQUE ET D'OCEANIE: architecture et sculpture décoratives (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 293, avenue Daumesnil (Monuments historiques).

■ MUSEE CARNAVALET (25 F + prix d'entrée): Paris et les Parisiens à travers les siècles, 15 heures (Musées de la Ville de Paris).

■ MUSEE JACQUEMART-ANDRÉ (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 158, boulevard Haussmann (Didier Bouchard).

■ NOTRE-DAME DE PARIS (50 F), 14 h 30, devant le portail central (Elisabeth Romann).

■ PALAIS GALLIERA: Exposition Histoire du Jean (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES du XIX^e siècle (50 F), 14 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

■ L'EGLISE GRECQUE SAINT-STÉPHANE et Saint-Pierre-de-Chailot (40 F), 15 heures, 33, avenue Marceau (Approche de Paris).

■ HOTELS ET EGLISE DE L'ILE SAINT-LOUIS (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ MAISON DE VICTOR HUGO (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 6, place des Vosges (Mathilde Hager).

■ MUSEE DES ARTS D'AFRIQUE ET D'OCEANIE: architecture et sculpture décoratives (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 293, avenue Daumesnil (Monuments historiques).

■ MUSEE CARNAVALET (25 F + prix d'entrée): Paris et les Parisiens à travers les siècles, 15 heures (Musées de la Ville de Paris).

■ MUSEE JACQUEMART-ANDRÉ (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 158, boulevard Haussmann (Didier Bouchard).

■ NOTRE-DAME DE PARIS (50 F), 14 h 30, devant le portail central (Elisabeth Romann).

■ PALAIS GALLIERA: Exposition Histoire du Jean (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES du XIX^e siècle (50 F), 14 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

■ L'EGLISE GRECQUE SAINT-STÉPHANE et Saint-Pierre-de-Chailot (40 F), 15 heures, 33, avenue Marceau (Approche de Paris).

■ HOTELS ET EGLISE DE L'ILE SAINT-LOUIS (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ MAISON DE VICTOR HUGO (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 6, place des Vosges (Mathilde Hager).

■ MUSEE DES ARTS D'AFRIQUE ET D'OCEANIE: architecture et sculpture décoratives (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 293, avenue Daumesnil (Monuments historiques).

■ MUSEE CARNAVALET (25 F + prix d'entrée): Paris et les Parisiens à travers les siècles, 15 heures (Musées de la Ville de Paris).

■ MUSEE JACQUEMART-ANDRÉ (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 158, boulevard Haussmann (Didier Bouchard).

■ NOTRE-DAME DE PARIS (50 F), 14 h 30, devant le portail central (Elisabeth Romann).

■ PALAIS GALLIERA: Exposition Histoire du Jean (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES du XIX^e siècle (50 F), 14 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

■ L'EGLISE GRECQUE SAINT-STÉPHANE et Saint-Pierre-de-Chailot (40 F), 15 heures, 33, avenue Marceau (Approche de Paris).

■ HOTELS ET EGLISE DE L'ILE SAINT-LOUIS (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ MAISON DE VICTOR HUGO (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 6, place des Vosges (Mathilde Hager).

■ MUSEE DES ARTS D'AFRIQUE ET D'OCEANIE: architecture et sculpture décoratives (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 293, avenue Daumesnil (Monuments historiques).

■ MUSEE CARNAVALET (25 F + prix d'entrée): Paris et les Parisiens à travers les siècles, 15 heures (Musées de la Ville de Paris).

■ MUSEE JACQUEMART-ANDRÉ (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 158, boulevard Haussmann (Didier Bouchard).

■ NOTRE-DAME DE PARIS (50 F), 14 h 30, devant le portail central (Elisabeth Romann).

■ PALAIS GALLIERA: Exposition Histoire du Jean (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES du XIX^e siècle (50 F), 14 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

■ L'EGLISE GRECQUE SAINT-STÉPHANE et Saint-Pierre-de-Chailot (40 F), 15 heures, 33, avenue Marceau (Approche de Paris).

■ HOTELS ET EGLISE DE L'ILE SAINT-LOUIS (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ MAISON DE VICTOR HUGO (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 6, place des Vosges (Mathilde Hager).

■ MUSEE DES ARTS D'AFRIQUE ET D'OCEANIE: architecture et sculpture décoratives (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 293, avenue Daumesnil (Monuments historiques).

■ MUSEE CARNAVALET (25 F + prix d'entrée): Paris et les Parisiens à travers les siècles, 15 heures (Musées de la Ville de Paris).

■ MUSEE JACQUEMART-ANDRÉ (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 158, boulevard Haussmann (Didier Bouchard).

■ NOTRE-DAME DE PARIS (50 F), 14 h 30, devant le portail central (Elisabeth Romann).

■ PALAIS GALLIERA: Exposition Histoire du Jean (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES du XIX^e siècle (50 F), 14 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

■ L'EGLISE GRECQUE SAINT-STÉPHANE et Saint-Pierre-de-Chailot (40 F), 15 heures, 33, avenue Marceau (Approche de Paris).

■ HOTELS ET EGLISE DE L'ILE SAINT-LOUIS (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ MAISON DE VICTOR HUGO (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 6, place des Vosges (Mathilde Hager).

■ MUSEE DES ARTS D'AFRIQUE ET D'OCEANIE: architecture et sculpture décoratives (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 293, avenue Daumesnil (Monuments historiques).

■ MUSEE CARNAVALET (25 F + prix d'entrée): Paris et les Parisiens à travers les siècles, 15 heures (Musées de la Ville de Paris).

■ MUSEE JACQUEMART-ANDRÉ (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 158, boulevard Haussmann (Didier Bouchard).

■ NOTRE-DAME DE PARIS (50 F), 14 h 30, devant le portail central (Elisabeth Romann).

■ PALAIS GALLIERA: Exposition Histoire du Jean (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES du XIX^e siècle (50 F), 14 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

■ L'EGLISE GRECQUE SAINT-STÉPHANE et Saint-Pierre-de-Chailot (40 F), 15 heures, 33, avenue Marceau (Approche de Paris).

■ HOTELS ET EGLISE DE L'ILE SAINT-LOUIS (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ MAISON DE VICTOR HUGO (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 6, place des Vosges (Mathilde Hager).

■ MUSEE DES ARTS D'AFRIQUE ET D'OCEANIE: architecture et sculpture décoratives (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 293, avenue Daumesnil (Monuments historiques).

■ MUSEE CARNAVALET (25 F + prix d'entrée): Paris et les Parisiens à travers les siècles, 15 heures (Musées de la Ville de Paris).

■ MUSEE JACQUEMART-ANDRÉ (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 158, boulevard Haussmann (Didier Bouchard).

■ NOTRE-DAME DE PARIS (50 F), 14 h 30, devant le portail central (Elisabeth Romann).

■ PALAIS GALLIERA: Exposition Histoire du Jean (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES du XIX^e siècle (50 F),

● LA COMPÉTITION est restée dominée par les films de l'Afrique de l'Ouest francophone (Mali, Burkina, Sénégal), domination fidèlement traduite par le palmarès.

هكذا من الاصل

La renaissance de Carthage au Petit Palais

Une exposition permet de retracer l'histoire de Carthage, de la naissance de la ville (814 av. J.-C.) à sa destruction définitive (698 de notre ère)

CARTHAGE. Petit Palais, du 9 mars au 2 juillet. Tél. : 42-65-12-73. Catalogue collectif, Paris-Musées/AFMA, 320 p., 290 F.

« Nos ancêtres les Phéniciens », annoncent les écoliers tunisiens : l'histoire officielle de leur pays commence, en effet, avec la fondation de Carthage, en 814 av. J.-C., par la reine Didon. Pour les commissaires de l'exposition qui s'ouvre au Petit Palais, Aicha Ben Abed et Jean-Jacques Alliaume, cette date mythique se trouve confortée par les dernières fouilles archéologiques.

C'est donc légitimement qu'une mosaïque venue de Tunis, représentant Virgile, qui a chanté dans l'Énéide les amours de Didon et d'Énée, ouvre cette confrontation entre une civilisation africaine et son écho au nord de la Méditerranée. Confrontation d'autant plus intéressante que l'on connaît mal les Phéniciens, à peine entrevus à travers les écrits de leurs ennemis romains, qui se sont acharnés à détruire au sol la ville de Carthage et jusqu'à son souvenir. « La Constitution carthaginoise s'était dégradée, et celle des Romains lui était supérieure », écrit l'historien Polybe pour justifier le fameux « Delenda est Carthago ». Des prêts considérables consentis par le Musée du Bardo de Tunis, une sobre scénographie, permettent une approche nouvelle de cette république qui domina le sud de la Méditerranée pendant plus d'un demi-millénaire avant de se fondre dans la romanité. Le beau sarcophage de la « prêtresse alée », les masques en terre cuite

ou en pâte de verre, destinés à éloigner le mauvais œil, les effigies de Déméter ou de Baal Hammon, ou cette monumentale déesse à tête de lionne, en terre cuite, indiquent bien les influences auxquelles Carthage fut soumise. D'abord l'Oréot phénicien et égyptien, puis la Grèce et les Étrusques, puis tard Rome, voire Byzance. Mais sans jamais perdre de sa singularité. La déesse Léontocéphale exécutée au I^{er} siècle apr. J.-C. garde la trace évidente de sa lointaine origine phénicienne, ce dépit de son drapé hellénistique. Et les dieux de l'ancienne Tyr - Baal Hammon, Tanit, Melkart - se retrouvent sous les traits hellénisés ou romanisés de Déméter ou de Jupiter. Ce qui appartient indubitablement à Carthage, ce sont ces stèles funéraires, sobres et gravées d'un symbole et d'une inscription votive. Celles du Tophet, nécropole d'enfants nouveaux-nés, a fait naître une polémique - jamais éteinte - sur la véridicité des sacrifices humains : sur l'une d'entre elles, on voit distinctement un prêtre, un enfant sous le bras. Cette image semble indiquer que ces rituels sanglants ont bien existé. Ce n'est pas la preuve de la particulière perversité des Phéniciens. Mais les historiens romains, jamais à court d'une indignation quand il s'agit de Carthage, se voient la face. Plus tard, Flaubert en fit un ressort de *Salammbô*.

Le roman de Flaubert popularisa l'histoire carthaginoise, jusqu'à faire de Mégaré le plus illustre des faubourgs. En effet, l'Occident avait toujours regardé cette civilisation à travers des lunettes la-

times : des amours de Didon et d'Énée, qui servirent de canons à de multiples éloges, tableaux ou livrets d'opéra, de Purcell à Berlioz ou des guerres puniques qui n'avaient pas manqué de fouetter l'imagination des peintres. Une gigantesque tapisserie (*La Bataille de Zama*), toute en volutes, exécutée d'après un carton de Jules Romains, ou *La Bataille de Cannes*, grande machine de Nicolas Chiffard, Prix de Rome en 1850, le rappellent au Petit Palais. Au XIX^e siècle, la décadence de Carthage avait brièvement tenté Turner (*Le Déclin de l'Empire carthaginois*) : il en fit une composition rappelant les ports du Lorient.

La paix romaine est moins tourmentée que les amours de la prêtresse de Tanit. La province d'Afrique, grenier à blé, est une des plus riches de l'Empire. Carthage est refondée par Jules César. Des colons s'y installent. La croissance de la ville est rapide. C'est bientôt la plus grande cité de la Méditerranée occidentale après Rome. Le « trésor » repêché à Madjidia, au large des côtes tunisiennes, rappelle que nombre de pièces émises ici ont pu être fabriquées dans une autre province de l'Empire. Carthage brasse des marchandises venues de tous les horizons. Sa production artistique est loin d'être exceptionnelle - en dehors de quelques bronzes, en dehors aussi de la mosaïque dont

les murs des villas sont recouverts. Cette technique semble avoir été une invention punique. Sa qualité ne sera égale dans aucune autre partie de l'Empire. En particulier celle de la région de Byzacène (près de l'actuelle Sfax), d'où proviennent les plus belles pièces montrées au Petit Palais. L'Antiquité tardive (IV^e-V^e siècles apr. J.-C.) sera une période faste pour Carthage. Quand la partie septentrionale de l'Empire succombe sous les cavaliers, l'Afrique prospère. Le riche décor des villas en témoigne. La christianité est solidement installée. C'est l'époque des pères de l'Église : Cyrille, évêque de Carthage, et Augustin, évêque d'Hippone. Ce faste, amoindri par l'occupation des Vandales (430-530), rebondit avec le retour dans le giron de l'Empire romain d'Orient. Un baptistère re-

Masque, III-IV^e siècle avant J.-C., terre cuite grise.



couvert de mosaïques, exhumé à Békalta en 1993 et exposé à Paris pour la première fois, apporte la preuve de ce renouveau. La Dame de Carthage, mystérieux portrait où l'influence byzantine est flagrante, clôt cette période. En 647, l'avant-garde islamique traverse la Byzacène sans rencontrer beaucoup de résistance. Cinquante ans plus tard, Carthage succombe définitivement. Pillée par les assiégeants arabes, la ville sera abandonnée et servira d'incapable carrière aux différents conquérants.

Après l'indépendance, Habib Bourguiba y installa symboliquement la présidence de la République tunisienne. Pour ce vieux laïque, radical-socialiste dans l'âme, l'histoire tunisienne ne commençait pas avec la conversion de ce vieux pays à une nouvelle religion.

Le Petit Palais, après les expositions consacrées aux Tainos et aux manuscrits enluminés persans, semble bâtir fort intelligemment ses rétrospectives autour d'une série de confrontations entre des civilisations diverses. On doit cependant déplorer le pitoyable état des collections permanentes du musée, trop souvent mises en caisses pour mieux déployer les œuvres d'artistes pompiers de troisième catégorie.

Emmanuel de Roux

■ DANSE : Maurice Béjart annule la tournée de son école en région parisienne. Du 11 au 18 mars, trente-huit élèves de Rudra, son école de Lausanne, devaient y donner *Autour de Prévert*, une création. Lors d'une répétition, le chorégraphe a estimé que « le projet est engagé dans une impasse ». Les représentations annulées auraient dû être données à Evry, le 11 mars ; Nanterre, le 12 ; Rouen, le 15 ; Saint-Quentin-en-Yvelines, le 17 et 18. Le Béjart Ballet Lausanne est attendu au Festival de danse de Cannes, les 22 et 23 mars ; à Chambéry, les 25 et 26 ; à Grenoble, du 29 au 31 mars, et à La Rochelle, du 3 au 5 avril.

■ CINÉMA : Carlton est sur les rangs pour racheter les cinémas MGM, selon un communiqué publié par le groupe de médias britannique, à la suite de la mise en vente de ce réseau de salles par son actuel propriétaire, le Crédit lyonnais. Carlton a cependant refusé de confirmer les informations de la presse britannique selon lesquelles il aurait offert 170 millions de livres (1,4 milliard de francs) pour acheter les cent vingt cinémas « traditionnels » et les dix-huit complexes multisalles installés au Royaume-Uni. Selon le *Financial Times*, Carlton s'est placé à la tête d'un consortium composé de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs, de PolyGram et de la direction de la MGM elle-même.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jean-Pierre Rein

A la suite de deux articles consacrés à la faillite du marchand d'art parisien Jacques Melki (*Le Monde* du 2 janvier et du 25 février), nous avons reçu de Jean-Pierre Rein, ancien directeur général de la Banque générale du commerce (BGC), mis en examen dans cette affaire, la lettre suivante :

Vous affirmez que la Banque générale du commerce m'a licencié. Ceci est faux : j'ai donné ma démission, considérant que je ne pouvais plus assumer mes fonctions, compte tenu du contentieux Melki et des pressions que je subissais. Dans toute cette affaire, je ne suis qu'une victime. Je ne puis admettre que vous écriviez que j'aurais exercé des pressions telles que M. Melki eût été obligé de recourir aux services de M. Marcantonio pour se protéger. Je ne puis pas plus admettre l'affirmation selon laquelle je me serais approprié, pour le compte de la BGC, des toiles en garantie, tout en sachant qu'elles n'appartenaient pas à la galerie ou à Jacques Melki. Les tableaux, affectés en garantie des engagements, étaient identifiés numériquement dans la police d'assurance du Lloyd, déléguée à la BGC par M. Melki, le tout aux termes d'un acte de nantissement dûment enregistré et signé.

Philippe Dugen

A Strasbourg, l'histoire d'Orphée à travers les âges

LES MÉTAMORPHOSES D'ORPHÉE. Ancienne douane, 1a, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000 Strasbourg. Tél. : 88-52-00-00. Tous les jours, de 11 heures à 18 h 30, jusqu'au 30 avril.

STRASBOURG de notre envoyé spécial

Des aventures d'Orphée, les légendes, récits, variantes, écritures, réécritures et adaptations occupent de longs articles dans les dictionnaires de mythologie, les histoires des religions, des littératures, de la philosophie et de la musique. Selon les auteurs et les cultes, un épisode ou un autre tient la première place : tantôt le fils de Cécrops et de Calliope invente la cithare, tantôt il pleure son Eurydice. Il charme les bêtes fauves, mais il finit déchiré par les Ménades auxquelles Dionysos, dieu jaloux, l'a livré. Il apaise Cerbère pour s'ouvrir le chemin des Enfers et se trouve à l'origine des

cultes orphiques. Sa tête, jetée dans le fleuve Héros par les Ménades, flotte et chante jusqu'à l'île de Lesbos, cependant que les muses recueillent ses membres et les entrent au pied de l'Olympe. Est-ce tout ? Pas encore. Il réapparaît encore à conter comment la tête d'Orphée, qui fut attachée par un serpent, cachée dans une caverne, se mit à prononcer des oracles et provoqua, par ses bavardages prophétiques, la colère d'Apollon, autre dieu jaloux. Qu'un tel héros ait suscité très tôt des traditions iconographiques ne surprend pas.

L'Orphée « citharède », c'est-à-dire enchanté, apparaît sur le flanc d'un vase à figures noires vers 570 avant notre ère. Sur les vases attiques du V^e siècle, il meurt victime de femmes enragées armées de haches, de pierres, de serpents et de broches. A la Renaissance, les images prolifèrent à nouveau et, depuis lors et jusqu'au début de ce siècle, elles

n'ont pas cessé. Une exposition, qui se trouve à Strasbourg après avoir séjourné à Tourcoing et avant de se rendre à Liège, s'efforce de donner la mesure de cette abondance. Elle ne saurait y parvenir, puisqu'il aurait fallu pour cela obtenir des Thibaut et des Robens, des Poussin et des Delacroix que leurs propriétaires - les plus illustres musées occidentaux - ont refusé de prêter. C'est du reste le risque de la plupart des expositions conçues comme des inventaires : interdites d'exhaustivité, elles privilégient telle période ou telle école aux dépens des autres et le résultat, au regard de l'histoire, n'est pas absolument satisfaisant.

REMPLAÇANTS

Les Métamorphoses d'Orphée ne font pas exception : les œuvres antiques y sont trop rares et quelquefois médiocres, celles du siècle dernier trop nombreuses et rarement admirables. Parmi les premières, des huiles de Savery, de Frans II Francken et de l'entourage de Bruegel témoignent faiblement de la vogue en Flandres

de l'Orphée charmeur d'animaux. Les peintres épris de curiosités zoologiques et de pittoresque saisissaient ce prétexte afin de réunir lions et perroquets, hippopotames et cerfs, oiseaux de paradis et panthères. Bruegel de Velours a excellé dans ce genre, bien plus que les Italiens Padovanino et Scorza, qui ont su ici que des remplaçants, pas même de luxe. Il en va de même de François Perrier, dont l'Orphée devant Phéon et Proserpine ne fait pas oublier Poussin.

« A dire vrai, cette section semble avoir moins intéressé les commissaires que la deuxième, qu'ils consacrent au XIX^e siècle et au début du XX^e. Pauvreté d'un côté, pléthore de l'autre : huit Gustave Moreau, sept Alexandre Séon, quatre Boudelle, deux Regnault, deux Puvis de Chavannes, deux Jules Elie Delaunay et encore des tableaux aux signatures rares, Louis Jacquesson de La Chevreuse, Henri Courcelles-Dumont, Henri de Groux, Jules Louis Marchat, Paul Dagnan-Bouveret. L'énumération est explicite : sont rassemblés ici les symbolistes de

toutes espèces, les académiques, quelques réalistes égarés dans l'algèbre, les amateurs de reconstitution archéologique et les illustrateurs de mythologie. La cithare pullule, tigris et Ménades se tortent, Orphée tourne à l'androgynisme et pleure. Il n'a pas tort : il y a de quoi pleurer devant quelques naïvetés kitsch fin de siècle. Rares sont ceux qui se hissent au-dessus de la mièvrerie érotico-mystique, parmi lesquels Vallotto est à peu près seul à imposer une vision singulière, désagréable, intense. La présentation n'arrange rien : pour évoquer les Enfers sans doute, les salles ont été tendues de noir et éclairées chichement. On croyait passé le temps de ces scénographies redondantes et inutilis.

Philippe Dugen

L'art contemporain au bord du Rhin

PENDANT quatre jours, du 3 au 6 mars, le parc des Expositions du Wacken - endroit passablement sinistre - a accueilli le premier Salon International d'art contemporain (SIAC) de Strasbourg. L'idée était audacieuse : créer une foire loin de Paris, sur l'axe rhénan, à deux heures de Bâle où se tient chaque printemps la foire artistique la plus prestigieuse et la mieux fournie. Elle engageait évidemment, pour avoir quelque chance de s'implanter et de séduire les collectionneurs allemands et suisses, la présence de galeries de qualité proposant des œuvres de premier ordre. Or, sur près de cent cinquante stands, une douzaine à peine satisfaisaient à ces conditions, parmi lesquels ceux de galeries invitées à titre gracieux, Denise René, Louis Carré, Lelong et Beaubourg, avec des œuvres de Chiffard, De Maria, Aurélie Nemours, Télémaque et

Chaissac. Chez Pudelko, Flak, Langberg, à la galerie Tendances, les amateurs de petites œuvres précieuses avaient de quoi se contenter - et les curieux de contemporain chez Véronique Smaghe, Alain Weinstein et Bernard Zürcher.

Mais ils étaient noyés dans une foule de stands oscillant entre le médiocre, le trivial, le pastiche le plus plat, l'article de décoration intérieure, le bibelot faux luxe et la peinture à la grosse. Devant plusieurs de ces productions, on reste pantois - mais ce n'est certes pas d'admiration. Pourquoi les avoir acceptées ? Ces galeries, dit-on parmi les organisateurs, sont les premières à avoir demandé des espaces, il était donc impossible de les refuser. Ce n'est pas ainsi pourtant que Strasbourg détrouera Bâle.

Ph. D.

THEATRE **THEATRE DE LA VILLE** **PARIS**

Nuit bleue au cœur de l'Ouest

JAMES STOCK pour la 1^{re} fois en France

mise en scène **Michel Corda**

AUTHEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE 21 Bd Jourdan Paris 14

Épopée lyrique à l'humour cinglant. Pièce de visionnaire étrangement belle et farouchement tendre ; une « dark comedy »

Il y a ...

Mise en scène : **Michèle Guigon**

Texte : **Anne Artigau**

Scénographie : **ALIS**

7 au 11 mars - 20 h 30

Location : 64 62 77 77

ECOUTEZ VOIR

ODEON

THEATRE DE L'EUROPE

DU 12 MARS AU 30 AVRIL 1995

J.M. SYNGE

LE BALADIN DU MONDE OCCIDENTAL

LE BEAU PARLER DES TERRES DE L'OUEST

PAROLES D'ANDRÉ ENGEL

LOCATION OUVERTE 44 41 36 36 / 2615 ODEON

ECOUTEZ VOIR

CONCERTS

MER. 8, JEU. 9 MARS - 20 h 30

SALLE PLEYEL
ORCHESTRE DE PARIS
Dir. : Heinz HOLLIGER
Anna-Katharina BEHNKE
soprano

Cornelia KALLISCH
mezzo-soprano
DEBUSSY
HOLLIGER
BERG

60 F à 240 F - Tél. : 45-63-07-96

MER. 8, VEN. 10 MARS - 12 h 45

THÉÂTRE DU CHATELET
MIDIS MUSICAUX
le 8 : R. DIETZENS, violoncelle
le 10 : QUATUOR KANDINSKY
MAHLER, SCHUMANN

JEUDI 9 MARS - 20 h 30

SALLE GAVEAU

Martha
ARGERICH
Nelson
FREIRE
piano

Brahms-Rachmaninov-Saint-Saëns-
Ravel
Tél. rés. : 49-53-05-07

SAMEDI 11 MARS - 19 h 45

SALLE GAVEAU
J.-M. Fournier Productions
« Action Musicale »
PHILIP MORRIS CS Inc
A l'Heure du Concerto
Orchestre des Concerts

LAMOUREUX

Dir. Yutaka SADO

Shigenori

KUDO

Concertos Rite

J. IBERT, MOZART

Ludmil

ANGUELOV

Monte-Carlo

Piano Masters 94

Concerto piano

MENDELSSOHN

Tarif : 90 F - 60 F

Tél. rés. : 49-53-05-07

DIMANCHE 12 MARS - 17 h

THÉÂTRE DU CHATELET

CYCLE BEETHOVEN

QUATUOR DE

TOKYO

Quatuors à cordes

LUNDI 13 MARS - 20 h 30

SALLE GAVEAU

James

BOWMAN

Haute Contre

Cavalli-Mousseront-Purcell

Tél. rés. : 49-53-05-07

MARDI 14 MARS - 20 h 30

SALLE GAVEAU

Yury

BOUKOFF

piano

Chopin-Liszt-Schumann

Tél. rés. : 49-53-05-07

SAMEDI 18 MARS - 20 h 30

THÉÂTRE des Champs-Élysées

Récital SAMUEL RAMEY, basse

Warren Jones, piano

HAENDL, MOZART, SCHUBERT

BARBER, GRIFFES, GERSHWIN

Rens. Loc. : 49-52-50-50

MARDI 21 MARS - 20 h 45

Eglise de la Madeleine

MOZART : REQUIEM

Messe en ut mineur

CHORALE J.M.F. ORCHESTRE J. BARTHE

Dir. : Louis MARTINI

Loc. 3 FNAC - Agence Perronier

6, place de la Madeleine 42-60-58-31

Le guide

de vos sorties

3615 LEMONDE

Les producteurs indépendants de Hollywood ont du mal à concurrencer les « majors »

Le marché du film indépendant vient de se tenir à Los Angeles

Organisée par l'American Film Market, Association du 23 février au 3 mars, cette manifestation a confirmé la vitalité du cinéma

produit et distribué par des indépendants, mais aussi sa faiblesse économique face aux studios. La frontière de plus en plus floue

entre « majors » et indépendants entraîne les gros Indes à renoncer aux projets de qualité à petits budgets, qui définissaient

leur singularité. Et, dans le domaine de la distribution, la compétition s'est terriblement exacerbée.

LOS ANGELES

correspondance

Hollywood évoque surtout les *major companies*. Mais le secteur de la production indépendante a fourni 244 des 388 films réalisés aux États-Unis en 1993 (ainsi que 238 des 250 films produits directement pour la vidéo) et génère des recettes internationales de près de 1,5 milliard de dollars (7,5 milliards de francs, soit environ 12 % de la production américaine). Ces films au budget modeste ont un coût de production moyen de 30 millions de francs (150 millions pour une « major ») et représentent à peine 3 % du box-office américain. Le record de recettes (135 millions de dollars, soit 600 millions de francs) pour un film indépendant revient à *Tenacious D* (produit par Newline), qui ne se place toutefois qu'au 55^e rang du box-office de l'histoire du cinéma américain (où *E.T.* trône avec 400 millions de dollars, suivi par *Jurassic Park*, 360 millions).

Cependant, les *indies* (producteurs indépendants) compensent leurs mauvaises performances économiques avec une prime de

risque et un savoir-faire créatif qui leur a permis cette année de décrocher pas moins de 33 des 86 nominations aux Oscars, dont 22 pour Miramax et 5 pour Polygram... Mais peut-on encore considérer Miramax, racheté l'an dernier par Disney, comme un indépendant ? *Oui*, insiste-t-on sur le stand Miramax de l'American Film Market, ce n'est pas la filiale de Disney, *Buena Vista*, qui distribue nos films aux États-Unis (et à l'étranger, Miramax s'appuie sur des distributeurs indépendants). Le défi des frères Weinstein est de réaliser des films réellement indépendants distribués... avec l'argent d'une *major*.

Même contradiction pour Newline, FineLine, Castle Rock, rachetés par Ted Turner qui ont un stand au marché des films indépendants alors que Turner Studios est devenu, le 25 janvier dernier, le huitième membre de la Motion Pictures Association of America (rejoignant Warner, Sony, Universal...). Newline a même battu les « majors » dans la recherche sur les scénarios en déboursant le prix record de 4 millions de dollars pour *The Long*

Kiss Goodnight ! Pour le quotidien *Variety*, les recettes de *The Mask* (Newline) seraient désormais comptabilisées dans la catégorie « majors ». Et, paradoxalement, les films étrangers distribués par Sony Classics ou Fox Searchlight apparaissent dans les bilans des studios. Graneray, joint-venture entre Polygram et Universal, se situe également à la frontière de plus en plus floue entre *majors* et indépendants. En l'absence de repères sûrs, le risque financier (à hauteur d'au moins 50 %) est

le critère retenu par les économistes pour définir un film indépendant, notamment par Arthur Andersen pour son étude « The economic consequence of independent film-making » (« Les conséquences économiques de l'industrie indépendante du cinéma », *Economic Consulting*, janvier 1995), qui porte sur l'année 1993, avant le passage des indépendants les plus actifs sous la coupe des grands studios. Conséquence des liens de plus en plus étroits tissés entre les

deux secteurs, les gros Indes abandonnent le type de production qui a défini leur singularité : des projets de qualité à petits budgets. Et dans le secteur de la distribution des films étrangers, les ressources de Sony et de Miramax ont terriblement exacerbé la compétition, au détriment des petits distributeurs. Le poids économique du secteur indépendant se mesure aussi au nombre d'emplois créés, soit 148 000 jobs (dont 130 000 en Californie) représentant 36 % des emplois de l'industrie du cinéma. Mais le total des salaires n'atteint que 29 %. Et si, dans le secteur de la production télévisée, les indépendants sont les principaux fournisseurs (66 % de la production et 3 milliards et demi de dollars de coût de production), contrôlant 78 % des programmes en première diffusion (*first-run syndication*) et 57 % pour le câble et le *pay-per-view*, le visionnage à la commande, les *majors* dominent 55 % de la production en *prime time*. Les shows télévisés représentent le secteur le plus stable de la production indépendante.

Claudine Mulard

Trois Français à l'AFMA

L'AFMA (American Film Market Association) créée en 1980, regroupe les producteurs et distributeurs de films indépendants (119 sociétés à ce jour) et est l'équivalent de la Motion Pictures Association of America qui fédère les « majors ». L'AFMA organise à Los Angeles l'un des trois grands marchés internationaux (avec ceux de Cannes et Milan).

Trois sociétés françaises - le studio Canal Plus, UGC International, City Sales - viennent de s'y inscrire et 23 % des membres de l'AFMA sont basés en Europe, qui continue d'être un marché capital pour le cinéma indépendant avec 54 % des ventes internationales. Le tassement du secteur vidéo s'est encore accentué en 1994, tandis que la France et l'Espagne enregistrent un très net déclin des ventes de productions indépendantes. Un tiers des recettes des membres de l'AFMA provient des salles, un tiers de la télévision hertzienne, 26 % de la vidéo et 11 % du *pay per view*.

« Lumières », fin du voyage

Au TNP s'achève l'odyssée théâtrale dirigée par Georges Lavaudant

LUMIÈRES (II), de Georges Lavaudant, Jean-Christophe Bailly, Michel Deutsch et Jean-François Duroure. Mise en scène : Georges Lavaudant. Avec Anne Alvaro, Gilles Arbona, Marc Betton, Frédéric Constant, Philippe Morlier-Genoud, Annie Perret, Odile Roire, Luc Toullette, Marie-Paule Trystam et Francis Viet.

THÉÂTRE NATIONAL POPULAIRE, 8, place du Docteur Lazare-Goulon, 69 Villeurbanne.

Tél. : 78-03-30-50, De 85F à 170F.

Les 8 et 9 mars à 19 h 30. Dernière le 10 à 20 h 30. Durée : 1 h 20. « Lumières (I) et (II) » seront présentés en alternance du 16 mars au 13 avril à la Maison de la culture de Bobigny. Tél. : 48-31-11-45.

Un voile blanc, deux silhouettes

noires, une femme dans une cotonnade

toute simple, les pieds nus ; un homme en habits de ville. Lettre à

deux voix : « Ici, une ville du tiers-

monde à plus de 2 000 mètres d'alti-

tude, la paix est fragile, sans consis-

tance... Je pense à notre Ville lu-

mière ». *Lumières (I)* commence à

Mexico et se souvient de Paris. Cela

fait presque deux mois que *Lumières (I)*a enchanté la nuit du Théâtre national de Bretagne (*Le**Mandé* des 15-16 janvier). Il semble

que le temps ait, depuis, été suspendu ;

il semble que la troupe excep-

tionnelle réunie par Georges Lavaudant ait transmigé de Bretagne en

bord de Rhône « comme ça », bonnes âmes d'un théâtre neuf qui se joue de l'espace. Quand *Lumières (I)* avait choisi de dresser une sorte d'inventaire des peurs et des espérances d'un siècle finissant, *Lumières (II)* a pour ambition de « soulever le voile, amoureusement » sur le jeu de l'acteur, les enjeux de la scène, comme un épilogue qui permettrait de partager un peu des secrets de fabrication du théâtre.

La proposition, généreuse, est belle. Dangereuse, aussi, comme un piège : il ne fallait pas que cet épilogue ne devienne une manière d'« explication » du premier spectacle, dont les errances mystérieuses dérouteront les cartésiens. *Lumières (I)* est une arche de théâtre sophistiquée - et pourtant évide - qui souffrirait de trop d'éclaircissements. Le piège est heureusement déjoué : *Lumières (II)* est avant tout un ballet, la chorégraphie sensible d'une troupe menacée de séparation alors que s'achève une aventure collective sans devancière. Ils sont là, compagnons du voyage, acteurs couchés à même la terre, en lisière de la représentation, sur des matelas blancs, en attente d'un train qui les emportera loin de la scène, loin des chimères de leurs concepteurs.

Voilà des mois qu'ils se sont donnés à un quatuor qui réunit trois écrivains - Lavaudant, Bailly et Deutsch - et un chorégraphe - Jean-François Duroure, formé aux meilleures écoles, dont celles de Merce Cunningham et de Pina

Bausch. Au début, et presque jusqu'à la fin, ils ne savaient pas à quelle sauce ils seraient mangés. Le premier « épisode » n'était pas achevé qu'ils commençaient, presque à l'aveugle, les répétitions du second. Ainsi, ils revendraient sur le lieu de leurs « crimes », pour quelques confidences et un ultime salut. Il n'y a dans *Lumières (II)* rien d'on ne sait quelle mélancolie. Avec la même énergie, la même intelligence, la même drôlerie, la même ferveur, les dix de *Lumières* paraissent simplement plus proches de nous, plus exposés, plus « vrais » aussi, au sens où ils nous livrent avec pudeur leurs terreurs d'acteurs - « Je sens que je perds le fil », dit l'un ; « le théâtre, c'est comme une panne, un courant d'air », dit l'autre ; « il y a quelque chose qui coince », disent-ils en choeur - et leurs espoirs d'hommes qui n'ont pas renoncé à dire - à changer - le monde qui est le leur, la scène, et celui qui est le nôtre, dur à l'amour, impitoyable à la paix.

Lumières (II) s'achève par une « danse des mains » : la troupe est assise, alignée, à l'avant-scène dans des lumières sombres, chaudes ; tandis que les visages s'éclaircissent d'un sourire, les mains disent les alers et veues du corps et de la pensée, le va-et-vient des mots et des idées, la proximité et l'éloignement des âmes. C'est drôle, surréaliste, intrigant. *Tou. Lumières* en somme.

Olivier Schmitt

DANS LES SALLES DE THÉÂTRE

L'HEUREUX STRATAGÈME

de Marivaux. Mise en scène : Laurent Pelly. Avec Bruno Andrieux, Claude Guyonnet, Isabelle Habiague, Yveline Hamon, Jean-Pierre Laurent, Jean-Marc Roulot... Cargo de Grenoble, 4, rue Paul-Claudel, 38-Grenoble. Les 8 et 10 mars, à 20 h 30 ; les 4, 7, 9 et 11 à 19 h 30. Tél. : 76-25-05-45. Durée : 1 h 45. 100 F et 115 F. Reprise à la Comédie de Saint-Étienne, du 15 au 24 mars, puis au Théâtre de la Croix-Rousse à Lyon, du 28 mars au 8 avril.

Jolie mise en train pour Laurent Pelly, metteur en scène associé pour trois ans du Centre dramatique national des Alpes. Il a choisi un texte souvent désopilant de Marivaux, réuni un groupe d'acteurs dont plusieurs font partie de la troupe de la Comédie de Saint-Étienne et d'été, mandé à sa scénographe, Chantal Thomas, d'imaginer un splendide décor de bois naturel qui tient à la fois du tréteau et du cylindre, façon d'inscrire cette pièce classique dans la tradition plus foraine de la commedia dell'arte et de poser dans l'espace le déséquilibre des coeurs qui saisit un petit monde aristocratique et paysan. A ce jeu de l'amour et du bobard, la comtesse (Yveline Hamon), Lisette (Isabelle Habiague) et le Chevalier (Claude Guyonnet) sont des bijoux de finesse et de malice. O. S.

NOCES DE SABLE

de Didier van Cauwelaert. Mise en scène : Michel Fagadau. Avec Catherine Rich et Etienne Chicot. Studio des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e : Alma-Marceau. Tél. : 47-20-84-54. Du mardi au vendredi à 20 h 30. Samedi à 17 h 30 et 20 h 30 ; dimanche à 15 heures. 150 F et 200 F. Jusqu'au 10 mai.

Bruno et Sylvie vont mal. Lui est jardinier, fou de sa femme qui le trompe. Il tente de se suicider, mais c'est son chien qui meurt. Elle est écrivain en panne d'inspiration, et seule. Elle tente de se suicider, mais une copine lui téléphone. Ils se rencontrent sur un banc, parce que Sylvie a fait passer une annonce, fallacieuse. Elle dit qu'elle cherche un jardinier, en fait c'est un sujet de roman qu'elle espère trouver. Les voilà partis pour la maison de Sylvie en Normandie, lui en bleu et canadienne, elle en pull marin chic et longue jupe blanche... A ce moment-là, *Noces de sable*, la nouvelle pièce de Didier van Cauwelaert vient de commencer. Et déjà on attend la fin. Cet auteur a un don rare : ennuyer, même quand il fait rire - ce qui ne manque pas, car il est drôle, mais avec tristesse. Il écrit comme un vieux routier qui compose avec les ruses du théâtre. Une petite histoire, un petit effet tous les quarts d'heure, un mot quand il en faut, une pensée pour prouver que le divertissement n'est pas exempt de profondeur. On le regrette pour Didier van Cauwelaert, qui gagnerait à mettre en danger sa technique et ses sujets. On le regrette plus encore pour Catherine Rich et Etienne Chicot, parce que ce sont deux bons comédiens. B. S.

Comédies - Madrigalesques

Ensemble Clément Janequin
Péniche Opéra
Musiques de Vecchi, Bianchiari...
Chanteurs, musiciens, comédiens,
danseurs, artistes de cirque

Opéra-Théâtre de Massy
Samedi 11 mars 20h30 - Dimanche 12 mars 15h00
Tél. : 60.13.13.13
Avec le soutien de la Fondation d'entreprise France Télécom

La Quille
Xavier Durringer
10-11 et 12 mars

Henry VI
Shakespeare
Stuart Seide
23 et 24 mars

Théâtre des Arts
Scène Nationale de Cergy-Pontoise

34 20 14 14
ÉCOUTEZ VOIR

MAISON DE LA POÉSIE SPECTACLE

ARTHUR RIMBAUD
Enfer et Illuminations
par et avec Michel de Mauné
avec Ophélie Oracchia
et le voix de Daniel Mesguen

42 36 27 53
Métro : Châtelet les Halles

ÉCOUTEZ VOIR

Les Trois Sœurs
d'après Tchekhov
Ballatum Théâtre
du 10 au 19 mars

Gréteil Maison des Arts
45 13 13 19
(M^e : Gréteil Préfecture)

ÉCOUTEZ VOIR

مركز من رلاصل

UNE SOIRÉE A PARIS

France-Culture se mobilise pour la sauvegarde des batraciens

CHACUN SAMEDI, du 4 mars au 1^{er} avril, l'émission de France-Culture « Fréquence buissonnière », consacrée à l'environnement et animée par Marie-Hélène Baconnet, lance, en collaboration avec le magazine *Science et nature* et l'association Espaces naturels de France, une opération pour la sauvegarde des batraciens. Depuis sa création en 1984, « Fréquence buissonnière » a parrainé des opérations similaires en faveur des grues cendrées, des hirondelles et des bleuets.

Les grenouilles naissent toujours dans l'eau, tout le monde le sait, et sous le joli nom de têtard elles passent leur enfance dans la mare familiale. Ce qu'on sait moins, c'est que, devenues adultes, elles s'enfoncent, seules, dans les sous-bois voisins, où elles vivent d'eau fraîche et de moustiques. L'hiver venu, elles s'endorment pour de longs mois sous un amas de feuilles. Une vie tranquille et sans histoire si la nature et l'homme ne les obligent pas à retourner dans leur mare natale pour la fécondation et la ponte. Dès leur réveil, au début du printemps, elles se mettent en marche vers leur lieu d'origine. Ne regardant ni à gauche ni à droite, elles filent en ligne droite, pressées d'arriver au bercail. Et c'est là que les ennemis commencent : inconscientes du danger, elles s'aventurent sur le bitume et, la saison des amours se transforme en saison des massacres.

Depuis plusieurs années, les naturalistes attirent l'attention des constructeurs de routes et d'auto-

routes sur ce phénomène. En Allemagne et en Suisse, on a construit sous les routes des tunnels à batraciens. En France, des tunnels appelés « crapauducs » sont déjà installés en Alsace, en Lorraine et dans le Centre, mais ce n'est pas suffisant. C'est là qu'intervient « Fréquence buissonnière », rebaptisée pour l'occasion « Fréquence grenouille », en demandant à ses auditeurs de se mobiliser pour identifier et localiser les lieux de passages dangereux sur les routes. Espaces naturels de France, association fédérant les conservatoires naturels régionaux, recueillera, triera et analysera les appels et le courrier avant de remettre ses conclusions aux directions départementales de l'équipement (DDE) et aux sociétés d'autoroutes, qui en tiendront compte lors de leurs prochains chantiers.

Au printemps de 1996, Marie-Hélène Baconnet s'adressera auprès des responsables des DDE que les informations collectées ont bien été utilisées pour que les grenouilles puissent aller sans danger.

Armelle Cressard

« Science et nature » publie dans son numéro de mars 1995 une fiche de renseignements à remplir et à renvoyer au « PC grenouille » de l'association Espaces naturels de France, qui centralisera toutes les informations. Écrire ou téléphoner : « PC grenouille », la Ferme aux Grues, 51290 Saint-Rémy-en-Bouzemont. Tél. : (16) 26-72-54-10. Fax : (16) 26-72-67-09.

Au bonheur d'Ivan et Bruno

TF 1 a suspendu leur émission « On n'est pas couchés », mais les deux compères persévèrent tous les soirs sur la bande FM



pointes amicalement moqueuses.

Une chanson, et l'on passe à un autre exercice. A une question piège, chacun des deux présentateurs répond par sa réponse avec toute sa force de conviction. Au candidat de discerner la bonne version.

Enfin, puisque le titre de l'émission le veut, la « musique du bonheur », fortement inspirée de celle de « Sacré soirée », retentit : elle annonce à des heureux gagnants qu'ils vont être dehors, et enchaîne sur une nuit blanche. Les auditeurs ont préalablement composé, durant la journée, sur Minitel, la soirée de leurs rêves. Si leur

envoi est retenu, c'est la radio qui invite.

Bref, on se détend, et le tout dans une apparente joyeuse improvisation. En réalité, bien sûr, tout est écrit et soigneusement préparé selon les règles propres à un spectacle. « Je n'ai pas envie de poser en chanteur de la liberté et de délivrer des phrases bien pensées sur les méfaits de la guerre, du chômage ou du sida », explique Solo.

C'est dire que la réussite de l'émission repose en fait sur la complicité des deux maîtres de cérémonie. Pour nourrir leur numéro, tout est bon : la mauvaise humeur non dissimulée de l'un comme la

forme de l'autre. Le tout est de rebondir au quart de tour, en utilisant le style de chacun : « Nous nous connaissons assez pour réagir immédiatement », poursuit le Bolloch. A une simple intonation de voir de Bruno je sais s'il faut que j'enchaîne ou pas. » Privé de l'un des deux soudés depuis quatre ans qui lui-même n'aurait peut-être pas existé sans les médias.

« PLAISIR ÉGOCENTRIQUE »

C'est en effet sur le plateau de « Télé Zèbre », une émission de Thierry Ardisson, qu'Ivan a rencontré Bruno. Il animait un jeu et devait choisir un arbitre dans le public. Il a appelé, parmi les spectateurs, celui qui faisait le plus de bruit. La semaine suivante, Bruno faisait partie de l'équipe. Quant à Gus, c'est également par la télévision qu'il est arrivé : il était chargé de pléger les deux pour « Surprise sur prise » : rétroscopie, il a changé de camp.

Ainsi soudée, l'équipe balance depuis entre radio et télévision. Mais la troisième d'« On n'est pas couchés », qui devait être diffusée mardi 7 mars sur TF 1, reste pour l'instant dans les tiroirs de la chaîne : « De toute façon, conclut Bruno, la télévision flatte essentiellement un plaisir égoïste. L'image l'emporte sur la parole, alors que la radio ne repose que sur le partage. »

Jean-Louis André

« Tout le monde dehors », Europe 2, de 18 h 30 à 19 h 30 du lundi au vendredi.

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.</p> <p>14.30 Série : Santa Barbara.</p> <p>16.10 Série : Le Miel et les Abeilles.</p> <p>16.40 Club Dorothée.</p> <p>17.30 Série : Les Garçons de la plage.</p> <p>18.00 Série : Premiers baisers.</p> <p>18.30 Série : Le Miracle de l'amour.</p> <p>18.55 Tiroc et la Minute hippique.</p> <p>19.00 Magazine : Coucou ! (et 1.35).</p> <p>19.10 Le Bébé Show (et 2.25).</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.15 Face à la Une.</p> <p>20.40 Tiroc, la Minute hippique, Météo.</p> <p>20.55 Cinéma : Retour vers le futur. ■ Film américain de Robert Zemeckis (1995).</p> <p>22.45 Les Films dans les salles.</p> <p>22.50 Série : Perry Mason.</p> <p>Avec Raymond Burr.</p> <p>0.30 Magazine : Je suis venu vous dire.</p> <p>Invités : Alexandre Jardin, Jean-Jacques Bénéux, le juge Jean-Pierre.</p> <p>2.30 Journal et Météo.</p> <p>2.45 Magazine : Reportages.</p> <p>Taxi de nuit (rediff.).</p> <p>3.05 Programmes de nuit.</p> <p>Histoires naturelles (et 5.10) : 3.35, Histoire de la vie ; 4.25, Intégrité ; 4.50, Musique.</p>	<p>13.50 Série : Inspecteur Derrick.</p> <p>14.50 Série : Dans la chaleur de la nuit.</p> <p>15.40 Tiroc et la Minute hippique.</p> <p>16.00 Variétés : La Chance aux chansons (et 4.55).</p> <p>16.45 Des chiffres et des lettres.</p> <p>17.15 Série : Seconde B.</p> <p>17.45 Série : Cooper et nous.</p> <p>18.15 Série : La Fête à la maison.</p> <p>18.45 Jeu : Que le meilleur gagne (et 2.30).</p> <p>19.10 Flash d'informations.</p> <p>19.15 Studio Gabriel.</p> <p>19.55 America Cup's.</p> <p>19.59 Journal et Météo.</p> <p>20.50 Cinéma : La Cage aux folles 1. ■ Film français d'Edouard Molinaro (1978), avec Michel Serrault, Ugo Tognazzi, Michel Galabru.</p> <p>22.20 Magazine : Ça se discute.</p> <p>Un bébé en plus. 2. Pourquoi les hommes se reproduisent-ils ?</p> <p>23.45 Journal, Météo, Journal des courses.</p> <p>0.15 Le Cercle de minuit.</p> <p>1.35 Programmes de nuit.</p> <p>Studio Gabriel (rediff.) : 2.05, Laurence, médecin de l'urgence ; 3.00, 24 heures d'info ; 4.20, Histoire d'en parler ; 4.30, Descartes ; 5.35, Dessin animé.</p>	<p>13.35 Magazine : Vincent à l'heure.</p> <p>Invités : Noëlle Noblecourt, Malauri Natal.</p> <p>14.45 Série : La Croisière s'amuse.</p> <p>15.35 Série : Magnum.</p> <p>16.30 Les Minikéums.</p> <p>Le Temple du Soleil (2) : Denver, Lucky Luke.</p> <p>17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.</p> <p>18.20 Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour.</p> <p>En vie, d'Eugène Savitzkaya.</p> <p>19.55 Le 19-20 de l'information.</p> <p>De 19.03, Journal de la région.</p> <p>20.05 Jeu : Fe si la chance.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p> <p>20.50 Spectacle : Cirque de Moscou.</p> <p>Mise en scène de Ioun Koukatchev. Seizième tournée en France du célèbre cirque russe avec le grand clown Koukatchev, le « clown aux chats ».</p> <p>22.20 Météo et Journal.</p> <p>22.55 Mardi chez vous.</p> <p>Programme des treize télévisions régionales.</p>	<p>13.25 Série : L'Homme de fer.</p> <p>14.20 Série : Jim Bergerac.</p> <p>17.00 Variétés : Hit Machine.</p> <p>17.30 Série : Guillaume Tell.</p> <p>18.00 Série : Équarize.</p> <p>18.54 Six minutes : première édition.</p> <p>19.00 Série : La Magicienne.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</p> <p>20.00 Série : Madame et sa fille.</p> <p>20.35 Magazine : E-M 6.</p> <p>Les Robots marcheurs.</p> <p>20.45 Magazine : Grandeur nature.</p> <p>Le Costa Rica.</p> <p>20.50 Téléfilm : SVP Enfants.</p> <p>De David Greenwalt, avec Cindy Williams, Bill Hudson.</p> <p>Au chômage, un couple de stylistes new-yorkais sans enfant engage temporairement deux orphelins pour retrouver du travail. Produit par les Studios Walt Disney.</p> <p>22.30 Téléfilm : Folle Cavale.</p> <p>De Paul Schneider.</p> <p>Le jour de l'enterrement de son mari, Tippi, issue de la haute société californienne, apprend qu'elle est enceinte. Elle découvre une place de femme de chambre chez une chanteuse.</p> <p>0.00 Magazine : Zone interdite.</p> <p>1.35 Magazine : Culture pub.</p> <p>2.00 Rediffusions.</p> <p>Turquie, géants et merveilles ; 2.55, Jazz 6 ; 3.50, Coup de griffe (Jean-Charles de Castelnujod) ; 4.15, La Tête de l'Empire ; 4.40, Alman et les quarante vedettes.</p>	<p>13.40 Cinéma : Taxi de nuit. ■ Film français de Serge Leroy (1992).</p> <p>15.00 Magazine : 24 heures (rediff.).</p> <p>15.55 Le Journal du cinéma.</p> <p>16.00 Cinéma : Dragon.</p> <p>Histoire de Bruce Laikins : Film américain de Rob Cohen (1992).</p> <p>17.55 Magazine : Le Journal de l'art (rediff.).</p> <p>18.00 Canaille petuche.</p> <p>Droopy détective.</p> <p>En clair jusqu'à 20.35.</p> <p>18.30 Jeu : Pizzarollo.</p> <p>18.40 Magazine : Nulle part ailleurs.</p> <p>Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.</p> <p>19.20 Magazine : Zérogramme.</p> <p>Présenté par Jody d'Ernst, Eric Laugerias, Marianne Nizan, Albert Aigoud, Christophe Bertin, José Garcia, Karl Zéro.</p> <p>19.55 Les Guignols.</p> <p>20.30 Le Journal du cinéma.</p> <p>Présenté par Isabelle Giordano.</p> <p>20.35 Cinéma : Monsieur le Député. ■ Film américain de Jonathan Lynn (1992).</p> <p>22.25 Flash d'informations.</p> <p>22.30 Cinéma : Quatre New-Yorkaises. ■ Film américain de Beeban Kidron (1992, v.o.), avec Shirley McLaine, Marcello Mastroianni, Jessica Landy.</p> <p>0.25 > Cinéma : Smoking. ■ Film français d'Alain Resnais (1993).</p> <p>2.40 Surprises (20 min).</p>	<p>13.30 Magazine : Défi.</p> <p>14.00 Le Sens de l'Histoire.</p> <p>La monarchie britannique (rediff.).</p> <p>15.45 Les Écrans du savoir (rediff.).</p> <p>« Au fil des jours » Inventer demain : « Quel rôle jouera l'écologie ? » Les langues vivantes d'aujourd'hui.</p> <p>17.30 Les Enfants de John.</p> <p>18.00 Histoire de la bande dessinée.</p> <p>Love's All You Need.</p> <p>1960, la vague « peace and love » pointe à l'horizon.</p> <p>18.30 Le Monde des animaux.</p> <p>L'univers des sens : les systèmes d'écoute.</p> <p>19.00 Magazine : Confetti.</p> <p>19.30 > Documentaire : Bauhaus-Texas.</p> <p>De Regine Wyrwoll.</p> <p>20.30 8 1/2 Journal.</p> <p>20.40 Magazine : Transit.</p> <p>Présenté par Pierre Thiviolet. La croisière anti-environnement. Reportages : Les Médécins entre NGC et naissances, de Claire Gernemouty et Lionel de Coninck ; L'Exception irlandaise, de John Reichenbach et Didier Ricou ; Les Prostituées de Saint-Petersbourg.</p> <p>21.45 Soirée thématique : Le Pouvoir des images.</p> <p>Documentaire : Le Pouvoir des images, Leni Riefenstahl.</p> <p>Des nazis aux Noubas, de Ray Muller.</p> <p>Leni Riefenstahl fut la cinéaste attirée du III^e Reich. Elle réalisa notamment Les Dieux du stade (1936), un film à l'idéologie très marquée.</p> <p>0.55 D'ébat.</p> <p>Animé par Frédéric Mitterrand.</p> <p>2.00 Rencontre.</p> <p>Dialogue entre Christine F. et Klaus Castorf (25 min).</p>

CÂBLE

TV 5 19.00 Revue de presse canadienne.

19.05 Paris lumineuse. 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Envois spécial. Au nom du père ; La Chasse aux génies ; La Guerre biologique. 21.30 Perfecto. 21.55 Météo des cinq continents. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.45 Bouillon de culture. Rediff. de France 2 du 3 mars 1995. 0.00 Tout va bien. 0.45 Journal de France 3. Édition Soir 3 (30 min).

PLANÈTE 19.40 Animaux de toutes les Russes. De Gérald Calderon et Jean-Claude Curtoli (2/4). Le Grand Hiver russe. 20.35 L'Ouest, le vrai. De Craig Hafner (56/65). La Police montée du Nord-Ouest. 21.25 BD : A suivre. De Christophe Heil. 21.55 De Nuremberg à Nuremberg. De Frédéric Ruffet (4/4). La Défaite et le Jugement. 22.55 Les Hommes du pétrole. De Ben Loeremans (4/8). Guerre et pétrole. 23.50 Escapes : Québec. De Pierre Brouwers. 0.45 Un poisson vital. De Tim Haines (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.35). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.10). 19.45 Archives. 20.00 Premières Jokes (et 21.55). 21.00 Jean-Eden's Club. 22.25 On ne meurt que deux fois. ■ Film français

de Jacques Deray (1985). 0.50 Paris modes.

CANAL J 17.35 Les Trippes. 17.40 Bof. 17.55 Soirée Domino C'est comme moi ; 18.00, Monsieur Bogus ; 18.20, Tip top clip ; 18.25, Sébastien parmi les hommes ; 18.55, Cinéma : 19.00, Atomes crochus ; 19.15, Cinéma ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro. 20.00 Cagou.

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les Monstres nouveaux arrivés. 21.30 Série : L'Hôtel en folie. 22.00 Série : Les Chevaliers du ciel. 22.30 Chronique bachelier. 22.35 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Irlande, avril 1916. 22.35 Berkeley-années 60. 0.25 Série : Monty Python's Flying Circus. 0.55 Top bab (45 min).

SÉRIE CLUB 20.00 Série : Les Années coup de cœur. 20.25 Série : Les deux font la loi. 20.50 Série : Supercopier (et 0.10). 21.35 Le Club. 21.40 Série : Berlin antioch. 22.30 Série : Code Quantum. 23.20 Série : Équarize. 1.00 Série : Le Chevalier de Paradis (50 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove. 20.10 MCM Mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 X Culture. 21.30 MCM Rock Legends. 23.00 Passion pub. Le Japon à travers la pub-2 partie. 0.00 Blah-Blah Groove. 0.30 Blah-Blah Métal. 1.00 Vidéoclips non-stop

MTV 19.30 MTV Sports. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 Ciné-Matic. 23.30 News at Night. 23.45 From 1. 0.00 The End ? (120 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportsnews. 20.00 Patinage artistique en direct de Birmingham. Cérémonie d'ouverture et Championnat du monde ; programme court couples. 23.00 Euroski. 0.00 Snooker European League 95 : 7^e match. Stephen Hendry-Alan McManus. 1.00 Eurosportsnews (30 min).

CINÉ CINÉFIL 19.00 Le Témoin à abattre. ■ Film américain de Lewis Allen (1955, N., v.o.). 20.30 Casimir. ■ Film français de Richard Potier (1950, N.). 21.55 Le Caporal épinglé. ■ Film français de Jean Renoir (1962, N.). 23.40 Affaire d'une nuit. ■ Film français d'Henri Verneuil (1960, N., 100 min).

CINÉ CINÉMAS 18.50 Documentaire. Aux cœurs des ténèbres. De Eleanor Coppola, Fax Bahr et George Hickenlooper. 20.30 Le Point de mire. ■ Film français de Jean-Claude Tramont (1977). 22.00 Itinéraire d'un enfant gâté. ■ Film franco-allemand de Claude Lelouch (1983). 0.05 F. S. T. ■ Film américain de Norman Jewison (1978, 140 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Anne Hébert (Québécois, Clara, Mademoiselle et le lieutenant anglais). 19.30 Perspectives scientifiques. Transfert et contre-transfert ou le quiproquo de l'inconscient. 2. Le psychanalyste et les migrants. Avec Marie-Rose Mond, psychanalyste et psychiatre. 20.00 Le Rythme et la Raison. La chanson populaire. 2. L'âge d'or de l'opéra et de la revue. 20.30 Archipel science. 21.32 Le Ghetto noir de Baltimore. Avec Caroline Moyet, enseignante. Sandy McIntire, enseignante. Sophie Body Gendrot, politologue. 22.40 Les Nuits magnétiques. 51 tu m'aimes, marions-nous !. Demain je me marie. 0.05 du jour au lendemain. Michel Deguy (A ce qu'il m'en faut pas). 0.50 Coda. Les Songs de Sibelius. 2. Des pas sur la neige.

Les interventions à la radio

RTL 18 heures : Ladislav Poniatowski (« Journal »).

18 h 30 : En direct du QG d'Arlette Laguiller (« Controverses »).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Peter Diamond, conseiller artistique de l'Orchestre de Paris. 20.00 Concert. Donné le 25 février 1995 à la salle Olivier-Messiaen de Radio-France, dans la série des aventuriers : Die Gezeitenmeten, symphonie de chambre, De la vie éternelle, Der Fenne Klang ; Nechtstock, Die Gezeitenmeten, de Schneider, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Michael Gielen, Gabriela Lechner, soprano, Michael Austin, ténor. 22.00 Soliste. Margaret Price, soprano. 22.30 Musique pluriel. Les femmes compositeuses. Callin' home coyote, de Giteck, par l'Ensemble New Performance ; Sept enluminures pour soprano, clarinette, piano et percussions, de Reverdy, par l'Ensemble Accroches-Notes. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Beethoven et Granados. 0.00 La Guitare dans tous ses états. Œuvres de Santorsola, Cardoso, Di Meola, de Lucía, Bordon.

Le Monde des Livres

Retrouvez la sélection du Monde sur Minitel

36 15 LE MONDE

1350/00000000

Des temps d'antenne plus équilibrés

En dépit des correctifs apportés, le CSA note qu'en février Edouard Balladur reste le candidat le mieux traité par les chaînes

LES CHIFFRES de février feront-ils oublier ceux de janvier ? C'est sans doute afin d'apaiser les esprits, ce que souhaite le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Dans un communiqué qui devait être publié mardi 7 mars, celui-ci « note que les chaînes de télévision ont eu le souci de corriger les déséquilibres constatés le mois précédent ». Au vu des relevés de temps d'antenne portant sur le mois de février, l'affaire ne semble pas aussi simple.

Il y a trois semaines, l'instance de régulation de l'audiovisuel confirmait, chiffres à l'appui, ce que d'aucuns supputaient de longue date : Edouard Balladur avait bel et bien bénéficié, au cours du premier mois de la campagne, dans les journaux télévisés de TF1, France 2 et France 3, d'un temps d'antenne largement supérieur à celui de ses principaux concurrents (Le Monde du 17 février).

Six heures quarante et une minutes contre quatre heures dix-neuf à Jacques Chirac : le CSA avait constaté un « déséquilibre », l'arbitrage potestatif de la Tour Mirabeau faisant écho aux nombreuses plaintes en la matière, notamment à celles des chiraquiens. Par courrier, les principales chaînes se voyaient fermement invitées à corriger le tir dans les semaines suivantes.

Première en cause en raison du caractère particulièrement flagrant du déséquilibre constaté sur son antenne, TF1 s'exprimait, dès le 1^{er} mars, de rendre publics ses propres calculs de temps de parole

et non de temps d'antenne, cette fois cumulés du 1^{er} janvier au 28 février. Dans un communiqué, la chaîne affirmait avoir, tout au long de cette période, « assuré un accès équilibré à l'antenne » aux différents candidats à l'élection présidentielle. Selon les chiffres que le CSA devait rendre publics mardi, TF1 a enregistré sur son antenne un rééquilibrage au cours du mois de février, sans toutefois parvenir, loin s'en faut, à « annuler » l'ampleur de l'écart constaté en janvier : du 1^{er} au 28 février, M. Chirac a disposé, en termes de temps d'antenne, de dix-sept minutes de plus que son adversaire de la majorité. Mais en janvier, toujours sur TF1, M. Balladur avait accumulé une heure dix-sept minutes d'avance par rapport au maître de Paris.

Sur France 2, le déséquilibre enregistré en janvier entre les deux candidats de la majorité était moindre que sur la Une. Mais force est de constater qu'il persiste dans des proportions presque rigoureusement identiques : trente et une

minutes de plus pour M. Balladur en février, qui s'ajoutent aux trente-deux minutes de janvier. Même chose sur France 3, où le déséquilibre entre les deux hommes, toujours favorable à M. Balladur, se réduit toutefois considérablement en passant de trente-trois à treize minutes.

Le candidat socialiste n'étant pas encore désigné en janvier, le CSA avait choisi, pour cette période, d'additionner les temps d'antenne que la télévision avait consacré à Lionel Jospin, Henri Emmanuelli et Jack Lang. A eux trois, ceux-ci avaient alors disposé de six heures cinq minutes de moins que M. Balladur mais une heure quarante-sept de plus que M. Chirac. Pour le mois de février, M. Jospin se situe - cette fois à lui tout seul - à peu près au même niveau que ses concurrents de la majorité - excepté sur France 2, où il est distancé de près de vingt minutes par M. Balladur.

Jean-Baptiste de Montvalon

Le Monde

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1994

160 pays du monde passés en revue
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 210 P. - 49 F

Raisins verts

par Agathe Logeart

QUIT a vu avec quelle gravité Jacques Delors avait annoncé qu'il déclarait forfait ne pouvait se douter qu'un homme ait l'air si heureux au moment où il renonce à être candidat à la présidence de la République. Or Raymond Barre, incontestablement, fait plaisir à voir. Comme le renard de la fable bouda des raisins « trop verts et bons pour les gajats », l'ex-premier économiste de France, avec un goût des mots qui n'appartient qu'à lui, s'en est expliqué au cours de « Face à la Une » sur TF1. La course à la présidentielle est une « aventure » qu'après mûre réflexion il n'a pas voulu tenter. Il a pour cela avancé toutes sortes de bonnes raisons. Le climat lui paraît « détestable » et, dans l'embrouillamini politique ambiant, il a souhaité ne pas ajouter à la « confusion ».

Comme il n'y avait plus d'enjeu, pas de programme économique à détailler, pas d'affaire embarrassante à décortiquer, les journalistes de TF1 - et singulièrement un PPDA très en forme depuis qu'il a quitté le palais de justice de Lyon - ont entraîné l'ancien premier ministre dans un étrange menuet. Une danse légère, badine, un peu frivole au temps des invectives et des regards baineux. On questionnait, on répondait comme par jeu, par plaisir, avec une espèce d'insouciance qui donnait l'impression d'avoir été invité à la table de vieux amis parlant entre eux, de choses et d'autres. C'est dans ce registre, où affleure sans cesse la roserie, que M. Barre sait si bien faire entendre sa différence.

Si, comme Jacques Delors, il a renoncé à se présenter, c'est, dit-il, parce que « nous sommes responsables. Nous ne considérons pas l'accession au pouvoir suprême comme un élément normal d'une carrière ». On goûtera la saveur de ce « nous »... Que François Léotard se félicite de la décision de M. Barre et l'appelle à rejoindre les rangs des supporters de M. Balladur, aussitôt la perfidie se dessine. Raymond Barre n'a pas oublié les sarnasmes du ministre de la défense sur son « parcours solitaire ». « Il y a des compagnies dans je ne me réjouirais pas... », glisse-t-il, vif. Ayant mis fin à la question de sa candidature, M. Barre sait aménager avec une incorrigible coquetterie d'autres espaces de mystère. Il refuse de dire qui il soutiendra au premier tour, et vers lequel des deux candidats de droite penche son cœur, du moins sa raison. En attendant que les Messieurs bons offices viennent lui faire des courbettes et quémander son soutien, il s'autorise des commentaires d'ue sincère affliction sur la « déliquescence » dans laquelle se trouve le gouvernement et la nécessité, après les élections, de « restaurer la dignité de l'Etat »... M. Balladur appréciera.

Face à cette élégante cruauté, personne n'eût le cœur de suggérer que les tout petits 4 ou 6 % dont le créditaient les sondages (chiffres cités par LCI) auraient pu inciter l'ancien premier ministre à plus de modestie. Mais c'eût été un rien vulgaire et parfaitement désobligeant.

MERCREDI 8 MARS

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
13.40 Série : <i>Bony</i> . 14.35 Club Dorothée. 17.30 Série : Les Garçons de la plage. 18.00 Série : Les Nouvelles Filles d'A. Cobbé. 18.30 Série : <i>Le Meurtre de l'innocent</i> . 19.00 Magazine : <i>Coucou !</i> (et 1.30). 19.50 La Grande Show (et 2.15). 20.00 Journal, La Minute hippique, Météo et Météo des neiges.	13.50 Cinéma : <i>Hibernatus</i> . Film français d'Edouard Molinaro (1969), avec Louis de Funès. 15.10 <i>Chou Mousse</i> . 17.15 Série : <i>Seconde R</i> . 17.45 Série : <i>Copier et peindre</i> . 18.15 Série : <i>Le Fils de la paille</i> . 18.45 Jeu : <i>Qui est le meilleur gagnant</i> (et 3.25). 19.10 Flash d'informations. 19.15 Studio Gabriel (et 2.00). 19.45 <i>America's Cup</i> . 19.50 Tirage du Loto (et 20.50). 19.59 Journal et Météo.	13.05 Série : <i>Sherlock Holmes</i> . Le Maître cherche. 15.00 Série : <i>La Croisière s'amus</i> . 15.55 Série : <i>Magnan</i> . 16.45 Les Minikums. Dernier, le dernier dinosaure. 17.15 Sport : <i>Patinage artistique</i> . En direct de Birmingham : Championnat du monde : Techniques messieurs. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Terre mongole, d'Étienne Dehaen. 18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.09, Journal de la région. 20.05 Jeu : <i>Pa si la chanter</i> . 20.35 Tout le sport. 20.40 INC.	13.30 M 6 Kid. 16.10 Magazine : <i>Méga 6</i> . Raiden, Space Harrier, Super Moto Cross, Gogo Altman, Berlin, Stardust, Stargate, Fatal Fury Special, Wings of Glory, Super-Karts, Roi Lion, Tough Man, Contest. 16.30 Série : <i>L'Étalon noir</i> . 17.00 Variétés : <i>Hit Machine</i> . 17.00 Magazine : <i>Face 6</i> (et 5.15). Take That, Greg Hansen, The The. 17.30 Série : <i>Gaillarde</i> . 18.00 Série : <i>Equilizer</i> . 18.54 Six minutes première édition. 19.00 Série : <i>Lois et Clark</i> , les nouvelles aventures de Superman. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série : <i>Madame et sa fille</i> . 20.35 Magazine : <i>Ecoto 6</i> . Meuniers, tu dors.	13.30 Le Journal de l'emploi. 13.35 Décode pas Bunny. 14.30 Documentaire : <i>La Forêt des orange-outans</i> . 15.00 Le Journal du cinéma. 15.05 Téléfilm : <i>La Dernière Échance</i> . De David Jones. 16.45 Sport : Basket-ball américain. Match de championnat de la NBA. 18.00 Canaille peluche. Droopy détective. En clair jusqu'à 21.00. 18.30 Jeu : <i>Pizzarollo</i> . 18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. 19.20 Magazine : <i>ZéroCinéma</i> . Présenté par Philippe Gildas, Eric Laugier, Murielle Nizan, Albert Algod, Christophe Berlin, José Garcia, Karl Zéro. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.	13.30 Cinéma : <i>Un carnet de bal</i> . Film français de Julien Duvivier (1937), N., avec Louis Jouvet, Raimu, Fernandel. 16.00 Les Écrans du savoir. Au fil des jours (rediff.) ; Inventer demain (rediff.) ; A la Terre (rediff.) ; Alphabet de l'image (rediff.) ; Ça bouge (rediff.) ; Rintintin ; Rintintin et le Gold Bullion (vo.). 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Forêts du monde. 18.30 Le Monde des animaux. L'univers des sens : des odeurs par milliers.

CÂBLE

TV 5 19.00 Revue de presse canadienne. 19.05 Paris Lumière. 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Faut pas rêver. Invité : Christophe Malvo. États-Unis : Casinos indiens ; Mauritanie : Chiquetti, mémoire vive du désert ; France : L'or bleu de Béla. 21.00 Temps présent. Rediff. de la TSR du 23 février. Retraites : une mine d'or ; Place aux vieux. 21.55 Météo des cinq continents. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Série : *Au nord du pôle* et du fils. 23.45 Barthes mesquies. Rediff. de France 2 du 15 février. Femme bien sous tous rapports cherche l'homme pour vie à deux. 0.45 Journal de France 3. Édition Soir 3 (30 min).

PLANNET 19.35 Louisiana Blues. De Jean-Pierre Anouet et José Reyes. 20.35 Le Silence et la Peur. De Léon Descroix. 21.30 Le Tailleur de sons. Yann Paranthoën. De Thierry Compain. 22.30 Animaux de toutes les Russes. De Gérard Caldon et Jean-Claude Cudol (24). Le Grand River russe. 23.20 L'ouest, le vrai. De Craig Hoffman (Sénes). La Police montée du nord-ouest.

0.10 De Nuremberg à Nuremberg. De Frédéric Rossif (44). La Défaite et le Jugement.
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 19.00). 19.15 Tout Paris (et 20.30). 23.40. 19.45 Café-théâtre. 20.00 Paris Match Première (et 21.55). 21.00 Paris modes. 22.25 Le court en dit long. Hommage à Cyril Collard.
CANAL 1 17.35 Les Trilles. 17.40 Boif. 18.00 Coup de bleus dans les dunes. 18.15 Cagou. 19.15 Domino. 19.30 Série : *Zorro*.
CANAL J 20.00 Série : *Au nom de la CANAL J*. 20.15 Série : *Star Trek*. 22.00 Chronique de mon canapé. 22.05 Série : *SérieLift*. 22.30 Série : *Les monstres nouveaux*. 22.55 *T'as pas une idée ?* 23.55 Série : *Dream On*. 0.25 Série : *Les Enchaînements*. A l'aube du dernier jour (55 min).
SÉRIE CLUB 20.00 Série : *Les Années coup de cœur*. 20.25 Série : *Les deux font la loi*. 20.50 Série : *UFO-Alerte dans l'espace* (et 0.10). 21.40 Série : *Berlin anti-gang*. 22.30 Série : *Code Quantum*. 23.20 Série : *Équinox*. 1.00 Série : *Le Chevalier de Paris*.
MCM 19.30 *Blah-Blah Groove* (et 0.00). 20.10 MCM Mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Radio Mag. 21.30 MCM Rock Legends.

Spécial Serge Gainsbourg. 23.00 X Culture. MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.10 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.10 CinéMatic. 23.30 News at Night. 23.45 From 1. 0.00 The End ? (120 min).
EUROSPORT 19.00 Eurosportnews. 19.30 Patinage artistique. En direct de Birmingham (Grande-Bretagne). Championnat du monde : programme libre couples. 23.00 Motos. 0.00 Boxe. Championnat d'Europe : poids moyens. Woodhall (6-8) Bracco (Ita). 1.00 Eurosportnews (30 min).
CINÉ CINÉ 18.35 > Lune de miel mouvementée. III Film américain de Leo McCarey (1942, N.). 20.30 *Suzannah of the Mountains*. Film américain de William A. Seiter (1939, N.). 21.45 *Les Russes du diable*. Film français de Paul Vecchiali (1965, N.). 23.25 *Charlie Chan à Londres*. Film américain d'Eugène Fode (1934, N.). 0.45 *Le Rench* à abattre. Film américain de Lewis Allen (1955, N.).
CINÉ CINÉ 20.00 Séquences. 20.30 *Docteur en Love*. Film américain de Gary Marshall (1982). 22.00 1900 (I^{re} partie). III Film italien de Bernardo Bertolucci (1976). 0.40 Dans les coulisses de... (25 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Loïc Depecker (Dictionnaire du français des métiers). 19.30 Perspectives scientifiques. Transfert et contre-transfert ou le éprouve de l'incoscient. 3. Le psychanalyste, la folie et l'institution psychiatrique. Avec Jacques Hochmann, psychiatre et psychanalyste. 20.00 Le Rythme et la Raison. La chanson populaire. 3. Le pouvoir de la radio et du cinéma. 20.30 Tire ta langue. Hoquet ou myoclonie pharyngolinguale : Les mots de la médecine. 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Les guérisseurs du Brésil (7). 22.40 Les Nuits magnétiques. Si tu m'aimes, m'embrasse-moi. 2. La marie était en rouge. 0.05 Du jour au lendemain. Marc Guyon (Le Voyage transparent). 0.50 Coda. Les Songs de Shibus. 3. Je suis un être. FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domäne privé. Janine Reiss, chef de chant. 20.00 Concert

Donné le 4 mars 1995 au Conservatoire d'art dramatique de Paris, dans la série des Aventures, par le Fine Arts Quartet : Sérénade italienne pour quatuor à cordes, de Wolf ; Quatuor à cordes n° 68 op. 64 n° 6, de Haydn ; Quatuor à cordes n° 1 op. 7, de Schoenberg. 22.00 Soliste. Margaret Price, soprano. 23.30 Musique plurielle. Les femmes compositrices. Concerto étrusque, de Gianluigi-Hicks, par l'Orchestre philharmonique de Brooklyn, dir. Dennis Russell-Davies, Keith Jarrett, piano ; Concerto de chambre pour flûte et cordes, de Finsva, par l'Ensemble des Solistes de l'Orchestre symphonique d'URSS, dir. Vladimir Berbitsky, Alexander Korneev, flûte. 23.07 Ainsi la nuit. Quatuor à cordes n° 1, de Beethoven, par le Quatuor Alban Berg ; Sonate pour piano K 331, de Mozart, Stanislav Bunin, piano ; Bachiana Brasileira n° 5 pour violoncelle et guitare, de Villa-Lobos, Reine Rodhot, violoncelle, Christine Heister, guitare. 0.00 Jazz vivat. Aux frontières du jazz et du classique : Gilles Appa, violon, Jacques Lousteau, piano, et le groupe Classic Busters. Les pianistes Hervé Sotin, Jean-Michel Pic et Manuel Rocheman.

Les interventions à la radio

RTL, 18 h 20 : Simone Veil et Michel Rocard (« Question d'actualité »).
Radio Shalom 94.8 FM, 18 h 30 : Pierre Moscovici (Le grand débat).
France-Inter, 19 h 20 : Martine Aubry (« Objecteurs »).

L'évêque du Dragon

par Pierre Georges

Mgr JACQUES GAILLOT est comme ces papillons de nuit que l'on voit, l'été, voler autour des lampadaires. Un spot lui est un aimant et une bénédiction. Il n'y résiste point, sourit, regarde la caméra du fond des yeux qu'il a fort bleus, fait un peu l'étonné d'être là, parle de sa voix douce de Dieu, des pauvres et du livre qu'il finit d'écrire.

Mgr Gaillot nous fait un gros péché de gourmandise médiatique. Il le sait d'ailleurs et le dit avec la fausse contrition d'un insatiable boulimique. Cessez, mes amis, cessez de me filmer ainsi, je vais finir par exaspérer ! Et puis, il sourit et ne cesse point. Jamais un seul instant, il ne cesse, tout à sa satisfaction visible d'être là, encore et toujours en première ligne pour qu'elle soit bien éclairée.

Mgr Gaillot pourrait être un cabot d'Eglise en son apostolat-feuilleton. Il pourrait porter ses chaînes avec ravissement, comme d'autres leur croix, au nom du temps présent et du dénuement médiatisé. Il serait et ferait tout cela, n'était le but qu'il s'est assigné : aider les pauvres en détournant les moyens des riches, focaliser sur lui et à travers lui des objectifs qui, autrement, pourraient vaquer à d'autres priorités médiatiques. Si donc il se montre autant, c'est pour la bonne cause. Mgr Gaillot est en somme la démonstration permanente et télévisuelle du vieil adage : la fin, ou la fin, justifie les moyens.

Pour cela, il lui sera beaucoup pardonné. Ainsi lundi, l'évêque de nulle part s'est installé en fau-fare dans son nouveau chez lui. Comme évêque mage, il a fait son entrée rue du Dragon. Les

mal-logés qui y sont désormais un peu moins mal-logés se sont serrés un peu pour lui faire place. Ils ont aménagé l'appartement 102, un deux pièces avec vue sur l'avenir. Ils l'ont meublé de meubles de fortune, de meubles d'Emmaüs. Ils ont repeint les murs et rénové la plomberie. Et, en direct, ils se sont mis à quatre, en quatre, pour faire le lit de l'évêque du Dragon. Tout juste s'ils ne lui lavèrent point les pieds !

Mgr Gaillot était heureux. Ils étaient heureux de se savoir un de plus, avec cet occupant sans titre mais non sans influence qui devenait le plus sûr des boucliers contre l'expulsion. Mgr Gaillot recut une sorte de colliers de fleurs, comme il convient aux arrivants de marque dans l'île de la pauvreté, et un bouquet de jonquilles noué d'un ruban blanc.

Jaune et blanc, couleurs vaticanes, il se trouve justement que l'évêque parla du pape et de l'offre qui lui a été faite de renouer le pontif. Il en parla un peu curieusement, en homme qui n'entend pas aller au Vatican comme à Canossa. Il indiqua avoir écrit au pape, prêt à le recevoir « dès qu'il en aurait fait la demande », pour solliciter audience.

Mais il le fit de telle façon que cela sonna un peu comme le pape et moi. Il se dit « prêt à renouer le pontif, pour dialoguer, mais pas pour [se] justifier ». Mgr Gaillot fit savoir que Mgr Gaillot attend désormais « sa mission de Rome », une mission conforme à ses vœux : « Ammoncer Dieu dans des formes renouvelées pour la société moderne. » Et cela ressemblait fort, dans le ton, à un gros péché d'orgueil.

Alain Carignon reste en détention

La chambre d'accusation de Lyon relevait déjà, le 17 février, des « charges précises et graves » contre le maire de Grenoble

LA CHAMBRE D'ACCUSATION de la cour d'appel de Lyon a confirmé, mardi 7 mars, la détention d'Alain Carignon, ordonnance délivrée le 13 février par le juge Philippe Courroye contre laquelle les défenseurs du maire de Grenoble avaient fait appel. Alors que le parquet général avait requis la mise en liberté, cette décision apparaît dans le droit fil d'un précédent arrêt, rendu le 17 février. Résumant les principales découvertes de l'enquête, les considérants de cet arrêt étaient, en treize feuillets, les charges retenues contre le maire de Grenoble emprisonné depuis le 13 octobre 1994.

Dans ce document, la chambre d'accusation observe ainsi qu'entre 1989 et 1993, la société WHIP, fondée par Jean-Louis Dutaret, conseiller et ami de M. Carignon et ancien P-DG de la SO-FIRAD, « a facturé au total 13 221 750 francs d'études aux sociétés du Groupe Merim [autre filiale de la Lyonnaise des eaux] et 2 784 120 francs à la Lyonnaise des eaux, sommes représentant de 65 à 87 % de son chiffre d'affaires ». Les juges ajoutent : « Ces études étaient en réalité des compilations de rapports de l'Assemblée natio-

nale ou du conseil de l'Europe et des photocopies du journal officiel de la communauté européenne. Ces mêmes études étaient en outre facturées successivement à plusieurs sociétés du même groupe... »

L'arrêt indique encore que l'appartement parisien de 280 mètres carrés loué par M. Dutaret à une filiale du groupe Merim, pour un loyer mensuel de 32 000 francs, jamais acquitté, puis acheté par WHIP en décembre 1988, au prix de 7 millions de francs, a bien été occupé par M. Carignon, contrairement à ses dires. Quatre de ses collaborateurs « considéraient que les locaux du boulevard Saint-Germain constituaient à la fois le siège de l'équipe parisienne et le domicile parisien d'Alain Carignon ». De fait, l'arrêt relève que Marc-Michel Merlin a affirmé qu'« Alain Carignon lui avait demandé d'acheter cet appartement », et qu'il avait alors compris qu'il « devait consentir cette libéralité pour obtenir le marché de l'eau sur la ville de Grenoble ».

Egalement poursuivi pour subornation de témoins, M. Carignon est clairement accusé dans cet arrêt d'avoir voulu, grâce à la complicité de Jean-Louis Dutaret

et Xavier Peneau [son ancien directeur de cabinet, aujourd'hui sous-préfet de l'Essonne], « éviter que tout rapprochement soit fait entre lui-même et la société WHIP ». Les magistrats expliquent ainsi que ces deux hommes dictaient à certains témoins « le contenu de leurs déclarations ». « Grâce à la complicité de M. Boedels, avocat, Alain Carignon dictait leurs déclarations aux solistes de la société WHIP qui travaillaient avec lui boulevard Saint-Germain », ajoute l'arrêt.

Considérant que la détention provisoire demeure l'unique moyen d'empêcher une pression sur les témoins, les magistrats fondent, le 17 février, leur décision sur le fait que « la mise en liberté d'Alain Carignon, sur lequel pèsent des charges précises et graves mettant en cause sa probité (...), ne pourrait qu'exacerber l'émotion publique, alors que l'information est sur le point de s'achever ». En suivant l'avis du magistrat, mardi 7 mars, la chambre d'accusation donne en tout cas son feu vert au maintien en détention du maire de Grenoble.

Robert Belleret

Le Michelin 95 « étoile » les jeunes créateurs

EN DONNANT à son restaurant le nom d'une constellation de l'hémisphère sud, Marc Veyrat espérait secrètement que son Auberge de l'Eridan, à Veyrier-du-Lac, près d'Annecy, rejoindrait le firmament du Guide Michelin. C'est chose faite dans l'édition de 1995, mise en vente mercredi 8 mars. Autre promotion, Le Choeil (Amboise) et La Barbacane (Carcassonne) accèdent à la catégorie des deux-étoiles. La qualité des lieux et, dans le second surtout, celle de la table ont porté leurs fruits.

Deux restaurants perdent, en revanche, l'une de leurs deux étoiles : l'Hôtel de France (Dagun), à Auch, et Pain, Adour et fantaisie, à Grenade-sur-Adour, dont le chef (Didier Oudil) s'est installé au Café de Paris (Biarritz), où lui est accordée une étoile pour commencer. Et quarante restaurants perdent leur étoile unique, parmi lesquels L'Europe (Avignon), Les Frères (Montfavet), Le Saule pleureur (Monteux), La Cabro d'or (Les Baux) et Le Diamant rose (La Colle-sur-Loup), où Jacques Maximin fut une étoile filante ! Mais aussi Le Cheval blanc (Nîmes) et Le Pirée (Rennes). A Paris, cinq restaurants sont sanctionnés : La Ferme Saint-Simon, Les Princes (Hôtel George-V), La Cagouille, La Petite Bretonnière, qu'Alain Lamaison a quittée voilà plusieurs mois, et La Grande Cascade. A Neuilly et à la Défense, ce sont Jacqueline Fénel, le Fouquet's Europe et Les Communautés qui sont rétrogradés.

Vingt-huit établissements accèdent à une première distinction. Citons Jacques Mégean au Vert Galant (Carpentras), Reine Sammut à La Fenière (Lourmarin), L'Isle sonnante (Avignon), La Petite France (Mauvassane-les-Alpilles), Les Agapes (Revin-sur-Ornain) et le Château de Mercues (Cahors). A Paris, Paul Minicelli, sous sa propre enseigne, est étoilé ainsi que Le Comte de Gaspogne (Boulogne-Billancourt) et La Belle Époque à Châteaufort.

Quarante-cinq étoiles supprimées - plus celle du Miraville (à Paris), qui vient de fermer boutique ! Le verdict est au total assez sévère, bien dans la tradition d'indépendance du Guide rouge. Mais, fait notable, cette édition 1995 porte une plus grande attention aux jeunes créateurs expérimentés : Marc Veyrat, donc (Annecy), Michel del Burgo (Carcassonne), Jacques Mégean (Carpentras), Jean-Marc Joblot (Revin-sur-Ornain).

J.-C. R.

★ Guide Michelin 1995. France. 140 F.

La Lyonnaise des eaux veut racheter Northumbrian Water

UNE OFFRE « malvenue ». Voilà la réponse de la compagnie d'eau britannique Northumbrian Water à la Lyonnaise des eaux qui a rendu publique, lundi 6 mars, son « intention » de lancer une offre d'achat sur l'intégralité du capital de cette entreprise. Cette proposition, estime Northumbrian Water, va « créer une perturbation des activités et exposer les actionnaires, les clients et les employés à une période prolongée d'incertitudes ».

Mais la Lyonnaise, qui presse le pas à l'étranger (Le Monde du 4 mars), n'a nullement l'intention de renoncer. Trop de bonnes raisons militent à ses yeux pour cette opération. « Nous sommes présents en Grande-Bretagne (...) depuis plus de six ans », rappelle le directeur général, Philippe Brongniart. Le groupe y assure, avec 1 580 salariés, la distribution d'eau potable à 3 millions de Britanniques, avec ses filiales, North East Water et Essex & Suffolk Water, pour un chiffre d'affaires annuel de 1,5 milliard de francs et un résultat avant impôt de 375 millions.

Pour conforter cette présence, Northumbrian Water n'offre, aux

yeux de la Lyonnaise, que des avantages : une complémentarité géographique avec North East Essex ; des liens commerciaux étroits (North East fournit de l'eau à sa voisine et Northumbrian lui assure, en retour, une large partie du service de l'assainissement) ; une taille raisonnable, enfin, qui en fait une cible à la portée de la société française.

LE FEU VERT DE BRUXELLES

Northumbrian Water, en effet, distribue de l'eau à 1,2 million de personnes et fournit des services d'assainissement à 2,5 millions d'habitants. Elle réalise un chiffre d'affaires de 2,4 milliards de francs, dégage un résultat avant impôt de 508 millions de francs pour une capitalisation boursière de 4,1 milliards. Des chiffres qui valorisent, selon les analystes financiers, la compagnie britannique à 5 milliards de francs environ. Un montant que la Lyonnaise peut financer sur sa trésorerie et par emprunts.

On n'en est pas encore là. Pour prétendre à ce rachat, la Lyonnaise doit d'abord obtenir un accord de

Bruxelles et de la Commission britannique des monopoles et des fusions. « Le feu vert que nous sollicitons », explique Patrick Babin, directeur financier adjoint de la Lyonnaise, « devrait s'accompagner de certaines conditions. Notamment l'engagement d'une modération dans l'évolution du prix de l'eau. Ce n'est donc qu'une fois fixées les conditions de la reprise que nous pourrions finaliser notre offre ». Rendez-vous... à l'été 1995.

P.-A. G.

Accord conclu dans la métallurgie allemande

LE SYNDICAT allemand IG Metall et le patronat de la métallurgie bavaroise ont trouvé les bases d'un accord, mardi 7 mars. Les négociateurs se sont finalement entendus sur une augmentation des salaires de 3,4 % de mai à novembre et, ensuite, de 0,2 % jusqu'à fin 1996. La semaine de 35 heures entrera en vigueur, comme prévu, le 1^{er} octobre 1995. Cet accord doit faire référence pour l'ensemble de la métallurgie ouest-allemande, soit 3,6 millions de salariés. Mais il devra être adopté par les partenaires sociaux de chacune des zones de négociation. Le mouvement de grève avait été lancé le 24 février. - (AFP.)

■ CORSE : les appels à la manifestation régionale du mercredi 8 mars se font plus nombreux. L'arrêt du travail pourrait être total alors qu'il était, le 6 mars, de 60 à 70 %. La CGT et FO « exigent », indépendamment des concessions déjà faites (indemnité de transport accrue de 112 %), que la création annoncée, à compter du 1^{er} juin, d'une zone de résidence spécifique à la Corse, soit accompagnée d'une augmentation de salaires de 3 % et que le bénéfice de l'indemnité de transport soit étendu aux retraités. - (Corresp.)

DANS LA PRESSE

Tempête monétaire

IL SOLE-24 ORE

Sans qu'elle se rende compte de ses responsabilités, l'Italie peut bouleverser l'Europe. Pour la première fois, vu de l'extérieur, il est clair qu'elle risque de transférer à l'étranger sa propre instabilité financière. (...) L'alternative serait d'isoler l'Italie, sinon par des barrières commerciales, du moins par celles des capitaux. Mais un pas en arrière dans l'intégration financière européenne appellerait des mesures analogues dans d'autres pays faibles. Toute l'Europe peut tomber dans le piège italien.

Carlo Bastasin

LA CHAÎNE INFO (LCI)

La France doit-elle ou non se plier aux disciplines draconiennes imposées par Bonn ? A-t-elle intérêt à aller à marche forcée vers cette monnaie unique dès 1997 au risque de l'acidité sociale ? A-t-elle avantage à prendre quelques libertés vis-à-vis de cette construction monétaire, au risque du laxisme budgétaire et du décrochage ? (...) Cette nouvelle tempête monétaire devrait être l'occasion, pour les candidats à l'élection présidentielle, de sortir du flou artistique que, sur le sujet, ils ont jusqu'à présent cultivé.

Pierre-Luc Séguillon

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Europe : l'accord d'union douanière conclu avec la Turquie 2
Espagne : la peseta sous-évaluée risque de relancer l'inflation 3
Argentine : des prisonniers politiques furent jetés à la mer durant la dictature 4
Hongkong : les résultats des élections municipales relancent la polémique avec la Chine 5

FRANCE

Campagne présidentielle : le programme de Lionel Jospin 6-7
M.M. Léotard et Pasqua amorcent la contre-offensive 8

SOCIÉTÉ

Médecine : les urgences hospitalières s'ouvrent aux généralistes 9
Emploi : le rôle des femmes ravive le dialogue droite-gauche 10

HORIZONS

Enquête : le Cyberespace, enfer et paradis 12
Débats : le courage des Algériennes, par Jeannette Colombel ; le féminisme américain a perdu son âme, par Elizabeth Fox-Genovese ; la parité, condition nécessaire de l'univers, par Françoise Gaspard et Claude Servan-Schreiber 13
Éditoriaux : l'OMC est mal partie ; M. Jospin et le pouvoir ; la chronique

BOURSE

Cours relevés le mardi 7 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	
Tokyo Nikkei	16955,30 - 0,50 - 14,03
Hong Kong Index	10953,91 - 1,11 - 3,18
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES	
Cours au 06/03	Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1775,25 - 1,23 - 3,07
Londres FT 100	3001,90 - 0,77 - 3,07
Zurich	— - 0,07 - 0,07
Milan MIB 30	984 - 1,11 - 4
Frankfurt Dax 30	2070,32 - 1,86 - 1,72
Bruxelles	1298,46 - 1,82 - 6,36
Suisse S&P	— - 5,84 - 5,84
Madrid Ibex 35	280,76 - 0,16 - 1,49
Amsterdam AEX	770,80 - 0,71 - 7,58

DEMAIN dans « Le Monde »

CINÉMA « RELIGIEUSEMENT CORRECT » : L'émigré, film de l'Egyptien Youssef Chahine, qui sort le 8 mars en France, risque d'être interdit dans son pays. Les pressions de l'intégrisme mettent en péril le cinéma égyptien.

Tirage du Monde daté mardi 7 mars 1995 : 509 523 exemplaires.

DISQUES - CD

LIVRES - FILMS

50 000 disques et CD

200 000 livres

26 000 films

36 15 LEMONDE

Le Serveur Judiciaire

INVENTAIRE INTÉGRAL DES LIQUIDATIONS ET SAISIES JUDICIAIRES

minitel 3617 VAE

Surveillance des ventes judiciaires

par abonnement

Activité et dépt. de votre choix. Demandez dossier par fax 78 22 53 46

3615 LEMONDE

Ingenieurs debutants

Rendez-vous Secteurs de

INITIATIVES

Les valeurs de l'économie sociale

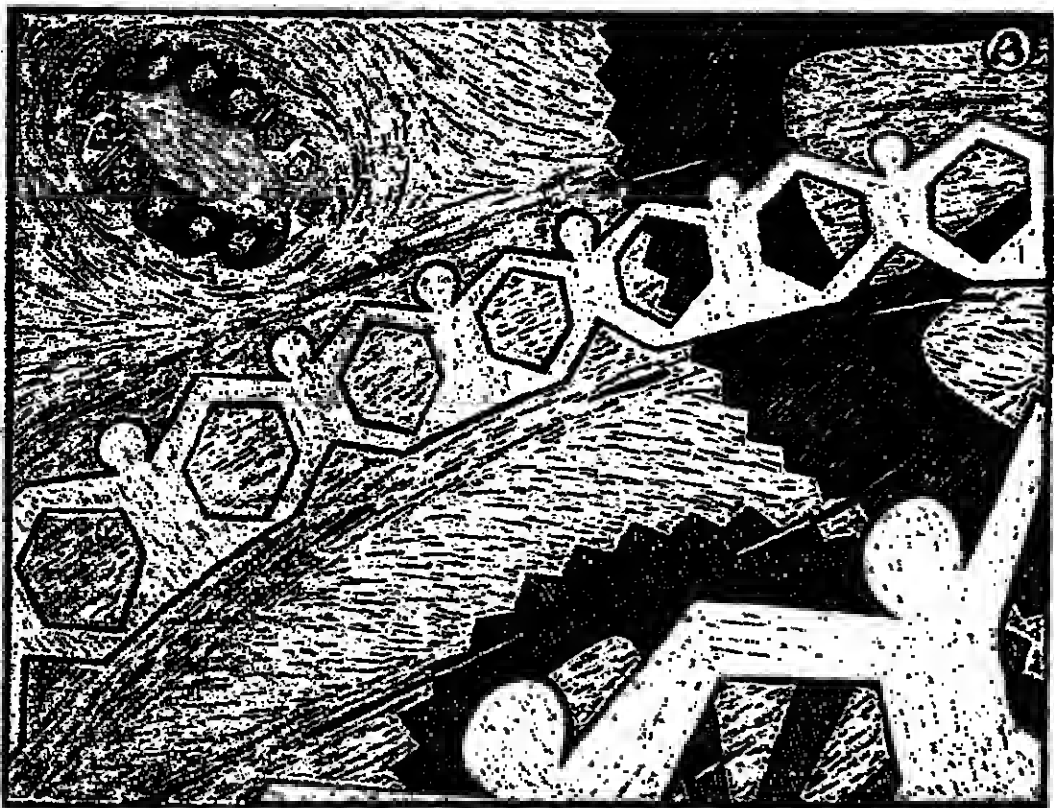
EDMOND MAIRE, qui a gardé le goût de la provocation, se dit toujours à la recherche de l'économie sociale. Appartenant à la « nébuleuse », depuis qu'il est devenu le patron de VVF (Villages, Vacances, Famille), l'ancien secrétaire général de la CFDT estime qu'il s'agit d'un « concept mou ». Pour enfoncer le clou, il ajoute que « l'origine idéologique est mal justifiée aux réalités économiques », et assure qu'il y a autant de définitions que de cas d'espèce.

Sur tous ces points, Edmond Maire n'a pas entièrement tort. Déjà difficile à cerner en soi, ce secteur apparaît bien comme un ensemble hétéroclite dans le rapport d'actualité que vient de présenter Thierry Jeantet au Comité consultatif de l'économie sociale, le 28 février. Entre les associations qui sont parfois des entreprises, les mutuelles, dont celles d'assurances, les établissements de crédit ou les coopératives qui peuvent être agricoles, de production ou de consommateurs, il y a des différences de nature et de statut. Par leur taille ou leur objet social, il n'y a rien de commun entre le Crédit mutuel ou le Crédit agricole et la petite SCOP du bâtiment avec ses quelques salariés associés ou l'amicale des pêcheurs à la ligne du Gréoulou.

Le tout, qui pèserait financièrement très lourd dans l'économie française, et emploierait 1,7 million de personnes, constitue pourtant un pôle dynamique mais disparate qui, toujours selon Thierry Jeantet, aurait créé 470 000 emplois de 1984 à 1994. Ce qui ne l'empêche pas de constituer une spécificité française, et au mieux francophone, qui n'a pas d'équivalent dans le vocabulaire européen. Face aux directives de Bruxelles, le principe de sociétés de personnes, opposé aux sociétés de capitaux, cadre mal avec l'idée du marché unique. La mutualité ou les mutuelles d'assurances éprouvent des ennuis à faire admettre leur situation, dérogatoire de la logique commune. Mieux reconnues, les SCOP souffrent de l'absence d'une Europe sociale forte, dont elles seraient l'un des ingrédients naturels.

Nées de la volonté de réconcilier l'économie et le social, le plus souvent avec la ferme intention de compenser des inégalités, voire de lutter contre des exclusions de fait, ces structures se sont glissées dans les interstices du capitalisme pour le compléter plus ou moins harmonieusement. Elles ont pu se développer, quelquefois prospérer dans des niches ou avoir pour cible des publics déterminés, mais, avec le temps, certaines d'entre elles ont beaucoup évolué et quelques-unes n'ont pratiquement plus rien à voir avec leur mission d'origine. Il leur a fallu parfois s'adapter aux règles du marché, jusqu'à sembler perdre leur identité. La FNAC a rejoint le giron de la grande distribution « normale » depuis les faux pas de la G.M.F. Mais les vieux agriculteurs se retrouvent-ils toujours dans le Crédit agricole d'aujourd'hui, ou les militants de l'époque héroïque dans les solides mutuelles ?

Crise de sens ou crise existentielle ? L'uniformisation économique ou l'accélération de la compétitivité mettent à mal la spécificité des entreprises de l'économie sociale qui interviennent dans le champ concurrentiel. Des pessimistes, qui constatent que leur espace se rétrécit, Europe oblige notamment, leur prédisent des lendemains sombres ou doutent de leur survie en l'état. Alors que le capitalisme tolérât leur présence, le libéralisme ne les supporterait pas pour cause d'in-



Illustrations : François BOUSSUZE

Un secteur qui crée du « lien »

compatibilité. Aux deux hypothèses qui seraient de disparaître ou de se fondre, Hugues Sibille oppose un troisième terme. Président du CDES (Centre des études dirigées de l'économie sociale), il propose « ni plus ni moins d'anticiper et favoriser les formes nouvelles de civilisation conformes à nos valeurs ». Car, aussi tenu que cela puisse paraître, c'est bien la référence à des valeurs qui, au final, signifie le mieux l'appartenance à un autre monde qui ne se réduit ni à l'économie ni, exemple allemand en tête, à une quelconque économie alternative.

Il faut-il clarifier. Ce qui personnalise le plus l'économie sociale ne tient pas forcément dans sa propre gestion sociale, aussi satisfaisante ou discutable que partout ailleurs. En revanche, sa caractéristique première réside dans sa capacité à produire du lien social, d'une façon ou d'une autre, que celle-ci s'apparente à la survivance déshérite de certaines formes de solidarité héritées des tréfonds de l'histoire ouvrière ou qu'elle corresponde à des préoccupations plus modernes. Pour une coopérative de production, qui ne se différencie en rien par ce qu'elle fabrique, cela sera certes une autre façon de travailler ensemble et d'être acteur de son emploi en détenant une partie du capital. Mais pour l'une des associations du travail social, il s'agit de venir en aide à des catégories en difficulté. Tandis que pour l'une des 6 000 mutuelles, l'ob-

jectif sera de financer la santé des 25 millions de sociétaires. Tout comme pour la banque et les assurances, la vocation consisterait à répondre prioritairement à des besoins, y compris catégoriels, soit d'épargne populaire ou de crédit, soit de couverture du risque. A chaque fois, édulcorée ou non, il y a bien de la citoyenneté à l'œuvre et de la participation collective. Chacun avec leurs mots, Edmond Maire, Thierry Jeantet et Hugues Sibille se réclament de cette originalité, partagée par tous, des associations de bénévoles aux représentants des entreprises compétitives.

Mais le moment est sûrement venu de dépasser les mots ou de retourner aux sources. Dans le milieu de l'économie sociale, qui ne manque pas de ténors, une prise de conscience s'effectue, favorisée par le contexte. Mal à l'aise parfois, à la recherche d'une issue qui pourrait le réconcilier avec son passé, le mouvement comprend qu'il pourrait jouer un rôle essentiel quand la cohésion sociale est menacée et quand les limites de logiques économiques sont atteintes. Il se prend à penser que personne d'autre que lui serait à même de contribuer à la restauration du lien social en se chargeant de l'inclusion et de l'exclusion. Ce qui serait une façon de garder sa légitimité, face à l'entreprise citoyenne.

Alain Lebaube

■ A LA RECHERCHE DE L'OBJET SOCIAL

S'adapter ou disparaître, telle est la problématique du secteur
par Franckne Aizicovici

■ UN CONCEPT MOU

Le point de vue d'Edmond Maire, ancien secrétaire général de la CFDT, aujourd'hui président de VVF
par Marie-Claude Betbeder

PAGE II

■ LA REVANCHE DES SCOP

Les sociétés coopératives de production se sont bien adaptées à leur environnement
par Valérie Devillechabrolle

PAGE II-III

■ L'ÉCONOMIE SOCIALE ET L'EUROPE

Face à la vague libérale, le concept hexagonal a du mal à s'imposer
par Alain Beau-Méry

■ LES MUTUELLES À L'ÉPREUVE

Les exigences de l'éthique face aux contraintes économiques
par Catherine Leroy

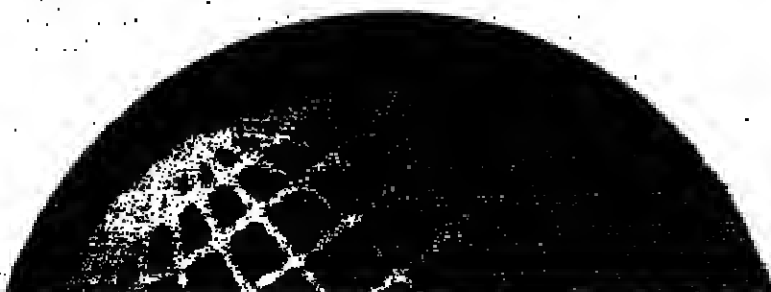
PAGE III

LA PAGE RENDEZ-VOUS DE CETTE SEMAINE EST EXCEPTIONNELLEMENT REPORTÉE LA SEMAINE PROCHAINE

Ingénieurs débutants ou confirmés

Ne laissez pas les technologies de demain s'élaborer sans vous...

Rendez-vous en Secteurs de pointe.



INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

IUA
SAN FRANCISCO

The Link Between Continents Since 1980

114 Sansome Street • San Francisco, CA 94104

Université à San Francisco
California State APPROVED
fully ACCREDITED W.A.U.C.

MBA

Master of Business Administration
for International Management

- Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés

Autres programmes de l'Université : Bachelor, et DOCTORATE of Business Administration

Main European Information Center :
17-25, rue de Chaillot 75116 Paris

Tél : (1) 40.70.10.00
Fax : (1) 40.70.10.10

IUA Tél : (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052

IUA
SAN FRANCISCO

A la recherche de l'objet social

S'adapter ou disparaître.
Telle est la problématique des entreprises du secteur

QUE reste-t-il de la vocation initiale des entreprises de l'économie sociale ? Il est vrai que depuis leur naissance, il y a dix, trente ou cinquante ans, la société dans laquelle elles s'enracinent s'est modifiée. Quel rôle jouent, par exemple, aujourd'hui les adhérents des grandes associations ? Dans le tourisme social, ils n'ont souvent plus aucun poids. En revanche, dans un mouvement tel que les Francas, les adhérents, qui siègent au conseil d'administration, sont au premier plan. Cette association, créée en 1944 sous le nom de Francas et Francas camarades par les Eclaireurs de France (laïcs), a pour objet de « promouvoir auprès des citoyens et de leurs élus le caractère éducatif du loisir des enfants », indique Philippe Thillay, secrétaire national. Pour y parvenir, les Francas, qui fédèrent 126 associations employant cinq à six cents salariés, recourent au « lobbying » et proposent des « prestations techniques » payantes auprès des collectivités locales. Ces prestations sont réalisées par 10 000 bénévoles, soit un tiers des adhérents. « Les bénévoles sont notre force de production. Nous fabriquons d'abord du lien social. »

L'évolution des mœurs peut aussi jouer un rôle sur ces organismes. Ainsi la coopérative Chèque déjeunier, créée en 1964, émet des titres qui servent aussi bien à payer un menu complet qu'une salade ou un traiteur, alors qu'au début ils ne devaient s'appliquer qu'aux repas comprenant « un plat chaud et copieux », précise Jacques Landriot, président de Chèque déjeunier. En revanche, la participation de l'employeur, qui bénéficie d'un exonération plafonnée de charges sociales et fiscales, continue à se situer entre 50 % et 60 % de la valeur nominale du chèque, conformément à sa vocation d'« aide ou repas ». Toutefois, le titre peut avoir des effets pervers en se substituant à des augmentations de salaires qui, elles, seraient soumises à des charges. La concurrence entraîne parfois l'économie sociale à adopter des méthodes libérales pures et dures. Le courtage, par exemple, auquel certaines mutuelles complémentaires maladie recourent, peut pro-



voquer des effets de dumping. En outre, certains organismes font preuve d'un « dynamisme royaume », comme le souligne la charte d'entreprise de la Mutuelle nationale territoriale. Celle-ci a été créée en 1964 à l'intention des agents des collectivités locales qui n'avaient pas, à l'époque, le statut de fonctionnaire. Depuis, ils l'ont obtenu, et leur mutuelle, qui compte environ 300 000 sociétaires, se place en quatrième position sur un marché en explosion. « Les mutuelles interprofessionnelles, qui sont très nombreuses, cherchent à se développer en obtenant notamment la cible des agents des collectivités locales », constate Jean-Manuel Petit, secrétaire général. Une cible facile car, dans un contexte de chômage, la moitié est, dans beaucoup de communes, le principal employeur. Or, en sélectionnant un public jeune ou des départements où les dépenses maladie sont plus faibles que dans d'autres, ces mutuelles interprofessionnelles sont en mesure de proposer des tarifs très attractifs. Conséquence : en 1991, la Mutuelle nationale territoriale a été contrainte de s'adapter. Fini la gamme unique de prestations et la

cotisation mensuelle uniforme à 152 francs. Celle-ci varie désormais de 167 à 231 francs, en fonction de l'âge du sociétaire, de son département ainsi que de l'option choisie, un « correctif de solidarité interrégionale » étant néanmoins appliqué. L'organisme a-t-il perdu un peu de son âme ? « La mutuelle justifie son existence ou non de ses valeurs ; elle ne le fera de façon probante que pour autant qu'elle survive », lit-on dans la charte d'entreprise.

CONCURRENCE
Dans ce contexte, on comprend les difficultés que rencontre la société anonyme Estin (Economie sociale financière), une holding de cinq sociétés financières dont les capitaux, qui proviennent exclusivement de l'économie sociale (mutuelles, banques, etc.), servent à financer en fonds propres des entreprises du même secteur. « Aujourd'hui, des mutuelles se posent la question de leur maintien dans notre capital », souligne François Soulaige, PDG d'Estin. Le leur répond par une grande discours politico-philosophique sur leurs responsabilités : on ne peut pas être mutualiste et considérer que la cohésion de notre société n'est liée qu'à un petit groupe constitué par leurs adhérents. Mols elles le comprennent de moins en moins bien car elles sont elles-mêmes confrontées à la concurrence. Aussi me demandent-elles de prendre moins de risques. »

Autre fondement de l'économie sociale : le système de décision dit démocratique, au travers des assemblées générales et des conseils d'administration. Dans le cas des mutuelles, il s'agit souvent d'une fiction. « La plupart des mutualistes se comportent comme de simples consommateurs », déplore Yann Fradin, animateur de la section Ile-de-France du Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale (CJDES). Or, pour que les entreprises vivent leur objet social, encore faut-il que les gens utilisent le pouvoir de contrôle qui est à portée de leurs mains. »

Les coopératives aussi rencontrent parfois des crises de démocratie interne. « Dans certaines d'entre elles, l'esprit s'est perdu », regrette Pierre Courtoux, ancien responsable à la Confédération générale des Scop. Les gens se sont fatigués parce qu'être sociétaire demande beaucoup d'efforts. S'ils ont à leur tête un homme un peu charismatique et un peu autoritaire, ils remettent leur sort entre ses mains. « Et tout ira bien jusqu'au jour où des décisions graves devront être prises. Du coup, les sociétaires se comportent en simples salariés, en pensant d'abord à sauver leur peau au lieu de chercher des solutions pour sauver la coopérative. »

« Ne pas s'adapter et disparaître ; s'adapter trop et se fondre : anticiper et réaffirmer ses valeurs », tels sont les scénarios possibles pour l'économie sociale, estime Hugues Sibille, président du CJDES, qui choisit, bien sûr, la dernière option. « Revenons sur notre objet social initial : être des entreprises du lien social. Travaillons sur les enjeux actuels de la société, à l'égard desquels l'économie sociale n'est pas un projet du passé. »

Francine Aizicovici

Un concept mou

Selon Edmond Maire, aujourd'hui président de VVF, la vie concrète a modifié les données d'origine de l'économie sociale

« C'ÉTAIT pour moi une réalité lointaine et plutôt nébuleuse. J'ai essayé d'y voir plus clair mais je n'y ai pas réussi. Il y a eu de nombreuses définitions de d'octeurs, mais elles sont aussi insaisissables les unes que les autres. » Ainsi s'exprime Edmond Maire, devenu, depuis son départ de la CFDT en 1989, président de Villages Vacances Familiales (VVF), l'un des fleurons de ce secteur. Pour l'ancien secrétaire général de la CFDT, « c'est un concept mou », « d'origine idéologique, mal ajusté aux réalités économiques : un peu irritant aussi si l'on se place du point de vue des entreprises qui tentent d'avoir un fonctionnement social correct » tout en assumant les exigences du marché. On peut sourire de l'expression « entreprises citoyennes », mais il existe tout de même des sociétés qui consacrent pas mal d'argent et d'énergie à leurs opérations de reconversion et elles sont en droit de nous demander en quoi elles sont moins « économie sociale » que bien des grands du secteur. »

Le cheveu blanc et le sourire malicieux, il a « choisi d'être un homme d'Europe ! » Autrement dit, il propose de donner une expression qui n'a son équivalent dans aucune autre langue du continent. Mieux vaut parler de coopératives, de mutuelles ou d'associations, car c'est à ce niveau que l'on peut valablement décrire, analyser et réfléchir. Et puisque VVF est une association, c'est la situation de ces dernières qu'il choisit de décrire. « Il en existe beaucoup de petites qui n'ont pas d'activités économiques, comme celle qui rassemble les pêcheurs à la ligne. D'autres ont une activité humaine et vivent alors de dons et de subventions. D'autres enfin sont des entreprises associatives qui emploient des salariés, payés en grande nombre. Et l'évolution du mouvement associatif tend à les multiplier. Pour moi, ce sont des entreprises comme les autres, même si elles ont un mode d'organisation

différent. VVF en est une illustration. En tant qu'association, nous ne sommes assujettis ni à la TVA, ni à l'impôt sur les sociétés, sauf pour quelques activités de type purement commercial. Mais le fait d'être sur un marché, celui du tourisme, nous amène à agir assez souvent en contradiction avec la doctrine fiscale. »

Parfois le respect de la législation est assez formel : ainsi, les 100 000 clients annuels de VVF ne sont pas des adhérents au sens strict du terme, même s'ils sont souvent attachés à l'association. Pour autant, il n'est pas question de rayer d'un trait de plume des allégements fiscaux que d'anciens privilégiés. Edmond Maire relève en effet une différence majeure entre VVF et des sociétés telles que le Club Méditerranée ou Pierres et Vacances : la composition socio-professionnelle de son public. « Alors que ces sociétés attirent chacune une population aux revenus homogènes, on trouve chez nous un mélange de cadres moyens, d'ouvriers et d'employés auxquels s'ajoute une petite proportion de cadres supérieurs. Et, en 1993, nous avons accueilli 35 % de personnes non imposées sur le revenu. »

SENS
VVF revendique « un rôle de brassage et de cohésion sociale » utile à la collectivité et très apprécié de son public, qui interdit de l'assimiler à une simple société commerciale. Car si les clients de VVF n'ont d'adhérents que le nom, il se développe au sein de la structure une réelle activité associative. Celle-ci fait participer à son fonctionnement quelque cinq cents organismes sociaux (comités d'entreprise, caisses de retraite, caisses d'allocation familiales, comités d'œuvres sociales du secteur public) qui lui ont apporté de l'argent à un moment donné en échange d'une priorité de réservation. Sans compter les cent quarante communes qui ont un village de vacances et avec lesquelles

les liens sont souvent très forts. Tout ce monde se réunit, débat, commissionne, bref participe : « Il y a là quelque chose de vivant, d'important ! » Et c'est l'aide à la personne qu'assurent ces différents organismes qui permet à VVF d'accueillir des gens de tous niveaux de revenus. « Je pense qu'à peu près partout dans ce qu'on appelle l'économie sociale la vie concrète ou progressivement modifiée les données d'origine comme on vient de le voir pour VVF. Des réalités nouvelles sont apparues qui peuvent donner lieu à des lectures multiples et sur lesquelles il est difficile de porter un jugement global. » L'Etat lui-même a d'ailleurs du mal à s'y retrouver. Va-t-il par exemple soumettre les associations à la TVA ? « Pour nous comme pour certaines autres grandes associations insérées dans un marché, ce ne serait pas scandaleux... », juge Edmond Maire. Mais l'orthodoxie fiscale veut que celui qui paie la TVA paie aussi l'impôt sur les sociétés. Et, là, rien ne va plus. « Cet impôt nous affaiblirait gravement parce que nous avons actuellement besoin d'excédents pour entretenir et moderniser nos installations. Nous qui n'avons pas d'actionnaires pour nous fournir en fonds propres, on imagine mal que celui qui fut l'ordonnateur de l'idée d'outillage n'ait pas quelques idées en tête quant à la façon de travailler comme sociétés des entreprises associatives. » Pourtant, tel n'est pas le cas. « De mon point de vue, elles ne constituent pas un terrain plus propice que d'autres à l'expérimentation sociale. » « Nous essayons d'avoir une bonne direction des ressources humaines. Si travailler à VVF et dans nombre d'entreprises associatives comporte un « plus », cela viendrait plutôt, juge-t-il, de ce que la tâche y a un sens. Elle est un service qui a de la valeur pour celui qui le reçoit et, parce qu'il apporte quelque chose, une satisfaction à celui qui le réalise. »

Marie-Claude Betheder

La revanche

Les sociétés coopératives de production

« N'OUS sommes tellement otocchés à notre boutique que nous ferons tout pour ne pas la faire péricliter. » Dans la bouche d'Hubert Durand, responsable de la SCOP « les Ouvriers du bocage » (Pays de la Loire), spécialisée dans l'imprimerie et la menuiserie, la formule sonne comme une profession de foi. Mieux, comme un défi. Il est vrai qu'en ces temps d'apnée économique, les sociétés coopératives de production semblent, par l'organisation de leur capital, de frères esquifs, tandis que leurs salariés-actionnaires passent pour bien téméraires. « Comment peut-on mettre ainsi tous ses œufs dans le même panier, autrement dit sa force de travail et ses économies dans la même entreprise ? », s'interrogent les sceptiques, échaudés par les récentes vagues de licenciements et d'OPA sauvages sur les entreprises capitalistes. »

De fait, dans le petit monde des SCOP, nul ne minimise le double risque pris par les salariés-associés. D'autant qu'en étant inaccessibles à des tiers, ceux-ci sont tenus de compter sur leurs seules forces, ou presque. Pourtant, nombre de ces sociétés pulsent paradoxalement dans ces contraintes une motivation supplémentaire. « Cela incite les SCOP à faire preuve d'encore plus de discipline dans le partage des résultats de l'entreprise », se félicite en particulier Michel Porta, directeur de la communication à la Confédération générale des SCOP. Et de rappeler que non seulement 70 % des 1350 SCOP adhérentes de la confédération sont sorties bénéficiaires de l'exercice 1994, mais que le volume des fonds propres atteint en moyenne le « niveau record » de 140 000 F par emploi de salarié-associé. 45 % de cette somme sont affectés aux réserves communes et impartageables de la SCOP ; une part équivalente est réservée aux salariés sous forme de parti-

cipation ; les 10 % restants rémunèrent le capital ainsi constitué. »

La transformation de 45 % des bénéfices de l'entreprise en participation au capital — soit un en-cours moyen par salarié équivalent à 25 000 F contre 5 200 F dans les entreprises capitalistes — constitue pour les SCOP le moyen le plus classique de limiter les risques pesant sur l'épargne du personnel actionnaire. « Ce salaire différé, bloqué ou minimum pendant cinq ans, constitue une sorte d'assurance-vie pour les salariés », explique le

directeur financier d'une coopérative de travaux publics. Lorsque l'un des salariés se trouve en difficulté, cette SCOP s'est, par exemple, engagée à débloquent cette épargne « sans intérêt ». Le plus souvent, les sociétaires récupèrent leur pactole lors de leur départ à la retraite, à moins qu'il ne profite à leur conjoint, en cas de décès. A contrario, lorsque la coopérative connaît à son tour un problème de trésorerie, elle peut se retourner vers ses actionnaires. Soit en négociant un moratoire sur le remboursement du capital d'un sociétaire sur le

UNIVERSITE RENE DESCARTES
Année 1995/1996

Cycle FORMATION PEDAGOGIQUE DE FORMATEURS D'ADULTES PREPARATOIRE AU D.U.F.A.
(Diplôme Universitaire de formateurs d'Adultes)

Directeur Scientifique : P. BESNARD
1051 H d'enseignement de novembre à juin
Renseignements et inscriptions de mars à fin mai
Centre de Formation Continue
Tél : 40.46.16.07

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

2ème Cycle
GESTION DU PERSONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES

Notre métier, gérer les hommes en entreprise

- 11 MOIS D'ENSEIGNEMENT
- 11 MOIS EN ENTREPRISE

Admission : Titulaire d'un DEUG, OUT, BTS, Licence.
Concours : Sessions 1995, Avril, Juin, Sept.

Si vous êtes titulaire d'un Bac+2, n'attendez pas la rentrée, intégrez notre 2ème cycle en formation intensive... Renseignements : 49 03 15 03

GROUPE IGS
12 rue Alexandre Parodi - 75010 Paris

JOURNÉES PORTES OUVERTES
25 MARS
DE 10 À 17 H.

Établissement agréé d'enseignement supérieur

DEMANDE DE DOCUMENTATION À RETOURNER : 105, 12 rue Alexandre Parodi 75010 PARIS

NOM : _____ PRÉNOM : _____ ÂGE : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

NIVEAU D'ÉTUDES : _____

Ecole de Commerce
au Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation Nationale et homologué au Niveau II (Maîtrise)

edc

Le concours indépendant de l'EDC est ouvert aux élèves inscrits en classes préparatoires HEC et littéraires. L'équilibre étendu de ses coefficients permet de donner à chaque candidat sa chance de réussite quels que soient ses points forts et l'option dans laquelle il se présente.

Admission sur concours en 1ère année

Date limite d'inscription : 15 mars 1995

Ecole Des Cadres
70, galerie des Darniers
La Défense 1 • 92400 Courbevoie
Tél : 46 93 02 70 • FAX 46 93 17 79

des SCOP
se sont des entreprises

depuis 1991, les SCOP ont connu une croissance remarquable. Elles ont créé 10 000 emplois et ont augmenté de 50 % leur chiffre d'affaires. Elles sont aujourd'hui 1 350 et comptent 100 000 salariés.

Leur succès s'explique par leur mode de fonctionnement unique. Les salariés sont associés à l'entreprise et participent à la prise de décision. Ils bénéficient d'un salaire de base et d'une participation aux bénéfices. Cette dernière est versée sous forme de titres de participation, qui leur permettent d'acquiescer à la retraite.

Leur succès s'explique aussi par leur capacité à s'adapter aux besoins du marché. Elles ont développé de nouvelles activités et ont étendu leur champ d'action. Elles sont aujourd'hui présentes dans tous les secteurs de l'économie.

Leur succès s'explique enfin par leur engagement social. Elles ont toujours été soucieuses de l'emploi et de la formation de leurs salariés. Elles ont également contribué à l'écologie et à la culture.

INSTITUT

CADRES
DEMANDEURS
D'EMPLOI
ou en
CONGÉ
INDIVIDUEL
DE FORMATION

RECRUTEMENT
IMMÉDIAT

50/50 من راصل

DOSSIER • Les valeurs de l'économie sociale

L'économie sociale et l'Europe

Face à la vague libérale qui porte les autres pays de l'Union, le concept hexagonal a du mal à s'imposer

L'ALERTE a été chaude. La transposition en droit français des directives européennes sur les assurances a failli porter un coup fatal aux mutuelles. Les directives des 18 juin et 10 novembre 1992 portent en germe leur assimilation à des simples compagnies d'assurances, et un risque de banalisation de leur statut. « Nous avons été très naïfs dans cette affaire », reconnaît Jean-Pierre Davant, président de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF). Pourtant ce sont les mutuelles d'assurances qui ont souhaité être introduites dans le champ de la réglementation européenne sur l'assurance, avant de demander aujourd'hui un statut dérogatoire.

La nouvelle réglementation européenne est lourde d'une double menace pour les mutuelles d'assurances : l'une porte sur la gestion de leurs œuvres sociales, l'autre sur la question des transferts de portefeuille. Pour se conformer au droit européen, les mutuelles devraient assurer une élargissement total entre leurs différentes activités : l'assurance complémentaire maladie, la prévoyance et les œuvres sociales. Sociétés de personnes à but non lucratif – ce qui fonde leur appartenance au cercle de l'économie sociale –, elles se retrouvent en situation de concurrence avec des sociétés de capitaux.

Depuis lors, la Commission de Bruxelles a confié au gouvernement français le soin de régler cet épineux dossier et de transposer ces directives dans le code de la mutualité. Simone Veil, ministre des affaires sociales, a déclaré mardi 21 février devant le conseil supérieur de la mutualité que « les œuvres sociales, dont l'existence découle directement de l'activité des mutuelles, doivent continuer à être gérées directement par celles-ci et aucune obligation nouvelle ne de-

va peser sur les petites mutuelles ». Cet incident révèle certaines failles de l'économie sociale au niveau de l'Europe. Le poids de la mutualité en France n'a, en effet, pas d'équivalent dans les autres pays d'Europe, même si elle existe en Belgique, aux Pays-Bas, en Espagne et au Portugal. La mutualité française, la première par sa taille, fédère quelque 6 000 mutuelles et a 12,5 millions d'adhérents : près de 1 Français sur 2 est mutualiste – souvent sans trop le savoir. L'exception française, plus l'absence de relais à Bruxelles, ont constitué une faiblesse. Depuis, l'éventualité d'un transfert de l'Association internationale de la mutualité (AIM) de Genève à Bruxelles a été évoquée mais se heurte toujours à des pesanteurs administratives.

MOULINETTE

Dès le début des années 80, pour ne pas risquer de « passer à la moulinette » de la réglementation européenne, les Sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP), qui regroupent 1 350 entreprises et 30 000 salariés, ont pris contact avec Bruxelles. Elles sont devenues membres du Comité européen des coopératives de production (Cecop), qui est reconnu comme une des douze organisations représentatives des PME auprès de la Commission. Le Cecop organise les échanges et les collaborations entre les mouvements coopératifs européens, et favorise les partenariats entre coopératives à l'échelon européen. Les SCOP peuvent servir d'appui pour la création ou pour l'aide à la reprise d'entreprises. Elles se sont aussi investies dans la gestion des programmes communautaires et en particulier des fonds structurels. Les programmes d'intérêt communautaires (PIC) pour les PME et urbain pour les villes ont été accueillis avec enthousiasme par les entreprises de l'économie sociale.

Cette dernière initiative revient à la DG 23 – dernière des directions générales de la Commission –, qui possède une division de l'économie sociale, dirigée par un Français, Paul Ramadier. La nébuleuse de l'économie sociale s'est petit à petit structurée à Bruxelles. Un comité consultatif européen de l'économie sociale se réunit périodiquement ainsi qu'une conférence européenne de l'économie sociale, tous les deux ans. Elle est représentée au sein du conseil économique et social et dispose d'un intergroupe au Parlement de Strasbourg. Sous l'impulsion du CJDES a été créé le Centre européen des jeunes dirigeants de l'économie sociale.

L'émergence d'une économie sociale européenne se heurte toutefois à l'absence d'une Europe sociale forte. « L'économie sociale demeure dans une large mesure un concept francophone, pas encore reconnue par tous », note Jacques Moreau, président du Comité national de liaison des activités mutualistes, coopératives et associatives (CNLAMCA). L'Europe s'est essentiellement construite sur la notion d'entreprise et a « fait face à la déferlante de l'économie libérale ». Mais avec la montée du chômage et de l'exclusion qui concerne tous les pays de l'Union européenne, un regain d'intérêt se porte vers les formules de l'économie sociale.

L'économie sociale peut apparaître comme créatrice d'emplois. An cours des dix dernières années, le secteur associatif a ainsi créé environ 50 000 emplois en France. Elle peut aussi intervenir comme un mode de substitution aux autres structures porteuses d'emplois. C'est notamment l'exemple des coopératives de production qui regroupent des entreprises classiques.

Alain Beuve-Méry

Les mutuelles à l'épreuve

Bien qu'elles affichent une certaine éthique il ne leur est pas facile d'échapper aux contraintes économiques

LES mutuelles d'assurances revendiquent plus que jamais leur appartenance à l'économie sociale. Il suffit de voir le peu d'empressement que met le GEMA (Groupement des entreprises mutualistes d'assurances) et, dans une moindre mesure, Groupama (mutuelles du secteur agricole) à répondre à la proposition de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) de réfléchir à la mise en place d'une super-fédération regroupant les sociétés d'assurances traditionnelles et l'ensemble des mutuelles, afin de permettre à la profession de parler d'une voix unique dans le cadre du Grand marché européen, pour comprendre que mutuelles et compagnies d'assurances de font pas tout à fait partie du même monde.

Caractéristique principale des mutuelles : ce ne sont pas des sociétés capitalistes, il n'y a donc pas d'actionnaires. Elles n'ont pas de clients mais des sociétaires. Comme elles fonctionnent sans intermédiaires et proposent essentiellement des contrats en « prêt-à-porter », par opposition aux assurances, qui fonctionnent avec des courtiers et des agents et pratiquent volontiers le « sur mesure », elles peuvent se permettre d'offrir des tarifs compétitifs. En outre, elles affichent une certaine éthique : conformément au principe de solidarité, « tout le monde paie le même prix pour le même risque », rappelle Jean-Louis Bancel, le secrétaire général du GEMA, ce qui n'est pas forcément le cas dans les assurances.

Cela dit, comme les assureurs, elles sélectionnent leurs risques. « Dans certaines zones, la fréquence de vol de certains types de véhicules rend le risque quasiment inassurable », explique Jean-Louis Bancel. Ou alors, il faudrait demander au propriétaire un tiers du prix de sa voiture tous les ans. Dans une veine un peu différente,

rente, l'actualité récente a pu amener un certain nombre de personnes à s'interroger sur le comportement d'une mutuelle comme la Macif, qui n'a pas hésité à résilier quelque 150 contrats après les inondations de l'hiver 1993, puis une centaine après les inondations de 1994. La Macif a expliqué qu'elle espérait, par ce moyen, pousser les ex-sociétaires à faire pression sur les communes afin de les obliger à prendre les dispositions nécessaires pour éviter que ces catastrophes ne se reproduisent. Le plus choquant dans l'affaire ce n'est pas qu'un assureur ait pris la décision de résilier des contrats après ces sinistres.

OTAGES

« La Macif a agi d'une manière tout à fait légitime et son réflexe relève de la bonne gestion », constate Philippe Fruleux, responsable du secteur assurances à l'UFCV-Que choisir. Après tout, l'assurance n'est censée couvrir qu'un risque aléatoire. A partir du moment où le risque est certain, il n'est plus couvrable. En fait, il reproche à la Macif de « ne pas être à la hauteur du discours qu'elle fait passer : nous n'avons pas de clients mais des sociétaires. Nous avons une approche plus humaine que finan-

cière des problèmes... ». Certes, la Macif assure reprendre les sociétaires une fois les travaux effectués. Fallait-il pour autant prendre ces sociétaires en otage pour pousser les collectivités locales à assumer leurs responsabilités ? Face à cette question, Jean-Louis Bancel ne cache pas un certain malaise. Il rappelle que la loi de juillet 1982 sur les catastrophes naturelles oblige les autorités publiques à prendre des mesures de prévention. Or, constate-t-il, depuis dix ans, dans le Sud-Est, on relève des sinistres à répétition dans les mêmes zones. « On ne peut que soutenir l'approche sur la prévention. Il n'est pas possible d'avoir des abonnés aux indemnités catastrophiques, sinon tout le système va exploser. Mais, consent-il à dire, dans cette affaire, on ne s'y est peut-être pas pris de façon optimale ». Pour Philippe Fruleux, il aurait été plus intelligent, plus social, d'aider les victimes à constituer une association et de leur fournir un avocat pour forcer les élus à prendre des mesures plutôt que de les rayer de la liste. Reste qu'il n'est pas toujours facile d'échapper aux contraintes économiques.

Catherine Leroy

des SCOP

se sont bien adaptées à leur environnement concurrentiel

départ. Soit en constituant un compte courant temporaire, alimenté par les salariés et remboursable au fur et à mesure que les nuages se dissipent. « Quand ça va trop mal, on fait une croix dessus, on n'a jamais entretenu l'idée qu'il s'agissait d'un capital-risque », reconnaît un brin fataliste, Hubert Durand.

PÉRENNITÉ

« L'expérience montre qu'une augmentation de capital est plus facile à réaliser en période de basse

conjuncture. A condition toutefois de savoir tirer les signaux d'alerte avant que la situation de la coopérative ne devienne irréversible », ajoute-t-on à la SCOP de travaux publics. Lorsqu'un travailleur est florissant, de nombreuses coopératives ont commencé à rémunérer le capital. « Depuis 1992, il est faux de laisser croire que les SCOP ne peuvent pas verser de dividendes attractifs », observe Michel Porta. « A la différence que nous ne renvoyons pas les salariés

pour augmenter nos bénéfices », rectifie aussitôt Hubert Durand. Ainsi, aux « Ouvriers du bocage », le capital est-il rémunéré à hauteur de 5 % par an. Compte tenu de l'apport fiscal récupéré par les salariés, cela représente un plan d'épargne d'entreprise rémunéré à 7,5 %. « A voir les taux pratiqués par les banques, c'est plutôt avantageux pour le personnel », considère le patron de cette SCOP, qui réfléchit à la création d'un plan d'épargne-retraite interne.

Mais, pour Hubert Durand, la meilleure façon d'assurer la pérennité économique de la SCOP est encore de « prévoir l'avenir ». « Notre développement tourne à la hantise », confirme le directeur financier de la SCOP de travaux publics. « Toutes ces précautions prises en matière d'épargne doivent permettre aux SCOP de financer leur plan stratégique, surtout en cette période où les changements de métiers s'accroissent », ajoute, pour sa part, Michel Porta. Et de citer l'exemple d'Acome, une coopérative spécialisée dans le secteur hyperconcurrentiel de la fabrication de câbles : « Leurs réserves leur ont permis de supporter six ans d'atermoiements de la part des pouvoirs publics, incapables de se prononcer entre le câble coaxial et la fibre optique. » Soucieux de réduire encore les risques pris par « les coopératives chahutées par des lames de fond économique », la confédération générale des SCOP devrait généraliser les mécanismes de solidarité interentreprises expérimentés depuis trois ans.

En premier lieu, la confédération propose de réaliser un audit annuel des SCOP, tant stratégique que financier et social. Cet audit étant communiqué à l'assemblée générale des salariés actionnaires par « souci de transparence ». Parallèlement, les SCOP ont aussi la possibilité d'élargir leur surface financière en faisant appel aux fonds d'expansion coopératifs. Toutes ces mesures préventives

n'empêchent pas qu'en cas de crise importante, des licenciements puissent être décidés. Mais les salariés actionnaires, en contrôleurs de gestion avertis, ont au moins la possibilité de s'assurer que toutes les autres solutions ont été épuisées. Y compris celle de ne pas réélire un président mauvais gestionnaire à l'assemblée générale annuelle...

Valérie Devillechabrolle

A partir d'un certain niveau de responsabilités, on rencontre souvent un Ancien du Collège des Maîtres ESSEC.

André Quenness

M.S. ESSEC "Droit des Affaires Internationales et Management" 1993
Ancien du Collège des Maîtres ESSEC

Neuf formations de 3^{ème} cycle

- M.S. Gestion Marketing
- M.S. Management et Ingénierie Logistique
- M.S. Droit des Affaires Internationales et Management
- M.S. Techniques Financières
- M.S. Management des Systèmes d'Information et de Décision
- M.S. Gestion Achats Internationaux
- M.S. Gestion des Entreprises Agro-alimentaires (en partenariat avec l'INRA, l'INRA-PIF)
- M.S. Assurance - Finance
- M.S. Gestion des Collectivités Locales et Environnement Urbain
- M.S. Vente et Stratégie du Changement

* Tous inscrits à l'Association de la Conférence des Grandes Ecoles

Journées Portes Ouvertes samedi 11 mars 1995 10^h / 15^h à l'ESSEC (CMT - La Défense)

Closure des inscriptions vendredi 5 mai 1995

Collège des Maîtres ESSEC
Avenue Bernard Hirsch • B.P. 105 • 95021 Cergy - Pontoise Cedex
Téléphone : (1) 34.43.30.83 • Télécopie : (1) 34.43.30.30

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

CADRES
DEMANDEURS
D'EMPLOI
ou en
CONGÉ
INDIVIDUEL
DE FORMATION

RECRUTEMENT IMMÉDIAT

L'Institut de Gestion Sociale vous propose en 1995, dans le domaine du MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, de la QUALITÉ, des PME-PMI, des stages de formation à temps plein.

Niveau Bac+3/4, expérience professionnelle

1. GESTION DE L'EMPLOI
2. GESTION DE LA QUALITÉ DANS LES SERVICES
3. RESPONSABLE ORGANISATION ET QUALITÉ EN PME - PMI

Niveau Bac + 2, expérience professionnelle

4. GESTION ET ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Condition administrative : être domicilié à Paris depuis au moins 1 an. Stages organisés avec la coopération financière du Conseil Régional d'Ile de France, du Fonds National de l'Emploi ou de la Mairie de Paris.

Programme et/ou rendez-vous à l'IGS, Montmorency, 12 rue Alexandre Poincaré 75010 Paris - Tél 40 03 15 57

GROUPE IGS

Je soussigné(e) reconnais avoir communiqué sur la (les) formation(s) N° _____

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Tél _____

Statut : ☐ Candidat individuel de formation ☐ Demandeur d'emploi

DOCTORAT HEC

Une vocation
Un métier

Philippe AURIER
Professeur
Université Montpellier II
Agréé en sciences de gestion
Docteur HEC

Pascal VIALA
Professeur adjoint
Université de Montréal
DEA Finance
Docteur HEC

Vous souhaitez être au cœur des développements les plus avancés en gestion et participer à l'éducation des futurs dirigeants d'entreprise : la Groupe HEC

Vous proposez une formation à la recherche et au métier de professeur de management (en contrôle, finance, marketing, ressources humaines et stratégie).

Pour tout renseignement, retourner ce coupon à :
DOCTORAT HEC : 1 rue de la Liberté - 75001 Paris - Tél. : (1) 89 67 72 88

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Diplôme : _____

Université/Ecole : _____

Date limite de dépôt des dossiers : 15 mai 1995

CARRIÈRES INTERNATIONALES

INTEL a lancé le premier microprocesseur en 1971. Depuis, les composants INTEL équipent plus de 80 % des PC au plan mondial, et le semiconducteur INTEL Pentium® est devenu le standard pour le PC d'aujourd'hui. Plus de 30 000 salariés travaillent avec pour objectif de maintenir la position de leader et d'innovateur technologique qu'occupe INTEL. Notre Semiconductor Product Group renforce aujourd'hui son équipe Distribution Marketing à Munich et recherche plusieurs professionnels expérimentés, voulant s'investir fortement.

intel

Internal sales representatives

Distribution - Europe

Responsable du support terrain de nos distributeurs pour des lignes de produits sur des zones géographiques définies, votre assistance portera avant tout sur les propositions et négociations de prix, l'information produit, les engagements de livraisons, la gestion du backlog et des inventaires et, bien entendu, l'atteinte des objectifs de vente. De formation école d'ingénieurs ou de commerce, vous avez acquis une expérience d'environ 5 ans de la vente et du marketing ou occupé une fonction dans un customer service ou business planning qui vous a permis d'approfondir votre connaissance des produits et du marché des semiconducteurs. Centré sur la réalisation de vos objectifs, vous avez prouvé que vous savez gérer une mission à multiples responsabilités, établir des relations de confiance avec des distributeurs, vous adapter. La langue de travail du groupe étant l'anglais, vous êtes parfaitement

bilingue et de bonnes connaissances de l'allemand ou de l'italien constitueraient un atout. Aujourd'hui, vous souhaitez donner un nouvel élan à votre carrière. Nous vous offrons des postes stimulants évolutifs sur le plan professionnel et permettant un développement personnel. Nous encourageons la prise d'initiatives et l'expression de la créativité. Nous vous proposons une rémunération motivante comprenant divers avantages et une participation aux bénéfices. Enfin, si vous le souhaitez, nous vous assistons lors de votre déménagement. Si vous avez besoin d'informations complémentaires, vous pouvez contacter Marlen Erber-Ludwig au 19 49.59.16.16.53 ou bien faire parvenir votre candidature détaillée en anglais à Erber-Ludwig & Partner GmbH Recruitment Advertising & Selection Nymphenburgerstr. 148 D - 80634 München - ALLEMAGNE



GATTESSO société dynamique basée dans la région Rhône-Alpes (100 personnes, C.A. 128 M€) est l'un des leaders de la fabrication de matières premières pour l'industrie pharmaceutique et cosmétique. Dans le cadre de son développement international, elle recherche aujourd'hui un

AREA MANAGER

basé à Singapour

MISSION : Rattaché au Directeur Commercial International, vous développerez l'activité de l'entreprise sur les marchés asiatiques des secteurs pharmaceutiques et cosmétiques.

En plus du suivi de clientèle, votre action sera tournée vers la stratégie et d'études pour la prospection et la conquête de nouveaux marchés.

Vous contribuerez à définir et à appliquer la politique de vente et assurerez l'animation du réseau de distribution.

PROFIL : Agé de 30/40 ans, à posséder la formation scientifique (pharmacie chimie) vous posséderez déjà une première expérience réussie sur cette zone.

Bénéficiant d'un niveau d'anglais, vous êtes opérationnel rapidement et mobile et, bien sûr, vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Une formation de quelques mois sera assurée au Siège Social de la Société.

Pour ce poste à l'international, merci d'envoyer votre candidature (CV, photo et rémunération actuelle) sous pli : Dr G. GATTESSO, Yves DUCOURT, Hay Managers, 5, place Charles Berthod - 69 281 LYON Cedex 03.

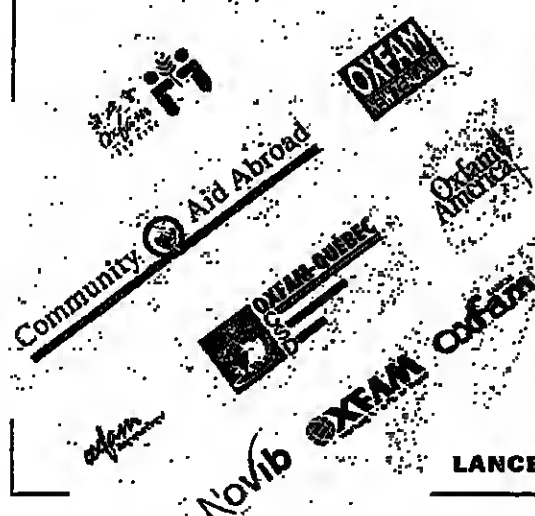
HayManagers

HAYGROUP 1er CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

OXFAM S'ETEND DANS LE MONDE ENTIER

ETES-VOUS CAPABLE DE NOUS RAPPROCHER ?

Neuf organisations Oxfam différentes des quatre coins du monde sont sur le point de se réunir pour créer Oxfam International. Chacune d'entre elles a une culture, une manière d'aborder les choses et des buts qui lui sont propres. Nous avons besoin d'une personne très spéciale pour intégrer ces aspects dans un ensemble de relations coordonnées.



DIRECTEUR GENERAL £35,000 par an + frais de mutation Poste centré sur Oxford

L'expérience que vous avez dans le domaine doit comprendre le contact avec des cultures différentes et une compréhension de première main des programmes de développement sur le terrain. Vous devez être capable de comprendre le travail des organisations de développement et des opérations en cas d'urgence depuis le point de vue des organisations internationales non gouvernementales. Votre petite équipe (4 à 6 personnes) devra faire face à des questions très importantes au cours de votre contrat à durée déterminée de quatre ans, en tant que directeur, votre rôle consistera à consulter, motiver et persuader un groupe varié, afin qu'il détermine et développe des buts et objectifs communs. Ce nouveau poste offre assez de place et de liberté pour aider une organisation internationale à grandir de manière naturelle. Votre sensibilité innée quant aux facteurs qui relient les personnes, et votre aptitude à comprendre ces facteurs, seront au cœur de son succès.

Il est essentiel que vous parliez anglais couramment et la connaissance d'autres langues (français en particulier) est très souhaitable. Pour obtenir votre formulaire de candidature et tous les renseignements nécessaires, veuillez envoyer une grande enveloppe portant votre adresse à: Overseas Personnel & Development Department, OXFAM, 274 Banbury Road, Oxford OX2 7DZ, ou envoyer un fax au numéro suivant: 1944 1885 313883, en indiquant l'intitulé du poste et le code de référence OS/ED/10/HM/LM.

La date de clôture: 5 Avril 1995. La date de l'entretien: 5/6 Juin 1995.

Obtenir l'emploi comme le bien, le malheur, l'exploitation et la pauvreté en Afrique, Asie, Amérique latine et au Moyen-Orient à travers l'aide humanitaire, le développement, la recherche et l'éducation publique.

LANCEMENT D'OXFAM INTERNATIONAL



ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

PROFESSEUR (H ou F) dans le domaine de la CONCEPTION DE MACHINES

En raison du départ à la retraite d'un professeur de l'Institut de mécanique appliquée et de construction de machines, le Département de Génie Mécanique de l'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE (EPFL) met au concours un poste de professeur(e) extraordinaire ou ordinaire dans le domaine de la conception de machines. Ce poste est destiné à un(e) ingénieur(e) faisant preuve de créativité et prêt(e) à collaborer avec ses collègues au développement de la base scientifique de la conception et de la fabrication mécanique. Le ou la candidat(e) retenu(e), en plus de son intérêt pour l'enseignement et de sa compétence en recherche et développement, bénéficiera d'aptitudes professionnelles de haut niveau et d'une excellente expérience industrielle dans le domaine considéré.

L'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne est l'une des deux universités techniques de Suisse; elle assure la formation de 5000 étudiants.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. Délai de postulation : 1er mai 1995

Entrée en fonction : à convenir

Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier relatif à ce poste à :

Présidence de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, CE-ECUBIENS, CH-1015 LAUSANNE, SUISSE.

MADAGASCAR

Un des tout premiers Groupes implantés dans la Grande Ile et opérant dans les secteurs textile et agro-alimentaire recherche pour chacune de ces unités son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Dépendant du directeur de l'unité, il dirigera les services de comptabilité-trésorerie, contrôle de gestion, audit interne, approvisionnement, informatique et administration générale.

La responsabilité est vaste et requiert un professionnel formé en ESC ou équivalent, avec un minimum de 5 années d'expérience acquise en entreprise et/ou dans le secteur bancaire.

C'est un homme de contact, apte à diriger une équipe, doué d'une excellente faculté d'adaptation et d'une approche positive des problèmes.

La rigueur et la pratique des procédures et comptes-rendus lui sont habituels. Le DECS et une expérience en contrôle de gestion seront des atouts. Le salaire sera conforme à la compétence et aux responsabilités assumées. Couverture sociale complète. Contrat à long terme. Retour annuel.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à

la Société Edgard BELGE, 25, rue d'Astorg 75008 PARIS.

DIRECTEUR EXÉCUTIF; CHERCHEUR

HUMAN RIGHTS WATCH/AFRICA, Association des Droits de l'Homme, cherche à pourvoir deux postes pour la division Afrique, basés aux États-Unis:

DIRECTEUR EXÉCUTIF: Responsable de la politique de l'association pour la région africaine et de la représentation de l'association auprès des autorités de haut niveau aux États-Unis, en Europe et en Afrique et, auprès de la presse. Direction du personnel sur trois continents, coordination avec des organisations similaires. Le candidat doit avoir de l'expérience dans le domaine des droits de l'homme, savoir mener une équipe, pouvoir apporter son assistance dans les appels de fonds et pouvoir travailler dans un environnement actif.

CHERCHEUR: Surveille les abus des droits de l'homme dans les pays africains, mène des enquêtes sur le terrain et fait des recherches approfondies. Doit avoir d'excellentes capacités de recherche, être capable de travailler rapidement et sous pression et de voyager dans la région.

LES DEUX CANDIDATS DOIVENT POSSÉDER une profonde connaissance des affaires internationales, un attachement aux droits de l'homme, une expérience considérable de la région et pouvoir faire face à de multiples tâches. Langue de travail: anglais, connaissance du français ou de langue africaine fortement désirée. Adressez les candidatures, à: Africa Search Committee, Human Rights Watch, 485 Fifth Avenue, New York, NY 10017, USA. Fax: (212) 972-0905.

Banque de premier plan installée à Ouagadougou (Burkina Faso) recherche

un Directeur Général Adjoint immédiatement disponible.

Les candidats, de formation supérieure, devront se prévaloir d'une expérience dans la banque de 10 ans au minimum dont 5 ans en Afrique et dans des fonctions similaires.

La rémunération offerte est de 500 000 FF annuelle, comprenant les affiliations aux différents régimes sociaux, logement de fonction et congé annuel de 45 jours, voyage pris en charge par la Banque.

Les CV seront envoyés sous pli à l'attention

du Président Directeur Général de la B.I.B. BP 382 à OUAGADOUGOU, accompagnés d'une photo.

353 من الزلازل

SECTEUR PUBLIC

Collectivités territoriales - Ministères

L'AGENCE CENTRALE DES ORGANISMES D'INTERVENTION
DANS LE SECTEUR AGRICOLE (ACOFA)
recrute par concours sur dossier pour
L'Office National Interprofessionnel des Viandes, de l'Élevage et de l'Aviculture (ONIVAL),
Établissement Public

UN ASSISTANT
Poste à pourvoir à Paris

- De formation Ingénieur Zootecnicien, vétérinaire ou équivalent avec, si possible, une formation mathématiques.
- Traitement brut de départ : 130 000 F. + primes avec possibilité de prise en compte de l'expérience professionnelle.

Conditions d'accès au concours : posséder la nationalité française, être âgé de 35 ans au plus.

Renseignements et dossiers d'information : 40 58 70 10 (répondeur) ou 3614 code ACOFA.
Merci d'adresser votre candidature à l'ACOFA : 2, rue Saint-Charles - 75015 Paris
sous la référence VETO avant le 29 mars 95.

ONIVAL

L'AGENCE CENTRALE DES ORGANISMES D'INTERVENTION
DANS LE SECTEUR AGRICOLE (ACOFA)
recrute par concours sur dossier pour
L'Office National Interprofessionnel des Viandes, de l'Élevage et de l'Aviculture (ONIVAL),
Établissement Public

UN ASSISTANT - Division Entreprises et Investissements
Chargé de l'analyse et du suivi des stratégies des entreprises
de commercialisation, abattage et transformation.
Poste à pourvoir à Paris

- De formation économie et gestion de l'entreprise (DESS, Ecole de Commerce...)
- Traitement brut de départ : 130 000 F. + primes avec possibilité de prise en compte de l'expérience professionnelle.

Conditions d'accès au concours : posséder la nationalité française, être âgé de 35 ans au plus.

Renseignements et dossiers d'information : 40 58 70 10 (répondeur) ou 3614 code ACOFA.
Merci d'adresser votre candidature à l'ACOFA : 2, rue Saint-Charles - 75015 Paris
sous la référence DEI avant le 29 mars 95.

ONIVAL

Ville Préfecture du Grand Sud Ouest
catégorie 20 - 40.000 habitants
recherche pour sa Direction Générale :

FONCTIONNAIRE DU CADRE D'EMPLOI DES ATTACHÉS

susceptible d'être détaché sur un emploi fonctionnel,
ou contractuel de catégorie A.

Agé d'environ 35 ans, de formation BAC + 5
minimum (Droit, Economie, Aménagement,
Scientifique, Ingénieur) le titulaire de ce poste
devra justifier :

- d'une expérience réussie dans une fonction
de direction de préférence dans une collectivité
- de bonnes capacités d'adaptation à la vie
d'une collectivité de taille moyenne, centre
d'une agglomération en développement
- de qualités de généraliste lui permettant
d'intervenir dans tous les domaines de la vie
municipale.

Adresser lettre de candidature avant le 31 mars
1995 au : MONDE Publicité (sous réf. n° 8869)
133, avenue des Champs Elysées
75409 PARIS Cedex 08

- Moi, j'ai soif
d'entreprendre!



- Alors, prouve-le en créant ta propre affaire!

Votre capacité d'analyse, votre ouverture d'esprit et votre
adaptabilité font de vous l'interlocuteur privilégié d'une clientèle
de haut niveau sur des besoins spécifiques en constante
évolution. Au top de votre carrière, vous possédez un réel
savoir-faire commercial.

Saisissez l'opportunité de créer votre affaire, en partenariat
et avec l'appui de l'un des plus grands groupes du secteur
tertiaire.

Pour vous soutenir dans votre action, nous avons des méthodes
de travail originales et une gamme étendue de produits.
Né aux États-Unis, notre processus commercial nous permet
depuis 36 ans d'affirmer notre différence.

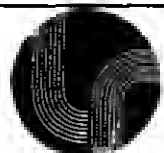
A 30/45 ans, vous souhaitez valoriser votre expérience par
une forte rémunération. Votre enthousiasme et votre sens
de l'initiative feront la différence pour développer votre affaire
en toute autonomie.

Intéressé ? Alors écrivez-nous à Media System, sous
référence 953, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris
Cedex 17, qui nous transmettra votre candidature.

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

couplage dans 2 à 10 titres européens

NRG - HANDELSBLAD - EL PAIS - Le Monde - Süddeutsche Zeitung
BERLINGSKE TIDENDE - CORRIERE DELLA SERA - LE SOIR - De Standaard
THE INDEPENDENT - THE IRISH TIMES



LR ETANCO S.A. est un groupe industriel français de 150 personnes spécialiste
de l'accessoire de fixation pour le Bâtiment, 200 MF de CA en 1994.
Notre croissance européenne nous amène à recruter, pour notre portefeuille
italien, un :

DIRECTEUR GENERAL ITALIE Bilingue Italien

■ Sous l'autorité de la Présidence du groupe, vous êtes responsable de la gestion et de la
croissance de notre partenaire et développez la stratégie commerciale de nos produits sur le
marché européen. Vous fédérez et animez les équipes opérationnelles autour de votre projet
stratégique à 2 ans. Votre challenge sera : développer la rentabilité, mettre en place les
outils d'analyse de gestion et créer une réelle symbiose entre les hommes et les objectifs.

■ A 35/40 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieur, vous êtes de préférence de
nationalité française. Vous justifiez d'une expérience réussie, si possible en Italie, dans la
Direction commerciale et productive d'un centre de profit de la métallurgie. Autonome et
rigoureux, vous avez une parfaite connaissance du contrôle budgétaire. Fédérateur, votre
charisme et vos qualités de négociateur seront les facteurs de votre réussite.

■ La culture du secteur du Bâtiment et la maîtrise de la langue italienne sont indispensables.

■ Si ce poste clé, à haut niveau de responsabilités dans une société en pleine expansion
vous tente ; si la croissance européenne d'une société aux acquis solides est un challenge
qui vous motive ; si vous voulez intégrer un groupe leader dans son domaine d'activité ;
sachez saisir l'opportunité de rencontrer cette entreprise lors d'un entretien individuel
le 22 mars 1995.

Merci d'adresser (ou télécopier) votre CV, lettre et photo en précisant la réf. 4059/LM sur
la lettre et sur l'enveloppe à notre Conseil I.S.B.C - 56, rue de Paris - 92100 BOULOGNE
Fax : 46.03.30.15.

Nord Est

ITALIE



L'Homme et l'Entreprise

Le Monde
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



44-43-76-03

44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

Ingénieur, impliquez-vous dans la maîtrise d'œuvre de grands programmes spatiaux européens

Le Centre National des Etudes Spatiales recherche pour la Sous-Direction Sol de Toulouse (31) un Ingénieur spécialiste des SYSTÈMES ÉLECTRIQUES COURANTS FORTS.

Vous aurez en charge la conception, le suivi de l'exécution et la qualification des systèmes électriques de puissance des installations dont la réalisation est confiée à la Sous-Direction Sol.

Une solide expérience du génie électrique associée à une demi-douzaine d'années d'expérience en bureau d'études techniques ou en entreprise est demandée.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous la référence 95/SDS/02 à la division du personnel du centre spatial d'Évry, rond-point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.



AGENCE FRANÇAISE DE L'ESPACE

Minitel 3615 code CNES

CONSULTANT SENIOR Evaluation et développement personnel

Neuilly - Leader mondial du conseil en management et en technologie, PA Consulting Group (2300 personnes, 20 pays, 50 bureaux) a bâti et développé sa renommée en France sur le conseil en recrutement, l'évaluation et le développement personnel ainsi que le management du changement. Les activités de notre Centre d'Évaluation et de Développement s'appuient principalement sur la commercialisation de l'inventaire de personnalité PAPI et la formation des utilisateurs, la conception et le transfert de savoir-faire en matière d'assessment center, la réalisation de bilans psycho-professionnels et de bilans de compétences, le conseil en mobilité, en développement personnel, le coaching et le conseil en management des ressources humaines. Pour renforcer notre leadership dans cette activité

en contribuant activement au développement des produits, des marchés et des savoir-faire, nous recherchons un consultant senior, psychologue de formation (psycho prat., maîtrise ou doctorat d'université) ayant nécessairement une expérience du conseil. Agé de 35 ans au moins, motivé par l'action commerciale, il maîtrise bien l'anglais parlé et écrit et pratique le conseil en ressources humaines en expert reconnu. Les conditions de travail sont attractives au sein d'une équipe de haute compétence et les perspectives d'évolution réelles dans une activité au leadership ambitieux. Ecrire à Jean-Pierre ROUGIER en précisant la référence CSM - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.70.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Logisticien

PROVINCE

De notoriété et de dimension nationale, notre entreprise industrielle (200 M de Frs de CA et 500 Personnes), agréablement implantée à proximité de la mer, adapte le développement de ses structures à ses ambitions de leader.

Patron de la logistique, et proche collaborateur de la Direction, vous orchestrez le plan directeur de la Production et optimisez la gestion de l'ordonnement-lancement, des approvisionnements, des encours de fabrication, des stocks, des expéditions et des transports, dans le plus grand respect de la stratégie et des objectifs commerciaux.

A la croisée des fonctions Achats, Commerciales, Méthodes, Création, Production, ce renforcement des structures ouvre une réelle opportunité professionnelle de 1er plan au sein de notre Etat Major. Elle s'adresse à un professionnel de la Logistique en milieu industriel, voire de la Production Textile, de niveau Ingénieur, sûr de l'efficacité technique, économique et humaine de ses précédentes expériences.

Pour préparer notre rencontre sur Paris, merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo et rémunération) sous référence TLN 110 à CAPFOR 13 Bd Malesherbes - 75008 - Paris.

CAPFOR

AGENCE : ALGERIE - BEJAIA - BORDJ - CONSTANTINE - LE DEZIR - MOUSTOU - NORD PAS DE CALAIS - NORD-RECHER - PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR - PARIS - PAYS DE LA LOIRE - RHÔNE ALPES



Grand Etablissement Financier
Implanté dans l'Ouest de la France crée le poste de

Responsable de la Sécurité des Informations

Rattaché à la Direction de l'Organisation, l'ingénieur de formation, il possède la maîtrise technique des systèmes informatiques à travers une expérience de 5 à 6 ans dans des postes d'ingénieur Développement et Système. Chargé de concevoir, d'élaborer et d'organiser les actions permettant d'assurer une protection efficace du système d'information du groupe, il s'appuiera sur ses qualités relationnelles pour son évolution ultérieure au sein de l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous réf. 5057 à Précontact - BP 197 - 35004 Rennes cedex, qui transmettra.



CONSTRUCTEUR DE GROUPES ELECTROGENES
C.A. 1,2 Milliard F - 450 personnes, recherche, pour accompagner son développement à l'Export, un

JEUNE INGENIEUR DE PROJET SEDENTAIRE

En étroite collaboration avec le Responsable de Zone dont vous dépendrez et en liaison avec les différents services de la Société, vous serez chargé : * de l'étude des cahiers des charges, * de la réalisation des devis, * du suivi commercial des dossiers.

De formation minimum BAC + 2 Electrotechnique, vous avez acquis, si possible, une première expérience dans une fonction similaire. La pratique courante de l'allemand et de l'anglais est exigée. Ce poste, basé à BREST, nécessite disponibilité, sens des initiatives et des responsabilités. Les candidats à fort potentiel pourront, à terme, évoluer vers des fonctions technico-commerciales.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à SMO INDUSTRIES - Direction des Ressources Humaines - 12 bis rue de la Villeneuve - 29200 BREST.

UNE CARRIERE A LA CARTE

Leader européen dans la conception et la fabrication de cartes à puce, reconnue dans plus de 30 pays, SOLAIC développe des produits d'avenir dans un secteur en plein essor.

INGENIEUR DEVELOPPEMENT DE MASQUE

Bilingue Anglais Français

Intégré dans l'équipe Développement du service cartes à micro-circuits, vous serez amené à travailler en régie chez nos clients étrangers et à suivre des groupes de travaux internationaux.

Ce poste nécessite une bonne connaissance de programmation en assembleur 6805 ou 8051 et en langage C, et si possible de l'électronique numérique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous la référence IDMB/M 0395 à SOLAIC, BP 6021, Service du Personnel, 45060 ORLÉANS cedex.

SOLAIC
Électronique de Sécurité

مركزاً من زلاصل

AIR LIQUIDE
Directeur

Achetez

INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCE
PREMIERE MONTE

Responsable études et méthodes

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie



n°1 mondial dans le domaine des Gaz Industriels.
Aujourd'hui nous structurons notre équipe
Achats à Paris et recherches

Directeur des Achats

Responsable de notre stratégie d'achats, vous aurez à identifier les enjeux majeurs d'économie de façon à contribuer au renforcement de notre position concurrentielle. Vous définirez nos objectifs d'achats, saurez déléguer avec méthode et coordonnerez les achats délocalisés. Vous optimiserez un budget d'achats d'environ 1 milliard de francs en matière de produits, matériels, transports, sous-traitance diverse et traiterez en direct 300 millions d'achats de biens techniques investis. Votre objectif : réduire les coûts annuels tout en améliorant la qualité des produits et services.

Vous prendrez en charge la rédaction et la validation des contrats et cahiers des charges, définirez les procédures et sensibiliserez aux techniques et à la rigueur d'achat, concepteurs et utilisateurs.

Vous animerez directement une équipe de 5 personnes.

De formation supérieure, vous justifiez déjà d'une expérience de la Direction des Achats dans le cadre d'une entreprise industrielle. La maîtrise de l'anglais est indispensable. **Réf. DA**

Acheteur industriel Confirmé

Vous prendrez la responsabilité des achats de matériels techniques et de produits chimiques. Vous veillerez à l'optimisation des flux d'approvisionnement et assurerez le suivi Qualité de vos fournisseurs. Une mission complète qui vous amènera à participer à la mise en place de la certification ISO 9002 au niveau des achats.

A 28/35 ans, Ingénieur diplômé, de préférence en mécanique ou en chimie, vous avez suivi une formation spécifique Achat (MAI - ESAP...). Vous justifiez de 2 à 5 ans d'expérience d'achats industriels, parlez couramment l'anglais et, si possible, l'allemand. **Réf. AC**

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) en précisant la réf. choisie à AIR LIQUIDE - DRH - 75, quai d'Orsay - 75321 Paris Cedex 07.

INGÉNIEUR TECHNICO- COMMERCIAL PREMIÈRE MONTE

ÉQUIPEMENTIER AUTOMOBILE - PARIS

Mission : sous l'autorité du directeur commercial, vous prospecterez les bureaux d'étude et les usines des clients nationaux en automobile, poids lourds, ferroviaire, aéronautique. Vous identifierez des projets et participerez à l'élaboration des offres.

Profil : solide formation en mécanique de niveau ingénieur ou équivalent. Expérience commerciale de plusieurs années, anglais indispensable. Rigueur, dynamisme, esprit d'entreprise. Déplacements fréquents.

Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre, photo et prétentions), sous référence REC 174-50 à, CAREER - 7, rue Ampère - 75017 Paris.



Glass Europe

CA : 3,2 milliards de francs, 3200 personnes, 3 usines en France, 3 usines en Italie, 15 filiales en Europe.
Nous sommes rattachés à un groupe international de 35 000 personnes, leader mondial dans les domaines du verre, de la chimie et de la peinture.
Dans le cadre de son expansion, notre division VERRE AUTOMOBILE, offre trois postes évolutifs à des ingénieurs Mines, ECP, AMM, fort potentiel :

INGÉNIEUR INVESTISSEMENTS - TRAVAUX NEUFS

Plusieurs usines
Des budgets importants (200 MF sur 3 ans)
Des challenges techniques

Intégré à notre Direction Technique, vous serez amené à participer au sein de notre équipe investissements à la conception et à la réalisation d'investissements sur l'ensemble de nos trois sites de production de verre automobile en France.

Ingénieur débutant ou disposant d'une première expérience en investissements - travaux neufs, vous développerez vos aptitudes à la gestion et à la négociation, et élargirez vos responsabilités en vous faisant reconnaître par vos compétences techniques mais aussi par vos qualités relationnelles tant auprès des différents services et des équipes dirigeantes du groupe qu'auprès des fournisseurs. **Réf. IOA 2809 5M**

INGÉNIEUR PROCESS

Faire progresser une usine très bien équipée

Vous ferez partie d'une de nos unités de production de verre trempé automobile et serez très impliqué dans la vie de cette unité en assurant un rôle d'assistance technique auprès de l'ensemble du personnel des ateliers et en vous engageant dans des actions visant à faire évoluer les procédés, à améliorer les moyens de production et à optimiser le fonctionnement des outils.

Ingénieur débutant motivé par une évolution dans le domaine technique, vous serez solidement formé par le responsable process de l'unité pour prendre en charge des projets avec autonomie. Après avoir fait la preuve de vos qualités de rigueur et méthode, de vos capacités de conception mais aussi d'écoute et de dialogue avec la production, vous pourrez ensuite élargir votre champ d'activité sur le plan technique soit au niveau de l'usine, soit au sein de la Direction Technique Européenne. **Réf. IOA 2810 5M**

FUTUR RESPONSABLE QUALITÉ

Un parcours motivant du process à la qualité

Ingénieur débutant, votre parcours se situera dans une de nos unités de production de verre trempé automobile. Vous y débutez au sein du service process-industrialisation où vous développerez vos compétences techniques en participant à l'amélioration des outils de production ainsi qu'à l'étude et à la réalisation des équipements en relation avec le service investissements.

Après votre réussite dans cette première mission, vous pourrez d'ici environ deux ans de succéder au Responsable Qualité et de vous affirmer dans un poste clé, outre le sens de l'organisation et de la négociation, implique autonomie et charisme pour vous faire reconnaître tant auprès des différents services production, logistique et commercial, en interne que de la clientèle française et européenne, et de promouvoir notre politique de la qualité totale.

Poste situé à Ariché près de Douai (59). **Réf. IOA 2811 5M**



71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Notre société (90 personnes, 100 MF de CA), filiale d'un groupe international, conçoit et réalise des structures en aluminium pour l'accès, la mise à niveau et la manutention. Reconnus par les plus grandes entreprises comme l'un des meilleurs spécialistes dans ce domaine, notre réussite est basée sur la qualité de nos produits et la performance de nos équipes.

Responsable études et méthodes

Vous participerez à la conception et au développement de nouveaux produits et en superviserez le processus de fabrication. Encadrant notre bureau d'études et de méthodes composé de 12 personnes et doté de moyens informatiques très performants, vous vous attacherez tout particulièrement au respect des normes de qualité.

Ce poste convient à un ingénieur généraliste, âgé de 35/40 ans environ, justifiant d'une expérience de 5 à 10 ans en bureau d'études et maîtrisant les outils de calcul de structure. Rigueur, pragmatisme, créativité et de réelles qualités de manager sont nécessaires. Le contexte international de nos activités requiert une bonne pratique de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle, sous la référence 1/03/95/LM, à notre conseil Patrick MALLET, PROSPECTIVE, 4 rue Deyron, BP 1422, 30017 Nîmes Cedex. Les entretiens auront lieu à Paris et à Nîmes.

prospective
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES
MEMBRE QUALITE O.P.C.M.

**Cabinet de conseil
en organisation
industrielle
et logistique
recherche
dans le cadre
de son
développement,
des**

Domaines d'activités : plans directeurs, études d'organisation et de conception des systèmes industriels et logistiques, G.P.A.O. optimisation des performances, assistance à la mise en œuvre.

Profil recherché : formation ingénieur grande école (X, Ponts, Mines, Centrale...) débutants ou première expérience (3 à 5 ans) en entreprise industrielle ou société de conseil.

Merci d'adresser votre lettre de motivation avec CV à P.E.A.,
Zac des Metz, 3 bis, rue du Petit-Robinson, 78350 Jouy-en-Josas. Fax 39 46 38 14.

consultants
en
organisation
et systèmes
d'information

Nos atouts : une expertise, une méthodologie et des outils innovants d'optimisation des systèmes (physiques, informations), une équipe de consultants de haut niveau, des missions auprès des plus grands groupes industriels, une évolution rapide des responsabilités.

GRUPE PETROLIER
RECHERCHE UN

Ingénieur d'Etudes Confirmé

POUR SON USINE DU NORD DE LA FRANCE

Vous serez chargé des études générales relatives à la modernisation et au développement de l'outil de production et des études de projets.

Agé d'environ 35 ans, de formation ingénieur généraliste ou chimiste (ENSPM apprécié), vous justifiez d'une expérience significative en Etudes Procédés et Ingénierie, dans les domaines du Pétrole ou de la Pétrochimie.

L'anglais courant est indispensable.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 5792 à LBW, 42 rue Laugier, 75017 PARIS qui transmettra.

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

LES INGENIEURS DE L'INNOVATION

500 CONSULTANTS
Repartis en 1994



Leader du Conseil et de l'Ingénierie en Hautes Technologies, ALTRAN est le partenaire privilégié des grands groupes industriels dans la maîtrise des techniques de pointe. Avec 1600 ingénieurs consultants, ALTRAN joue un rôle majeur dans les transferts de technologies par ses actions simultanées dans les principaux secteurs économiques.

Ingénieurs Grandes Ecoles

Motivés par la coordination de projets, la maîtrise d'œuvre, l'expertise et le conseil dans :

Les Secteurs

Télécommunications, Téléphonie
Energie (nucléaire, pétrole...)
Transport (ferroviaire, automobile...)
Aéronautique, Espace, Défense
Banque, Assurance, Finance

Les Métiers

Electronique (analogique, numérique, ASIC, Traitement du signal...)
Radiotéléphonie mobile, GSM, DECT...
commutation, gestion des réseaux
Acoustique, Vibrations, Thermique
Automatique, Fiabilité, CAO, CFAO...
Logiciel temps réel, Génie logiciel...
Systèmes d'information



Merci d'adresser votre C.V. en rappelant la référence LM/01
à Jean-Michel MARTIN
ALTRAN - 58, Bd Gouvion St-Cyr - 75858 PARIS Cedex 17

PARIS - ROULOUSE - REIMS - LYON - NIMES - BORDEAUX - NANTES - STRASBOURG



GE Medical Systems

Une passion pour l'excellence, le souci permanent de rester leader et d'être une entreprise profitable et toujours plus productive.

General Electric est un des groupes mondiaux les plus performants.

Visant à être premier dans chacune de ses 12 branches d'activités :

- des ampoules électriques aux moteurs d'avion, des services financiers à l'imagerie médicale, les valeurs de GE sont uniques.

GE Medical Systems est à la pointe de la technologie en imagerie médicale, avec des usines implantées en Europe, en Asie et en Amérique. Son siège social européen est situé à Buc (78).

L'innovation, une qualité irréprochable et une recherche permanente de la productivité sont les priorités de GE pour satisfaire ses clients. Le sourcing joue un rôle stratégique dans cette recherche de la productivité en s'appuyant sur des outils de management performants pour identifier, sélectionner et intégrer les meilleurs fournisseurs/partenaires pouvant répondre aux besoins spécifiques dans notre domaine de l'imagerie médicale.

Acheteurs internationaux

Dans le cadre de son organisation mondiale Sourcing/Achats, GE Medical Systems recherche des acheteurs internationaux pour prendre en charge des portefeuilles d'achats de production (électroniques, mécaniques...) ou hors production (transports, télécommunications...).

Ingénieur diplômé avec un MBA ou équivalence, vous êtes parfaitement bilingue français/anglais (3ème langue souhaitée). Dynamique, vous avez un sens développé du travail en équipe et grâce à votre expérience de 3 à 5 ans des achats internationaux dans une entreprise de haute technologie, vous êtes capable de définir et d'atteindre des objectifs ambitieux.

Ces postes demandent flexibilité et leadership et peuvent nécessiter de fréquents déplacements.

Si l'opportunité de rejoindre une des compagnies les plus performantes du monde vous motive, envoyez dès aujourd'hui votre CV sous réf. 04-002 à Aymeric Prot & Associés, Management Consultants, 5 square du Roule, 92200 NEUILLY, fax. 47.22.20.05.

OUVERTURE D'ESPRIT, ENERGIE, RAPIDITE, GOÛT DES DÉFIS, TELLES SONT LES QUALITÉS DE NOS COLLABORATEURS.



seniors

Une entreprise innovante recherche actuellement des seniors expérimentés pour ses équipes de projets.

BÂTIR LE MONDE SANS FIL : Voilà une ambition à la mesure de S.F.R., filiale de la Compagnie Générale des Eaux et premier opérateur privé français en radiotéléphonie.

Responsable de la mise en œuvre de solutions informatiques, vous intervenez dans différents domaines de gestion. En contact direct avec les utilisateurs, vous analysez les besoins fonctionnels. Vous concevez l'architecture du système d'information et définissez le cahier des charges. Enfin, vous contrôlez les développements réalisés par des sous-traitants et rédigez les procédures. Diplômé(e) d'une Grande École d'Ingénieurs, vous disposez idéalement d'un troisième cycle en gestion et votre expérience de 4 à 6 ans vous a permis de conduire efficacement des projets informatiques. Vous maîtrisez nécessairement l'anglais et possédez également de solides capacités d'analyse et de synthèse ainsi que de grandes qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence CPS/LMIN, à SFR, Département Recrutement, BP 108, 75663 Paris Cedex 14.

Le Monde Sans Fil est à Vous.

Société de création récente, affiliée aux grands réseaux bancaires, nous intervenons dans le domaine financier pour garantir un nouveau type de prêt à l'accession sociale à la propriété.

Dans le cadre de notre développement rapide, nous recherchons notre

Responsable de la Gestion du Système d'Information

Vous serez chargé du pilotage et de l'évolution du système d'information exploité en infogérance et vous superviserez l'ensemble des tâches de production : réception des prêts, flux financiers, gestion des incidents.

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience de 10 à 15 ans en milieu bancaire ou financier. Vous maîtrisez les méthodes d'organisation, la conduite de projet et la bureautique. La connaissance de l'environnement AS 400 serait un atout supplémentaire.

Vous avez développé des qualités de management, de polyvalence, d'adaptabilité et de pédagogie. Organisé et rigoureux, vous avez le sens des responsabilités, de la rentabilité et des délais.

Le poste est à pourvoir immédiatement, à Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence RG/95 à :

AJC

AJC Conseil - 4, rue Louise Michel
92300 LEVALLOIS-PERRET.

CONSEIL DE DIRECTION



RÉGION ROUENNAISE

PMT très performante dans des secteurs industriels de pointe dans les domaines du blindage et de la compatibilité électromagnétique, des jonctions d'écrans pour câbles électriques, des jonctions flexibles pour lignes d'échappement automobiles recherche son :

Directeur Recherche et Développement H/F

A 35-40 ans environ, Ingénieur Grande École, vous avez une expérience diversifiée qui vous permettra de prendre en charge des études de produits et de projets d'extension de ceux existant par des techniques maîtrisées ou non par l'entreprise, puis leur industrialisation.

Vous conduirez 2 équipes : essais, études, restant très proche du Directeur Commercial.

Ce poste clé nécessite de parler anglais, l'allemand serait un plus, d'être à la fois imaginatif, rigoureux, et convivial.

Si faire partie de notre équipe soudée et impliquée, dans une société high tech vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. A50202 à notre Conseil, Madame Claude Favereau, FAVREAU CONSULTANTS, 52 rue de la Fédération, 75015 PARIS.



Spécialistes des systèmes embarqués, nous participons activement à la définition et à la réalisation de l'informatique du futur. Notre image technologique est forte.

telsa
informatique

INGENIEURS

Vous avez 2 à 5 ans d'expérience dans les domaines :

- ☐ Architecture systèmes
- ☐ Traitement signal
- ☐ Traitement d'images
- ☐ Réseaux, Télécom
- ☐ Temps réel
- ☐ Géographie numérique

Vous maîtrisez : C - C++ - ADA - XWINDOWS - X11 - MOTIF, X 400, TCP-IP, Processeurs parallèles.

Vous avez des aptitudes relationnelles, de la vivacité et le goût du résultat.

Nous vous offrons de rejoindre notre équipe d'ingénieurs spécialisés.

Adressez CV, lettre et photo
à Telsa Informatique
15, Quai de Dion BOUTON
92800 PUTEAUX

Groupe **ONP**

مركز الامم المتحدة

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

Where telecom munications count.*

* Là où les télécommunications ont de l'importance

INGÉNIEURS VALIDATION RÉSEAU PILOTES GSM

Au sein du service "Product Verification", vous travaillez en étroite collaboration avec les équipes d'intégration, de support et d'ingénierie. Après une formation à nos produits en plate-forme d'intégration, vous êtes chargé de l'établissement des plans et fiches de tests ; effectuez respectivement la mise en service et les tests de recette des logiciels/équipements GSM, des sous-systèmes radio et de communication sur les sites de nos clients France et Export. De plus, vous êtes amené à former nos équipes locales aux nouvelles fonctions du produit.

De formation Ingénieur Télécom, vous possédez pour :

- le poste sous-systèmes radio une expérience de 4 à 6 ans dans les domaines du GSM, des Radio ou Télécom, de préférence dans une fonction d'intégration/validation de systèmes. Réf. JB04/M2
- le poste communication une expérience de 6 à 8 ans en Communication publique, Télécom et/ou Intégration/Validation de systèmes. Réf. JB05/M2

Outre un sens réel du service client, vous maîtrisez impérativement l'anglais et êtes mobile pour des déplacements à l'étranger.

Nous vous proposons à terme de véritables opportunités dans les domaines suivants : support technique avant-vente, ingénierie de réseaux, marketing.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) en précisant la référence choisie à NORTEL MATRA CELLULAR - DRH - Armelle Commelin BP 31 - Rue JP Timbaud - 78392 BOIS D'ARCY Cedex.

NORTEL MATRA CELLULAR

NORTEL MATRA CELLULAR, joint-venture créée à l'initiative du Canadien Northern Telecom et de Matra Communication, se consacre aujourd'hui à la technologie de demain et s'ouvre au marché résolument croissant des systèmes de télécommunication cellulaires GSM. A l'origine de nos performances, plus de 700 collaborateurs ambitieux et motivés, une R&D autant novatrice qu'active et une spécificité, celle de pouvoir offrir des systèmes clé en main, de l'ingénierie du réseau jusqu'à l'installation complète des infrastructures. Pour faire face à une demande grandissante et confirmer ses positions sur ses marchés, Nortel Matra Cellular renforce aujourd'hui ses équipes.

RESPONSABLE DE LA QUALIFICATION RADIO

Intégré au service Ingénierie des Réseaux Cellulaires dont la mission est d'assurer l'ingénierie des réseaux GSM, DCS et PCS ainsi que l'étude des modèles et outils d'ingénierie, vous supervisez une équipe chargée des mesures radio qualifiant les sites d'un réseau.

Dans ce contexte, vous définissez le cahier de recettes, assurez le suivi des campagnes de mesures et êtes responsable de l'acceptation des sites par le client.

Ingénieur Radio, vos 4/5 ans d'expérience dans les mesures radio ont confirmé votre compétence dans l'analyse de mesures terrain et l'optimisation des paramètres réseau.

Relationnel et mobile, vous êtes disponible pour des déplacements de plusieurs mois à l'étranger. Réf. RQR/M1

INGÉNIEUR PLANIFICATION DE RÉSEAU

Vous établissez, pour les appels d'offres et contrats, la structure des réseaux à partir des outils de planification.

Dans ce contexte, vous assurez la synthèse des requêtes de structure du réseau client, le paramétrage des outils selon les spécifications systèmes établies par les ingénieurs systèmes, la réalisation des simulations de réseau.

A environ 25 ans, Ingénieur Grande Ecole débutant, vous avez de réelles connaissances Télécom et Radio et maîtrisez impérativement l'anglais.

Déplacements à l'étranger à prévoir. Réf. PR/M1

Ingénieurs GSM

INGÉNIEUR QUALITÉ TOTALE

Vous serez chargé de vous occuper de la qualité totale de l'établissement. Vous serez chargé de vous occuper de la qualité totale de l'établissement. Vous serez chargé de vous occuper de la qualité totale de l'établissement.

Avec beaucoup de sens pédagogique et de communication, vous ferez adhérer l'ensemble du personnel à cette démarche en faisant évoluer la manière de travailler et la responsabilisation à chaque poste de travail.

Sur plusieurs années différent de l'assurance qualité dans une démarche de certification. Aussi, souhaitons-nous recruter un ingénieur généraliste (Arts & Métiers de Paris) avec une véritable expérience de Qualité Totale en milieu industriel et une carrure de futur chef de service.

30/35 ans, animateur, pédagogue, communicatif, vous souhaitez conduire un projet ambitieux et y exprimer votre dimension humaine personnelle.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + curriculum vitae) sous la réf. 25.03 à ABA Anne BRUGE-ANSEL - 29 rue Albert Pires 33000 BORDEAUX

ABA

Ingénieurs fabrication débutants

RENAULT

Formule 1, Twingo, Laguna... c'est au quotidien que se construisent les succès présents et futurs de Renault. En intégrant la fabrication, vous développerez les talents qui feront de vous un futur manager et deviendrez un de nos acteurs de progrès dans les domaines : qualité, coûts, délais et ressources humaines.

Afin de bien maîtriser les métiers de la fabrication, nous vous proposons un parcours spécifique qui vous amènera progressivement à encadrer des agents de maîtrise et des opérateurs. En suscitant l'adhésion de ceux que vous encadrerez et en prenant chaque jour des décisions opérationnelles, vous participerez à nos succès de demain. Ingénieur grandes écoles (type Centrale, Mines, Ponts, Polytechnique, ENSTA, ENSAM...) au universitaire bac + 5, vous êtes débutant, mobile géographiquement dans toute la France et maîtrisez l'anglais. Autonomie, adaptabilité, méthode et rigueur sont les atouts indispensables pour réussir dans cette mission à caractère opérationnel et relationnel, dans un univers d'exigence et de forte concurrence.

Pour relever avec Renault le défi de la compétitivité et de la qualité, merci d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions, sous réf. 56662 à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

Ingénieur Electronicien

Groupe bancaire - Nous recherchons un ingénieur électronique chargé de proposer des études portant sur l'acquisition et la maintenance de nos équipements (électroniques, électriques, climatisation, téléphone...) et de suivre la réalisation de leurs installations en supervisant les fournisseurs et en gérant les coûts.

Pour ce poste, nous recherchons un homme d'une quarantaine d'années issu d'une grande école d'ingénieurs électronique ou généraliste. Vous devez justifier d'au moins 10 ans d'expérience dans le domaine de l'électronique liée à la domotique (installation et maintenance) acquise soit dans un groupe bancaire, soit au sein d'un service sécurité d'un grand siège d'entreprise. Vous agirez en tant que bureau de contrôle interne au sein d'une institution bancaire importante.

Si ce poste basé à Paris vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous la référence 1681.95 M (à préciser sur l'enveloppe) à notre Conseil, Chantal Baudron SA 81 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron, s.a.

Membre de Syntec

LEADER MONDIAL DANS LES TRANSPORTS FERROVIAIRES

CA 2 mds d'ECU - 15 000 p.
16 établissements dans le monde
dont 9 en France

recrute à PARIS M^e Esplanade de la Défense :

INGENIEUR TRANSFERT TECHNOLOGIE

Au sein du Département Affaires, en relation étroite avec le Département Produits standards - après formation à nos équipements et méthodes - vous bénéficierez d'une GRANDE AUTONOMIE pour définir et mettre en œuvre - auprès de tout sous-traitant français ou étranger - le plan de transfert de notre technologie relative au système électronique embarqué gérant les fonctions de contrôle commande du train : méthodes de fabrication, localisation, qualification en veillant aux délais, coûts, qualité, plan de formation des sous-traitants (y compris maintenance, garantie, SAV).

Déplacements en France et en Corée.

PERSPECTIVES D'EVOLUTION DANS CE GROUPE INTERNATIONAL

33 ans mini, ingénieur généraliste, vous avez une expérience analogue de transfert de technologie ou de maîtrise d'œuvre industrielle ou de fabrication ou d'ingénierie d'équipements électroniques professionnels (télécom, informatique, radar, instrumentation, transmissions, etc.) et une bonne pratique de l'anglais.

Merci d'écrire, sous réf. TRANS.TECH/84M en indiquant votre salaire actuel, à notre conseil Richard Bénatouil GROUPE BBC Conseil - 1 bis place de Valois - 75001 Paris. Discretion absolue et réponse assurée.

Vous pouvez indiquer les entreprises auxquelles vous ne souhaitez pas communiquer votre candidature.

INGENIEUR METHODES TESTS

Filiale d'un important groupe industriel, nous recherchons un :

Au sein de notre unité de production électronique, nous avons mis en place une fonction « Méthodes-Progress ». Dans ce cadre, vous apporterez votre soutien et votre expertise aux techniciens et opérateurs chargés du test de la production. Vous animerez l'amélioration continue de l'efficacité de cette activité. Vous en identifierez les besoins futurs (technologie, volumes, productivité) pour définir et mettre en œuvre la stratégie de test adoptée. Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur en électronique (option télécom si possible) et avez une réelle expérience du test ou de la production électronique. Vous maîtrisez l'outil informatique et parlez l'anglais. Une réelle aptitude à la communication et au travail en équipe est indispensable pour réussir dans cette fonction.

Ce poste est basé dans la région Ouest.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV et photo), sous référence 4334, à Alliance RH - 17, rue des Dames Augustines 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.

Ingénieur Bureau d'Etudes



RECHERCHE DÉVELOPPEMENT

Nous recherchons pour le Département d'Innovation Technologique situé à LA VERRIERE (78) un Ingénieur Bureau d'Etudes.

Rattaché au Responsable Environnement Concurrentiel, vous serez chargé de conduire des essais d'évaluation concurrents concernant les appareils de chauffage et d'air conditionné destinés aux véhicules automobiles. Votre rôle sera aussi d'améliorer les procédures existantes, de réaliser des tableaux de "benchmark" et d'en déduire des profils de produit cible.

Nous souhaitons recruter un Ingénieur Généraliste, de 27/30 ans, possédant une expérience de 4 ans minimum acquise dans le secteur automobile (de préférence dans les domaines thermique, aéronautique, process d'assemblage, acoustique ou automatisé). Bilingue anglais, dynamique, il fait, de plus, preuve de très bonnes capacités relationnelles.

Petit à travailler dans un domaine compétitif et à participer à la stratégie produit d'une entreprise internationale, mobile, vous êtes ouvert à des expériences professionnelles internationales et vous avez une volonté marquée d'entreprendre et de réussir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet en précisant la réf. RDB10, à VALEO THERMIQUE HABITACLE B, rue Louis Lormand - BP 13 - 78321 LA VERRIERE Cedex.

Le Groupe Valeo, par sa gamme de produits et systèmes de haute technologie et son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobile et de véhicules industriels dans le monde.



L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

Un challenge international

Jeune Ingénieur de Production

Fontainebleau

Fille d'un important groupe industriel, nous produisons des verres techniques dans notre usine de 700 personnes située dans le sud de la Seine-et-Marne (77). Le contexte en croissance et largement international de nos produits nous conduit à des développements techniques de haut niveau. Persuadés que nous gagnerons le pari du futur grâce à la qualité de nos ingénieurs, nous poursuivons la structuration de notre équipe.

Nous recherchons un jeune ingénieur généraliste (Mines, Centrale, ENSI...) disposant d'une première expérience (1 à 3 ans), désireux de se former et de s'exprimer dans un environnement technologique très élaboré.

Au sein d'une équipe de jeunes ingénieurs, nous vous confierons des responsabilités Process visant à optimiser et à fiabiliser la maîtrise de nos procédés de fabrication et à améliorer la productivité de nos équipements. Evolution possible vers des responsabilités de projets ou de supervision d'atelier y compris sur le plan international.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 58733, à Media System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75049 Paris Cedex 17, qui transmettra.

BARCO

Leader mondial en systèmes de visualisation industrielle

INGENIEUR COMMERCIAL

De formation Ingénieur (type ENSI-INSIA), à 28-32 ans, vous justifiez d'une expérience réussie de la vente de systèmes en milieu industriel (OEMs et Intégrateurs).

Vous savez conduire un projet commercial de A à Z, depuis le cahier des charges jusqu'à la réalisation de l'application.

Votre mission : développer notre clientèle industrielle en France en proposant nos solutions graphiques (écrans et cartes graphiques de haute performance) les plus adaptées à leurs besoins.

La diversité des applications proposées élargira votre champ d'intervention : contrôle de trafic aérien et maritime, systèmes C3I, simulation avionique, CAO, contrôle de process industriel.

La rigueur et le sérieux de votre approche alliés à votre dynamisme commercial constitueront vos facteurs de réussite.

Votre lien hiérarchique : le Directeur Commercial de notre ligne de produits ECRANS.

Bien sûr, l'anglais vous est familier.

Poste basé à notre Siège à St Denis (93), mobilité sur toute la France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions et enveloppe à votre adresse) sous la référence BQ/LM2 à notre Conseil MIGADE 27, rue Gamier - 92200 Neuilly-sur-Seine.



INGENIEURS PROCESS

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

L'IFP Centre de Recherche Développement Industriel 1800 collaborateurs n°2 mondial dans le domaine du développement et de la mise au point de procédés raffinage/petrochimie/énergie vous permettront d'évoluer dans un univers scientifique et technologique de pointe.

Vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais, des aptitudes relationnelles et une grande autonomie (une formation complémentaire ENSPM serait appréciée).

Dans le cadre de la mise en forme de nouveaux concepts technologiques l'optimisation de schémas de procédés, simulation dynamique, développement de nouveaux types d'équipements, vous serez chargés, dans un contexte international, de la conception des unités de raffinage/petrochimie/énergie pour le compte de nos clients. Vous participerez à la mise en route des unités que vous avez conçues.

Ces postes basés à Ruell (92) comportent des missions de courte et moyenne durée à l'étranger. Afin d'examiner votre candidature et les perspectives de carrière envisageables, adressez-nous CV et photo sous référence V.PRO à IFP - Service Recrutement - D. GARNIER - BP 311 92506 RUELL-MALMAISON.

LA RECHERCHE - DÉVELOPPEMENT INDUSTRIELLE



INGENIERIE DES TRANSPORTS COLLECTIFS

LYON

Au sein du groupe SCETAUROUTE, nous assurons le développement harmonieux des transports collectifs urbains et régionaux et recherchons, pour nos projets de maîtrise d'œuvre, un

Ingénieur Matériel Roulant

Ingénieur diplômé en Mécatronique ou Electrotechnique (Centrale, ECAM, INSA...) vous avez une expérience de 5 ans minimum dans le domaine ferroviaire (ingénierie ou industrie). Vous êtes bilingue anglais, mobile et ouvert à l'international.

Dominique Pierre MILLOT notre Conseil vous remercie de lui transmettre vos CV, photo, rémunération actuelle et lettre manuscrite sous référence M 2053 X



19 place Tolozan - 69001 LYON

هكذا من لاصحل

Directeur de région
Ouest-Sud-Ouest

LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

ORGANISATEURS D'ÉVÉNEMENTS

Euroforum France, filiale d'un groupe international de communication professionnelle, organise des conférences, séminaires et stages, couvrant tous les secteurs d'activité (industrie, service, santé...) et des fonctions aussi variées que le juridique, la finance, les ressources humaines... Pour accompagner sa croissance constante et ininterrompue, la société recherche aujourd'hui plusieurs organisateurs d'événements capables d'identifier les besoins du marché, de rechercher les conférenciers et d'assurer la commercialisation des manifestations. Ils seront entièrement responsables de

leur volume d'affaires et de la qualité des prestations. Ces postes s'adressent à des candidats de formation supérieure, débutants ou justifiant d'une première expérience. Leur dynamisme commercial, leurs qualités relationnelles, leur sens des réalisations concrètes seront les garants de leur réussite. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Ecrire à Jürgen MOLLER en précisant la référence R/2543M - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.70.

EUROFORUM

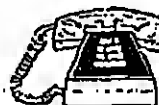
PA Consulting Group
Creating Business Advantage

ATTENTIF AUX MARCHÉS INTERNATIONAUX ?

rendez-vous page XV

SEQUOIA

Le Monde
PUBLICITE



Pour passer vos annonces :

44-43-76-03

44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32

France Telecom

OPÉRATEUR DE FRANCE TELECOM POUR L'INTERNET ET L'OUTRE-MER, F.T.R.S.I. FRANCE TELECOM RÉSEAUX ET SERVICES INTERNATIONAUX ASSURE LE TRANSPORT DE LA VOIX, DES DONNÉES ET DE L'IMAGE DANS LE MONDE ENTIER. DÉVELOPPER LES PRODUITS ET SERVICES DE L'INTERNET, METTRE EN PLACE ET EXPLOITER LES RÉSEAUX DE TÉLÉCOMMUNICATIONS ENTRE LA FRANCE ET LE RESTE DU MONDE SONT SES PRINCIPALES MISSIONS. LE DÉPARTEMENT AUDIOVISUEL DE LA DIRECTION DU MARKETING ET DU DÉVELOPPEMENT RECHERCHE SON :

Ingénieur d'affaires Senior H/F

Directement rattaché au Responsable Commercial du Département, vous devrez :

- à l'égard des clients (chaînes TV, radio, françaises et internationales implantées sur l'Asie et l'Europe du Nord), gérer le portefeuille existant : prospecter et développer le réseau de clientèle.
- à l'égard des structures internes : gérer le relationnel et apporter un support commercial aux filiales étrangères ; mener une réflexion sur les moyens et méthodes commerciaux à mettre en place pour l'ensemble du Département.

Minimum Bac +5 (grande école d'Ingénieur ou de Commerce), vous justifiez impérativement d'une expérience commerciale d'au moins 4 à 5 ans, acquise idéalement en environnement concurrentiel et international. A l'évidence, l'Anglais est votre langue de travail.

Outre votre réelle attirance pour le secteur des télécommunications et pour l'international, vous êtes particulièrement ouvert, très organisé, rigoureux, avec enfin, une ténacité de coureur de fond.

Si ce contexte vous séduit, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite), référence LM/398, à notre Conseil, Carole MOULIN - ORYADE, 16 avenue Hoche - 75008 PARIS.

oryade

Conseil en Ressources Humaines

AUDI, vous connaissez ? Nous sommes une marque de V.A.G (Volkswagen, Audi, SEAT, SKODA), premier constructeur automobile européen. Notre gamme très ciblée de véhicules permet à notre clientèle de trouver confort, puissance et haute technologie. Aujourd'hui, nous recherchons, pour le siège de notre service commercial France situé à Villers-Cotterêts (02), des

Conseillers commerciaux

Nous attendons des candidats d'environ 30 ans, nécessairement diplômés d'une école de commerce. Vous devez justifier d'une expérience de développement des ventes, du diagnostic marché, des relations terrain (concessionnaires), acquise dans de grands groupes industriels. Les candidatures de jeunes diplômés ayant bénéficié de stages significatifs seront également étudiées.

L'ensemble de ces caractéristiques sont nécessaires mais vous êtes surtout un passionné du secteur automobile. La maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand sera très appréciée.

Ces postes vous ressemblent ? Alors envoyez votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à Jean-Maurice Bussy, V.A.G France DRH, BP 64, 02501 Villers-Cotterêts Cedex.



Audi

Pourquoi faire comme les autres ?

Leader mondial de la Climatisation



Filiola du groupe UTC
(200 000 personnes),

nous sommes le premier fabricant d'équipement de conditionnement d'air en Europe et dans le monde.

Nous confortons notre présence en France et recherchons pour la Division GRAND TERTIAIRE INDUSTRIE notre

Votre mission : avec votre équipe d'ingénieurs commerciaux, vous serez responsable de la prescription et de la vente de nos produits auprès d'une clientèle d'installateurs, de charges d'affaires, de bureaux d'études, de maîtres d'œuvre et d'architectes sur l'ouest et le sud-ouest de la France. Votre profil : à 40 ans environ, de formation supérieure (ingénieur ou école de commerce), vous avez une expérience d'au moins 10 ans liée de préférence au génie thermique ou aux systèmes de régulation et une parfaite maîtrise de l'encadrement d'une équipe.

Ce poste nécessite bien sûr de nombreux déplacements sur la région. Nous vous offrons une rémunération annuelle composée d'un fixe et d'une prime sur résultats ainsi qu'une voiture de fonction.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la réf. 103 à CRC 01, BP 49, 01122 Montluçon Cedex.

Directeur de région
Ouest/Sud-Ouest

Chef de produit

Services "données" et "fax"

France Telecom, leader mondial des services de télécommunications, recherche pour ses services "données" et "fax" un Chef de produit expérimenté et dynamique. Vous serez responsable de la stratégie commerciale et de la mise en œuvre de ces services auprès de nos clients professionnels. Vous devrez identifier les besoins de nos clients, proposer des solutions adaptées et assurer le suivi commercial de ces services. Vous devrez également participer à la mise en œuvre de ces services et assurer le suivi technique de nos clients. Vous devrez enfin assurer le suivi administratif de nos clients et participer à la mise en œuvre de ces services. Vous devrez enfin assurer le suivi technique de nos clients et participer à la mise en œuvre de ces services.

France Telecom
Mobiles
Radiotéléphone

INGÉNIEUR D'AFFAIRES EQUIPEMENT AUTOMOBILE

SAGEM, groupe français de haute technologie présent dans 95 pays et réalisant plus de 13 milliards de CA, recherche pour sa division électronique industrielle un Ingénieur d'Affaires équipement automobile.

Vous prendrez en charge l'ensemble d'un compte client (constructeur automobile). Vous assurez le suivi des contrats et la prospection de nouveaux marchés, vous négociez les offres en coordination avec les équipes de développement et de production.

Véritable partenaire de votre client, vous assurez la synthèse commerciale, technique et industrielle.

A 30/35 ans, diplômé d'une Grande Ecole (Commerce ou Ingénieur) vous avez une réelle expérience dans le management d'affaires, si possible dans le secteur automobile ou industriel de grandes séries (conduite de programmes).

Manager de tempérament et fin négociateur, vous avez déjà exercé vos compétences dans une activité internationale et possédez, bien sûr, la parfaite maîtrise de l'anglais. L'allemand serait souhaité.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et CV) sous la référence CP/LM à Thierry SELLAN - SAGEM Recrutement Le Ponant de Paris 27, rue Leblanc 75512 PARIS CEDEX 15

SAGEM

UN MONDE NOUVEAU SE CREE TOUS LES JOURS

LES DIRIGEANTS

Direction Générale
Direction Générale Adjointe - Secrétaire Général

Secrétaire Général



Des cartes plus de 1000 !

En faisant rimer originalité et qualité, les éditions DALIX créées en 1986 font aujourd'hui référence dans le domaine de la carte postale française. Depuis près de trois ans, son célèbre porte-drapeau, Gaston, l'illustre et éternel gaffeur, culmine en tête des ventes de cartes humoristiques (5 millions de cartes vendues par an). A ses côtés, chaque nouvelle collection apporte une touche complémentaire afin d'offrir une palette colorée d'événements multiples. C'est pour accompagner ce développement exceptionnel (nous doublons notre chiffre d'affaires tous les ans) que nous recherchons aujourd'hui notre Secrétaire Général.

En liaison étroite et permanente avec le chef d'entreprise, vous assurez les fonctions vitales de l'entreprise dans leur globalité avec une attention très particulière au suivi financier. Ainsi êtes-vous le garant de l'optimisation de notre développement dans le cadre qui a été établi en termes de choix stratégique, politique financière, organisation et gestion.

A 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, sciences éco, droit, sciences po...), vous souhaitez, après une expérience significative et réussie à un poste clef de l'entreprise (DAF par exemple), accéder à des responsabilités plus larges et plus globales. Audelà des compétences classiques que requiert une telle fonction, vos qualités d'écoute, votre souci de travailler en équipe et en projet, votre adaptabilité et votre style de management ouvert faciliteront un bon fonctionnement interne et favoriseront une émergence naturelle. Bien sûr, vous parlez anglais. Poste basé à PÉRIQUEUX (24).

Merci d'adresser lettre, CV et photo à Thierry PHILIPPON, RH PARTNERS, 18 rue Ferrère, 33000 Bordeaux, sous réf. ABO296X. Consultez le 3617 RHPARTNERS.

RH PARTNERS

CONSEIL EN CARRIÈRES

Dirigeants prêts à changer ?

Pourquoi attendre ? Vous vous interrogez sur votre vie professionnelle ; vous avez le sentiment qu'il vous faut faire le point et vous êtes prêts à agir.

Les consultants de Forgeot, Weeks peuvent vous y aider très concrètement. Depuis 19 ans, ils ont ainsi conseillé et suivi plus de 8000 dirigeants et cadres supérieurs. Y compris dans la prospection de la face cachée du marché.

Bilan de carrière, Outplacement ?

De plus en plus souvent, les entreprises prennent en charge nos prestations.

Alors, n'hésitez plus : prenez rendez-vous pour un premier entretien exploratoire strictement confidentiel et sans frais.

Forgeot, Weeks

CONSEILS PERSONNELS EN EVOLUTION PROFESSIONNELLE

Paris : 128, rue du Fg St-Honoré, 75008. Tél. (1) 45.63.35.15
Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. 022.342.52.49
Bureaux associés : Londres, Zurich, Francfort

DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Marketing et encadrement commercial

Directeur des Ventes

LOCATON D'EQUIPEMENTS

Implanté à Bapaume (Pas de Calais)

Excellent salaire négociable + voiture de fonction + avantages sociaux

Dawsongroup plc, entreprise britannique cotée en bourse, est à la pointe du marché dans le secteur de la location d'équipements. Le succès de notre philosophie, qui s'appuie sur la fourniture des meilleurs produits en association avec notre engagement total envers le service clients, a contribué au succès de notre programme d'expansion nationale et à optimiser les résultats de notre Groupe.

Nous élargissons désormais nos opérations à l'Europe et nous recherchons un professionnel de la vente hors pair pour démarrer et diriger notre nouvelle division française à Bapaume, au sud d'Arras. Ce poste ouvre d'intéressantes possibilités à un candidat autonome parlant et écrivant couramment l'anglais et le français, et possédant la clairvoyance et les motivations nécessaires pour faire de cette nouvelle initiative une opération d'avant-garde et en assurer le succès.

Il s'agit d'un poste essentiellement de ventes, avec toutefois des responsabilités opérationnelles et administratives. Votre tâche consistera à élaborer et à mettre en place des stratégies commerciales pour la location et la location-vente de nos semi-remorques frigorifiques et chambres froides mobiles dans toute la France. Une bonne connaissance, tant commerciale que géographique, du pays est donc indispensable. Le candidat idéal, probablement âgé de 27 à 35 ans, devra justifier d'un réel engagement personnel et d'une expérience confirmée de la vente.

Si votre ambition et votre dynamisme s'apparentent aux nôtres, nous pouvons vous offrir un poste dont les conditions seront en rapport avec les exigences et l'envergure de la tâche.

Merci d'adresser votre candidature par écrit, accompagnée d'un CV en anglais et d'une photo récente, à Michael Williams, Managing Director, Dawsonrentals Ltd., Delaware Drive, Tongwell, Milton Keynes, MK15 8JH.

The vehicle for your ambitions



JURISTES

Important groupe de Sociétés de Services, C.A. > 8 Milliards de F, recherche pour sa Direction Juridique

Juriste Droit du travail

PARIS

Vous serez l'interface avec un réseau d'unités décentralisées (400 agences), pour les conseiller dans l'application du Droit du Travail. Vous interviendrez en clientèle en appui du réseau commercial.

Vous gèrerez, par ailleurs, le suivi des contentieux prud'homaux. Pour ce poste, vous possédez une maîtrise de droit complétée par un DEA/DESS. Droit du Travail, avec obligatoirement une expérience de 5 ans en Entreprise. Vous bénéficierez d'une formation spécifique à la réglementation du travail qui s'applique à notre métier.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous réf. D5342 à EUROMESSAGES - B.P. 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre. Discretion assurée.

EUROMESSAGES

JEUNE JURISTE Sciences po - DEA droit public

Etablissement public, Aménageur foncier intervenant dans la chaîne du transport, nous sommes installés à Paris. Notre service juridique comprend trois collaborateurs et il intervient à deux niveaux : il a un rôle de conseil auprès des services gestionnaires, techniques et commerciaux, et il a un rôle plus opérationnel dans le règlement des litiges.

Vous avez une solide formation de base : Sciences po Paris + DEA de droit public ou, au minimum, une maîtrise de droit public et, de préférence, de bonnes connaissances en droit privé et droit communautaire. Votre première expérience acquise dans un cabinet d'avocat ou dans le service contentieux d'une entreprise vous a convaincu de votre choix professionnel.

Battant de tempérament, volontaire, vous êtes ouvert, curieux, vous avez un esprit critique aigü et savez construire un dossier. Vous aimez travailler en équipe. Vous savez également manier la plume avec aisance et rigueur.

Nous vous apportons la stabilité et la solidité de notre établissement et le savoir-faire d'une équipe motivée de haute technicité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 1087 (confidentialité assurée) à notre conseil,

Elisabeth et Didier FRENCH 17, rue Mirabeau - 75016 PARIS

مركز الامارات

JURISTES



La qualité et l'innovation de nos produits, associés à un rapport qualité-prix exceptionnel, ont permis au groupe EMC d'afficher une croissance et des résultats hors du commun.

JURISTE EUROPE

Dans le cadre de la création de cette fonction pour l'ensemble des filiales européennes, le titulaire du poste sera responsable de l'établissement des contrats standards et il participera à la négociation des contrats spécifiques avec les grands comptes. De plus, il aura pour mission d'assurer le management de chaque filiale pour tout ce qui concerne les problèmes juridiques de chaque entité.

Titulaire d'un DESS de Droit des Affaires, le candidat sélectionné aura une expérience de 3 à 5 ans minimum dans l'élaboration, l'analyse et la négociation des contrats dans le domaine informatique au sein d'une société multinationale.

Autonome, dynamique ayant le sens des contacts, il devra avoir une grande souplesse intellectuelle pour réussir dans ce poste. De nombreux déplacements sont à prévoir à travers l'Europe. Une excellente maîtrise de la langue anglaise est nécessaire.

Prérez d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence LM 559 à CLP associés, 100 rue de la République, 33 avenue du Maine, Tour Maine Montparnasse, BP 170, 75755 Paris cedex 15.



Groupe de PME du secteur industriel (CA 500 MF), nous recherchons pour notre siège à Paris, un

JURISTE TRÈS CONFIRMÉ

Membre du Comité de Direction et conseiller de notre Président, vos domaines d'intervention couvriront l'ensemble des problèmes juridiques (droit des sociétés, droit commercial, droit contractuel, droit social...) liés à la vie de notre groupe.

A 40 ans environ, de formation supérieure juridique (DESS, DEA, DJCE...) vous avez une expérience de juriste d'entreprise d'au moins 10 ans qui vous a permis, en tant que généraliste, d'appréhender à la fois des dossiers de haut niveau de conception que de traiter des problèmes courants et de détail.

Pragmatique, ouvert et rigoureux, vous possédez de bonnes qualités d'adaptabilité pour vous intégrer avec aisance à notre équipe dirigeante.

Merci d'adresser votre dossier (lettre + CV + photo + prêt.) à COR'EX 11, avenue Myron Herrick 75008 PARIS, tél : 47770.



Holding international Services Transports, nous recherchons pour notre siège à Paris (20 personnes), notre

JURISTE FISCALISTE

Rattaché à la Direction du Contrôle, vous avez la responsabilité de la fonction juridique et fiscale, gère la vie sociale des filiales et participations, participe aux négociations et formalisez les opérations d'acquisitions et de cessions de sociétés. Vous négociez et rédigez les contrats commerciaux et traitez les procédures contentieuses et les opérations fiscales particulièrement à l'international. Vous faites la liaison avec les conseils extérieurs.

A 30/35 ans, de formation supérieure juridique et fiscale (DEA, DESS Droit des Affaires et fiscalité, DJCE...), vous avez une expérience d'au moins 7 à 10 ans dans une entreprise cotée en Bourse, à forte activité internationale.

Communicant, dynamique, organisé et autonome, vous opérez aussi bien en français qu'en anglais et maîtrisez l'informatique juridique.

Merci d'adresser votre dossier (lettre + CV + photo + prêt.) à COR'EX - 11, av. Myron Herrick 75008 Paris tél : AEI763.



Juriste

Valeurs Mobilières, Marchés et Instruments Financiers

Une croissance affirmée et une place reconnue dans le monde bancaire font du CCF une banque plus ambitieuse et plus audacieuse, tous les jours. Au sein de notre Direction des Affaires Juridiques et Financières,

le SERVICE AFFAIRES FINANCIÈRES ET DROIT DES SOCIÉTÉS a pour clients les différentes Directions du CCF. Afin de renforcer notre équipe de juristes, nous recherchons un candidat : • de solide formation juridique de 3ème cycle, • avec une expérience réelle des VALEURS MOBILIÈRES, DES MARCHÉS ET DES INSTRUMENTS FINANCIERS, • cette expérience aura

été acquise dans un établissement financier ou un cabinet d'avocat, • ANGLAIS COURANT impératif, • âgé de 30 ans minimum et possédant le goût du travail en équipe.



LA MISSION que nous lui proposons : • Participation à la mise en place de produits et négociations de montages financiers. • Assistance juridique impliquant : recherches, études juridiques, rédaction d'actes et négociations.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV et photo, sans réf. 101 à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris.



C'EST TOUS LES JOURS QU'ON JUGE SA BANQUE

La Direction de l'Immobilier d'un important maître d'ouvrage à dimension nationale, recherche dans le cadre de son développement, un

JURISTE IMMOBILIER H/F

Il sera responsable, en relation avec les différentes structures locales, des montages juridiques liés principalement aux actions de développement au de valorisation du patrimoine immobilier.

D'environ 40 ans, sa formation supérieure en droit (maîtrise + DESS ou DEA en immobilier), sa dizaine d'années d'expérience comme juriste en immobilier d'entreprise, son efficacité relationnelle, lui permettront notamment d'être initiateur de solutions juridiques innovantes.

Poste basé en banlieue OUEST PARIS.

Pour un premier contact, merci d'écrire sous référence 5022 M à

Gallos & Associés 116 Champs Elysées, 75008 PARIS.

Redacteur juridique

Nous sommes un établissement financier de 800 personnes, implanté dans le Sud-Ouest. Nous recherchons pour notre siège situé à BORDEAUX un rédacteur juridique.

Au sein d'une équipe de 5 personnes, vous traiterez l'ensemble des procédures contentieuses, qu'elles soient issues du particulier ou de l'entreprise : analyse juridique, rédaction de projets de conclusions, mise en forme des dossiers...

Ce poste conviendrait à un candidat de formation juridique supérieure (maîtrise en droit privé + DESS ou DEA) pouvant justifier, à 30 ans environ, d'une solide expérience du recouvrement dans le secteur bancaire ou financier, d'une excellente connaissance du droit bancaire et d'une pratique courante des procédures.

Bonne maîtrise de l'informatique (logiciel CRENCE).

Poste basé à Bordeaux.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions à l'attention de Thierry PHILIPPON, RH PARTNERS, 18 rue Ferrère, 33000 Bordeaux.



JURISTE DROIT DU TRAVAIL



Conseiller la Direction des Ressources Humaines et les différentes structures de l'entreprise en matière de droit du travail, prendre en charge et suivre les dossiers relatifs aux problématiques de droit social... telles sont vos responsabilités.

A 35/40 ans, votre expertise technique se fonde sur une formation juridique spécifique en droit du travail (éventuellement complétée par un 3ème cycle). Votre expérience de plusieurs années dans des fonctions d'études et de conseil en entreprise vous a permis de maîtriser tous les aspects du droit social.

Dans le cadre d'une fonction qui fait une large part à l'assistance, vous saurez faire preuve d'une grande qualité d'écoute. Vous metrez à profit votre autonomie, votre ouverture d'esprit et votre implication pour proposer des solutions rapides, efficaces et constructives.

Vous souhaitez donner un nouvel essor à votre carrière ? Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre, photo et prétentions) à BNP - DRH Recrutement 35 rue du 4 Septembre 75002 PARIS.



NOTRE BANQUE A SES METIERS.

Important organisme recherche

JURISTE, Responsable du Service Statutaire

Merci d'adresser dans les meilleurs délais lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous la référence JRS à Safari, 17 bd Poissonnière, 75002 Paris cedex 02, qui transmettra.

Dans le cadre de vos fonctions, vous serez chargé(e) : - de veiller à l'application de nos statuts (loi 1901) et de notre règlement intérieur (décisions de l'Assemblée Générale, du Conseil d'Administration...), - de conseiller nos unités locales : le cas échéant, d'arbitrer et de concilier, - de préparer et organiser l'Assemblée Générale, ainsi que les élections des conseils (calendrier, suivi, vérification...), - de préparer les commissions du Conseil d'Administration.

En outre, vous assurerez le suivi du fichier des élus, la réalisation de notre circulaire institutionnelle, la préparation des réunions et le contrôle de l'exécution des décisions de nos instances dirigeantes.

A 25/35 ans, vous avez une solide formation en droit public ou privé (bacc + 4/5). Discrète(e), organisée(e), très disponible, vous maitrisez de grandes qualités relationnelles. Pratique de la micro-informatique souhaitée.

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Important Etablissement Financier
recherche un

Opérateur Devises

Au sein d'une équipe de taille humaine, vous gerez le risque de taux et le risque de change dans les principales devises.

Rigoureux et créatif, vous aimez le travail en équipe et participez activement au développement de nos activités (arbitrages, trading...).

De formation supérieure, vous possédez une expérience de 2 à 5 ans de la fonction et maîtrisez parfaitement l'anglais et la micro-informatique.

Pour ce poste, basé à Paris, nous vous offrons de réelles possibilités d'évolution au sein de la Salle des Marchés et de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. 95/904 à CARRE TURENNE - 129, rue de Turenne 75003 PARIS qui transmettra.

DEVELOPPEZ LA GESTION DE NOS RESSOURCES HUMAINES.



L'Association Nationale des Centres de Lutte contre le Cancer, nous regroupe 20 hôpitaux privés à but non lucratif qui emploient 11 000 personnes, dont 960 médecins, pour un budget de 5,4 Milliards de Francs. La Fédération (18 personnes) anime, sous l'autorité du Secrétaire Général, les activités communes des centres dans les domaines médical, scientifique et administratif (relations sociales, gestion financière).

Chargé du développement des ressources humaines et de la gestion sociale, vous poursuivrez le passage d'une logique administration du personnel, à une logique de gestion impliquant la refonte de la convention collective de 1971. Parallèlement à la mise en place de méthodes communes et cohérentes sur la gestion des ressources humaines, 4 axes de travail ont été définis. Ils touchent aux classifications, au système de rémunération, à la formation professionnelle et au dialogue social. Vous interviendrez aussi bien en études-conception qu'en négociation avec les partenaires sociaux au meilleur niveau.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous apprécierez l'environnement intellectuel largement supérieur à la moyenne. Dans des sociétés à établissements multiples (pharmacie, banque, assurance...) vous avez accompagné des changements impliquant réflexion, travail en groupe, recherche de consensus. Chez nous aussi, votre aptitude à la rédaction, votre sens de l'organisation et votre diplomatie seront largement mis à contribution. Vite un CV avec prétentions à Claude des REIS, associé de SIRCA, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris en précisant la référence 770 220 M.

SIRCA
ANTICIPER LA RÉUSSITE

AGENCE DE SYNTHE

Institution financière à forte notoriété, notée AAA, spécialiste du financement local, leader sur son marché, recrute son

Responsable Service Prévisions & Etudes ALM

A partir de la collecte d'informations diverses, de la prise en compte d'hypothèses et de choix stratégiques de l'établissement, l'intéressé sera chargé de réaliser des simulations qui serviront aux décisions de gestion à venir, de développer les modèles existants afin de les adapter à l'évolution de l'activité, de surveiller les risques de bilan, des contrôles de cohérence comptable et des prévisions budgétaires à moyen et long terme ; il préparera par ailleurs le Comité ALM. Enfin, il sera à même d'élaborer un cahier des charges informatique.

A la tête d'une jeune équipe dynamique, l'intéressé sera à même de l'animer et d'en coordonner l'action. Il travaillera de concert avec le contrôle de gestion de l'établissement en jouant des synergies qui s'imposent.

Doté de solides bases mathématiques, informatiques et comptables, ainsi que d'une bonne connaissance des marchés financiers, il agira en véritable force de proposition au sein de cette institution.

Agé de 32-38 ans, de formation supérieure (Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, Actuariat...), il justifiera d'une expérience similaire de plusieurs années acquise en environnement bancaire.

Si cette perspective vous intéresse, contactez Jean-François Montell au (1) 47.57.24.24 ou adressez CV + photo + rém. actuelle à Michael Page City, 3 bld Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex, ou tapez votre CV sur le 36.17 code MPage ss réf. JFM10902

Michael Page City
Les Marchés Financiers - La Banque d'Affaires



Les alarmes **DRAGON**, filiale du plus grand fabricant nord américain d'alarmes automobiles (700 employés et deux usines aux USA), leader dans leur domaine sur le marché français, recherchent un

Directeur Administratif et Financier
Agé de 35 à 45 ans, vous êtes parfaitement bilingue anglais/français et diplômé de l'enseignement supérieur. Vous faites preuve d'une maîtrise approfondie des systèmes comptables français et américains et connaissez parfaitement la gestion de stock.
Fort de 10 années d'expérience en tant que manager et d'une excellente connaissance du milieu automobile et de la distribution de produits électroniques, vous animeriez une équipe de 10 personnes, consolideriez les résultats de nos cinq filiales européennes et entretiendriez d'excellentes relations avec les banques. Ce poste basé en Région Parisienne nécessite des déplacements ponctuels en Europe.
Merci d'adresser CV + photo + prétentions sous référence 9155 à : EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 Boulogne Cedex.

Le Groupe ASCOM, Conseil en Entreprise et en Ressources Humaines depuis 1956, partenaire privilégié de nombreuses entreprises des secteurs industriel, grande distribution et tertiaire recherche des :

CONSULTANTS H/F

A 30 ans et plus, professionnel reconnu dans votre secteur d'activité, vous souhaitez donner un nouvel essor à votre carrière comme salarié ou comme indépendant et développer votre propre clientèle selon nos méthodes.

Professionnel, diplomate, sens du relationnel et du commercial, vous désirez intégrer une équipe motivée, dynamique et conviviale. Vos atouts nous intéressent.

Rejoignez nous en adressant votre dossier de candidature, vos motivations, vos réalisations et vos succès sous référence 8156/AS/LM (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle).

ASCOM
30, rue Jean Mermoz - 78000 VERSAILLES

ASCOM RELIE LES COMPÉTENCES AUX ENTREPRISES

ASSOCIATION HUMANAIRE (budget : 80 MF en 1994)
recherche pour son siège basé à Paris

CHARGE DE SUIVI FINANCIER

Sous l'autorité du responsable administratif et financier, il aura pour tâche :

- de participer à l'élaboration du budget et de suivre son évolution,
- d'établir et de suivre les tableaux de bord et le plan de croissance,
- d'optimiser les moyens de gestion et de veiller à l'équilibre financier des programmes.

Vous avez une formation supérieure en gestion (min. bac + 4), une expérience du contrôle de gestion, de l'audit ou d'une fonction équivalente, une bonne capacité d'analyse et de la hauteur de vue. Vous êtes rigoureux, autonome et fortement motivé par le secteur humanitaire. Rémunération tenant compte de l'objet de l'association.

Merci d'envoyer C.V., lettre manuscrite et photo (sous référence CSF/LM) à : EUROFACT - 44, rue de la Paroisse - 78000 VERSAILLES

Marc GOSSELIN et toute l'équipe de NBS FRANCE sont heureux de vous communiquer leur nouvelle adresse :

44, rue du Colisée
75008 PARIS
Tél. 42.56.90.70 - Fax. 42.56.90.60

Emmanuel DUPONT et Olivier MYARD ont rejoint la société en qualité de Consultants Seniors.

N.B.S

C'est pour trouver, c'est aussi pour proposer un emploi, c'est tous les mardis* c'est le Monde Initiatives



* daté mercredi

Pour agir et pour réfléchir

مركزا من رلاصل

PA

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

BUSINESS & MARKET ANALYST EUROPE

Leader européen dans la production de Noir de Carbone, filiale d'un groupe international américain, notre "European Business Director Special Black Division" recherche un **Analyste de Marché**. Celui-ci lui fournira les données permettant d'anticiper, de développer et d'optimiser l'activité en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique.

En étroite relation avec les départements fonctionnels du siège européen, les Responsables de Vente Europe et les autres Analystes de Marché dans le monde, vous serez chargé principalement des études de marché, de la coordination des prix, de l'établissement des prévisions de vente et de leur suivi. Vous aurez de fréquents déplacements de courte durée à l'étranger.

Bilingue anglais, diplômé d'une Grande Ecole (Ingénieur...), avec une formation complémentaire de type MBA, vous avez environ cinq années d'expérience préalable, acquise dans un groupe industriel d'un secteur d'activité proche du nôtre, ou dans un cabinet international spécialisé.

Ce poste doit évoluer à terme vers une fonction plus large sur le plan décisionnel. Il correspond à vos attentes et compétences : prière d'adresser votre dossier complet s/réf. BMA/C3LM-95 à notre Conseil, qui vous documentera avant entretien. Confidentialité garantie.

SEQUOIA 9, cité Trévise 75009 PARIS.

Membre du groupe ABN-AMRO.
l'un des tout premiers groupes bancaires européens,
NSM est une banque commerciale privée
à forte vocation financière.

OPÉRATEUR BOURSE ÉTRANGÈRE Actions

Banque de Neufitze, Schlumberger, Mallet

ABN-AMRO

Au sein de notre salle des marchés, vous assurez la promotion des marchés étrangers (américain, anglais et allemand...) auprès de nos attachés de Clientèle Privée du siège et du réseau.

Vous intervenez avec eux en parfaite synergie et les conseillez dans leurs choix d'investissement (titres, options, produits dérivés, nouvelles émissions).

Interlocuteur privilégié des brokers de la Place, vous passez les ordres actions et en contrôlez l'exécution.

A 28 ans environ, de formation supérieure, vous bénéficiez d'une expérience des marchés actions (options) étrangers de 5 ans minimum, acquise en tant que trader au gestionnaire.

Votre talent commercial s'appuie sur de solides connaissances en macro et micro-économie.

Bien sûr, vous maîtrisez l'anglais. Rapidité de réaction et diplomatie sont autant d'atouts qui favoriseront votre réussite.

Isabelle MORENNE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre, curriculum vitae et prétentions) sous la référence OBE/LM/03.95 - NSM 75410 PARIS Cedex 08.



LOUIS DREYFUS & Cie

Groupe International de Négoce
recherche pour Paris

OPÉRATEURS SUR LES MARCHÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES

Vous êtes jeune, diplômé(e) de l'enseignement supérieur, passionné par la macro-économie et le monde des affaires. Camarade dans l'âme, vous dominez parfaitement l'anglais et parlez d'autres langues (slaves, arabes...). Vous êtes à la recherche d'un stage de fin d'études, d'un CSNE ou de votre premier emploi ou disposez d'une première expérience de type commercial.

Doté d'une grande capacité de travail et d'une bonne flexibilité, vous êtes capable de travailler sous pression ; vous alliez sens de l'initiative et goût pour le travail en équipe.

Disponible, mobile géographiquement, vous êtes tenté par l'expatriation.

Nous vous remercions d'éviter les contacts téléphoniques et de nous faire parvenir une lettre manuscrite accompagnée de votre C.V. à :

S.A. Louis Dreyfus & Cie - Direction du Personnel
87, avenue de la Grande Armée - 75782 PARIS Cedex 16

ETABLISSEMENT FINANCIER

de toute première importance recherche pour accompagner le développement des activités de marchés,

CONTRÔLEUR RISQUES MARCHÉS

Intégré au sein d'une petite équipe en charge du contrôle des activités de marchés actions et taux, vous participez au développement de nouvelles méthodes s'intégrant aux outils existants. Vous prenez en charge l'aspect économique et la modélisation des divers paramètres financiers (reconstruction de données, historisation, tests). (réf. 865/CR)

INGÉNIEUR PRODUITS DÉRIVÉS ACTIONS

En relation directe avec nos clients entreprises, vous concevez la couverture de leurs portefeuilles au moyen de produits structurés «à très haute technicité». Vous êtes en charge du montage et du pricing des autres produits structurés en support à notre équipe de vente. (réf. 865/IF)

DIRECTEUR INDUSTRIEL

500 000 F +

Exploitation de minéraux - Paris - Nous sommes une PMI française, affiliée à un groupe international. Existant depuis 40 ans, nous réalisons avec un peu plus de 400 personnes, un chiffre d'affaires de l'ordre de 400 millions de francs dans l'exploitation de minéraux. Nous recherchons notre directeur industriel. Il aura la responsabilité de tout l'appareil de production, des sites d'extraction comme des usines de transformation (18 implantations actuellement employant quelques 350 personnes). Il sera chargé d'optimiser l'outil de production afin qu'il réponde aux exigences du marché (des industries variées). Il devra

également assurer la gestion du foncier, ainsi que les rapports avec l'administration que notre activité implique. Ce poste, basé à Paris mais comportant de fréquents déplacements en France, intéresse un homme âgé d'au moins 40 ans, ingénieur de formation, doté d'une forte personnalité et pouvant faire état d'une expérience significative (dans la coordination de sites industriels et dans un secteur d'activité technologiquement comparable). Ecrire à Gil MASSON en précisant la référence D/2299M - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.50.

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

DIRECTEUR DU CONTRÔLE DE GESTION

La qualité des services que nous fournissons à nos clients fait de nous un groupe (5 milliards de CA) reconnu dans l'univers de la consommation. Notre croissance repose à la fois sur le développement de nos activités nationales, internationales et sur la création permanente de nouvelles prestations. Le professionnalisme, le dynamisme et la performance de nos équipes sont les facteurs clés de cette réussite. La promotion de l'actuel titulaire du poste nous amène à rechercher son remplaçant.

Rattaché au Directeur Financier du Groupe, vous prendrez en charge de façon opérationnelle la direction du contrôle de gestion de l'ensemble de nos activités. Au-delà des attributions classiques de la fonction et dans le cadre de notre développement, vous participerez activement à nos projets : analyse de la rentabilité économique de nos activités et de notre organisation, réalisation d'outils de gestion et animation du processus de planification. Vous aurez également un rôle de conseil auprès de nos filiales. Par ailleurs, vous serez amené à piloter la refonte du système d'information de votre département. Pour faire face à ces responsabilités, vous serez assisté par une dizaine de personnes.

Pour ce poste, nous recherchons un candidat âgé d'environ 35/40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur et justifiant d'une expérience solide du Contrôle de Gestion et de l'animation d'une équipe dans un contexte de Groupe. Vos capacités d'organisateur, de gestionnaire et de conseil vous ont permis de donner une dimension opérationnelle à votre savoir-faire.

La structure de notre Groupe et les objectifs fixés permettent d'envisager de réelles possibilités d'évolution vers différentes fonctions.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et prétentions sous la réf. LMIDCG à notre conseil :

TANIS 16, Rue Félicien David - 75016 PARIS.

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES



RENAULT V.I., un des premiers constructeurs mondiaux de véhicules industriels, implanté en Europe et aux Etats Unis, recherche pour Vénissieux (69) des

Auditeurs Internes

Au sein d'une équipe de 10 personnes, vos missions d'audit consistent à établir des analyses d'appréciation des systèmes de contrôle interne de l'entreprise puis d'apporter des recommandations pour améliorer ces systèmes, leurs conditions de fonctionnement et leurs coûts.

Autonomie et ouvert, rigoureux et pédagogue, vous avez, à 25 ans environ, une formation de type Ecole d'ingénieurs associée à un 3e cycle

en gestion ou Ecole Supérieure de Commerce.

Une expérience d'une à deux saisons en cabinet d'audit international vous rend opérationnel en comptabilité, fiscalité et gestion. Vous connaissez la micro-informatique, maîtrisez parfaitement l'anglais - une autre langue est un atout supplémentaire - et vous êtes disponible pour de fréquents déplacements sur les différents sites de l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature :

CV et lettre manuscrite à notre Conseil
PA Consulting Group - Laurent Reis -
L'Européen - 19, bd Eugène Deruelle 69003 Lyon.



RENAULT V.I.



Première entreprise mondiale dans le domaine de la distribution d'eau, la Compagnie Générale des Eaux recherche pour sa filiale basée à Melun (77) un

Directeur Administratif et Financier

Au sein d'une entreprise de 300 personnes et d'un CA de 364 Millions de Francs en 1994, vous serez directement rattaché(e) au Directeur Général et aurez pour missions :

- organiser et contrôler le fonctionnement des services comptables,
- gérer le personnel et le développement des ressources humaines,
- coordonner l'administration commerciale, les opérations juridiques et fiscales, le contrôle de gestion et l'établissement des statistiques professionnelles de l'entreprise,
- définir la politique financière et la gestion de trésorerie,
- définir et mettre en oeuvre les moyens, notamment informatiques, nécessaires dans le cadre de la politique de développement de la qualité,
- élaborer un plan de communication.

De formation supérieure (Ecole de Commerce), vous justifiez d'une expérience professionnelle de 5 à 10 ans.

Doté(e) d'un excellent sens du management et des contacts, vous avez une personnalité ouverte et rigoureuse ainsi que des talents d'organisateur.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV + photo) sous la référence VD/SM à : COMPAGNIE GENERALE DES EAUX - Service Relations et Ressources Humaines - 52, rue d'Anjou - 75384 PARIS Cedex 08.



AVEC NOUS, RENDEZ SERVICE A LA VIE

L'ART D'EQUILIBRER LES RISQUES



Premier réassureur français, cinquième mondial, le Groupe SCOR (1 100 personnes, 13 milliards F de CA) propose aux compagnies d'assurances des couvertures sur leurs risques les plus importants (Eurotunnel, Ariane, Aéroport de Hong-Kong...). Société française cotée au règlement mensuel, le groupe SCOR réalise 75% de son CA à l'international et ses filiales (500 personnes) sont implantées sur les 5 continents.

Nous recherchons pour la Direction de l'Actuariat Groupe située à Paris La Défense :

Actuaire H/F

Chargé d'études et de développement en actuariat

La Direction de l'Actuariat (3 personnes) coordonne l'activité des Départements Actuariat des filiales du Groupe. Elle oriente et initie le développement des méthodes actuarielles et procédures associées, applicables dans le Groupe. Elle veille à leur homogénéisation et en contrôle l'application.

Après une période de formation à nos outils, votre mission comprend les responsabilités suivantes :

- Contribution à la réflexion du groupe SCOR dans la conduite de ses projets de développement nécessaires en matière d'actuariat.
- Participation aux travaux de mise en place et d'automatisation des outils en collaboration avec les actuariats du Groupe et le Département Informatique.
- Audits techniques auprès de nos filiales à Paris ou à l'étranger.
- Suivi de l'activité opérationnelle (tarification, calculs d'IBNR...) et de reporting.

Actuaire diplômé, vous avez une première expérience de 3 à 5 ans minimum au sein d'une Direction Technique. Votre maîtrise de l'anglais et votre goût de l'outil informatique (EXCEL/LOTUS, PARADOX, SOL...) vous seront indispensables. Votre ouverture d'esprit et votre sens de l'initiative vous ouvriront de larges perspectives de carrière au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence ACHY/AN à SCOR, Service Recrutement, Hubert ESTIBAL, 1 avenue du Président Wilson, 92074 PARIS LA DEFENSE 8 cedex 39.



L'ASSUREUR DES ASSUREURS

CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIEL

Nos produits proviennent de plusieurs sites de production, et sont aujourd'hui leader sur leur marché. Afin d'améliorer encore notre compétitivité, nous devons accroître notre rentabilité industrielle. Votre rôle sera de prendre en charge avec votre équipe le contrôle de gestion, dont notamment l'analyse de nos coûts industriels, et d'y apporter toutes les améliorations nécessaires. Cela passera par une remise de notre système de coûts et de nos systèmes d'information de gestion. Vous aurez en outre la responsabilité des budgets, du reporting (US GAAP), et des plans d'investissement.

BOURGOGNE

A 30/35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une solide expérience du contrôle de gestion industriel acquise dans un groupe international, de préférence anglo-saxon. La parfaite maîtrise de l'anglais est impérative.

Votre réussite à ce poste vous permettra d'évoluer rapidement vers des fonctions élargies dans un environnement international, en France ou en Europe.

Merci de contacter Jérôme Lemerle au 45 38 62 62, ou adresser votre dossier complet de candidature à CLP associé, 33 av. du Maine, 75755 Paris cedex 15, sous réf. LM277.



Consolidation de groupe industriel

Dans un environnement international en profonde mutation, notre volonté d'être un acteur de premier plan du secteur énergétique passe par des opérations de développement donnant lieu à des prises de participation et à la constitution d'un groupe industriel. Notre Service de Comptabilité et d'Expertise organise et assure la production des résultats consolidés de celui-ci.

Membre d'une équipe de quatre cadres, vous collaborerez à l'élaboration et au développement de nos méthodes. Vous assurerez personnellement le suivi de certaines filiales et participerez directement à la consolidation du groupe Gaz de France.

A environ 30 ans, votre expérience dans ce domaine contribuera à conforter notre professionnalisme dans ce secteur en développement.

Sens des relations interpersonnelles, analyse des problèmes, capacité de travail, initiative et maîtrise de deux langues étrangères (anglais et allemand) seront vos atouts pour notre réussite commune.

Pour ce poste à pourvoir à Paris 17, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence M.08.03 à Thierry Gless, département recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

HEC
ESSEC
ESCP
ESCL



DIRECTEUR

L'INFOR, établissement de formation professionnelle continue de la

Chambre de Commerce et d'Industrie de Dijon (CCID), concourt à la promotion des entreprises,

de l'emploi et des personnes et contribue ainsi au développement économique de sa circonscription.

Nous recherchons aujourd'hui notre

Votre mission : Sous l'autorité du Directeur Général de la CCID, vous serez chargé d'organiser et de développer l'INFOR dans le respect de sa politique générale et de ses procédures.

A la tête d'une équipe composée de 20 collaborateurs permanents et de 80 formateurs vacataires à temps partiel, vous définirez et contrôlerez la stratégie commerciale de votre établissement. Vous assurerez l'optimisation des ressources financières et veillerez à un strict contrôle des coûts.

Vos qualités d'anticipation vous permettront de mettre en place une organisation susceptible de répondre aux défis de demain.

Votre profil : De formation supérieure, 3ème cycle universitaire ou grande école de gestion, vous justifiez d'une expérience significative dans l'un des domaines suivants : marketing, action commerciale, gestion, ressources humaines ou sciences de l'éducation.

Un réel talent d'animateur, un excellent sens relationnel et une grande habileté en matière de négociation vous permettront d'évoluer avec aisance au sein de notre structure.

Pour ce poste, basé à Dijon, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo + prétentions) à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dijon - Patricia Magnier - 1, place du Théâtre - 21000 Dijon.

Filiale française de l'un des plus importants et des plus dynamiques groupes chimiques américains, nous fabriquons, dans nos deux usines, des produits spéciaux de chimie fine, réputés pour leurs qualités. Notre taille significative (CA : 400 MF et 330 personnes) et les objectifs de performance fixés par le groupe nous conduisent à rechercher notre

FINANCIAL CONTROLLER

Proche Banlieue Nord-Ouest

± 450 KF

Rattaché au Directeur Général et membre du Comité de Direction, en étroite liaison avec le Finance Director Europe, élément moteur de l'optimisation de nos résultats, vous serez responsable de l'intégralité de la fonction financière et des systèmes informatiques de gestion. Animant et dynamisant une équipe de 13 personnes, une mission passionnante d'organisation et d'amélioration de nos procédures, de nos systèmes et outils de gestion vous attend.

A 35/40 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur et titulaire du DEC5 minimum, après une première expérience en cabinet d'audit international, vous avez acquis un solide savoir-faire de la fonction financière au sein d'une filiale d'un groupe industriel anglo-saxon. Vous avez, en particulier, de solides compétences en contrôle de gestion, gestion de trésorerie et contrôle budgétaire. "Hands on" et "business minded", vous aimez vous impliquer dans les opérations et, par la pertinence de vos propositions, vous êtes un acteur déterminant de l'amélioration des performances. Une pratique courante de l'anglais, du reporting anglo-saxon et de l'informatique de gestion est bien sûr indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous la réf. H413LM à Monique Herbet - Ernst & Young Conseil - Tour Manhattan Cedex 21 - 92095 Paris-La Défense 2.



مكتبة من الراسل

LE MONDE DES CADRES

ZD ZIFF-Davis
France

Ziff Davis, premier éditeur américain de magazines d'informatique, doit sa réussite à la qualité rédactionnelle de ses publications destinées aux professionnels de la micro-informatique.

Nous renforçons notre équipe rédactionnelle et recherchons :

un journaliste technique

passionné par les micro-ordinateurs.
Qualités rédactionnelles et compétences techniques sont indispensables pour la réalisation des dossiers comparatifs et l'analyse des tests de produits réalisés en laboratoire.
Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci de nous faire part de vos projets en nous adressant votre candidature : ZD-Davis France - Réf. JF/14-D-P, 14, place Marie-Jeanne-Sauzet 92293 Levallois-Perret Cedex.

Cabinet de conseil en recrutement de Dirigeants intervenant par approche directe à haut niveau

recherche

Consultant(e) Junior

Intervenant sur toute la chaîne du recrutement, de la stratégie de recherche aux contacts téléphoniques, jusqu'aux interviews en première approche.

4 à 5 ans minimum d'expérience requis en tant qu'assistant(e) de recherche au sein d'un cabinet réputé pour son professionnalisme. Très bonne maîtrise de la méthodologie d'approche directe. Culture économique. Alsacien dans les contacts à haut niveau.

Formation supérieure indispensable - Excellente culture générale - Qualités littéraires - Fort engagement personnel souhaité.

Envoyer dossier de candidature complet (CV + lettre), sous huit jours maximum sous référence 8870 au journal Le Monde, 133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08



Avec 1 530 collaborateurs, la SEMVAT gère et développe le système de transports (métro, bus, cars) moderne et performant de l'agglomération toulousaine. Equipements à la pointe de la technologie, qualité du service et implication de nos équipes font de la SEMVAT un acteur privilégié du développement et de la qualité de la vie à Toulouse.

Responsable de la communication institutionnelle H/F

En collaboration avec les services communication interne, marketing et commercial, vous définissez et mettez en œuvre la communication institutionnelle de notre société.

Véritable ambassadeur, vous animez et supervisez les opérations de relations publiques, les relations avec la presse et avec nos différents partenaires.

A 35/40 ans environ, vous avez une formation supérieure complétée par une expérience significative de la communication en entreprise. Vous connaissez bien le monde de la presse et des médias et avez de bonnes capacités rédactionnelles. Vos qualités relationnelles vous permettront de donner rapidement toute sa dimension à ce poste.

LORRAINE

Organisme de développement économique

Pour assurer la gestion et le suivi d'une politique de zones Industrielles, en étroite collaboration avec le Secrétaire Général, nous recherchons

Chargé de mission opérationnel

Vous êtes de formation ESC (ou équivalent), et vous possédez impérativement une "solide" expérience en aménagement et urbanisme, et en connaissez des dispositifs de financement.

Vous avez une motivation particulière pour le travail en équipe et pouvez attester d'une expérience dans la conduite d'actions en partenariat.

La maîtrise de la langue allemande serait un plus très apprécié.

Nous vous invitons à établir votre premier contact avec notre conseil et à lui faire part de votre motivation en lui adressant votre dossier de candidature (lettre de motivation manuscrite + CV + photo et prétentions) sous réf. 404/LM

Réponse et confidentialité vous sont assurées.

nicole ferville

226, rue Jeanne d'Arc, 54000 Nancy

GRAND ETABLISSEMENT FINANCIER

Notre stratégie de développement nous conduit à rechercher pour des projets d'envergure exceptionnelle :

CONSULTANT EN ORGANISATION

Rattaché directement à un directeur central, vous validez les cahiers des charges de la maîtrise d'ouvrage et en coordonnez les intervenants.

Vous assurez les relations privilégiées avec notre D.O.I. maîtrise d'œuvre, et mettez en place les tableaux de bord de suivi du lancement de nos nouveaux produits et services.

Vous possédez une formation supérieure (bac + 5) et une expérience d'au moins 10 ans dans les métiers de l'organisation ou de l'inspection au sein d'une grande banque à réseau.

Réf. CORG295

CHARGE DE MISSION

Rattaché directement à notre directeur de l'organisation et de l'informatique, vous assurez les audits d'applications et de projets informatiques, les études transversales et avant-projets sur nos systèmes d'informations et la conduite de projets transversaux.

Vous possédez une formation bac + 5 et 10 à 20 ans d'expérience dans la conception ou la mise en œuvre de grands projets (comptabilité bancaire, trésorerie, international) en tant que directeur de projets ou responsable d'études au sein d'une grande banque à réseau.

Réf. CH995

Ces postes basés à Paris présentent de réelles perspectives d'évolution de carrière.

Nous vous remercions d'adresser lettre de motivation manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, en précisant la réf. choisie, à notre conseil EUROSERV, 121 bd Diderot, 75012 Paris.

EuroServ



ASSISTANT DU DIRECTEUR INTERNATIONAL

Le Groupe IPSOS (650 millions de F de CA) réalise les 2/3 de son chiffre d'affaires dans le domaine international.

Pour le développement de ses activités internationales, le Groupe IPSOS recherche un Assistant du Directeur international.

Vous intervenez dans des missions diversifiées qui sont pour l'essentiel : l'élaboration et le suivi des dossiers internationaux ; la participation au développement des nouvelles activités, des nouveaux produits, des nouvelles implantations, particulièrement dans les domaines marketing et commercial ; la mise en place d'un système d'information. Vous travaillez en relation régulière avec l'ensemble des directeurs.

Agé d'environ 28 ans, vous avez acquis une première expérience de coordination et de mise en place d'activité au niveau international dans les métiers du marketing, de la communication, de la publicité, des services. Vous parlez couramment l'anglais et l'espagnol. Vous avez une bonne pratique des logiciels micro-informatiques standards du marché.

Vous êtes adaptable, autonome, responsable, organisé, dynamique, doté d'un bon sens relationnel.

Le poste est basé à Paris avec des déplacements courts à prévoir.

Ecrire sous réf. MV 17 à GRH CONSEILS, 12, rue de Castiglione, 75001 Paris.

Discretion assurée.

EXPERIENCE ET INNOVATION

20 ans d'expérience du conseil en recrutement de cadres et en gestion de carrières, Françoise Barsi a le plaisir de vous communiquer ses nouvelles coordonnées

Françoise Barsi Conseil

20 rue de la Michodière - 75002 Paris

Tél. : 40.17.06.06 - Fax : 40.17.06.07



INSTITUT DE SONDAGES ET D'ETUDES DE MARCHÉ

RECHERCHE

2 DIRECTEURS D'ETUDES (H/F)

- 1 Directeur d'Etudes pour le secteur du Marketing des Services
- 1 Directeur d'Etudes pour les études de marché international

Le profil des candidats souhaité est le suivant :

- Minimum 4 ans d'expérience dans un institut d'études de marché
- Esprit d'analyse et de synthèse, faisant preuve d'initiative et de sens des responsabilités
- Ouvert aux nouvelles technologies
- Goût de l'encadrement et sens commercial
- Pour l'international : parfaitement bilingue Français/Anglais

Merci d'envoyer vos CV et lettre de candidature à :

Madame Anne MONNIER, Directeur Général

IFOP - 6-8, rue Eugène Oudiné - 75013 PARIS

LE MONDE DES CADRES

Conjuguez
réflexion
& action
au futur

Siris Partenaires conjugue projection dans le futur et pragmatisme sur le terrain. Côte à côte avec nos clients - de grandes entreprises performantes dans le secteur concurrentiel -, nous les amenons à anticiper leur évolution et à définir leur entreprise telle qu'elle devra être demain. Nous les aidons à tracer une trajectoire cohérente et à mettre en place ce qui leur permettra d'atteindre l'objectif fixé à partir de l'existant.

Pour traduire le futur en termes de besoins - et non de moyens - nos collaborateurs ont d'abord une mission globale : percevoir ce que sera demain et lancer la mise en œuvre du projet construit à partir de l'analyse du présent. Ils interviennent dans tout ce qui va faire la performance : gérer, produire, organiser, avec le souci des relations sociales... pour faire adhérer l'ensemble de l'entreprise à des objectifs ambitieux et à forte dynamique.

Aujourd'hui, vous occupez un poste de responsabilité ou vous vous sentez « la moelle » pour le faire. De formation supérieure (bac + 5), pragmatique et concret, vous avez un esprit d'analyse et de synthèse développé, une réelle aptitude à anticiper et à communiquer avec, en plus, un enthousiasme indéfectible. La maîtrise d'une langue étrangère est indispensable.

Pour rejoindre notre équipe, adressez votre dossier de candidature à Siris Partenaires S.A., 50, rue Marcel-Dassault, 92100 Boulogne.

SIRIS

Manager
SPÉCIALISTE ACHATS

Pour son activité de CONSEIL EN MANAGEMENT en France

(1 500 consultants dans le monde), EDS-Eurosept recherche des spécialistes dans le domaine de :

- la stratégie
- l'organisation
- l'amélioration de la fonction achat.

Vous êtes en milieu industriel, compétent en achats et avez une expérience de consultant.

A 30 ans, diplômé d'une grande école, vous maîtrisez l'anglais, vous avez de bonnes qualités relationnelles et professionnelles pour devenir très vite un leader et une référence dans ce domaine.

Merci d'adresser lettre de motivation et CV à Eric Schlumberger, EDS-Eurosept, Immeuble Le Guillaumet, 92046 Paris-La Défense.

EDS EUROSEPT

Management Consulting Services

Consultant en
ressources
humaines

INFORMATIQUE

■ Dans le domaine des systèmes d'information, les spécialistes techniques dotés d'une compétence « métier » liée à un secteur d'activité spécifique sont très recherchés par les entreprises. ■ Trouver ces profils est notre métier, cabinet membre d'un groupe de conseil en ressources humaines, fondé en 1974. ■ En croissance constante, nous recherchons un consultant pour développer nos activités auprès d'une clientèle dans l'assurance, le marketing et la distribution/VPC. ■ A 30 ans environ,

professionnel des hommes et des systèmes, à votre première expérience des ressources humaines en cabinet ou en SSII s'ajoute une bonne connaissance de l'un de ces secteurs. Votre motivation liée à vos résultats vous permettra à terme de devenir associé-partenaire au sein de notre cabinet.

■ Merci d'adresser votre candidature, à Cabinet SEEK, 50 boulevard Victor-Hugo, 92200 Neuilly.

Seek

Jeunes diplômés(e)

Jeunes diplômés(e), bac + 4/5, vous recherchez une première expérience dans le domaine des Ressources Humaines ? Alors, notre cabinet de conseil en recrutement vous propose de le rejoindre comme stagiaire, pendant 3 à 6 mois. Après une formation personnalisée et individuelle à nos méthodes et nos outils, vous contribuerez

efficacement à nos missions de recrutement. Dans le cadre de certaines missions à l'international, votre connaissance de l'anglais sera appréciée. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV), sous référence 58905, à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

bac + 4/5

Le Monde
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



44-43-76-03

44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32

La BRED Banque Populaire, premier établissement du groupe, recherche un

Organisateur conseil

Rattaché à la direction du développement, vous prenez en charge des missions contribuant à augmenter les performances tant au plan qualitatif que quantitatif. Vous conduisez notamment des actions menant à la mise en œuvre et au suivi du contrôle des coûts, à l'amélioration des processus, à l'optimisation de la rentabilité commerciale. De formation ingénieur ou grande école de commerce avec une spécialisation en gestion, vous bénéficiez de 5 ans minimum d'expérience dans le métier de consultant en organisation au sein d'une société industrielle ou commerciale.

Vous êtes mature, votre savoir-faire et votre implication personnelle vous permettent d'intervenir en tant que force de proposition. Votre ouverture d'esprit et votre sens concret vous permettent de construire et à suivre des actions pérennes et évolutives. Vos facilités de communication et votre forte autonomie sont un atout pour une intégration réussie.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la réf. OC0703 à la Bred, Direction du personnel et des relations sociales, 18 quai de la Rapée, 75012 Paris.



La passion du client

L'indépendant

Qualité régionale, leader sur sa zone de diffusion (40 000 ex. par an), 25 000 ex. par an, 3000 personnes, 100 millions de chiffre d'affaires.

Dans le cadre d'un objectif d'adaptation à son double marché - lectorat, publicité - à l'occasion d'un changement de format, de maquette et d'outil d'impression, le journal recrute

UN CHARGE D'ETUDES (H/F)

dont la mission est d'accompagner la démarche marketing jusqu'à la mise en œuvre du projet en ayant la responsabilité du suivi des études de marché et des tests entrepris par les différents services (réaction, direction commerciale, communication...) dans une démarche de synergie.

Vous êtes motivé par un projet stratégique, vous avez une réelle maîtrise des méthodes et outils d'études, vous connaissez le secteur de la presse et de la communication, vous résiderez à Perpignan. Merci d'adresser votre candidature (CV + photo + lettre) à :

L'Indépendant "Direction commerciale" 4, rue Emmanuel-Brousse, 66644 PERPIGNAN

MARKETING FINANCIER

Chef
de Produits

Notre prestation (CPCVM et marchés de gestion) s'adresse exclusivement à une clientèle d'entreprises et d'instituteurs institutionnels en France et à l'étranger. Pour accompagner notre ambitieuse politique commerciale, vous définirez et mettez en œuvre une stratégie de développement produits pour les marchés français et internationaux. A partir de l'analyse des besoins de nos différents clients et des évolutions de l'environnement financier, fiscal, ... vous proposerez les adaptations de notre gamme. Vous conduirez personnellement le développement des produits depuis leur conception initiale jusqu'au suivi de leurs résultats en coordonnant l'action des intervenants internes

Filiale d'un groupe financier de haut premier plan, nous sommes spécialisés dans la gestion de capitaux pour compte de tiers.

dans ce processus (ingénieurs financiers, juristes, gérants, chargés d'affaires, responsable de communication, ...).

Professionnel du marketing financier, vous avez idéalement occupé dans une Banque ou une Société de Gestion, des fonctions similaires impliquant le pilotage de projets. A 35 ans environ, de formation supérieure commerciale, vous avez démontré votre esprit marketing, vos qualités d'organisateur, votre pragmatisme et votre créativité.

Pour ce poste, basé à Paris, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) sous réf. 13488 à EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex, qui fera suivre.

مركز لاداء